

LE LIBÉRALISME À LA CONQUÊTE DE L'AMOUR. QUELQUES
CONSTATS ET REFLEXIONS SUR LA CONSOMMATION
SENTIMENTALE ET SEXUELLE DE MASSE À L'ÈRE D'INTERNET

PASCAL LARDELLIER¹

ABSTRACT

LIBERALISM IN THE CONQUEST OF LOVE. SOME OBSERVATIONS
AND REFLECTIONS ON THE MASS SENTIMENTAL AND SEXUAL
CONSUMPTION IN THE ERA OF THE INTERNET

For about fifteen years, the growth of online dating sites for singles has helped technologize and "industrialize" the meetings with romantic and sexual purpose. This article demonstrates that, more broadly, the principles of liberalism as well as the doctrine are the ones which have also won in the love relationships, in so many ways. Because a new relational economy, based on efficiency, interchangeability, performance and cost, largely prevails on these dating sites.

Keywords: internet, dating sites, sentimental and sexual relations, liberalism, new relational economy, liberal values and anti-values.

EN GUISE D'INTRODUCTION...

Internet et les sites de rencontre ont métamorphosé les relations amoureuses en très peu de temps. Cette affirmation, qui n'est pas purement déterministe, se fonde sur une série de constats. Car depuis une quinzaine d'années, on a vu apparaître de nouvelles manières de se rencontrer, de «draguer» et de tomber amoureux, derrière des écrans. Les modalités et la temporalité traditionnelles de la rencontre ont été bouleversées. Sur internet, on apprend à se connaître «de l'intérieur», et on tombe souvent amoureux «d'inconnus intimes». Dès 1999, le film *You've got a message*² avait très explicitement mis une histoire et des images sur ce phénomène nouveau.

¹ Professeur à l'Université de Bourgogne, chercheur au Cimeos/3S (EA 4177). Directeur scientifique de Propedia, laboratoire du Groupe IGS et responsable d'un Master 2 Recherche «Communication et médiations»; e-mail: pascal.lardellier@u-bourgogne.fr.

² Film de Nora Ephron, avec Meg Ryan et Tom Hanks.

D'ailleurs, l'acteur américain John Malkovich, qui est aussi metteur en scène, a proposé en 2012 à Paris, au Théâtre de l'Atelier, une version contemporaine du célèbre roman de Choderlos de Laclos, des *Liaisons dangereuses*. Mais celui qui incarna en 1989 le Vicomte de Valmont pour le réalisateur Stephan Frears adapta cette fois-ci l'œuvre classique à la «génération internet»! Dans sa mise en scène, les réseaux sociaux (*Facebook*, *Twitter*...), les smartphones et les SMS jouaient un rôle à part entière. On aime toujours comme une époque nous permet d'aimer. Et une époque, c'est un ensemble de valeurs et de techniques. L'adaptation parisienne de Malkovich montrait que c'est la place de l'écrit dans les rapports de séduction et les relations amoureuses qui se trouve réaffirmée à l'ère d'internet. Bien sûr, il y a encore, comme dans l'amour à l'âge classique, du cynisme, de la duplicité, des mensonges et des manipulations, mais cette fois-ci ils sont technologiquement assistés.

Plus largement, c'est un nouvel état d'esprit, et une idéologie inédite qui président désormais aux relations sentimentalo-sexuelles assistées par ordinateur. Elles se «marchandisent», les célibataires pratiquant sur internet ce que l'on pourrait appeler le «marketing amoureux».

Dans ce chapitre, nous analyserons d'abord la manière dont le libéralisme s'est imposé comme la nouvelle idéologie dominante des rapports sentimentaux postmodernes. Le libéralisme est présent, implicitement, dans les discours des internautes eux-mêmes autant que dans leurs pratiques, et les «réflexes» relationnels adoptés, quand ils sont «en ligne». Pour cela, nous nous appuierons sur des enquêtes que nous avons menées sur le sujet, dans l'espace francophone depuis dix ans.

Ensuite, nous proposerons plus largement quelques réflexions sociologiques et considérations philosophiques sur l'amour et le couple à l'ère des réseaux numériques.

MÉTHODOLOGIE DE NOS ENQUÊTES

Concernant la méthodologie, précisons que ce chapitre se fonde sur les témoignages recueillis lors de deux enquêtes menées entre 2003 et 2012, et publiées en 2004 et 2012 (*cf.* bibliographie, Lardellier). Pour mener ces enquêtes, nous nous sommes associé à quatre sites de rencontres à finalité sentimentalo-sexuelle d'orientation hétérosexuelle, rassemblant des publics français et francophones³. Ce sont 260 (130 par 2) questionnaires qui ont été recueillis et traités, et 30 entretiens approfondis qui ont été menés. Le thème de ce chapitre, «le libéralisme conquérant l'amour», a été spontanément évoqué ou énoncé par une majorité de personnes enquêtées, avec des expressions et formulations différentes mais convergentes.

Les analyses tirées de ces enquêtes ont bien sûr été étoffées par la lecture des auteurs ayant travaillé sur ce sujet.

³ Sites partenaires de ces enquêtes: Netclub, Amoureux.com, Attractive world et Points-communs.com.

1. LE LIBERALISME À LA CONQUÊTE DES RELATIONS AMOUREUSES

D'abord, rappelons que les relations amoureuses produites «en ligne» connaissent des différences notables par rapport à celles de la vraie vie. Sur internet, on ne voit pas son interlocuteur, et on ne le connaît pas, puisqu'il/elle est caché(e) derrière un «pseudo» et un écran. De même, les choses vont souvent beaucoup plus vite que dans la vraie vie, où des temporalités plutôt lentes régissent la séduction.

Mais de même, plusieurs auteurs ont remarqué, ces dernières années, la soumission des relations numérisées au libéralisme, celui-ci étant considéré tout à la fois comme doctrine économique, ensemble de valeurs et idéologie. En fait, avec le net, on peut considérer que les rapports sociaux se «marchandisent», et qu'ils fonctionnent selon le principe d'un utilitarisme forcené. Ce point de vue compte de nombreux partisans. Car dire que cette doctrine économique gagne les relations, c'est plus qu'une métaphore. Prendre certaines expressions au sens littéral est d'ailleurs révélateur: les internautes que nous avons interrogés évoquent spontanément, à propos des sites de rencontres, «la grande foire des cœurs», un «supermarché», «du commerce et du business», «une consommation sexuelle effrénée» ou une «vitrine pour les célibataires». Ils sont nombreux à dire qu'on choisit un partenaire «comme on choisirait un yaourt, ou un produit quelconque, son caddie en mains». Bref, «les personnes ont l'impression de devenir des marchandises», une fois inscrites sur un site de rencontres ! Certains, déçus par ces sites, évoquent même la prostitution, «puisque'on paye pour avoir des relations avec des inconnus»... Ces expressions renvoient au commerce et au marché, qui pénétreraient ainsi dans la sphère de la rencontre amoureuse. Or, ces clichés lexicaux sont énoncés par les adeptes de ces sites eux-mêmes.

La rencontre amoureuse est donc devenue un marché à part entière, qui «vend» à tous les célibataires la possibilité de relations sexuelles rapides, autant que l'espoir d'une vie à deux. Il était évident que des industriels, aidés par des spécialistes du marketing, feraient leur entrée sur ce créneau, épousant les désirs et les aspirations des individus autant que les tendances sociales, plus largement.

Car on repère dans les réseaux numériques et sur les sites de rencontres des logiques sociologiques qui existaient bien avant leur apparition: l'homophilie, cette tendance à aller vers des personnes nous ressemblant, et l'endogamie, qui produit des couples de catégories sociales, de valeurs et religion semblables ou proches. En fait, on retrouve l'action importante des «affinités socioculturelles», comme principes d'organisation du marché matrimonial, et donc de constitution des couples. La chose peut paraître d'autant plus étonnante «qu'en ligne», on commence toujours à dialoguer avec des personnes anonymes. L'amour ne serait donc pas si aveugle qu'on le pense !?

Faisons d'ailleurs remarquer que le marché français de la rencontre amoureuse en ligne a connu plusieurs grandes périodes. Et après la première ère

des sites généralistes, on a vu ce marché se segmenter, pour proposer des sites communautaires, selon des critères ethniques, religieux, socioculturels et socio-économiques.

Mais de même, sur le net, les relations sont libéralisées. Car tous les grands principes de l'économie de marché s'y retrouvent: l'abondance de l'offre, la rationalisation de la quête amoureuse, le ciblage sélectif, le fait de pouvoir choisir parmi une offre très abondante, la standardisation des «produits»⁴. On y remplit en effet des fiches «anthropométriques», dont ils faut respecter strictement les rubriques. Ceci induit une «chosification» généralisée. Et l'immensité de «l'offre» – des centaines de milliers de fiches en ligne! – implique une marchandisation, les fiches personnelles des personnes inscrites étant analysées comme des produits dont on lirait la fiche technique, qu'on pourra «tester» et «faire changer», si le fonctionnement est insatisfaisant ou défectueux.

À travers tous les textes et de toutes les images s'échangeant entre des inconnus sur les sites de rencontres, c'est bien le libéralisme qui envahit la sphère des relations humaines. En effet, il faut être efficace et attractif pour être «sortir du lot», et être remarqué. On doit être performant en permanence, par les photos qu'on diffuse et les mots qu'on envoie. Et les relations amoureuses doivent se plier à un impératif de rendement, d'efficacité et de rentabilité. Les «fiches perso» mises en ligne doivent être «vendeuses» et «impactantes» pour être remarquées. Et ces adjectifs sont issus du marketing et du *coaching*, qui contaminent l'espace de la relation intime. Sur les sites de rencontres, chacun pratique le «marketing amoureux», se considérant soi-même comme un «produit exclusif» à promouvoir, produit concurrencé par des milliers d'autres. En fait, sur les sites de rencontres (comme sur les réseaux sociaux), beaucoup de personnes pratiquent, consciemment ou inconsciemment, le «personal branding». Ils deviennent donc leur propre marque! Et voici une notion et un concept renvoyant encore au commerce!

Un célèbre ouvrage du théâtre français (de Pierre Marivaux, 1688–1768) s'intitulait *Les jeux de l'amour et du hasard*. Mais désormais, sur les sites de rencontres, on peut vraiment parler «des jeux de l'amour et du marché», car les relations amoureuses technicisées impliquent un rendement et une rentabilité, chaque internaute étant son propre «cyber-agent matrimonial». A l'ère du marketing et du libéralisme triomphants, on a l'impression que les sentiments peuvent se réduire en «avantages client», en «capital émotionnel», en entretiens réussis.

Dans un autre registre, parallèle, le *speed-dating* symbolise cette tendance: le premier contact amoureux ressemble étrangement à un entretien d'embauche, à un recrutement professionnel.

Et puis est apparu récemment le «coaching amoureux»: des *love coaches* managent les célibataires comme s'ils étaient des cadres supérieurs déclassés, que l'on doit motiver pour qu'ils puissent de nouveau obtenir un super job. Valoriser son capital, exprimer ses qualités, tirer parti de son potentiel, telles sont les

⁴ Spécificité relevée par Eva Illouz, *Les Sentiments du capitalisme*, Seuil, Paris, 2007.

missions de ces «entraîneurs relationnels» d'un nouveau genre. Or, ces principes et ces pratiques appartiennent à l'idéologie managériale, et s'inscrivent dans le courant libéral gagnant les relations, notamment amoureuses.

Bien sûr, il y a du romantisme et de la sincérité dans les réseaux numériques, pas seulement du cynisme. Mais une majorité des personnes inscrites sur un site de rencontres sont avant tout à la recherche de relations rapidement *consommées*. Selon les témoignages des adhérentes, les membres masculins sont en général très pressants, avides de numéros de téléphone ou d'adresses *WLM* ou *Skype* personnelles, puis de rencontres *IRL* au plus tôt, «pour conclure la relation», c'est-à-dire pour passer à la relation sexuelle proprement dite.

Plusieurs ouvrages, romans ou essais, écrits ces dernières années par des hommes fréquentant les sites de rencontres confirment cette tendance à «l'industrialisation de la drague». En 2005, le français Lewis Wingrowe expliquait son ouvrage *Des souris et un homme* combien la rationalisation liée aux outils informatiques pouvait permettre un «rendement optimal» dans le processus de séduction. Mais il n'y a pas que des gagnants, à ces jeux de l'amour et du marché. Dans son roman *Extension du domaine de la lutte* le célèbre romancier français Michel Houellebecq avait dès 1994 pressenti l'entrée de la sexualité dans l'ère de la compétition libérale, avec des *winners* et surtout des *losers*. Il présentait dans cet ouvrage des «anti-héros» frustrés, antipathiques et pathétiques, torturés par des pulsions jamais assouvies les faisant cruellement souffrir. Les «beaux» et les «sûrs d'eux» parvenaient à leurs fins sexuelles très aisément. Quant aux perdants, il leur restait les images, les fantasmes et la masturbation comme consolations.

SUR LES SITES DE RENCONTRES, UN TRIPLE PRINCIPE D'ECONOMIE

Pour rester dans un registre économique, un triple principe d'économie régit les rapports amoureux sur le net, et assure leur succès: économie de temps, économie d'argent et économie émotionnelle. De temps, car une fois inscrit, et en quelques minutes, on a accès à un «bassin de célibataires» immense, composé de milliers de personnes nous intéressant virtuellement, et pouvant potentiellement être intéressées par le nouveau profil.

Economie d'argent, de même, car entrer en contact avec toutes ces personnes auraient été beaucoup plus onéreux (sorties, invitations...) dans la «vraie vie», sans internet. Or, prendre un premier contact grâce à la même lettre «copiée collée» et envoyée à quelques dizaines de personnes est une pratique courante, et qui relève du taylorisme, puisqu'il s'agit de rationaliser une tâche !

Enfin, une «économie émotionnelle» est offerte par ces sites, car la «perte de face» et son coût sont opportunément évincés par l'absence de l'autre. Se faire évincer numériquement n'a aucun coût en terme d'honneur. Bien sûr, il y a là une violence qui n'a rien de virtuelle, et qui peut provoquer ce que les psychanalystes appellent une «blessure narcissique», quand la relation a été investie affectivement. Pour le reste, «on passe à la suivante et puis voilà».

C'est le système des sites de rencontres dans son ensemble qui induit cette logique de consommation. Faire le choix le plus rationnel et pertinent, générer du trafic autour de sa fiche afin de devenir le « produit-phare », cumuler les contacts... La logique est bien celle d'une consommation sentimentale et sexuelle de masse. Certains adeptes des sites de rencontres se vantent de collectionner les aventures sexuelles comme on collectionnerait des objets insolites ou des papillons. Pour eux, grâce aux sites de rencontres, la drague est vraiment passée de l'artisanat à l'industrie. Les sites de rencontres consacrent le mariage de la consommation sexuelle et affective et des techniques du marketing. Et notre époque rationalise l'économie sentimentale. On parle encore de *cœur*, mais c'est souvent de «cœur de cible», terme issu du marketing.

Le concept symbolisant cette marchandisation de la rencontre amoureuse *online* est le site français *AdopteUnMec.com*. Avec son esprit féministe ludique et décomplexé, ce site permet aux femmes de se promener avec un caddie dans les rayons d'un supermarché virtuel, qui propose des «hommes-objets». Ils deviennent les «produits régionaux à ne pas manquer», ou les «promotions du jour»! Les hommes, passifs, ont peu de droits dans cet univers, ils doivent seulement obéir. La métaphore commerciale anime tout le site, l'utilisatrice toute-puissante pouvant faire son «marché», grâce à une «*shopping list*» qu'elle a préalablement établie grâce à des critères. Ce site exige une bonne dose d'humour, mais il rencontre beaucoup de succès auprès d'une clientèle jeune, maîtrisant parfaitement les codes relationnels parodiques des réseaux sociaux. Mais on est encore dans le registre de l'amour gagné par le libéralisme, même à titre caricatural.

LE NET SENTIMENTAL, UNE NOUVELLE «INTERNATIONALE DU CÉLIBAT»

Mais le libéralisme s'exprime de manière plus concrète encore, quand on évoque la rencontre amoureuse en ligne. Car l'expansion planétaire des sites de rencontres permet de repérer, plus largement, l'essor d'une nouvelle «Internationale du célibat». Ainsi, des dizaines de milliers de femmes habitant des pays en voie de développement ou dans des zones en proie à des troubles politiques cherchent à émigrer dans un pays «riche», grâce aux ressources du Réseau. Cette «cyber-migration matrimoniale» a ouvert des flux migratoires d'un nouveau genre, assurant au passage la fortune des propriétaires de cyber-cafés. Dans un documentaire intitulé «Nord-Sud.com», le français François Ducat expliquait qu'en 1997, il y avait quatre cyber-cafés à Yaoundé, au Cameroun, et 450 en 2007. Combien sont-ils en 2014 ? Et dans combien de capitales, de villes et de villages vendent-ils des connexions et «l'espoir d'une vie meilleure» à des candidates à l'exil matrimonial ?

Deux exigences logistiques pour ces cyber-cafés: que les ordinateurs soient dans des box individuels fermés (par un rideau, souvent), et surtout équipés de *webcams*. Car les hommes occidentaux *chattant* avec ces femmes veulent «juger

sur pièces». La concurrence est rude, seules les femmes les plus «attractives» seront repérées. Et ces femmes doivent être tout à la fois jolies, dociles, sensuelles, «gentilles», prêtes à beaucoup pour espérer se voir proposer une rencontre en Europe ou en Amérique du nord. Cette «Internationale du célibat» voit des cohortes de femmes africaines, asiatiques ou issues des ex-pays communistes tenter (et parfois réussir) un «cyber-union». Nécessairement, il aura pour conséquence un déracinement familial et culturel. Elles tentent une nouvelle vie, loin de chez elles, avec un inconnu blanc (le plus souvent), riche (à leur niveau), et la plupart du temps, (beaucoup) plus âgé qu'elles. Ces hommes «achètent» la jeunesse de ses femmes, ils leur offrent en échange les «conditions matérielles d'une vie meilleure». Ces unions connaîtront le succès, ou pas. Certaines s'adapteront et «referont leur vie» en Occident; d'autres déprimeront mais feront tous les sacrifices pour rester; enfin, il y a celles qui rentreront dans leur pays, après avoir constaté leur impossibilité à s'intégrer, et avoir été déçues par leur «Prince charmant occidental», qui n'était qu'un homme, finalement.

On perçoit l'asymétrie de ces relations, et les attentes économiques y présidant, par-delà les justifications des protagonistes, qui font appel à des «valeurs privilégiées» qu'incarneraient chacun des futurs époux, et dont les natifs respectifs de leurs pays seraient dépourvus... Tout cela ne doit pas être regardé avec trop de romantisme. Car ces exils conjugaux voient aussi parfois des familles autochtones déchirées pour en recomposer d'autres, aléatoires, dans «l'Eldorado européen ou américain».

Si ce phénomène mondialise la quête amoureuse, participant au grand *melting-pot* interculturel, déchirant des destins et faisant de belles histoires, aussi, il pourrait provoquer, s'il s'amplifie, un véritable déséquilibre des «balances conjugales intérieures». «A long terme, la mondialisation du marché de la rencontre pourrait avoir des conséquences redoutables. Les femmes occidentales ont déjà du mal à trouver des hommes qui soient à la hauteur de leurs attentes. Les hommes quant à eux, bien que séduits par les femmes dynamiques, les préfèrent cependant souvent pas trop exigeantes à la maison, pour s'assurer une vie de couple «sans problème». Le risque est donc grand qu'un nombre de plus en plus important d'hommes se tourne vers le marché international pour «acheter» la soumission, la jeunesse et la beauté, laissant seules, dans leurs pays, des femmes diplômées et indépendantes..., cependant que les hommes pauvres du Nord trouveraient encore plus difficilement à se marier»⁵. L'«Internationale du célibat» ouverte par les sites de rencontres est fondée sur des intérêts qui sont d'abord économiques. Les sentiments ne sont pas absents, mais s'ils viennent, ce sera plus tard. Les «jeux de l'amour et du marché» sont désormais mondialisés.

⁵ J.-C. Kaufmann, *Sex@mour*, p. 192.

2. PLUS LARGEMENT, À PROPOS DE L'AMOUR SUR INTERNET...

Élargissons maintenant un peu le cadre de l'analyse, afin de proposer quelques considérations plus générales, sociologiques et philosophiques, sur les nouvelles formes du couple et de l'amour à l'ère d'internet.

LES CÉLIBATAIRES SUBISSENT DES TENSIONS PARADOXALES

D'abord, il semble que la solitude n'a jamais été autant ressentie dans nos sociétés qu'à une époque proposant une «offre relationnelle» incroyable, et qui a fait de la communication une vertu sociale. Les célibataires inscrits sur les sites de rencontres collectionnent les «coups de cœur numériques», les «bisous virtuels»; des centaines de personnes ont visité leur «fiche perso», sans que les rencontres, quand elles ont lieu, ne débouchent sur des relations durables. Parfois, bien sûr, mais pas toujours...

Ces célibataires, toujours plus nombreux, ressentent une tension forte au quotidien: s'épanouir, réussir, se réaliser, et en même temps, se donner les moyens de «faire couple», puisque le regard social et leur entourage exercent souvent sur eux une pression implicite et insistante. Et si notre époque valorise ceux qui communiquent bien et savent s'affirmer dans les relations, jamais les difficultés pour rencontrer n'ont été aussi grandes. Les millions de personnes inscrites sur les sites de rencontre en témoignent.

LE COUPLE TRADITIONNEL METAMORPHOSÉ PAR LES TIC

En tout cas, les internautes «draguant en ligne» se trouvent confrontés à un mode de rencontre qui pour la première fois, inverse la chronologie des événements: on apprend à se connaître avant de se rencontrer, et on se découvre «de l'intérieur». Quand on se rencontre, on couche ensemble souvent très vite, si le *feeling* est présent. Et c'est ensuite que l'amour viendra (ou pas), et que le couple se construira peut-être. On comprend que ce changement «copernicien» dans les processus amoureux prive les individus de leurs repères traditionnels. Car ils doivent inventer un nouveau code relationnel, inédit dans l'histoire des rapports humains, et des rapports amoureux.

Le *net* constitue une vraie solution pour trouver «l'âme sœur», mais à condition de ne pas rester prisonnier des mailles du *filet*⁶. Il faut fréquemment passer de l'autre côté de l'écran, en se rappelant que dans les *Métamorphoses* d'Ovide, Pygmalion s'engagea dans une relation virtuelle (déjà à l'époque !), avec sa belle statue Galatée. D'une illusion à l'autre, Narcisse préféra son image plutôt

⁶ Rappelons que *net* signifie précisément «filet», en anglais. Et la *toile* peut être toile d'araignée, et le *réseau* renvoie à la résille et aux rets du piège...

que le tendre amour que lui vouait la muse Echo, jusqu'à s'y noyer. Et combien sont-ils, sur internet, à se mettre en scène et à se contempler dans les commentaires élogieux et les gratifications des autres ? «Une relation médiatisée par ordinateur peut permettre à un individu de satisfaire avec plus ou moins de succès le besoin profondément humain d'avoir des relations et en même temps favoriser chez lui le repli paranoïde en lui évitant toute forme d'engagement intersubjectif»⁷ ? Car le Web offre une toute-puissance, et il permet de lutter contre les angoisses et les frustrations. La connexion à internet peut être considérée comme un cordon ombilical, qui nourrit et apaise, en reliant à un «grand tout» rassurant. Ainsi, les nouvelles technologies, au sens large, sont devenues la source de plaisir préférée des cadres de 25 à 49 ans, avant le sexe⁸.

Bien sûr, on aime encore «en vrai», en 2014, même si la tentation est parfois grande de rester caché derrière l'écran, dans une posture de toute-puissance. On continuera encore à se rencontrer dans la vraie vie, à désirer des corps, à nouer de belles histoires *IRL*. De plus en plus, cependant, on utilisera les TIC et leurs providentielles ressources, à un moment ou à un autre du processus amoureux. Bien plus de la moitié des rencontres amoureuses des trentenaires est produite par des sites ayant précisément cette finalité.

Le modèle du couple traditionnel est remis en question par les TIC. Bien sûr, internet «produit» beaucoup de couples. Mais il en «défait» aussi un nombre conséquent, à mesure que les «drapeurs numériques» se reconnectent, pour adultères numériques, «*polygaming*» et *sexfriending*. Ces sites ont donné naissance à une sexualité en haut débit, très récréative. En parallèle, la sentimentalité produite par ces réseaux numériques est ludique et désengagée, mais cynique aussi. Et violente à bien des égards. Notre époque est celle d'une consommation sentimentale et sexuelle de masse. On prend, on profite, on jouit, on jette. N'oublions pas les «belles histoires du net», très nombreuses. Mais leurs acteurs confient tous qu'avant de parvenir à constituer un couple, ils ont connu des déceptions et ils ont failli abandonner, justement à cause du cynisme ambiant, et de l'impression désagréable d'être référencé comme une marchandise dans un supermarché, tout en feuilletant eux-mêmes un immense catalogue aux pages pleines de personnes pouvant être «consommées».

Ne regardons pas tout cela avec moralisme: il n'y a pas que de la frustration ou du dégoût dans la consommation sentimentale et sexuelle industrialisée par le net. Et ils sont nombreux à prendre beaucoup de plaisir grâce à internet, à cumuler les aventures, à expérimenter sexuellement, à vivre des parenthèses sensuelles réjouissantes, en rompant avec la monotonie de leur vie. Car «en ligne», on séduit et on est séduit(e), on ne rend de comptes à presque personne, la légèreté et le

⁷ Michael Civan, *Psychanalyse du Net*, Hachette, 2003, p. 46-47.

⁸ Première source de plaisir: le high tech, 39%, le sexe 36%. Sondage Ipsos pour *Menstyle*, cité par *Télérama* n° 3072 du 26 novembre 2008.

plaisir immédiat sont les moteurs du système. Mais ce qui dure un temps ne peut pas durer éternellement. Après avoir expérimenté *ad nauseam* la première possibilité des sites de rencontres: le sexe, ils sont nombreux à suivre un même mouvement pendulaire afin de tout mettre en œuvre pour atteindre la seconde promesse de ces sites, qui est leur vraie promesse commerciale: trouver le «vrai» amour.

Mais là aussi, c'est devenu compliqué. Car internet stresse alors qu'il pourrait rassurer. Cet entremetteur technologique a en effet ouvert une ère d'interchangeabilité des possibilités amoureuses. C'est bien ce que les romans ou témoignages consacrés aux relations sur le net racontent. Un de perdu, et non plus dix, mais cent ou même mille de retrouvés, virtuellement, grâce à ce que permettent les réseaux numériques, en termes de duplication, mais aussi de duplicité. Combien sont-ils et sont-elles, aussi, à se vanter sur la «toile» de compter des dizaines d'aventures, menées en parallèle, et des centaines de relations *one shot*, en cumulé ? Car «si l'abondance des possibilités présente un côté rassurant, elle peut également engager dans une quête indéfinie, interminable, et plonger l'internaute dans une «inquiétude» au sens classique du terme, c'est-à-dire une quête non seulement sans repos mais même perpétuellement incertaine de son objet»⁹.

DES RELATIONS SENTIMENTALES FRAGILES ET INTERCHANGEABLES

Nous aimons désormais en «contrat à durée déterminée». Mais le «couple en contrat à durée indéterminée» a aussi cédé en raison de l'irruption des TIC. Elles peuvent à tout moment apporter des sollicitations troublantes, ou donner envie «de faire un tour sur la toile», en toute discrétion. Jamais on a autant revu ses «ex» et ses amours de jeunesse, qu'à une époque où on peut les retrouver en trois clics sur son clavier et en quelques secondes.

Plus largement, internet a introduit dans les couples une souveraine impatience, et notamment dans ceux qui se sont formés grâce à lui. Un petit défaut découvert chez l'autre ? Un «bug», une dispute ? Une période un peu morne ? La tentation est grande de se reconnecter, afin de réactiver des prétendants virtuels qui sauront être «moins pénibles». Mais c'est une illusion, qui amène à prendre l'imaginaire pour la réalité. On peut appeler cela le «bovarysme», du nom d'Emma Bovary, l'héroïne du romancier français du XIX^e siècle Gustave Flaubert, qui s'était construit une vie chimérique par le pouvoir de son imagination.

Il ne faut pas considérer comme récentes des choses anciennes. Ainsi, il y a un siècle, le célèbre Marcel Proust, dans son roman *Albertine disparue*, l'évoquait déjà: «cette femme unique, nous savons bien qu'elle n'aurait pas été pour nous, si nous avions été dans une autre ville que celle où nous l'avons rencontrée, si nous nous étions promenés dans d'autres quartiers, si nous avions fréquenté un autre salon. Unique croyons-nous ? Elle est innombrable»... Et combien sont-ils sur la

⁹ Marc Parmentier, *Hermès*, p. 174 (bibliographie).

toile, à *flasher* sur quelqu'un(e), le temps d'un *chat*, d'un café, d'un verre ensemble, d'une soirée, et à ne jamais revoir cette personne ? Sur internet, bien des romances se terminent chaque jour avant même d'avoir été vécues. Les célibataires draguant «en ligne» ont cette conscience diffuse, d'avoir croisé beaucoup de personnes avec qui une belle histoire d'amour aurait été possible. Multipliée par des millions, cette sensation contribue probablement à rendre nostalgique la génération des «amants d'internet», désillusionnée face à la violence des relations technicisées et libéralisées, face à tant d'échecs amoureux, devant la fragilité des liens, et la difficulté à construire un couple solide, dans cette société «d'individualisme connecté».

UN ROMANTISME DÉSORMAIS TECHNOLOGIQUEMENT ASSISTÉ

Il est toujours précieux de revenir à la sagesse des auteurs antiques, en période de bouleversements. De *L'Art d'aimer* d'Ovide, manuel de «drague» décomplexé, au *Banquet* de Platon, et sa belle origine des relations fusionnelles, l'amour hésite, choisissant tantôt l'un et tantôt l'autre, même si les époques autorisent plus ou moins. Internet et ses sites de rencontres permettent d'opter pour le modèle sentimentalo-sexuel de «l'interchangeabilité» et du papillonnage, mais un temps seulement. Car même cyniques ou désillusionnés, beaucoup d'internautes célibataires gardent l'intuition qu'une personne unique est cachée juste derrière l'écran, et qu'elles seront enfin mises en contact, comme les androgynes de Platon. Et on perçoit donc que finalement, l'idéologie libérale active sur les sites de rencontres est contre-balancée par une idéologie romantique qui exerce son influence depuis bien plus longtemps.

En 2014, celles et ceux qui cherchent l'amour essayent de piéger Vénus ou Cupidon, figures mythologiques du désir et de l'amour, grâce à la technologie. Ceux-ci acceptent parfois d'offrir cet amour à ceux qui le cherchent avec tant de méthode et de constance. Ensuite, c'est aux amoureux du net d'apprendre à se conjuguer, jusqu'à devenir un «vrai» couple. Le plus difficile commence alors. Car internet, qui permet de lier, est rapide pour délier. Et l'histoire des rapports amoureux, jamais terminée, toujours réinventée, continue de s'écrire.

BIBLIOGRAPHIE

1. BAQUE, DOMINIQUE (2008). Paris, *E-Love. Petit marketing de la rencontre*, Anabet.
2. BAUMAN, ZYGMUNT (2003). *Liquid Love: On the Frailty of Human Bonds*, Cambridge.
3. BERGSTRÖM, MARIE (2013/3). «La loi du supermarché? sites de rencontres et représentations de l'amour», P.U.F. *Ethnologie française*, Vol. 43, pages 433–442.
4. BHATTACHARYYA, GARGI (2002). *Sexuality and Society. An Introduction*, Routledge, London/New York.
5. CHAUMIER, SERGE (1999). *La Déliaison amoureuse. De la fusion romantique au désir*

- d'indépendance*, Paris, Armand Colin.
6. COMBESSIE, PHILIPPE; MAYER, SIBYLLA (2013/3). «Une nouvelle économie des relations sexuelles?», *Ethnologie française*, «Sexualités négociées», Presses Universitaires de France.
 7. ELISABETH, BERNSTEIN (2007). *Temporarily Yours. Intimacy, Authenticity and the Commerce of Sex*, Chicago, University of Chicago Press.
 8. GAGNON, JOHN and SIMON, WILLIAM (1973). *Sexual Conduct. The Social Sources of Human Sexuality*, Chicago, Aldine.
 9. GIDDENS, ANTHONY (2004). *The Transformation of Intimacy: Sexuality, Love and Eroticism in Modern Societies*, Stanford University Press, 1992.
 10. GRANOVETTER, MARK (1973). «The strength of weak ties: a network theory revisited», *Sociological Theory*, Volume 1 (1983), p. 201–233.
 11. ILLOUZ, EVA (1997). *Consuming the Romantic Utopia: Love and the Cultural Contradictions of Capitalism*, Berkeley, University of California Press.
 12. ILLOUZ, EVA (2006). «Réseaux amoureux sur internet», *Réseaux*, 138: p. 269–272.
 13. ILLOUZ, EVA (2007). *Cold Intimacies: The Making of Emotional Capitalism*, London, Polity Press.
 14. ILLOUZ, EVA (2011). *Why Love Hurts: A Sociological Explanation*, Polity.
 15. KAUFMANN, JEAN-CLAUDE (2010). *Sex@mour*, Paris, Armand Colin.
 16. KESSOUS, EMMANUEL (2011). «L'amour en projet. Internet et les conventions de la rencontre amoureuse», *Réseaux*, 166: p. 191–223.
 17. LARDELLIER, PASCAL (2004). *Le coeur Net. Célibat et @mours sur le Web*, Paris, Belin.
 18. LARDELLIER, PASCAL (2009). «De la consommation sentimentale et sexuelle de masse à l'ère d'Internet», dans Marquet J., Janssen C (dir.), *@mours virtuelles. Conjugalité et Internet*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, p. 17–41.
 19. LARDELLIER, PASCAL (2012). *Les Réseaux du cœur. Sexe, amour et séduction sur internet*, Paris, François Bourin.
 20. LUHMANN, NIKLAS (1986). *Love as Passion. The Codification of Intimacy*, Cambridge, Polity Press.
 21. PARMENTIER, MARC (2011). «Philosophie des sites de rencontres», *Hermès* n° 59, p. 173–178.
 22. WHITE, MARTIN KING (1990). *Dating, Mating, and Marriage*, New York, Aldine de Gruyter.

EVOLUȚII ȘI TENDINȚE ALE FENOMENULUI SUICIDAR ÎN ROMÂNIA, ÎN PERIOADA 1996–2012*

SORIN M. RĂDULESCU**

ABSTRACT

PATTERNS AND TRENDS OF SUICIDES IN ROMANIA BETWEEN 1996 AND 2012

This article provides an assessment of suicides in Romania, relying mostly on the annual reports of the National Institute for Forensic Medicine and on statistical data issued by the World Health Organization, by Eurostat or by national or international bodies. I analyze the dynamic of suicides in Romania over 16 years (1996–2012) and in particular the variation of suicides based on variables such as gender, age, location (county or development region) or seasonal changes.

Keywords: number of suicides, suicide rates, suicide methods, the distribution of suicide rates by socio-demographic variables.

1. DINAMICA SINUCIDERILOR ÎN ROMÂNIA ULTIMILOR 15 ANI

În concordanță cu statisticile anuale publicate de către Institutul Național de Medicină Legală „Mina Minovici” din București, anual, se înregistrează în România un număr de circa 2 500–3 500 sinucideri, cu diferite variații, mai mari sau mai mici, de la un an la altul.

Deși statisticile menționate nu au încă acuratețea necesară unei analize riguroase a fenomenului suicidal din România¹, ele oferă, totuși, premisele unei

* Analiză bazată, cu precădere, pe informațiile cuprinse în rapoartele anuale ale Institutului Național de Medicină Legală „Mina Minovici” din București.

** Institutul de Sociologie al Academiei Române, Calea 13 Septembrie nr. 13, sector 5, 050711, București, România; e-mail: mihai46@clicknet.ro

¹ Este de remarcat și de neexplicat faptul că statistica sinuciderilor din România raportată de către Institutul Național de Medicină Legală nu corespunde cu cea a Institutului Național de Statistică. De exemplu, pentru perioada 1996–1998, Institutul Național de Statistică (fosta Comisie Națională de Statistică) furnizează următoarele cifre cu privire la sinucideri: 1996–2 612; 1997–3 251; 1998–3 474, în timp ce Institutul Național de Medicină Legală oferă alte cifre: 1996–2 933; 1997–3 174; 1998–3 318 (vezi, între altele, Sorin M. Rădulescu, *Sociologia problemelor sociale ale vârstelor*, București, Editura „Lumina Lex”, 1999 și alte lucrări în care am prezentat diferite statistici cu privire la suicid).

evaluări de ansamblu a modului în care acest fenomen a evoluat într-o perioadă de 16 ani (1996–2012).

Astfel, comparativ cu anul 1996, până în anul 2003, sinuciderile din România au înregistrat o tendință cvasiconstantă de creștere. Această creștere, care a atins circa 16% în 2003 comparativ cu 1996, a existat an de an cu o singură excepție (în 2001, față de anul precedent), înregistrând un ritm mediu de spor anual de 6,7% (vezi *Tabelul nr. 1* și *Graficul nr. 1*).

Tabelul nr. 1

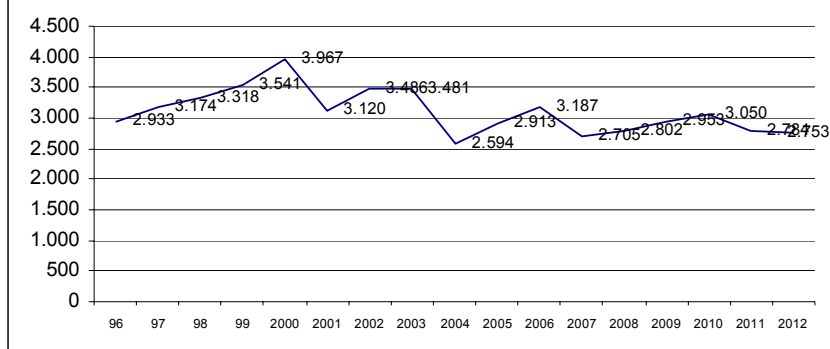
Evoluția sinuciderilor în România, în perioada 1996–2012

ANUL	NUMĂR SINUCIDERI	Creștere sau scădere față de anul precedent	Creștere sau scădere față de anul 1996	% din totalul deceselor violente
1996	2 933	–	–	<i>date absente</i>
1997	3 174	+ 8,0	+8,0	<i>date absente</i>
1998	3 318	+ 4,3	+11,6	26,0
1999	3 541	+ 6,3	+17,2	25,3
2000	3 967	+ 10,7	+26,1	30,1
2001	3 120	– 27,1	+6,0	28,3
2002	3 486	+ 10,5	+15,9	31,0
2003	3 481	+ 0,1	+15,7	29,4
2004	2 594	– 34,2	–13,1	28,8
2005	2 913	+ 11,0	–0,7	26,6
2006	3 187	+ 8,6	+8,0	27,7
2007	2 705	– 17,8	–8,4	22,8
2008	2 802	+ 3,5	–4,7	23,6
2009	2 953	+ 5,1	+0,7	25,3
2010	3 050	+ 3,2	+3,9	26,1
2011	2 784	– 9,6	–5,4	27,0
2012	2 753	– 1,1	–6,1	26,8

Sursa: Rapoartele anuale ale Institutului Național de Medicină Legală.

Graficul nr. 1

Evoluția sinuciderilor în România, în perioada 1996–2012
(Sursa: Rapoartele anuale ale Institutului Național de Medicină Legală)



Ulterior, începând din anul 2004 și până în 2012, evoluția fenomenului suicidal a cunoscut o serie de fluctuații, concretizate fie în descreșteri, fie în creșteri de la un an la altul. În ceea ce privește ritmul anual, cu excepția anilor 2004, 2007 și 2011, când se înregistrează scăderile cele mai mari față de anii precedenți, tendința generală pentru întreaga perioadă analizată este una de creștere moderată de la un an la altul.

Exceptând această evoluție neregulată, se poate aprecia că, în întreaga perioadă 1996–2012, au existat trei vârfuri ascendente: în anul 2000 – atunci când s-au comis cele mai multe sinucideri (3 967) din istoria celor 16 ani analizați –, în perioada 2002–2003 (3 486, respectiv 3 481 de sinucideri) – atunci când fenomenul suicidal și-a reluat tendința de creștere, întreruptă de scăderea abruptă care a început din anul 2001 –, și în anul 2010 (3 050 de sinucideri), care reprezintă vârful cel mai înalt al unei noi perioade de creștere care s-a manifestat începând cu anul 2007 și până în anul 2010. În ultimii ani, 2011 (2 784 de sinucideri) și 2012 (2 753 de sinucideri), fenomenul suicidal din România tinde să revină întrucâtva la nivelul atins în anul 1996 (2 993 de sinucideri).

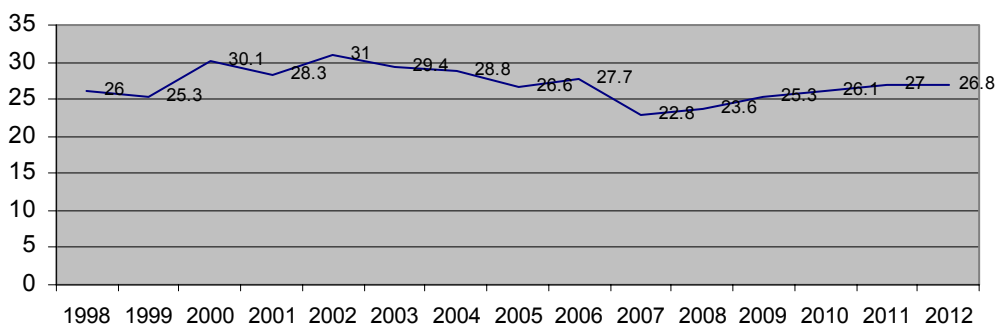
Dincolo de aceste constatări, este de menționat și faptul că în fiecare an, în intervalul 1998–2012 (de menționat că datele pentru anii 1996 și 1997 lipsesc din statisticile Institutului Național de Medicină Legală), sinuciderile au reprezentat o pondere situată între 23–31% din totalul deceselor violente care au avut loc, în perioada menționată, în România (vezi *Graficul nr. 2*), situându-se ca pondere imediat după accidentele rutiere.

2. METODE PRINCIPALE DE COMITERE A ACTULUI SUICIDAR

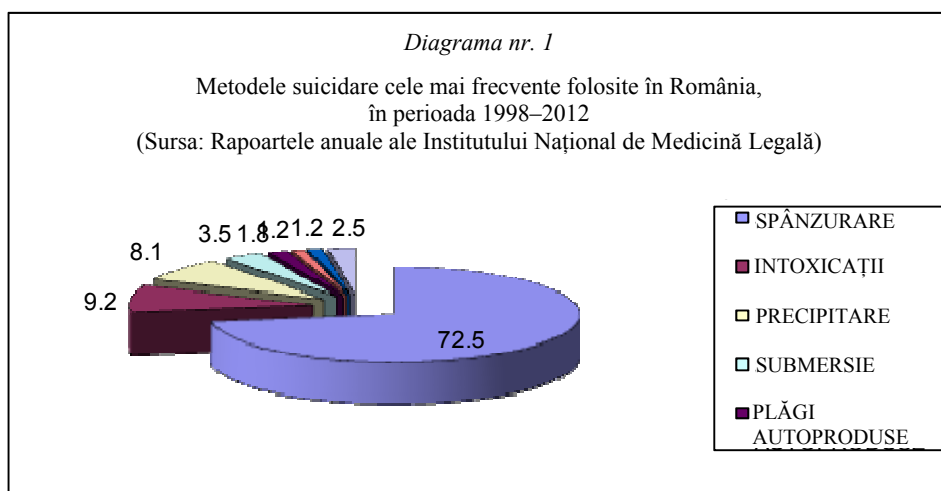
Așa cum subliniază experții în domeniu, cei europeni în special, identificarea metodelor (tehnichilor) utilizate de sinucigași pentru a-și lua viața constituie o premisă necesară a strategiilor de prevenire și intervenție în acest domeniu.

Graficul nr. 2

Evoluția ponderii sinuciderilor în totalul morților violente din România, în perioada 1998–2012
(Sursa: Rapoartele anuale ale Institutului Național de Medicină Legală)



În concordanță cu statisticile Institutului Național de Medicină Legală, cea mai frecventă metodă de comitere a suicidului, folosită în România, este *spânzurarea*. Astfel, peste 72% dintre sinucigași aleg să-și pună capăt vieții prin această metodă (vezi *Diagrama nr. 1*).



Această pondere este comparabilă cu cea a sinucigașilor din țările Europei de Est, care preferă spânzurarea ca metodă de sinucidere preponderentă².

Urmează, în ordine, *intoxicațiile* (voluntare) și precipitățile (aruncările de la înălțime), care sunt folosite de aproximativ 8–9% dintre sinucigași. De menționat că aceste metode sunt folosite, de asemenea, dar într-o proporție mai mare decât în România, de sinucigașii din alte țări europene, precum Anglia și țările nordice (care aleg, ca principală metodă, după spânzurare, intoxicațiile), de cei din Luxemburg, Malta și Spania (care preferă, imediat după spânzurare, precipitățile)³.

Exceptând asemenea metode, în România mai sunt folosite, dar într-o proporție mai mică, *submersia* sau înecul (3,5%), *plăgile autoproduse* (1,8%) și *arsurile*, la egalitate cu *împușcăturile* (2,1%). Deosebirea față de alte țări europene se manifestă, mai ales, în privința *împușcăturilor* cu arme de foc, care, exceptând spânzurarea, reprezintă o metodă preferată de sinucigașii din Serbia, Croația, Elveția, Finlanda, Franța și Norvegia⁴, dar este mult mai puțin folosită de cei din România, astfel că numai 1,2 dintre aceștia o preferă ca mijloc de sinucidere.

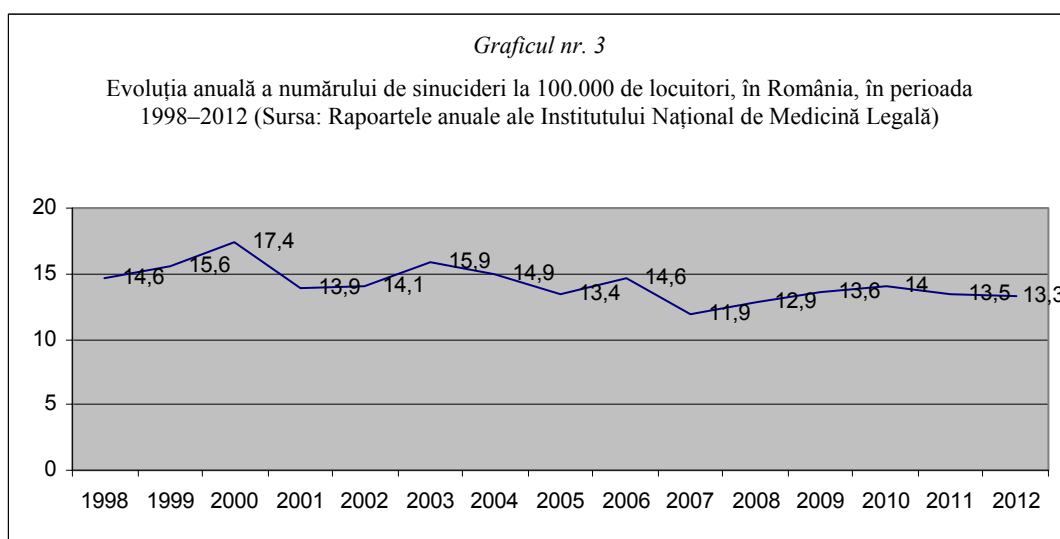
² Vladeta Ajdacic-Gross, Mitchell G Weiss, Mariann Ring, Urs Hepp, Matthias Bopp, Felix Gutzwiller, Wulf Rössler, *Methods of Suicide: International Suicide Patterns derived from the WHO Mortality Database*, în „Bulletin of the World Health Organization”, 86, 2008, p. 726–732.

³ *Ibidem*.

⁴ Cifră preluată din statisticile prezentate de Euragenas (*European Region Enforcing Action Against Suicide*), conform cu http://www.who.int/mental_health/media/romania.pdf.

3. RATA SUICIDARĂ ÎN ROMÂNIA

În perioada 1998–2012, rata suicidară, adică numărul de sinucigași la 100 000 de locuitori din România, s-a situat între 11,9 (cea mai scăzută rată, care a fost înregistrată în anul 2007) și 17,4 (cea mai ridicată rată, care a fost stabilită în anul 2000). Pe toată durata acestei perioade, cele mai ridicate rate de suicid (peste 15 la suta de mii de locuitori) au fost stabilite în anul 1999, 2000 și 2003, iar cele mai scăzute (sub 13 la o sută de mii de locuitori) au fost înregistrate în anul 2007 și 2008 (vezi *Graficul nr. 3*).



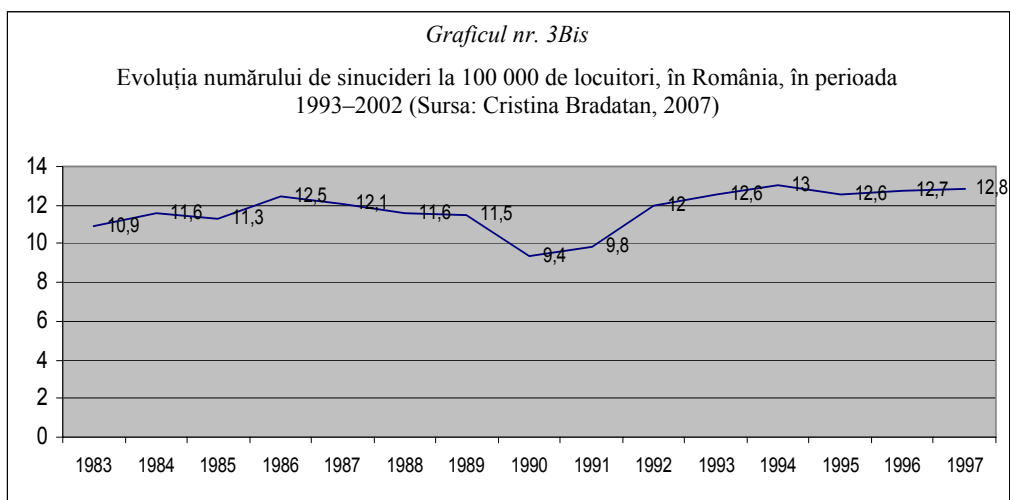
Dacă considerăm valide informațiile publicate în 2007, de către Cristina Bradatan, în *International Journal of Comparative Sociology*⁵, se poate aprecia că valorile înregistrate de rata de suicid din România, înainte de 1989 și în primii 8 ani după prăbușirea regimului comunist, au fost sensibil mai mici (vezi *Graficul nr. 3 BIS*) decât cele înregistrate după 1997 și pe care Institutul Național de Medicină Legală le-a semnalat în rapoartele sale anuale.

Nu putem cunoaște însă cu certitudine dacă informațiile cuprinse în aceste rapoarte sunt mai valide decât statisticile Institutului Național de Statistică pe care autoarea citată le prezintă în articolul său din *International Journal of Comparative Sociology* și pe care noi le-am consemnat în *Graficul nr. 3BIS*.

De exemplu, raportată la valoarea celorlalți ani, valoarea ratei de suicid din anul 2000, raportată de Institutul Național de Medicină Legală este inexplicabil de mare, motiv pentru care, credem că ar putea să fie atribuită unor erori de

⁵ Cristina Bradatan, *About Some 19th-Century Theories of Suicide. Interpreting Suicide in a East European Country*, în „International Journal of Comparative Sociology”, 48, 2007, p. 423.

înregistrare, frecvente, de altfel, în unele statistici din România. Această idee pare confirmată de valorile diferite ale ratei suicidare din România, care apar și în alte statistici ale Institutului Național de Medicină Legală, spre deosebire de cele evidențiate în diferite statistici europene.



De exemplu, conform cu *Wikipedia (The Free Encyclopedia)*⁶, rata de suicid consemnată pentru România, în anul 2009, a fost de 11,9 la suta de mii de locuitori (11,2 – în concordanță cu statisticile EUROSTAT⁷), în timp ce, pentru același an, în statistica Institutului Național de Medicină Legală, aceeași rată are valoarea de 13,6 la o sută de mii de locuitori.

Începând din anul 2003, rata de suicid caracteristică României a scăzut în mod constant (în mod mai pronunțat după anul 2007), cu fluctuații însă de la un an la altul. Pe ansamblul perioadei 1998–2012, dacă ignorăm fluctuațiile inexplicabile înregistrate în anumiți ani (de exemplu, în 2000 sau 2003), tendința generală este una de descreștere.

Dacă ne raportăm, în mod comparativ, la valorile ratei suicidare atinse în alte țări europene, în România, această rată a scăzut din anul 1995 (în condițiile în care a fost înregistrată o valoare de 12,3 la suta de mii de locuitori⁸) și până în anul 2010

⁶ Conform cu http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_countries_by_suicide_rate.

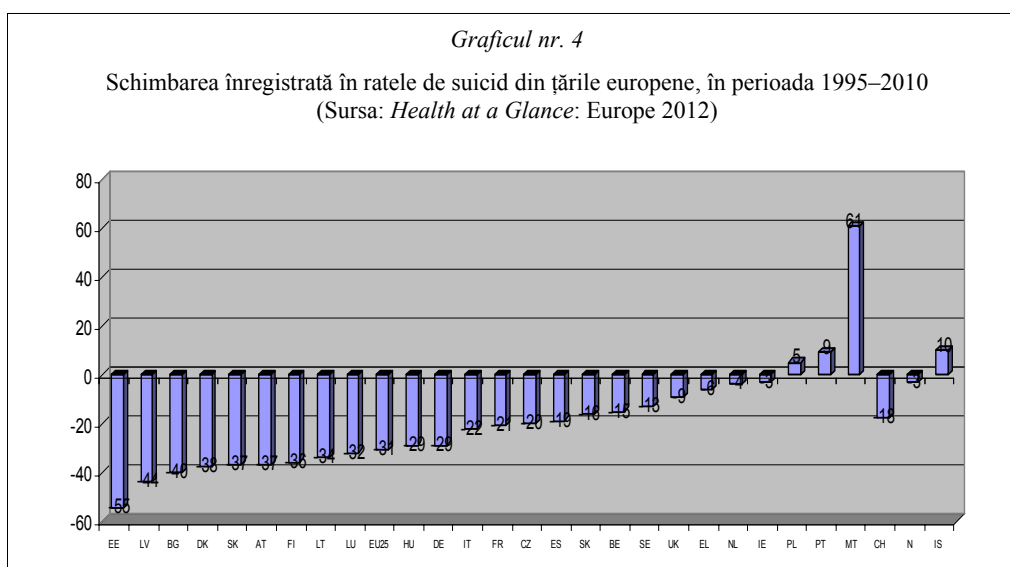
⁷ Vezi: <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/refreshTableAction.do?tab=table&plugin=1&pcode=tps00122&language=en>.

Vezi: *Suicide rates (per 100 000), by gender, Romania, 1990–2009*, conform cu http://www.who.int/mental_health/media/romania.pdf.

⁸ Cifră preluată din lucrarea *Health at a Glance: Europe 2012* (Graficul 1.7.1. – *Suicide Mortality Rates, 2010* (or nearest year), OECD Publishing, 2012, p. 29. Trebuie menționat faptul că rata de suicid specifică României, care este consemnată în graficul din această lucrare – 11,2 (în anul 2010) este mai mică decât cea stabilită în Raportul anual al Institutului Național de Medicină Legală – 14,0 (pentru același an, 2010).

(atunci când această rată a atins valoarea de 11,2 la o sută de mii de locuitori⁹) cu aproximativ 9%, adică o valoare egală cu scăderea înregistrată pentru această perioadă de timp în Anglia (–9%), dar sub scăderea ratelor suicidare atinse (între 1995–2010) în Suedia (–13%), Belgia (–15%), Slovacia (–16%) etc. În rândul țărilor europene, cele mai pronunțate și spectaculoase scăderi ale ratei suicidare s-au înregistrat în Estonia (–55%), Letonia (–44%) și Bulgaria (–40%), iar cele mai mici au fost înregistrate în Irlanda (–3%), Olanda (–4%) și Grecia (–6%). Singurele țări din Europa care au avut creșteri ale ratei de suicid, în intervalul 1995–2010, au fost Malta (61%), Portugalia (9%) și Polonia (5%).

Este de menționat și faptul că media scăderii ratei de suicid pentru toate țările europene, în întreaga perioadă 1995–2010, a fost de –31%¹⁰ (vezi *Graficul nr. 4*), adică de peste 3 ori decât scăderea (mult prea lentă) care a avut loc în România.

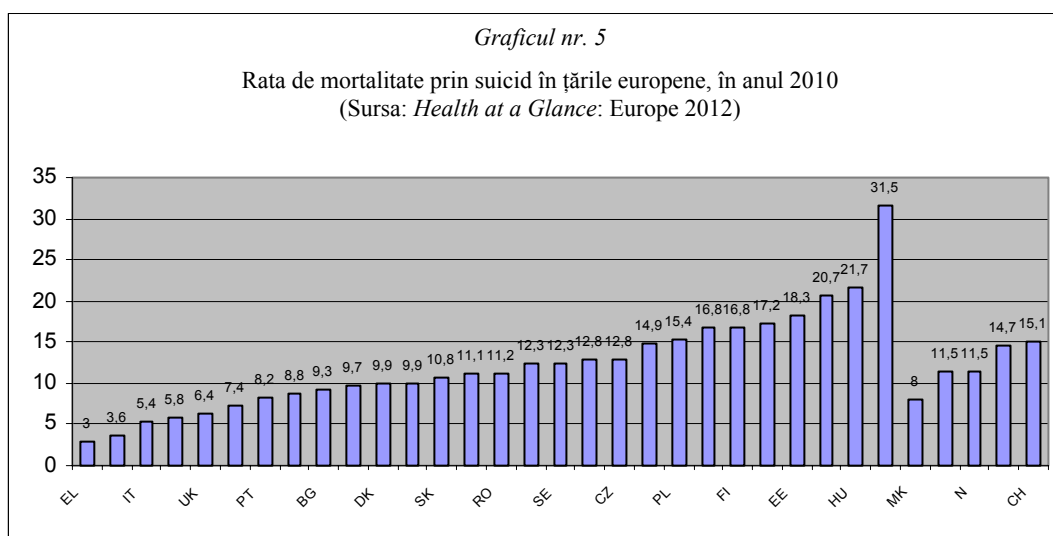


Conform cu datele cuprinse în raportul OECD din anul 2010, rata de suicid atinsă în România a fost de 11,2 la suta de mii de locuitori, valoare, de asemenea, diferită de aceea comunicată de către Institutul Național de Medicină Legală, care este de 14 la suta de mii de locuitori. Dacă considerăm ca fiind valide numai datele cuprinse în raportul OECD (*Health at a Glance: Europe 2012*), rata suicidară din România se situează cu puțin sub media înregistrată în țările europene, care a atins 12,3 în același an de raportare, 2010.

⁹ *Health at a Glance: Europe 2012, edit. cit., p. 29.*

¹⁰ *Ibidem.*

De altfel, în graficul întocmit, în raportul menționat de către experții europeni, care cuprinde ratele suicidare ale diverselor țări europene stabilite în 2010, România ocupă locul 15, rata ei de suicid fiind apropiată de cea a unor țări precum Irlanda și Slovacia, de peste trei ori mai mare decât aceea a Greciei sau Ciprului și de aproximativ două ori mai mare decât rata de suicid caracteristică Italiei sau Spaniei (vezi *Graficul nr. 5*).



3.1. DISTRIBUȚIA RATEI DE SUICID ÎN FUNCȚIE DE JUDEȚELE ȘI REGIUNILE ROMÂNIEI

Distribuția sinuciderilor în funcție de județele României evidențiază disparități mari, rata de sinucideri la 100 000 de locuitori variind, de exemplu, de la circa 8,9 sinucigași la sută de mii de locuitori în Caraș-Severin, la peste 32% sinucigași la o sută de mii de locuitori în Harghita.

Pentru a evidenția tendințele constante, caracteristice diferitelor județe, am luat în considerare o perioadă de 11 ani: 1999–2012, din care am exclus anii 2000, 2001 și 2002 pentru care Rapoartele Institutului Național de Medicină Legală nu furnizează niciun fel de date cu privire la ratele de suicid pe județe. Din însumarea mediilor anuale a rezultat, pentru fiecare județ, o valoare medie care, în opinia noastră, reflectă, în mod mult mai adecvat decât fiecare medie, anuală în parte, numărul de sinucideri la o sută de mii de locuitori.

Tabelul nr. 2

Ierarhizarea județelor României în funcție de media ratelor anuale de suicid

<i>Județe</i>	<i>Rata de suicid (în medie, pe un interval de 11 ani)</i>	<i>Județe (continuare)</i>	<i>Rata de suicid (în medie, pe un interval de 11 ani)</i>
Harghita	32,3	Botoșani	13,1
Covasna	31,6	Olt	13,0
Satu Mare	23,3	București	12,3
Mureș	21,4	Cluj	12,3
Constanța	19,2	Brașov	12,3
Dolj	18,8	Ialomița	12,3
Arad	18,6	Vaslui	12,2
Sălaj	17,4	Vâlcea	12,1
Tulcea	17,3	Maramureș	11,8
Giurgiu	16,2	Dâmbovița	11,8
Iași	16,1	Prahova	11,8
Bihor	15,9	Teleorman	11,6
Hunedoara	15,3	Alba	10,8
Timiș	14,6	Gorj	10,8
Ilfov	14,1	Mehedinți	10,6
Călărași	13,9	Buzău	9,9
Neamț	13,8	Suceava	9,9
Galați	13,7	Bistrița-Năsăud	9,7
Brăila	13,7	Vrancea	9,6
Bacău	13,4	Argeș	9,3
Sibiu	13,4	Caraș-Severin	9,0

Sursa: Rapoartele anuale 1999–2012, Institutul Național de Medicină Legală.

Așa cum se poate observa din *Tabelul nr. 2*, județele cu *cel mai mare* număr de sinucideri la sută de mii de locuitori, sunt, în ordine, Harghita, Covasna și Satu Mare, iar județele cu *cea mai mică* rată suicidară sunt Caraș-Severin și Argeș (vezi *Tabelul nr. 2*). Este de menționat faptul că etnicii maghiari (care, conform datelor ultimului recensământ, numără aproximativ 1 300 000 de persoane, adică 6,5% din totalul populației din România) au o pondere ridicată în statistica sinuciderilor din România, astfel că județele care au o populație majoritară maghiară (Harghita – peste 86% din totalul populației sau Covasna – peste 75% din totalul populației județului) au înregistrat și înregistrează cele mai mari rate suicidare. De asemenea, județe precum Satu Mare (unde 40% din populație cuprinde etnici maghiari) sau Mureș (în care aproape 39% din populație este de naționalitate maghiară) au avut și au, în continuare, rate de suicid dintre cele mai ridicate din România (vezi *Tabelul nr. 3*).

Tabelul nr. 3

Distribuția ratei de suicid în funcție de județele care cuprind etnici maghiari fie în proporție majoritară, fie în proporții situate în jurul a 40%

JUDEȚE	Maghiari	% din totalul populației județului	RATA DE SUICID la nivelul județului
Harghita	262.463	86,1	32,3
Covasna	154.998	75,1	31,6
Satu Mare	131.456	40,0	23,3
Mureș	206.550	38,9	21,4

Sursa: Prelucrare după datele recensământului din 2011, existente la Institutul Național de Statistică.

Cu scopul de a reprezenta în mod ilustrativ diferența dintre județe în ceea ce privește ratele de sinucidere, am stabilit, în mod operațional, 5 niveluri de ierarhizare: nivel *foarte ridicat* al ratei suicidare, nivel *ridicat*, nivel *moderat*, apropiat de medie, nivel *scăzut* și nivel *foarte scăzut*. În mod evident, intervalele scalei de ierarhizare folosite de noi oferă doar o imagine sugestivă a datelor pe care le-am prelucrat, motiv pentru care nu sunt egale (vezi *Tabelul nr. 4*).

Tabelul nr. 4

Ierarhizarea județelor României în funcție de numărul de sinucideri la 100 000 de locuitori

Nivelul ratei suicidare	Nr. de sinucideri la 100.000 de locuitori	Județe
Nivel foarte ridicat	Peste 20	Harghita, Covasna, Satu Mare, Mureș.
Nivel ridicat	16–19	Bihor, Iași, Giurgiu, Tulcea, Sălaj, Arad, Dolj, Constanța.
Nivel moderat	12–15	Vâlcea, Vaslui, Ialomița, Brașov, Cluj, București, Olt, Botoșani, Sibiu, Bacău, Brăila, Galați, Neamț, Călărași, Ilfov, Timiș, Hunedoara.
Nivel scăzut	10,6–11,8	Mehedinți, Gorj, Alba, Teleorman, Prahova, Dâmbovița, Maramureș.
Nivel foarte scăzut	Sub 10	Caraș-Severin, Argeș, Vrancea, Bistrița-Năsăud, Suceava, Buzău.

Sursa: Prelucrare după rapoartele anuale (1999–2012) ale Institutului Național de Medicină Legală.

În timp ce în 12 județe s-a înregistrat, în perioada 1999–2012, un nivel ridicat și foarte ridicat al ratei de sinucidere la o sută de mii de locuitori, în alte 13 a fost înregistrat un nivel scăzut și foarte scăzut al acestei rate. De asemenea, într-un număr de 16 județe și în municipiul București s-a stabilit un nivel moderat al aceleiași rate.

3.2. DISTRIBUȚIA RATEI DE SUICID ÎN FUNCȚIE DE REGIUNILE DE DEZVOLTARE ALE ROMÂNIEI

În funcție de regiunile de dezvoltare, cele mai ridicate rate de suicid, în medie, au fost identificate în Centrul și Nord-Vestul României, adică în județele transilvănene și cele din Maramureș și Crișana (vezi *Tabelul nr. 5*).

Dimpotrivă, cele mai scăzute rate de suicid au fost înregistrate, în medie, în Sudul României, adică în județele din Muntenia. Este de menționat, în același timp, faptul că zona Nord-Est și zona Sud-Vest, alături de București și Ilfov au, în medie, o rată de suicid similară (13,1–13,2 la suta de mii de locuitori).

Tabelul nr. 5

Numărul de sinucideri la 100 000 de locuitori în funcție de regiunile de dezvoltare ale României

REGIUNI DE DEZVOLTARE	JUDEȚE	RATA DE SINUCIDERE (în medie pe regiune) la 100 000 de locuitori	Județul cu cele mai multe sinucideri la nivel regional
NORD-EST	Bacău, Botoșani, Iași, Neamț, Suceava, Vaslui	13,1	Iași
SUD-EST	Brăila, Buzău, Constanța, Galați, Vrancea, Tulcea	13,9	Constanța
SUD	Argeș, Călărași, Dâmbovița, Giurgiu, Ialomița, Prahova, Teleorman	12,4	Giurgiu
SUD-VEST	Dolj, Gorj, Mehedinți, Olt, Vâlcea	13,1	Dolj
VEST	Arad, Caraș-Severin, Hunedoara, Timiș	14,4	Arad
NORD-VEST	Bihor, Bistrița-Năsăud, Cluj, Maramureș, Satu-Mare, Sălaj	15,1	Satu-Mare
CENTRU	Alba, Brașov, Covasna, Harghita, Mureș, Sibiu	20,3	Harghita
BUCUREȘTI plus ILFOV	–	13,2	Ilfov

Sursa: Prelucrare după rapoartele anuale ale Institutului Național de Medicină Legală.

Există, însă, chiar în cadrul aceleiași regiuni, disparități mari între județe. De exemplu:

- în zona Nord-Est: între județul Iași (16,1 la o sută de mii de locuitori) și județul Suceava (9,9 la suta de mii de locuitori);
- în zona Sud-Est: între județul Vrancea sau Buzău, pe de o parte (ambele cu o rată de suicid de 9,6–9,9 la 100 000 de locuitori), și Constanța (19,2 la 100 000 de locuitori), pe de altă parte;
- în zona Sud: între județul Giurgiu (16,2) și județul Argeș (9,3);
- în zona Sud-Vest: între județul Dolj (18,8) și județul Mehedinți (10,4) sau județul Gorj (10,6);
- în zona Vest: între județul Arad (18,6 la suta de mii de locuitori) și Caraș-Severin (cea mai scăzută rată de suicid din toată România – 9,0 la o sută de mii de locuitori);

– în zona Nord-Vest: între județul Satu-Mare (23,3% la 100 000 de locuitori) și județul Bistrița-Năsăud (9,7 la 100 000 de locuitori);

– în zona Centru: între județul Harghita (32,3 la o sută de mii de locuitori) și județul Alba (10,8 la sută de mii de locuitori);

Pentru o analiză detaliată a distribuției ratei de suicid în anul 2011, pe județe și regiuni de dezvoltare, este utilă și consultarea *Hărții nr. 1*.

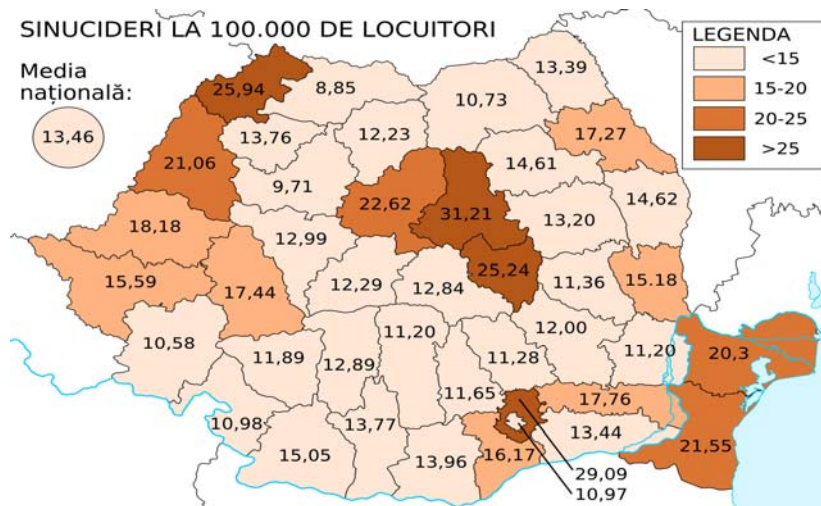
3.3. EVOLUȚIA RATEI SUICIDARE PE FIECARE JUDEȚ ÎN PARTE ȘI LA NIVEL REGIONAL, DIN ANUL 1999 ȘI PÂNĂ ÎN ANUL 2012

Exceptând anii 2000, 2001 și 2002 (ani pentru care Institutul Național de Medicină Legală fie furnizează date incomplete, fie nu furnizează niciun fel de date), evoluția ratei de suicid după o perioadă de 11 ani (2012 comparativ cu 1999) indică faptul că s-au înregistrat creșteri ale ei în 11 județe și descreșteri ale ei în alte 20 de județe, plus în municipiul București. În 10 județe, această rată a rămas (în limitele a +1% sau -1%) relativ constantă (vezi *Tabelul nr. 6*).

Cele mai pronunțate *creșteri* au fost înregistrate în județele Vaslui (cu peste 10 la sută de mii de locuitori) și Giurgiu (peste 7 la o sută de mii de locuitori). În schimb, cele mai mari *descreșteri* ale ratei de suicid au avut loc în următoarele județe: Arad (-12,7 la sută de mii de locuitori), Dolj (-12,4), Maramureș (-11,4), Timiș (-11) și Satu Mare (-10,6). Creșteri sau descreșteri minime (± 1) au fost stabilite în județe precum: Tulcea, Iași, Teleorman, Galați, Suceava, Sibiu, Mehedinți, Caraș Severin, Călărași și Bistrița.

Harta nr. 1

Rata suicidară în anul 2011, în funcție de județele României, conform cu Platon Arnold, *Suicides in Romania, per 100 000 people*, "WIKIMEDIA COMMONS", 27 November 2012



Sursa: Raport asupra Rețelei de Medicină Legală în anul 2011
(vezi http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Suicides_Romania.svg).

Tabelul nr. 6

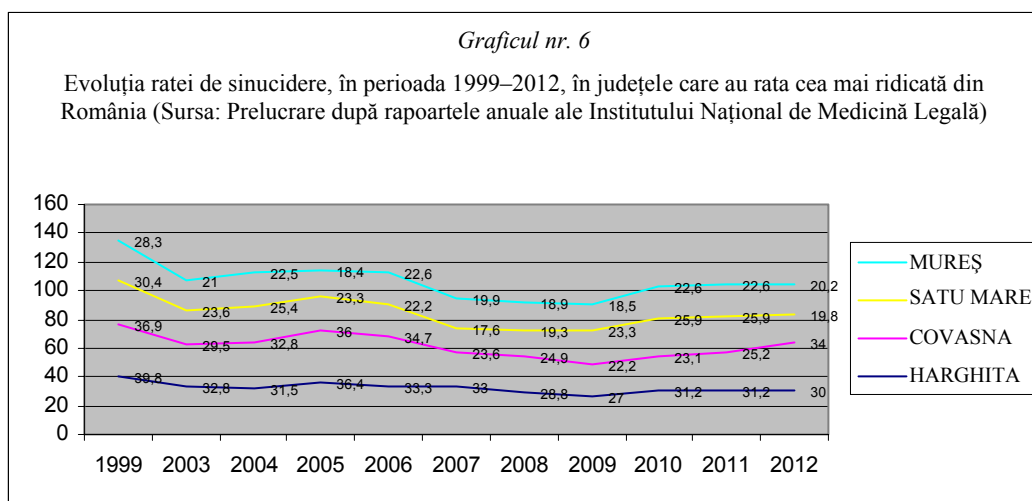
Tendențele de evoluție a ratei suicidare, în fiecare județ, într-o perioadă de 11 ani
(2012, comparativ cu 1999)

JUDEȚE	Rata de suicid 1999	Rata de suicid 2012	Creștere sau descreștere
Harghita	39,8	30,0	-9,8
Covasna	36,9	34,0	-2,9
Ilfov	8,24	12,0	+3,8
Constanța	20,2	18,4	-1,8
Satu Mare	30,4	19,8	-10,6
Bihor	12,8	15,8	+3,0
Tulcea	21,9	21,8	-0,1
Mureș	28,3	20,2	-8,1
Arad	25,9	13,2	-12,7
Ialomița	11,1	15,4	+4,3
Hunedoara	19,0	14,2	-4,8
Iași	18,0	18,2	+0,2
Giurgiu	14,7	21,8	+7,1
Neamț	16,1	11,5	-4,6
Teleorman	9,8	10,3	+0,5
Galați	12,8	13,3	+0,5
Dâmbovița	12,4	9,1	-3,3
Olt	13,3	10,7	-2,6
Sălaj	20,8	18,4	-2,4
Timiș	20,4	9,4	-11,0
Dolj	25,2	12,8	-12,4
Vaslui	3,9	14,0	+10,1
Vâlcea	10,8	15,3	+4,5
Vrancea	8,9	6,8	-2,1
București	19,3	10,6	-8,7
Cluj	15,5	11,7	-3,8
Suceava	10,6	10,2	-0,4
Sibiu	11,8	12,5	+0,7
Prahova	8,1	12,6	+4,5
Mehedinți	12,1	12,9	+0,8
Maramureș	18,7	7,3	-11,4
Gorj	13,6	12,4	-1,2
Caraș Severin	10,8	9,9	-0,9
Călărași	13,4	12,5	-0,9
Brașov	14,0	12,2	-1,8
Buzău	6,8	9,8	+3,0
Botoșani	17,7	9,9	-7,8
Brăila	15,6	11,5	-4,1
Bistrița-Năsăud	10,4	9,4	-1,0
Bacău	9,3	13,2	+3,9
Argeș	7,4	11,2	+3,8
Alba	8,3	13,0	+4,7

Sursa: Prelucrare după rapoartele anuale ale Institutului Național de Medicină Legală.

Pe ansamblul perioadei 1999–2012, descreșterile ratei suicidare au fost mai pronunțate decât creșterile ei.

În ceea ce privește județele (Harghita, Covasna, Satu Mare și Mureș) care au cele mai înalte rate de sinucidere din întreaga țară, în tot cursul perioadei 1999–2012 (din care datele pentru 2000, 2001 și 2002 sunt absente), ratele lor de suicid au urmat evoluțiile consemnate în *Graficul nr. 6*:



Din punct de vedere al modului în care a evoluat rata de suicid la nivelul celor 8 regiuni de dezvoltare ale României, județele care au înregistrat cele mai mari creșteri și cele mai mari descreșteri din anul 1999 și până în anul 2011 au fost cele evidențiate în *Tabelul nr. 6*.

Județul Giurgiu (din cadrul Zonei Sud), județul Alba (din cadrul zonei Centru) și județul Vâlcea (din cadrul zonei Sud-Vest) au înregistrat cele mai mari creșteri ale ratei de suicid în anul 2012, comparativ cu anul 1999, în timp ce județele Arad (aparținând zonei Vest), Dolj (aparținând zonei Sud-Vest) și Maramureș (aparținând zonei Nord-Vest) au avut cele mai mari descreșteri ale ratei de suicid în anul 2012 în comparație cu anul 1999.

O reprezentare ilustrativă a modului în care au evoluat ratele de suicid în zonele de dezvoltare ale căror județe au înregistrat cele mai mari creșteri și descreșteri ale acestor rate în anul 2012, spre deosebire de anul 1999 este evidențiată în *Graficul nr. 7*:

Tabelul nr. 6

Județele cu cele mai mari creșteri și descreșteri ale ratei de suicid la nivelul celor 8 regiuni de dezvoltare ale României, în anul 2012, comparativ cu 1999

REGIUNI DE DEZVOLTARE	JUDEȚE	RATA DE SINUCIDERE (în medie pe regiune) la 100 000 de locuitori	Județul cu cele mai mari creșteri ale ratei suicidare la nivel regional în 2012, comparativ cu 1999 (%)	Județul cu cele mai mari descreșteri ale ratei suicidare la nivel regional în 2012, comparativ cu 1999 (%)
NORD-EST	Bacău, Botoșani, Iași, Neamț, Suceava, Vaslui	13,1	Bacău (3,9)	Botoșani (-7,8)
SUD-EST	Brăila, Buzău, Constanța, Galați, Vrancea, Tulcea	13,9	Buzău (3,0)	Brăila (-4,1)
SUD	Argeș, Călărași, Dâmbovița, Giurgiu, Ialomița, Prahova, Teleorman	12,4	Giurgiu (7,1)	Dâmbovița (-3,3)
SUD-VEST	Dolj, Gorj, Mehedinți, Olt, Vâlcea	13,1	Vâlcea (4,5)	Dolj (-12,4)
VEST	Arad, Caraș-Severin, Hunedoara, Timiș	14,4	Niciunul dintre județe nu a înregistrat creșteri	Arad (-12,7)
NORD-VEST	Bihor, Bistrița-Năsăud, Cluj, Maramureș, Satu-Mare, Sălaj	15,1	Bihor (3,0)	Maramureș (-11,4)
CENTRU	Alba, Brașov, Covasna, Harghita, Mureș, Sibiu	20,3	Alba (4,7)	Harghita (-9,8)
BUCUREȘTI plus ILFOV	–	13,2	Ilfov (3,8)	București (-8,7)

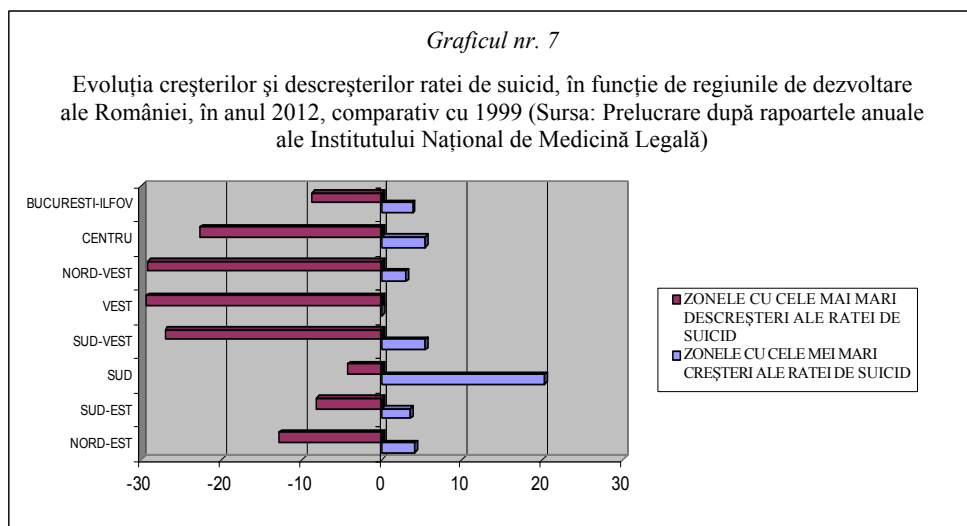
Sursa: Prelucrare după rapoartele anuale ale Institutului Național de Medicină Legală.

În concordanță cu acest grafic, zona Sud a avut cea mai mare creștere a ratei de suicid în 2012, comparativ cu 1999.

În același timp, zonele Vest, Nord-Vest și Sud-Vest au înregistrat cele mai mari descreșteri ale acestei rate.

Punând în balanță creșterea cu descreșterea ratelor de suicid la nivelul fiecăruia dintre județele care aparțin unei regiuni sau alteia, se pot observa următoarele: într-o singură regiune de dezvoltare (Sud), creșterile acestei rate caracteristice județelor componente au fost mai mari decât descreșterile acestei rate, într-una dintre regiuni (Vest) s-au înregistrat numai descreșteri la nivelul județelor adiacente, iar în alte 6 regiuni (Nord-Est, Sud-Est, Sud-Vest, Nord-Vest, Centru și București-Ilfov) județele componente au înregistrat descreșteri ale ratelor de suicid mai mari decât creșterile acestei rate. În ceea ce privește zona Centru, caracterizată – așa cum se știe de cea mai mare rată de suicid (specifică, mai ales, județelor cu populație formată în majoritate sau în mare parte din etnici maghiari),

doar județul Alba și, într-o măsură nesemnificativă, județul Sibiu, au înregistrat creșteri ale ratei de suicid în anul 2012, comparativ cu 1999.



3.4. RATA DE SINUCIDERE ÎN RAPORT DE SEXUL SINUCIGAȘILOR

În cea mai mare parte a țărilor lumii, actul suicidar este, cu precădere, o conduită și un mod de reacție tipic masculin. În acest sens, Organizația Mondială a Sănătății subliniază că, indiferent de categoriile de vârstă și de țara considerată, sinuciderile bărbaților sunt de aproximativ 3 ori mai frecvente decât cele ale femeilor¹¹. În schimb, tentativele de sinucidere ale femeilor sunt de circa 3 ori mai numeroase decât cele ale bărbaților. Această diferență se explică atât prin faptul că bărbații folosesc, pentru a se sinucide, metode mult mai brutale și letale decât cele utilizate de femei, cât și prin aceea că, spre deosebire de femei, bărbații se confruntă, în timpul vieții lor și, mai ales, în perioada vârstei mijlocii, cu mai multe evenimente stresante (șomajul, de pildă, însoțit de reducerea drastică a veniturilor), cărora nu le mai pot face față. Pentru toate aceste motive, sinuciderea bărbaților a fost descrisă, în mod sugestiv, ca o „epidemie silențioasă”: „*epidemie din cauza înaltei sale incidențe și a contribuției sale substanțiale la mortalitatea masculină și silențioasă datorită lipsei de conștientizare publică, a absenței cercetării explicative și rezervei manifestate de bărbați în a căuta ajutor pentru problemele legate de suicid*”¹².

¹¹ World Health Organization, http://www.who.int/violence_injury_prevention/violence/world_report/factsheets/en/selfdirectedviolfacts.pdf

¹² Dan Blisker, Jennifer White, *The Silent Epidemic of Male Suicide*, în „British Columbia Medical Journal”, vol. 53, No. 10, December 2011, p. 529–534.

O excepție privitoare la tendințele constante de suicid ale bărbaților și femeilor este reprezentată de China, în care tendința este inversă, adică rata de sinucidere a femeilor (mai ales a tinerelor din ariile rurale) este mai ridicată decât a bărbaților¹³.

Dincolo de faptul că bărbații se sinucid într-o proporție mai mare decât femeile, dinamica sinuciderilor femeilor este mai constantă decât cea a bărbaților, care înregistrează mai multe variații de la o perioadă la alta. Pe de altă parte, spre deosebire de femei, ale căror rate de sinucidere manifestă o tendință nesemnificativă de scădere, bărbații înregistrează o tendință de scădere mult mai accentuată.

Statisticile din diferite țări europene (și nu numai) confirmă, exceptând diferite variații, toate aceste tendințe. Totuși, experții subliniază că, spre deosebire de alte țări din afara continentului european, în Europa, ratele de suicid sunt de 4–5 ori mai mari pentru bărbați decât pentru femei (vezi *Tabelul nr. 7*).

Tabelul nr. 7

Rata mortalității prin suicid în funcție de sex (rata standardizată de deces la 100 000 de locuitori), în diferite țări europene, în anul 2010

ȚĂRI	Rata de suicid pentru <i>bărbați</i>	Rata de suicid pentru <i>femei</i>	Rata totală de suicid
UE (27 de țări)	16,6	4,3	10,2
Belgia	—	—	—
Bulgaria	15,3	4,1	9,3
Republica Cehă	22,1	4,2	12,8
Danemarca	—	—	—
Germania	15,6	4,7	9,9
Estonia	27,3	4,5	14,8
Irlanda	17,4	4,5	10,9
Grecia	5,2	0,6	2,9
Spania	9,4	2,5	5,8
Franța (metropolitană)	22,8	7,4	14,7
Italia	8,9	2,2	5,4
Cipru	6,1	1,8	3,8
Letonia	35,2	4,1	18,2
Lituania	52,9	9,3	29,4
Luxemburg	15,8	4,0	9,7
Ungaria	37,4	8,5	21,7
Malta	14,1	0,7	7,4
Olanda	12,7	5,2	8,8
Austria	20,7	5,5	12,7
Polonia	27,8	3,8	15,3
Portugalia	13,5	3,8	8,2
România	20,8	3,7	11,9
Slovenia	29,3	6,1	17,2

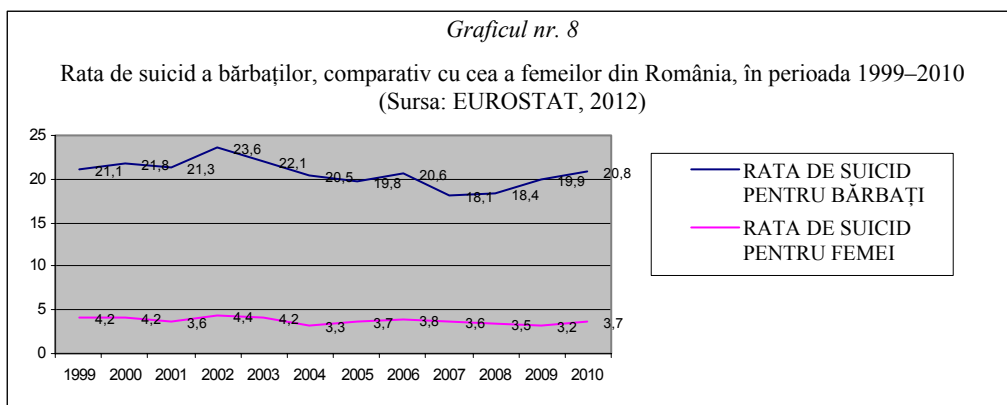
¹³ A.T.A. Cheng and C.-S. Lee, *Suicide in Asia and the Far East*, în *The International Handbook of Suicide and Attempted Suicide* (eds K. Hawton & C. Van Heeringen), Chichester: John Wiley & Sons, 2000, p. 121–135.

Slovacia	19,5	3,0	10,8
Finlanda	25,7	8,1	16,8
Suedia	16,4	5,9	11,1
Anglia	10,1	2,9	6,4
Islanda	—	—	—
Liechtenstein	30,9	23,0	26,7
Norvegia	15,1	6,5	10,8
Elveția	16,5	6,2	11,1
Muntele Negru	—	—	—
Croația	24,3	6,6	14,7
Fosta Republică Iugoslavă a Macedoniei	8,3	3,1	5,7
Turcia	—	—	—

Sursa: EUROSTAT¹⁴.

În România, există relativ mai puține informații despre acest subiect. Institutul Național de Medicină Legală, de exemplu, nu oferă informații asupra raportului dintre sinuciderile bărbaților și ale femeilor decât cu începere din anul 2003. În schimb, se pot identifica asemenea informații, valabile pentru perioada 1999–2010, în statisticile publicate de EUROSTAT¹⁵ (vezi *Graficul nr. 8*).

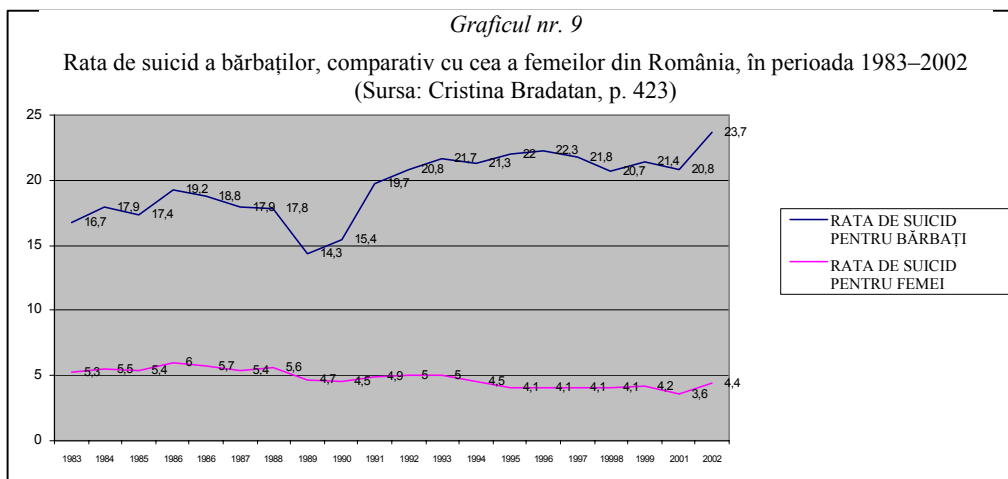
După cum se poate observa în acest grafic, în România, aproape an de an, rata de sinucidere pentru bărbați a fost de peste 5 ori mai mare decât cea a femeilor, în anul 2004 și în 2009 proporția dintre aceste rate ajungând chiar la peste 6. Dacă considerăm o perioadă mai mare de timp, inclusiv o parte din perioada de dinainte de 1989¹⁶, proporția dintre ratele de suicid caracteristice bărbaților și femeilor este mai mică decât cea care a fost înregistrată după anul 1991 (vezi *Graficul nr. 9*).



¹⁴ Conform cu <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/refreshTableAction.do?tab=table&plugin=1&pcode=tps00122&language=en>

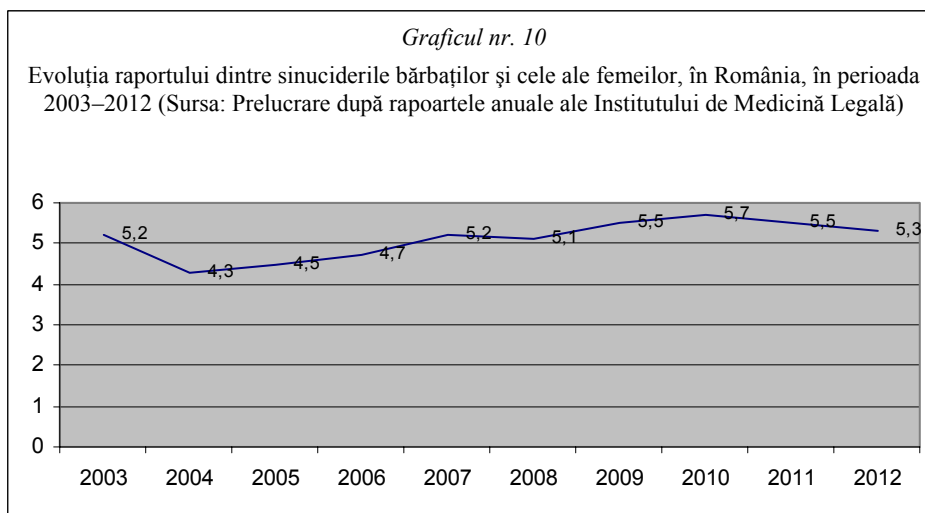
¹⁵ *Ibidem*.

¹⁶ Vezi informațiile cuprinse în articolul citat, semnat de Cristina Bradatan în „International Journal of Comparative Sociology”, 48, 2007, p. 423.



Este de menționat faptul că înainte de 1989 proporția menționată nu depășea circa 3/1, pentru ca începând cu anul 1992 să depășească 4 și (după 1995) 5 la 1.

În rapoartele sale cu caracter public, Institutul Național de Medicină Legală prezintă, pentru perioada 2003–2012, evoluția anuală a proporției dintre ratele de suicid ale bărbaților și femeilor din România, proporție care se situează între 4,3 (în anul 2004) și 5,7 (în anul 2010) (vezi *Graficul nr. 10*).



3.4.1. PROPORȚIA DINTRE RATELE DE SUICID ALE BĂRBAȚILOR ȘI FEMEILOR ÎN FUNCȚIE DE JUDEȚELE ȘI REGIUNILE DE DEZVOLTARE ALE ROMÂNIEI

Distribuția, în funcție de județele României, a proporției dintre ratele de suicid ale bărbaților și femeilor, valabilă pentru anul 2012, este evidențiată în *Tabelul nr. 8*. Cele mai multe județe (13) sunt caracterizate printr-o proporție situată între 4–5, 10 județe au o proporție între 2–3, alte 9 județe se disting printr-o proporție de 6–7 și numai două județe au această proporție egală cu 8–9. În fine, 7 județe din total sunt caracterizate prin proporție de peste 10 dintre ratele de suicid ale bărbaților și femeilor, dar trebuie precizat că județele Tulcea (42,0), Bihor (27,7) și Neamț (21,0) au valori neobișnuit de mari ale acestei proporții (vezi *Tabelul nr. 8*).

Tabelul nr. 8

Proporția între ratele de suicid ale bărbaților și femeilor, în funcție de județele României, în anul 2012

RAPORTUL ÎNTRE SINUCIDERILE BĂRBAȚILOR ȘI CELE ALE FEMEILOR	JUDEȚE	
	Nr. de județe	Județele
2–3	10	Caraș Severin, București, Vâlcea, Gorj, Dolj, Ialomița, Mehedinți, Brașov, Botoșani, Ilfov
4–5	13	Dâmbovița, Giurgiu, Sibiu, Suceava, Teleorman, Mureș, Harghita, Arad, Constanța, Vaslui, Olt, Satu Mare, Argeș
6–7	9	Hunedoara, Galați, Timiș, Covasna, Buzău, Prahova, Bacău, Bistrița, Iași
8–9	2	Maramureș, Călărași
10 și peste	7	Brăila, Alba, Sălaj, Vrancea, Tulcea, Bihor, Neamț
5,3	–	Medie națională

Sursa: Prelucrare după Raportul anual din 2012 al Institutului Național de Medicină Legală.

Tabelul nr. 9

Proporția între ratele de suicid ale bărbaților și femeilor, în funcție de zonele de dezvoltare ale României, în anul 2012

REGIUNI DE DEZVOLTARE	JUDEȚE	Proporția între ratele de suicid ale bărbaților și femeilor (în medie pe regiune)	Județul cu cele mai mari proporții la nivel regional
NORD-EST	Bacău, Botoșani, Iași, Neamț, Suceava, Vaslui	8,3	Neamț
SUD-EST	Brăila, Buzău, Constanța, Galați, Vrancea, Tulcea	14,0	Tulcea
SUD	Argeș, Călărași, Dâmbovița, Giurgiu, Ialomița, Prahova, Teleorman	5,5	Călărași
SUD-VEST	Dolj, Gorj, Mehedinți, Olt, Vâlcea	3,6	Olt
VEST	Arad, Caraș-Severin, Hunedoara, Timiș	5,1	Timiș

NORD-VEST	Bihor, Bistrița-Năsăud, Cluj, Maramureș, Satu-Mare, Sălaj	11,6	Bihor
CENTRU	Alba, Brașov, Covasna, Harghita, Mureș, Sibiu	6,0	Alba
BUCUREȘTI plus ILFOV	–	3,1	Ilfov

Sursa: Prelucrare după Raportul anual din 2012 al Institutului Național de Medicină Legală.

Din punctul de vedere al zonelor de dezvoltare ale României, cele mai mari proporții între rata de suicid a bărbaților și cea a femeilor, în anul 2012, au fost înregistrate de zona Sud-Est și Nord-Vest, iar cele mai mici proporții au fost înregistrate în zona Sud-Vest și zona Sud (vezi *Tabelul nr. 9*). Trebuie precizat însă că aceste valori medii sunt influențate de proporțiile specifice județelor componente ale zonei respective.

3.5. RATA DE SINUCIDERE DIN ȚĂRILE EUROPENE, INCLUSIV DIN ROMÂNIA, ÎN RAPORT DE VÂRSTA SINUCIGAȘILOR

În concordanță cu evaluările experților, vârsta este una dintre cele mai importante variabile care intervine în comiterea actului suicidar. Statisticile din întreaga lume evidențiază faptul că, în mod general, ratele de suicid cresc odată cu vârsta, astfel că, în cifre absolute, mai ales în cazul bărbaților, grupurile cele mai mici de vârstă, cu excepția minorilor până în 14 ani, au și cele mai ridicate rate de suicid. Totuși, vârstnicii au cele mai ridicate rate de suicid (vezi *Tabelul nr. 10*).

Tabelul nr. 10

Numărul de sinucideri și ratele de sinucidere ale bărbaților și femeilor din întreaga lume, în anul 2008

		5–14 ani	15–29 ani	30–44 ani	45–59 ani	60–69 ani	70–79 ani	80 ani și peste	TOTAL
	TOTAL SINUCIDERI	5 961	136 532	128 196	117 916	52 222	43 984	21 676	506 487
BĂRBAȚI	% sinucideri din TOTAL	1,2	27,0	25,2	23,3	10,3	8,7	4,3	100%
	Rata suicidară	0,9	15,3	17,8	23,4	28,2	42,2	60,1	14,9
FEMEI	TOTAL SINUCIDERI	5 764	94 959	60 378	48 413	24 791	24 077	17 145	275 527
	% sinucideri din TOTAL	2,1	34,5	21,9	17,6	9,0	8,7	6,2	100%
	Rata suicidară	1,0	11,2	8,6	9,5	12,4	18,7	27,8	8,2

Sursa: Prelucrare după P. Vărnîk¹⁷, p. 765.

¹⁷ Peeter Vărnîk, *Suicide in the World*, în „International Journal Environmental Research Health”, 9, 2012, p. 760–771.

În Europa, cu rare excepții, statisticile indică aceleași tendințe (vezi *Tabelul nr. 11*).

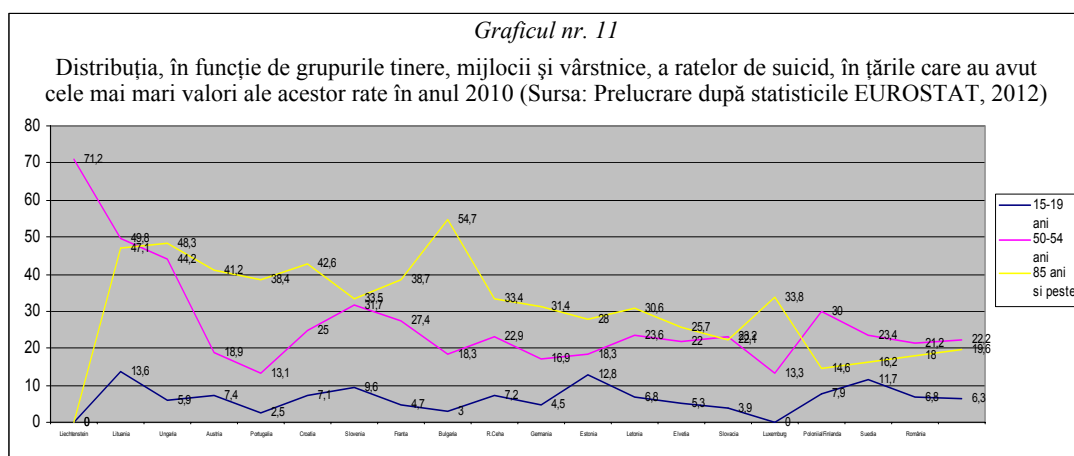
Tabelul nr. 11

Numărul de sinucideri și ratele de sinucidere ale bărbaților și femeilor din Europa, în anul 2008

		5–14 ani	15–29 ani	30–44 ani	45–59 ani	60–69 ani	70–79 ani	80 ani și peste	TOTAL
	TOTAL SINUCIDERI	509	19 653	25 842	28 615	10 480	9 329	5 070	99 480
BĂRBAȚI	% sinucideri din TOTAL	0,5	19,7	26,0	28,8	10,5	9,4	5,1	100%
	Rata suicidară	1,0	19,9	26,8	33,6	29,2	37,9	53,2	23,1
FEMEI	TOTAL SINUCIDERI	203	4 001	5 228	7 017	3 464	3 559	2 924	26 395
	% sinucideri din TOTAL	0,8	15,2	19,8	26,6	13,1	13,5	11,2	100%
	Rata suicidară	0,4	4,2	5,4	7,7	8,1	9,9	14,0	5,8

Sursa: Prelucrare după P. Vărnîk¹⁸, p. 765.

În ceea ce privește distribuția țărilor europene care au cele mai mari rate de suicid ale grupurilor cele mai vârstnice, aceasta este redată în *Graficul nr. 11*.



Conform acestui grafic, întocmit pe baza statisticilor EUROSTAT, printre țările care au înregistrat, în anul 2010, cele mai ridicate valori ale ratelor suicidară specifice grupurilor care au vârsta cea mai avansată (85 de ani și peste) se numără Bulgaria (54,7), Ungaria (48,3), Lituania (47,1), Croația (42,6), Austria (41,2),

¹⁸ *Ibidem.*

Franța (38,7), Portugalia (38,4), Slovenia (33,5), Republica Cehă (33,4), Germania (31,4), Letonia (30,6), Estonia (28,0), Elveția (25,7), Slovacia (22,1). România, la rândul ei, are o rată suicidară a grupurilor de vârstă 85 de ani și peste de 19,6, sub media (23,2) celor 27 țări componente ale Uniunii Europene, evidențiate în statisticile EUROSTAT. Este de menționat și faptul că, în anul 2010, Irlanda (1,7), Anglia (6,2), Grecia (8,0) și fosta Republică Iugoslavă a Macedoniei (8,0) au avut cele mai mici rate de suicid caracteristice grupului de vârstă 85 de ani și peste.

De asemenea, dintre acele țări care au înregistrat, în anul 2010, cele mai mari rate de suicid ale grupurilor care au vârsta de 50–54 de ani, pot fi menționate: Liechtenstein (71,2), Lituania (49,8), 44,2 (Ungaria), Luxemburg (33,8), Slovenia (31,7), Polonia (30,0), Franța (27,4), Croația (25,0), Letonia (23,6), Finlanda (23,4), Slovacia (23,2), Republica Cehă (22,9), Elveția (22,0), Suedia (21,2). Este de menționat faptul că, exceptând Liechtenstein, Luxemburg, Polonia, Finlanda și Suedia, toate aceste țări au, așa cum am menționat deja, și o rată suicidară ridicată a grupului de vârstă 85 de ani și peste. În ceea ce privește România, aceasta are o rată de suicid a persoanelor cu vârsta între 50–54 de ani de 22,2, situată deasupra mediei (18,3) țărilor membre ale Uniunii Europene. În schimb, Bulgaria, care are rata cea mai ridicată de suicid a grupului cel mai mare de vârstă are, în același timp, o rată suicidară a grupului de vârstă 50–54 de ani, egală cu media înregistrată de țările care fac parte din Uniunea Europeană. Printre țările care au avut valorile cele mai mici ale ratei de suicid specifice grupului de vârstă 50–54 de ani se pot enumera Cipru (1,1), Grecia (6,0) și Italia (9,0).

Valorile cele mai mici ale ratei suicidare au fost înregistrate, în anul 2010, de către grupul de vârstă 15–19 ani. Dintre țările cu rate de suicid mai mari la acest grup de vârstă decât cele înregistrate în alte țări, trebuie menționate Lituania (13,6), Estonia (12,8), Finlanda (11,7), Slovenia (9,6) etc. România are o valoare a ratei de suicid specifică grupului de vârstă 15–19 ani egală cu 6,3, peste media (4,6) țărilor componente ale Uniunii Europene.

3.5.1. RATELE DE SUICID DIN ROMÂNIA ÎN FUNCȚIE DE VÂRSTĂ

Statisticile Institutului Național de Medicină Legală, complet deficitare sau, cel puțin, incomplete, în opinia noastră, nu semnalează decât în anul 2003 și 2004 distribuția numărului de sinucideri în funcție de grupurile de vârstă, fără a face nicio referire la ratele de suicid specifice fiecăruia dintre aceste grupuri. În plus, cifrele care indică numărul total de sinucideri din 2003 și 2004 sunt mult mai mici decât cele menționate în cea mai mare parte din rapoartele anuale ale institutului respectiv.

Dacă considerăm ca fiind valide datele comunicate de acest institut, deși avem numeroase îndoieli în această privință, rezultă că grupurile de vârstă cele mai expuse riscului suicidar sunt 41–50 de ani, 31–40 de ani și 51–60 de ani. Dimpotrivă grupurile de vârstă cu cel mai mic risc suicidar sunt 0–10 ani, 81 de ani și peste, precum și 11–20 de ani (vezi *Tabelul nr. 12*).

Tabelul nr. 12

Distribuția sinuciderilor din România, în 2003 și 2004, în funcție de grupuri de vârstă

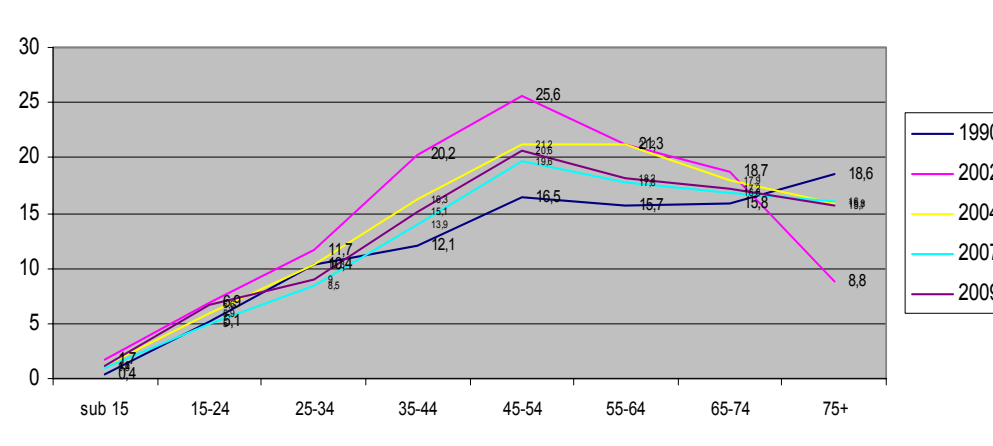
Grupuri de vârstă	2003		2004	
	Număr cazuri	% din Total	Număr cazuri	% din Total
0–10 ani	9	0,4	1	0,02
11–20 ani	87	4,1	69	5,1
21–30 ani	223	10,6	151	11,1
31–40 ani	355	16,8	260	19,1
41–50 ani	503	23,8	302	22,2
51–60 ani	364	17,2	256	18,9
61–70 ani	309	14,6	174	12,8
71–80 ani	206	9,8	112	8,2
81 ani și peste	56	2,7	33	2,4
TOTAL	2 112	100	1 358	100

Sursa: Prelucrare după rapoartele anuale din 2003 și 2004 ale Institutului Național de Medicină Legală.

Dintre alte surse de informație pe care le-am avut la dispoziție, cele mai credibile sunt cele existente în statisticile și rapoartele Organizației Mondiale ale Sănătății (O.M.S.). Din păcate, nu întotdeauna informațiile publicate de această organizație internațională servesc scopurile unei analize la nivel național, așa cum este cea pe care o întreprindem în aceste pagini, astfel că unele dintre aceste informații sunt absente. Astfel, din punct de vedere al distribuției ratelor de suicid în funcție de diverse categorii de vârstă, am putut identifica informații doar pentru anii 1990, 2002, 2004, 2007 și 2009 (vezi *Graficul nr. 12*).

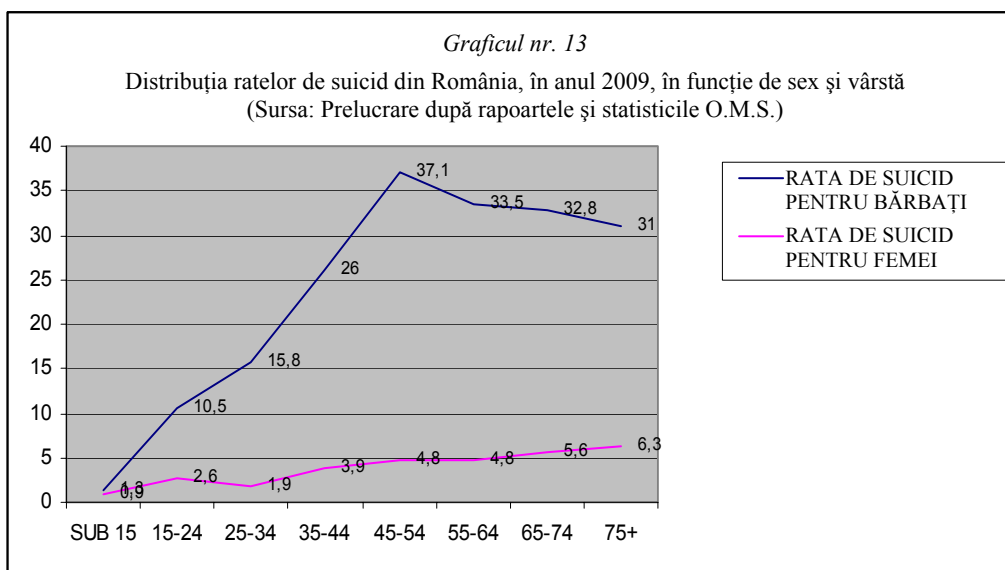
Graficul nr. 12

Distribuția ratelor de suicid din România, în perioada 1990–2009, în funcție de grupuri de vârstă
(Sursa: World Health Organization, 1990, 2002, 2007, 2009)



După cum indică datele din acest grafic, în anul urmând imediat revoluției din decembrie 1989, populația cea mai vârstnică (75 de ani și peste) avea cea mai mare rată de suicid (18,6) dintre toate grupurile de vârstă, urmată, la o diferență relativ mică, de grupul de vârstă 45–54 de ani (16,5). Rate de suicid ridicate aveau, în anul 1990, și grupurile de vârstă 65–74 de ani (15,8) și 55–64 de ani. Ulterior, începând din anul 2002, cea mai mare rată de suicid dintre toate categoriile de vârstă a fost obținută de grupul de vârstă 45–54 ani, tendință care s-a menținut și în anii următori (2004, 2007 și 2009). Este de menționat că, în anul 2004, rata de suicid a acestui grup de vârstă (21,2) a fost egalată de cea a grupului de vârstă 55–64 de ani (de asemenea, 21,2), grup care a înregistrat, în toți anii analizați, o rată suicidară situată, ierarhic, pe locul al doilea, imediat după aceea înregistrată de grupul de vârstă 45–54 de ani. Rate de suicid relativ ridicate au fost obținute, în anul 2002 (20,2) și 2004 (16,3), de către grupul de vârstă 35–44 de ani, iar în anul 2007 (16,8) și 2009 (17,2) de categoria de vârstă 65–74 de ani.

Din punctul de vedere al distribuției ratelor de suicid în funcție de sex și de vârstă, spre deosebire de bărbați, care au înregistrat, în anul 2009*, cele mai ridicate rate de suicid în cadrul grupului de vârstă 45–54 de ani, femeile au avut cea mai mare rată de suicid în rândul categoriei de vârstă 75 de ani și peste, dar cu mici diferențe față de alte grupuri de femei vârstnice (vezi *Graficul nr. 13*).



Urmând modelul altor țări europene, în România, riscul de sinucidere crește proporțional cu vârsta, cea mai mare rată de suicid fiind înregistrată, atât în cazul femeilor, dar mai ales al bărbaților, de către populația de peste 45 de ani, cu

* Anul cel mai recent pentru care am obținut informațiile necesare analizei noastre.

precădere, de cea din grupul de vârstă 45–54 de ani (pentru bărbați) și de aceea din categoria cea mai avansată de vârstă 75 de ani și peste (pentru femei).

3.6. FLUCTUAȚIA SEZONIERĂ A RATELELOR DE SUICID DIN ROMÂNIA

O ultimă variabilă prezentă în statistica sinuciderilor existentă în rapoartele anuale ale Institutului Național de Medicină Legală o constituie influența pe care o exercită diferitele luni ale anului asupra incidenței ratelor de suicid.

Deși, în general, pe plan mondial, inclusiv european, există o evidență statistică mai „săracă” asupra acestei influențe, mai multe studii au abordat teoretic acest aspect, subliniind faptul că variațiile sezoniere ale temperaturii și climei exercită un rol important asupra psihicului uman, de natură să determine conduite suicidare. Un raport realizat, în 2002, de către un grup de cercetători greci¹⁹, pentru Organizația pentru Cooperare și Dezvoltare Europeană, a evidențiat, de exemplu, că expunerea prelungită la soare în lunile în care razele acestuia sunt mai puternice poate declanșa acte suicidare.

Deși alte studii, suficient de numeroase, au arătat că, în ultimele decenii, s-a înregistrat o descreștere a efectelor sezoniere asupra ratelor de suicid, alte studii au indicat că influențele exercitate de diferite perioade ale anului joacă încă un rol important în comportamentul suicidar.

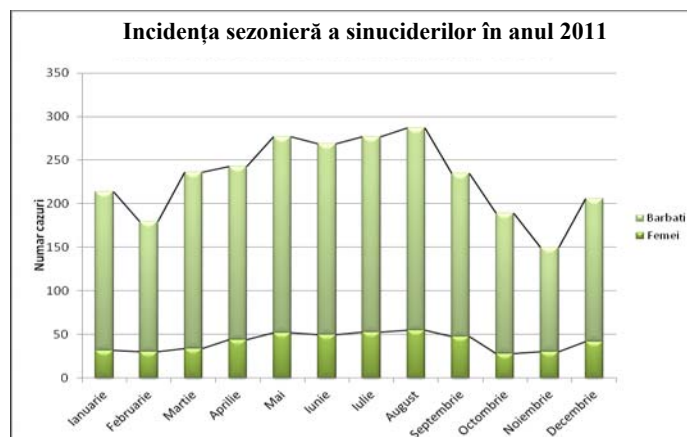
O cercetare întreprinsă, de exemplu, în anul 2005, de către F.S. Bridges și colab.²⁰ a pus în evidență faptul că există o incidență sporită a ratelor de suicid la începutul primăverii, mai ales în lunile aprilie-mai, și o incidență mai mică în lunile de toamnă. Pe de altă parte, diferiți experți din domeniul sănătății²¹ au menționat că lunile de vară și de primăvară sunt cele mai propice pentru declanșarea actelor suicidare, spre deosebire de lunile de iarnă, atunci când se înregistrează cele mai mici rate de suicid.

În ceea ce privește România, Institutul Național de Medicină Legală este, dacă nu greșim, singura sursă de informații asupra influenței exercitate de variațiile sezoniere asupra suicidului. Deși acest aspect este prea puțin dezbătut în rapoartele anuale ale acestui institut și nu există informații decât pentru perioada 2003–2004 și 2008–2012, cu precădere sub formă de grafice (neinterpretate!), se pot identifica, totuși, câteva date utile. Astfel, conform acestor grafice, în lunile iunie, iulie și august se înregistrează cele mai multe sinucideri, comparativ cu lunile noiembrie, decembrie și ianuarie (adeseori și februarie), atunci când apar cele mai puține sinucideri (vezi, de exemplu, graficul întocmit de experții Institutului Național de Medicină Legală pentru anul 2011).

¹⁹ E. Petridou, F.C. Papadopoulos, F. Frangakis, A. Skalkidou, D. Trichopoulos, *A Role of Sunshine in Triggering of Suicide*, publicat în *Epidemiology*, vol. 13(1) 2002, p. 106–109.

²⁰ F.S. Bridges, P.S.F. Yip, K.C.T. Yang, *Seasonal Changes in Suicide in the United States, 1971 to 2000*, în *Perceptual and Motor Skills*, vol. 100 (3 II), 2005, p. 920–924.

²¹ Vezi, de pildă, D. Lester, M.L. Frank, *Sex Differences in the Seasonal Distribution of Suicides*, în „British Journal of Psychiatry”, 153, 1988, p. 115–117.



4. CÂTEVA CONCLUZII

Așa cum am subliniat și în alte studii, în România nu există încă o bază de date care să cuprindă date asupra suicidului complete și comparabile cu ale altor țări. Atât Institutul Național de Medicină Legală, cât și Institutul Național de Statistică (care, în treacăt fie spus, comercializează asemenea date) nu există decât informații lacunare, incomplete, care nu oferă o imagine de ansamblu fenomenului suicidar din România. Nu există, în acest sens, date asupra unor variabile importante, precum ocupația, statusul marital, mediul de proveniență (urban-rural), starea civilă, apartenența religioasă și corelațiile dintre acestea, fără a mai menționa absența unor studii amănunțite asupra suicidului ca problemă socială. La toate acestea se adaugă raportările deficitare, cuprinzând date care se contrazic între ele, către diferite organizații internaționale, precum Organizația Mondială a Sănătății. Amintim, în același timp, că lipsesc experții în domeniu, iar o organizație importantă precum Institutul Național de Sănătate Publică, deși își propune, între altele, „monitorizarea stării de sănătate a populației”^{*} din România, nu acordă decât o importanță secundară suicidului.

Dincolo de deficiențele menționate, în România este cvasiabsentă activitatea de prevenire. „Sinuciderea – au subliniat, în dese rânduri, medicii legiști și psihiatrii – este răspunsul ultim pe care individul îl dă unei probleme care nu poate fi rezolvată de unul singur, după un lung șir de încercări de rezolvare care au eșuat”²². Din acest punct de vedere, nu există încă, în România, un efort unitar, conjugat, din partea unor echipe de specialiști, care să vizeze intervenții *ante factum*, capabile să descurajeze pe potențialii sinucigași.

^{*} Conform site-ului institutului (<http://www.insp.gov.ro/>).

²² Sorin M. Rădulescu, *Sociologia devianței și a problemelor sociale*, Editura Lumina Lex, 2010, p. 383.

Această problemă se manifestă cu acuitate, mai ales în prezent, în condițiile în care, în România, starea de criză prelungită, de anomie, creează premisele unui mediu propice amplificării stărilor de depresie a populației și, implicit, răspândirii largi a conduitelor suicidare.

BIBLIOGRAFIE

1. *European Region Enforcing Action Against Suicide*, conform cu http://www.who.int/mental_health/media/romania.pdf.
2. BRADATAN, CRISTINA, About Some 19th-Century Theories of Suicide. Interpreting Suicide in a East European Country, în *International Journal of Comparative Sociology*, 48, 2007, p. 423.
3. RĂDULESCU, SORIN M., *Sociologia problemelor sociale ale vârstelor*, București, Editura „Lumina Lex”, 1999.
4. RĂDULESCU, SORIN M., *Sociologia devianței și a problemelor sociale*, Editura Lumina Lex, 2010, p. 383.
5. AJDACIC-GROSS, VLADETA; G. WEISS, MITCHELL; RING, MARIANN; HEPP, URS; BOPP, MATTHIAS; GUTZWILLER, FELIX; RÖSSLER, WULF, Methods of Suicide: International Suicide Patterns derived from the WHO Mortality Database, în „Bulletin of the World Health Organization”, 86, 2008, p. 726–732.
6. *Health at a Glance: Europe 2012* (Graficul 1.7.1. – *Suicide Mortality Rates, 2010* (or nearest year), OECD Publishing, 2012, p. 29.
7. Rapoartele anuale ale Institutului Național de Medicină Legală (conform cu *site-ul institutului*).
8. ARNOLD, PLATON, *Suicides in Romania, per 100.000 people*, „WIKIMEDIA COMMONS”, 27 November 2012.
9. BLISKER, DAN; WHITE, JENNIFER, *The Silent Epidemic of Male Suicide*, în „British Columbia Medical Journal”, vol. 53, No. 10, December 2011, p. 529–534.
10. CHENG, A. T. A.; LEE, C.-S., *Suicide in Asia and the Far East*, în *The International Handbook of Suicide and Attempted Suicide* (eds K. Hawton & C. Van Heeringen), Chichester: John Wiley & Sons, 2000, p. 121–135.
11. VĂRNIK, PEETER, Suicide in the World, în „International Journal Environmental Research Health”, 9, 2012, p. 760–771.
12. PETRIDOU, E.; PAPADOPOULOS, F.C.; FRANGAKIS, F.; SKALKIDOU, A.; TRICHOPOULOS, D., *A Role of Sunshine in Triggering of Suicide*, publicat în „Epidemiology”, vol. 13(1), 2002, p. 106–109.
13. BRIDGES, F.S.; YIP, P.S.F.; YANG, K.C.T., *Seasonal Changes in Suicide in the United States, 1971 to 2000*, în „Perceptual and Motor Skills”, vol. 100 (3 II), 2005, 920–924.
14. LESTER, D.; FRANK, M.L. *Sex Differences in the Seasonal Distribution of Suicides*, în „British Journal of Psychiatry”, 153, 1988, 115–117.

SITE-URI accesate

http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_countries_by_suicide_rate.
<http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/refreshTableAction.do?tab=table&plugin=1&pcode=tps00122&language=en>.
Suicide rates (per 100,000), by gender, Romania, 1990–2009, conform cu http://www.who.int/mental_health/media/romania.pdf.
 World Health Organization, http://www.who.int/violence_injury_prevention/violence/world_report/factsheets/en/selfdirectedviolfacts.pdf
http://www.who.int/mental_health/media/en/351.pdf;
http://www.who.int/mental_health/media/romania.pdf; http://www.who.int/mental_health/prevention/suicide/country_reports/en/ etc.

PERCEPȚIA PUBLICĂ A SISTEMULUI DE JUSTIȚIE DIN ROMÂNIA

DAN BANCIU*

ABSTRACT

PUBLIC PERCEPTION OF JUSTICE SYSTEM IN ROMANIA

Justice is the fundamental institution that ensures and protects the rights of the individuals and their equality before the law, for the functioning of the state of law and social justice. This is the reason why any misconduct of the staff of the institutions of justice has negative consequences on its image.

This paper – outcome of the analysis and processing of the results of a concrete research on the public image of the justice system in Romania – focuses on how the institution is perceived by the citizens at this moment, highlighting some aspects of the difficulties in achieving a fair and lawful act of justice, as they are perceived by the public.

Keywords: state of law, institutions of justice, act of justice, social justice.

PRECIZĂRI INTRODUCTIVE

În orice societate, justiția reprezintă instituția fundamentală care asigură și garantează exercitarea neîngrădită de către indivizi a drepturilor și obligațiilor lor fundamentale, precum și egalitatea acestora în fața legii. Pentru acest motiv, existența și funcționarea statului de drept, cu acceptarea valorilor și normelor acestuia, presupun încrederea indivizilor în administrarea actului de justiție, astfel încât personalul din justiție să se bucure de credibilitate, moralitate și imparțialitate. Mai mult, orice individ care se află implicat într-un proces juridic se așteaptă la soluționarea lui corectă, temeinică și legală din partea instanțelor de judecată și la respectarea necondiționată a drepturilor sale procedurale.

Din nefericire, în ultima vreme au fost semnalate o serie de vulnerabilități și disparități în mecanismul de funcționare a justiției, ca și existența unor acte de corupție în rândul unor judecători, procurori, avocați, grefieri, polițiști judiciari etc., care au generat îngrijorare, dar și indignare în rândul opiniei publice, față de

* Institutul de Sociologie al Academiei Române, Calea 13 Septembrie nr. 13, sector 5, 050711 București, România, e-mail: banciu@insoc.ro

justiție în general, față de personalul din justiție, în special. Deși există o serie de studii, rapoarte, statistici și chiar dosare instrumentate privind lipsa de imparțialitate, integralitate și profesionalism a unor persoane din sistemul juridic, nu s-au realizat suficiente studii și cercetări privind modul în care publicul evaluează sistemul de justiție din România și nici dificultățile sau obstacolele care împiedică realizarea justiției.

Încercând să suplinească lipsa unor cercetări concrete în acest domeniu, un colectiv din Institutul de Sociologie al Academiei Române a realizat o amplă anchetă de opinie în rândul unor justițiabili, care s-au confruntat sau au avut de-a face cu justiția, privind percepția acestora față de justiție în general, față de justiția penală în special. Ancheta s-a desfășurat în perioada 1–10 iulie 2013, fiind realizată pe baza unui chestionar de opinie multidimensional, aplicat unui număr de 358 de subiecți, în mod aleator, dintre care 151 de subiecți (42,18%) care aveau procese la Tribunalul Municipiului București în perioada anchetei și 207 subiecți (57,8%) aflați în detenție sau arest preventiv la Penitenciarul Rahova și care au dorit să răspundă la întrebările din chestionar vizând o serie de aspecte privind: evaluarea gradului de independență, imparțialitate și integritate a personalului din justiție, încrederea justițiabililor în sistemul de justiție, în general, în personalul acestuia, în special, și estimarea modului în care sunt tratați justițiabilii în cadrul procesului judiciar, atitudinea justițiabililor față de lege și justiție.

În pofida unor elemente de subiectivitate și a unor aprecieri, uneori, contradictorii din partea respondenților, rezultatele anchetei de opinie (realizată cu ajutorul unor operatori de teren, studenți de la Facultatea de Sociologie și Asistență Socială a Universității din București) oferă radiografia imaginii destul de controversate de care se bucură, în momentul de față, justiția din România în rândul publicului.

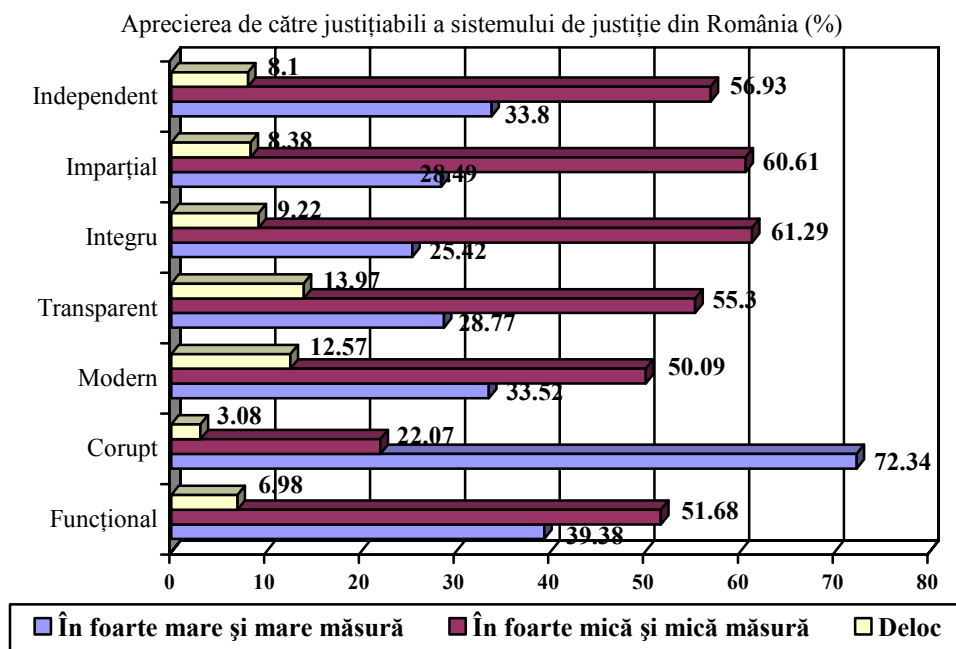
I. EVALUAREA GENERALĂ A SISTEMULUI DE JUSTIȚIE DIN ROMÂNIA

1. APRECIEREA ȘI EVALUAREA SISTEMULUI DE JUSTIȚIE

În vederea aprecierii de către subiecții investigați a justiției din România, în cadrul anchetei de opinie li s-a prezentat acestora o listă conținând șapte caracteristici posibile și probabile ale sistemului de justiție, aceștia urmând să aprecieze măsura în care fiecare dintre acestea configurează imaginea lor asupra administrării justiției. În urma cumulării răspunsurilor primite (nu au fost luate în calcul și non-răspunsurile, a căror pondere se situează, pentru diverșii itemi folosiți, între 1,96% și 3,07%, deci nesemnificativ), a rezultat următoarea situație (vezi *Diagrama nr. 1*)*:

* Notă: În totalul opiniilor exprimate de subiecți, nu au fost calculate și luate în considerare non-răspunsurile, decât în măsura în care ele au atins procente importante.

Diagrama nr. 1



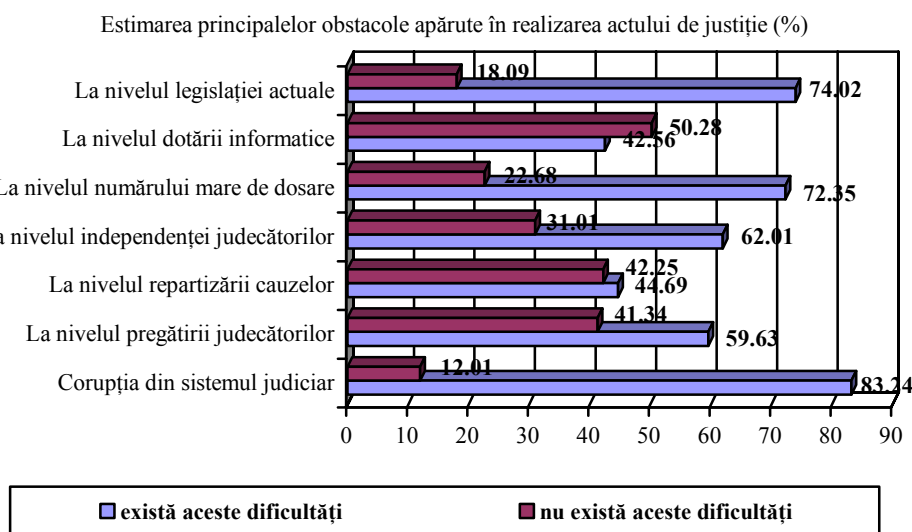
Așa cum se poate observa din diagramă, marea majoritate a opiniilor populației investigate converge către caracterizarea sistemului de justiție ca fiind, în primul rând, **corupt** (72,34%) „în foarte mare și mare măsură”, în timp ce doar mai puțin de o pătrime (22,7%) consideră că el este „corupt” doar „într-o foarte mică și mică măsură”. Această percepție negativă a publicului credem că se datorează nu atât confruntării personale cu instanțele de judecată (ceea ce se va observa, ulterior, din experiența subiecților privind încercarea de mituire sau influențare a unor magistrați), cât mai ales mediatizării excesive a unor acuzații de corupție la adresa judecătorilor și procurorilor, acuze care, în realitate, țin mai mult de incompetența și neprofesionalismul unora dintre aceștia. Este de remarcat faptul că subiecții apreciază, într-o proporție de aproape 40,0%, că sistemul de justiție este **funcțional**, „în foarte mare și mare măsură”, în timp ce mai mult de jumătate dintre aceștia (51,68%) îl consideră ca fiind funcțional într-o „foarte mică și mică măsură”. Atrage atenția și ponderea, relativ redusă, a opiniilor care consideră că sistemul de justiție din România este, în momentul de față, **imparțial** (18,4%), **transparent** (28,77%) și **integru** (25,42%) „în foarte mare și mare măsură”. De asemenea, aproximativ o treime dintre respondenți (33,52%), apreciază că sistemul de justiție este **modern** „în foarte mare și mare măsură”, în timp ce mai mult de jumătate dintre ei (50,09%) nu susțin această apreciere.

Pe baza răspunsurilor primite, se poate aprecia că există o **percepție predominant negativă** a publicului față de sistemul de justiție din România, considerat a fi, în primul rând, **corupt**, dar și lipsit, în mare măsură, de independență, integritate, transparență și funcționalitate, ceea ce relevă că el nu se bucură încă de un grad ridicat de credibilitate și prestigiu în rândul justițiabililor.

2. ESTIMAREA PRINCIPALELOR DIFICULTĂȚI ȘI OBSTACOLE APĂRUTE ÎN REALIZAREA ACTULUI DE JUSTIȚIE

Un număr de trei întrebări din chestionarul adresat subiecților a vizat modul în care aceștia identifică principalele obstacole în realizarea actului de justiție, măsura în care acestea afectează calitatea actului de justiție și soluțiile văzute de subiecți, care ar putea conduce la diminuarea acestora și la optimizarea administrării justiției (vezi *Diagrama nr. 2*).

Diagrama nr. 2



Din nou, se poate observa că există un consens general al publicului cu privire la existența unor deficiențe și obstacole în administrarea justiției, dintre care cele mai grave sunt, în ordine: **corupția** din sistemul judiciar (83,24%), **legislația incoerentă** și ambiguă (74,02% dintre răspunsuri), **supraîncărcarea** instanțelor cu dosare (72,35% dintre răspunsuri) și **lipsa de independență** a judecătorilor (62,51% dintre răspunsuri). În schimb, respondenții consideră, în proporții aproximativ egale, că pregătirea profesională a judecătorilor, modalitatea de repartizare aleatorie a cauzelor și dotarea cu echipament informatic a instanțelor reprezintă, la rândul lor, dificultăți importante în derularea actului de justiție.

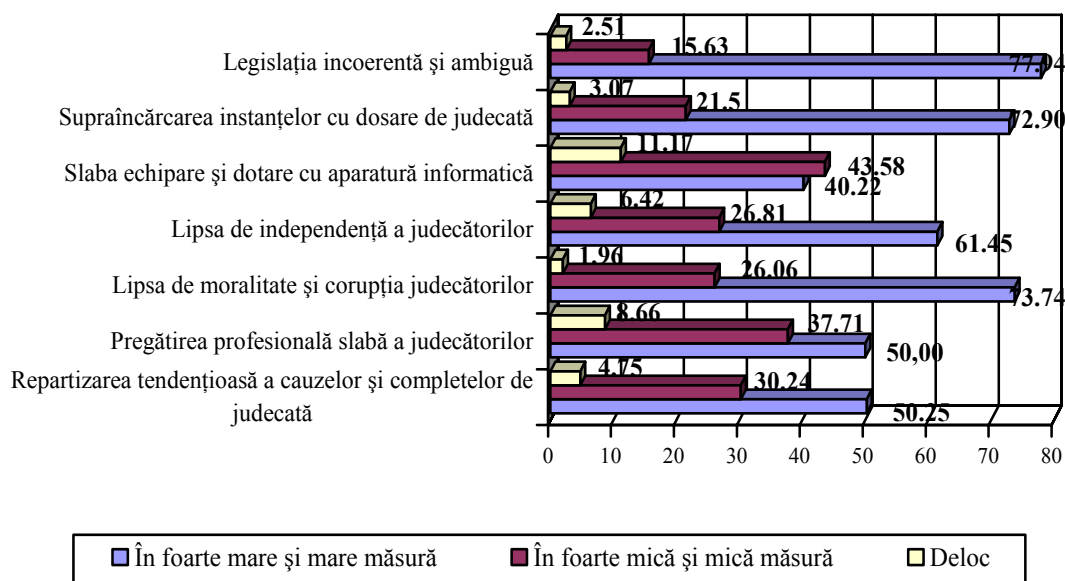
Omogenitatea acestor răspunsuri reprezintă atât consecința existenței și nerezolvării unor deficiențe mai vechi din sistemul de justiție, cât și a percepției generale a publicului privind justiția, care s-a reformat destul de timid și modest în ultima vreme, deși s-au făcut eforturi considerabile pentru modernizarea și funcționarea acestei instituții.

3. EVALUAREA IMPACTULUI PRINCIPALELOR DEFICIENȚE SEMNALATE ÎN ACTUL DE JUSTIȚIE ȘI SOLUȚIILE PROPUSE DE SUBIECȚI PENTRU DIMINUAREA LOR

În general, subiecții investigați sunt bine orientați în ceea ce privește percepția impactului negativ pe care îl au deficiențele semnalate ca fiind prezente în justiție, care împiedică exercitarea actului de justiție sau se reflectă în calitatea lui (vezi *Diagrama nr. 3*).

Diagrama nr. 3

Evaluarea impactului principalelor deficiențe în realizarea actului de justiție (%)

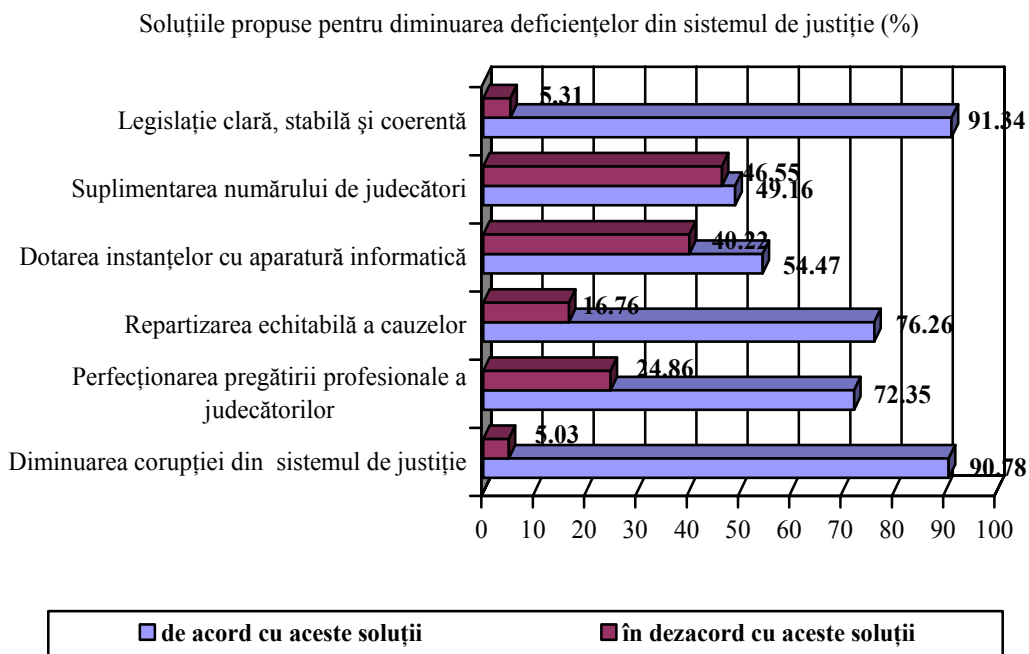


Pe primul loc se situează, din nou, în percepția subiecților, **legislația incoerentă și ambiguă**, considerată de aproximativ 78% dintre cei investigați ca afectând „în foarte mare și mare măsură” calitatea actului de justiție, urmată de

lipsa de moralitate și corupția judecătorilor (73,74%), **supraîncărcarea instanțelor** cu dosare penale (72,90%) și de **lipsa de independență** a judecătorilor (61,95%). În schimb, doar aproximativ jumătate dintre subiecți consideră că **pregătirea profesională slabă** a judecătorilor, repartizarea tendențioasă a cauzelor și slaba dotare cu aparatură informatică a instanțelor influențează negativ derularea actului de justiție.

În schimb, există un **larg** consens al celor investigați, în privința soluțiilor avansate pentru diminuarea treptată a deficiențelor semnalate în administrarea justiției (vezi *Diagrama nr. 4*).

Diagrama nr. 4

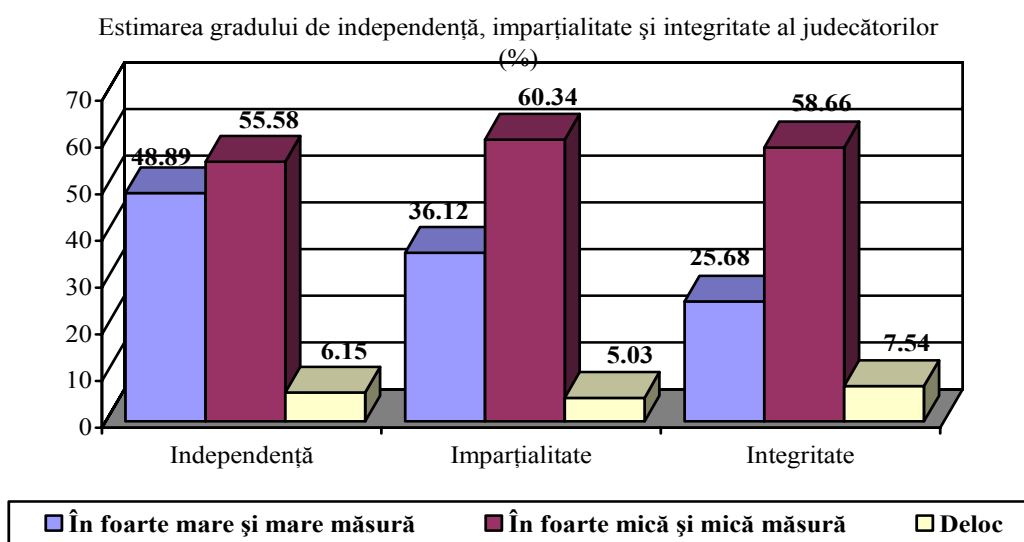


Se poate observa din această diagramă că, într-o proporție covârșitoare, subiecții investigați consideră ca fiind **prioritare** pentru optimizarea actului de justiție: perfecționarea profesională a judecătorilor, o legislație coerentă, stabilă și clară, diminuarea corupției în justiție, suplimentarea actualului număr de judecători de la instanțe, o mai bună dotare tehnică și informatică a instanțelor și repartizarea aleatorie și echitabilă a cauzelor și dosarelor. În schimb, subiecții apreciază, în proporții relativ egale, că schimbarea numărului de judecători și dotarea cu aparatură informatică a instanțelor ar reprezenta, la rândul lor, soluții pentru optimizarea administrării justiției.

4. ESTIMAREA GRADULUI DE INDEPENDENȚĂ, IMPARȚIALITATE ȘI INTEGRITATE AL JUDECĂTORILOR

Un alt set de patru întrebări din chestionarul de opinie a vizat modul în care subiecții intervievați estimează gradul de independență, imparțialitate și integritate al judecătorilor, existența unor eventuale presiuni externe exercitate asupra acestora, precum și instituțiile sau persoanele care exercită asemenea presiuni (vezi *Diagrama nr. 5*).

Diagrama nr. 5



După cum se știe, **independența** magistraților reprezintă o caracteristică importantă a funcționării sistemului de justiție, fiind garantată prin lege, care presupune ca judecătorii să instrumenteze cauzele în absența oricărei presiuni sau ingerințe de orice natură și din orice direcție. Din această perspectivă, se poate constata că aproape jumătate dintre subiecții chestionați (48,89%) consideră că judecătorii din România sunt independenți „în foarte mare și mare măsură”, în timp ce aproximativ 55,58% apreciază că ei sunt independenți „în foarte mică și mică măsură”, doar 6,15% dintre aceștia susținând că judecătorii nu sunt deloc independenți, ceea ce denotă faptul că, în ultima vreme, s-au făcut eforturi considerabile în direcția asigurării independenței justiției în general, a magistraților în special.

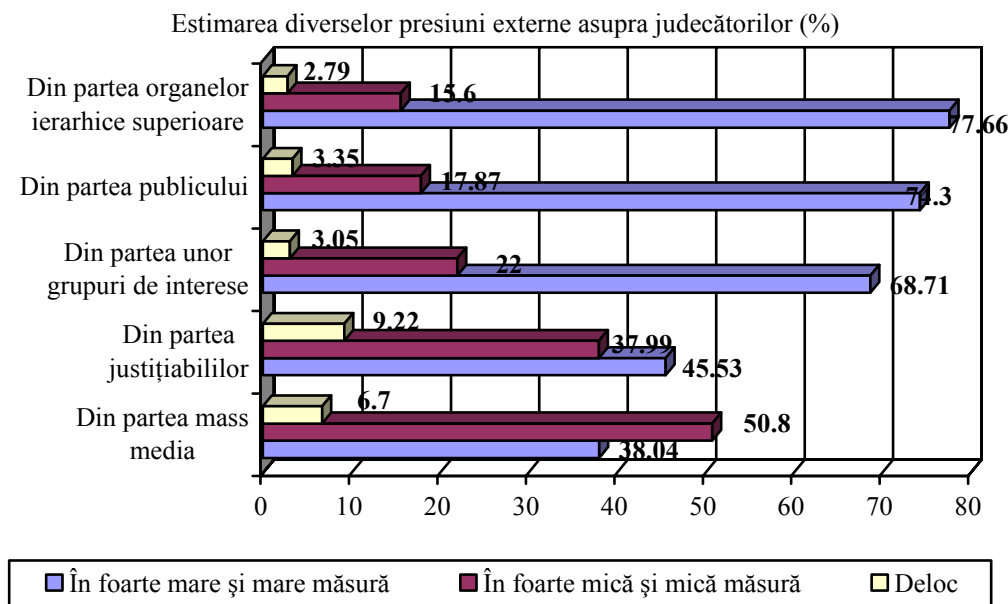
Independența judecătorilor reprezintă însă doar condiția necesară, nu și suficientă, pentru funcționalitatea justiției, ea trebuind să fie dublată de imparțialitatea și integritatea celor abilitați cu administrarea actului de justiție. Or, din analiza răspunsurilor primite, se poate constata că, în ceea ce privește

imparțialitatea judecătorilor, subiecții sunt mult mai sceptici, ceva mai puțin de o treime (32,12%) considerând că judecătorii sunt imparțiali „în foarte mare și mare măsură”, în timp ce aproximativ două treimi (60,54%) apreciază că aceștia sunt imparțiali doar „în foarte mică și mică măsură”, în timp ce 5,05% susțin că nu sunt deloc imparțiali. Acest lucru denotă faptul că publicul justițiabil apreciază că, în sistemul de justiție din România, judecătorii sunt încă prizonierii unor prejudecăți, stereotipuri sau mentalități în raport cu cauzele pe care le instrumentează, nereușind să aplice legea în mod egal, echilibrat și imparțial și fără să susțină interesele vreuneia dintre părțile implicate într-un proces judiciar.

În ceea ce privește **integritatea** judecătorilor sau deontologia lor morală și profesională, subiecții investigați sunt și mai sceptici, mai puțin de 30% dintre aceștia apreciind că ei sunt integri „în foarte mare și mare măsură”, în timp ce majoritatea lor (58,66%) consideră că aceștia dau dovadă de integritate doar „în foarte mică și mică măsură”, iar 7,54% susțin chiar că aceștia nu sunt deloc integri. Este încă o dovadă că, în percepția publicului, unii judecători sunt văzuți și apreciați ca fiind lipsiți de responsabilitate față de justițiabili, încălcând, mai ales în viața lor privată, standardele morale și profesionale stipulate în codurile și reglementările legale referitoare la statutul și rolul magistraților.

Pentru a putea identifica diversele tipuri și forme de presiuni externe care se exercită asupra judecătorilor, subiecții au fost solicitați să evalueze intensitatea acestora, precum și direcțiile din care se execută aceste presiuni (vezi *Diagrama nr. 6*).

Diagrama nr. 6



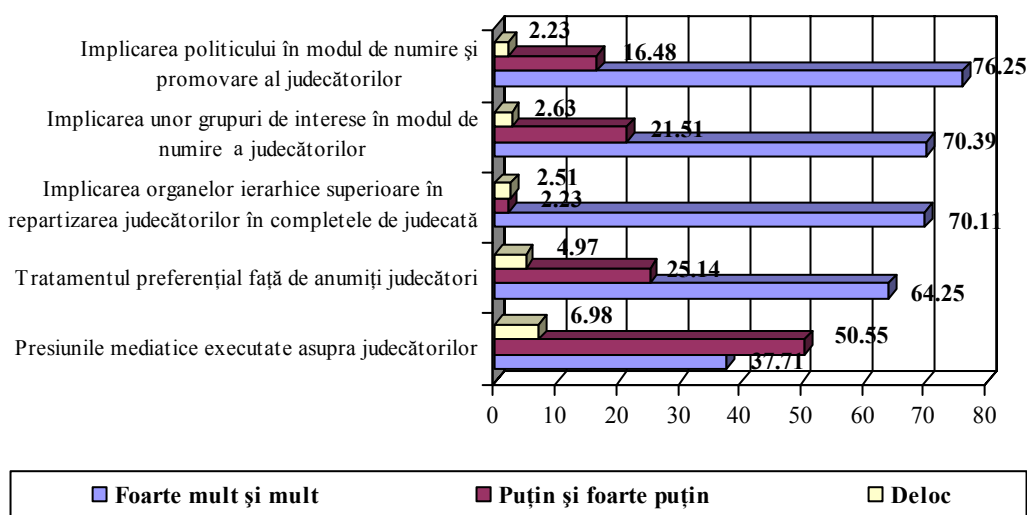
Așa cum se poate observa din această diagramă, principala formă de presiune exercitată asupra judecătorilor provine din partea **organelor ierarhic superioare**, percepute de către subiecți ca fiind implicate, într-o proporție de 77,66%, „în foarte mare și mare măsură”, în timp ce doar un procent de 15,45% apreciază că ele exercită presiuni asupra judecătorilor „în foarte mică și mică măsură”, în timp ce 3,35% consideră că nu se amestecă deloc în treaba judecătorilor. Pe locul al doilea în cadrul acestor forme de presiune în justiție se situează **politicul**, estimat de subiecți, într-o proporție de 74,30%, că se implică sau influențează activitatea magistraților, doar 17,8% considerând că „în foarte mică și mică măsură” factorul politic intervine în actul de justiție, iar 3,85% chiar deloc. Urmează, în ordine ierarhică, intervențiile din partea unor **grupuri de interese**, apreciate, la rândul lor, de către subiecți ca fiind puternic implicate în activitățile magistraților, 68,71% susținând că acestea exercită presiuni „în foarte mare și mare măsură”, în timp ce mai puțin de o pătrime dintre cei chestionați (22,90%) estimând că ele nu influențează decât „în foarte mică și mică măsură” administrarea justiției, iar 3,65% considerând că acestea nu se implică deloc. Ceva mai puțin de jumătate dintre subiecți (45,53%) consideră că se exercită presiuni asupra magistraților „în foarte mare și mare măsură” și din partea **justițiabililor** implicați în diverse procese și cauze juridice, în timp ce mai mult de o treime (37,99%) apreciază că justițiabilii încearcă să influențeze actul de justiție „în foarte mică și mică măsură”, iar 9,22% consideră că aceștia nu pot influența deloc activitatea judecătorilor.

Pe ultimul loc în cadrul acestei ierarhii a diverselor situații și moduri de intervenție și presiune în activitatea de justiție se situează, în mod oarecum surprinzător (față de ceea ce se vehiculează în societatea românească), **mass-media**, peste 50% dintre cei chestionați apreciind că ea nu influențează activitatea judecătorilor decât „în foarte mică și mică măsură”, în timp ce 38,0% estimează că media exercită presiuni asupra judecătorilor în „foarte mare și mare măsură”, 6,70% considerând că ea nu influențează deloc. Aceste constatări par să demonteze unele clișee și stereotipuri lansate la adresa unor magistrați, care ar fi victimele unor „linșaje mediatice” sau ar manifesta temeri sau rețineri față de administrarea și soluționarea unor cauze intens mediatizate sau cu miză mare.

Pentru a verifica dacă aceste constatări sunt reale, li s-a solicitat subiecților să identifice diversele situații care influențează cel mai mult independența, imparțialitatea și integritatea judecătorilor, rezultând următoarea configurație a răspunsurilor (vezi *Diagrama nr. 7*):

Diagrama nr. 7

Opinii privind cauzele care influențează independența judecătorilor (%)



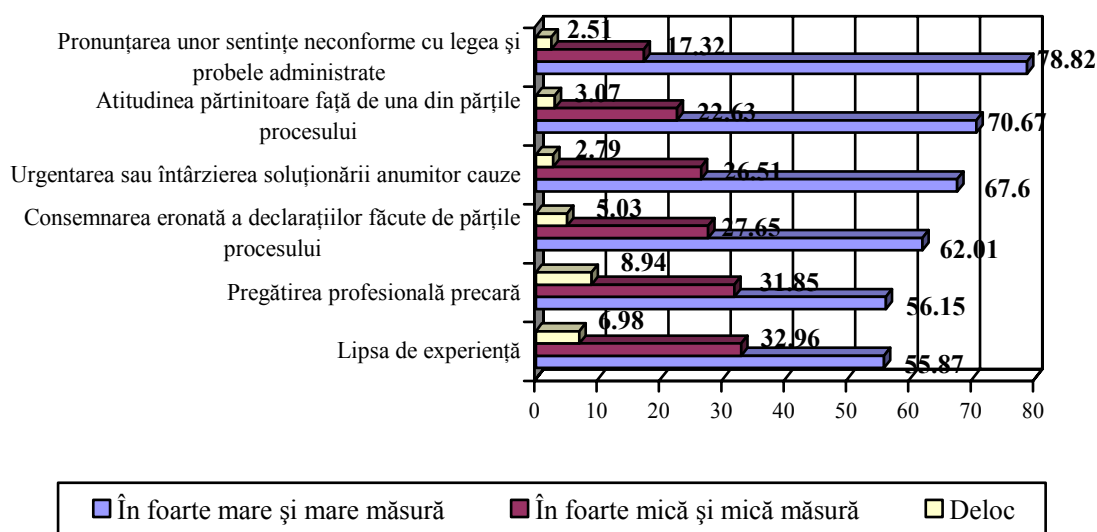
Așa cum se poate observa din această diagramă, majoritatea covârșitoare a subiecților chestionați (76,25%) consideră că **independența** judecătorilor este afectată „foarte mult și mult” datorită **implicării politicului** în modul de recrutare, numire și promovare a judecătorilor, doar 16,48% estimând că acesta nu se amestecă decât „puțin și foarte puțin” în desemnarea magistraților, iar 2,23% chiar deloc. Cea de a doua cauză, ca importanță, văzută de subiecți ca influențând independența judecătorilor, o reprezintă implicarea unor **grupuri de interese** în numirea și promovarea persoanelor din justiție, în jur de 70,3% dintre cei chestionați apreciind că ele se implică „mult și foarte mult”, în timp ce mai puțin de o pătrime estimează că aceste grupuri afectează „puțin sau foarte puțin” independența magistraților, iar 3,65% considerând că nu au niciun fel de implicație. O pondere aproape egală cu cea anterioară (70,11%) este reprezentată de opiniile subiecților care consideră că **organele ierarhice superioare** afectează „foarte mult și mult” independența judecătorilor, mai ales prin modul în care realizează repartizarea acestora în cadrul completelor de judecată, doar 21,23% apreciind că ele nu influențează decât „foarte puțin sau puțin” independența judecătorilor. În consens cu această apreciere, subiecții intervievați estimează că și **tratamentul preferențial** față de anumiți judecători reprezintă o altă cauză care se repercutează negativ în privința independenței acestora. Astfel, aproape două treimi dintre subiecți (64,25%) consideră că acest tip de tratament existent față de anumiți judecători influențează „foarte mult și mult” independența acestora, o pătrime (25,14%) estimând că are doar „puțină sau foarte puțin” influență.

puțină” influență, iar 4,47% susținând că acesta nu exercită asupra judecătorilor nicio influență menită să le afecteze independența. Din nou, ca și în situația anterioară privind diversele tipuri de presiuni care se exercită asupra magistraților, pe ultimul loc ca pondere în opiniile subiecților se situează **presiunile mediatice**, estimate de ceva mai mult de o treime dintre cei chestionați (37,37%) ca afectând „mult și foarte mult” independența judecătorilor, în timp ce jumătate dintre aceștia (50,55%) apreciază că media și presiunile mediatice au „foarte puțină și puțină” influență asupra gradului de independență al judecătorilor, iar 6,98% considerând că nu au niciun fel de influență.

În privința cauzelor care afectează **integritatea** judecătorilor, mai exact corectitudinea și deontologia lor morală și profesională, opiniile celor chestionați relevă următoarea situație (vezi *Diagrama nr. 8*):

Diagrama nr. 8

Estimări ale subiecților privind cauzele care afectează integritatea judecătorilor (%)



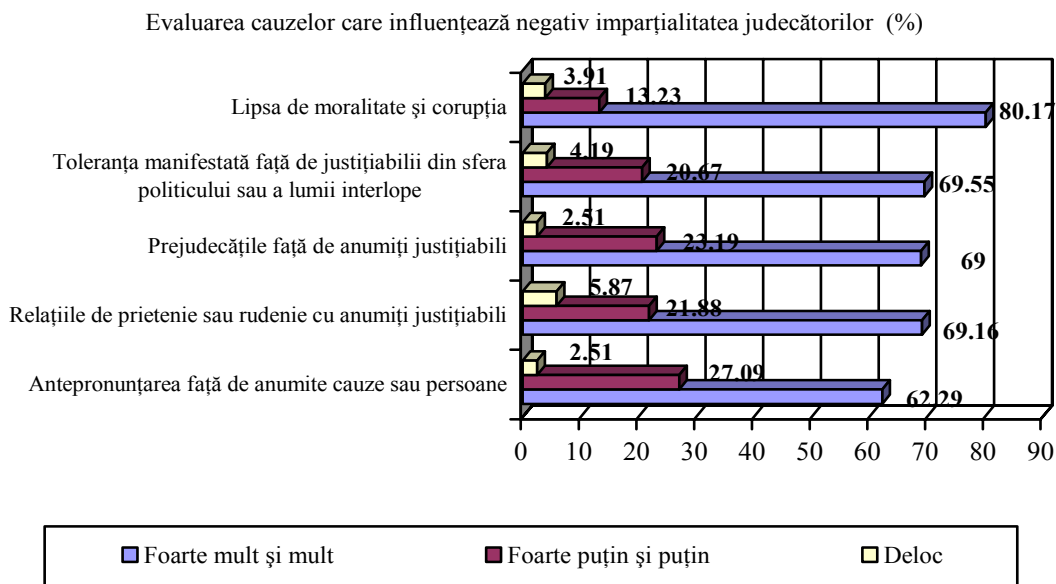
Din analiza acestor distribuții a răspunsurilor rezultă că majoritatea covârșitoare a subiecților (76,82%) consideră, între primii factori care afectează integritatea magistraților, **pronunțarea unor sentințe** neconforme cu legea și probele administrate în timpul procesului judiciar, ceea ce înseamnă că judecătorii fie nu reușesc să stabilească corect împrejurările, condițiile și circumstanțele care au generat un anumit conflict între părți, fie nu aleg bine norma de drept aplicabilă soluționării acestui conflict, pentru a asigura legalitatea și temeinicia actului de justiție.

Pe locul următor, ca pondere a opiniilor exprimate, se situează **atitudinea părtinitoare** a judecătorilor, manifestată față de una din părțile din proces, considerată de peste 70% dintre subiecți ca fiind un factor care afectează integritatea acestora, ceea ce ar putea fi pus în corelație cu lipsa de independență a magistraților, supuși unor servituți datorate politicului sau unor grupuri de interese.

În privința celorlalți factori implicați în subminarea integrității judecătorilor, subiecții estimează, în ponderi relativ apropiate, **urgentarea** sau **întârzierea** soluționării anumitor cauze (67,60%) și **consemnarea eronată** a declarațiilor făcute de părți în timpul procesului (62,09%). Ceva mai mult de jumătate dintre subiecți consideră că **pregătirea profesională** precară a judecătorilor (56,15%) sau **lipsa lor de experiență** (55,87%) nu ar afecta sensibil integritatea magistraților, admitând astfel, deci, că judecătorii pot fi mai puțin pregătiți profesional sau lipsiți de experiență, cu condiția să fie **independenți** și **imparțiali**, pentru a administra corect și echitabil actul de justiție.

Cel de-al treilea pilon care caracterizează justiția este **imparțialitatea** judecătorilor, aceștia trebuind să fie echidistanți, neutri și obiectivi în raport cu părțile implicate în proces, fără să fie partizanii intereselor uneia dintre părțile procesului. Măsura în care judecătorii din România se îndepărtează de la standardele valorice ce caracterizează integritatea lor este percepută astfel de către subiecții intervievați (vezi *Diagrama nr. 9*):

Diagrama nr. 9

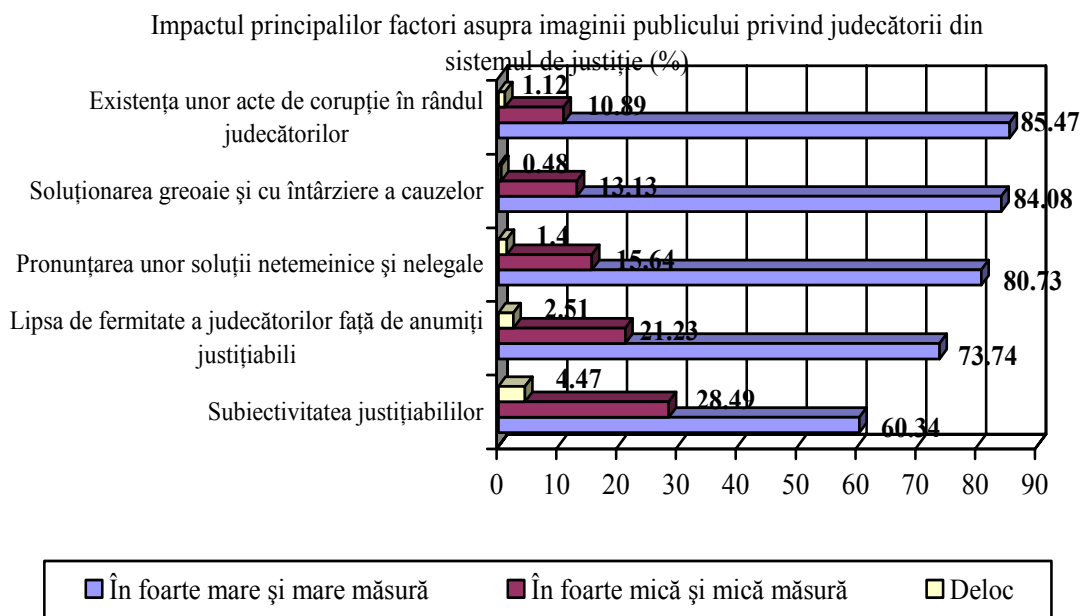


Din această diagramă rezultă că există un larg consens al opiniilor celor investigați cu privire la aprecierea **lipsei de moralitate** și a **corupției** judecătorilor ca fiind principala cauză care afectează cel mai mult imparțialitatea acestora (80,77%). Această apreciere negativă se datorează, în mare măsură, existenței unor situații în care magistrații au dovedit lipsă de profesionalism sau integritate în aplicarea corectă a actului de justiție, dar și vehiculării în mass-media a acestor situații puse pe seama unor eventuale acte de corupție în rândul unor magistrați, care nu sunt, de fapt, acte de corupție, cât mai ales greșeli sau erori profesionale, făcute cu sau fără intenție coruptivă.

Pe următoarele locuri între cauzele care afectează imparțialitatea magistraților se situează, cu ponderi aproape egale, **toleranța** acestora, sau mai exact lipsa lor de fermitate, față de anumiți justițiabili din sfera politicului sau a lumii interlope (62,55%) și **prejudecățile** acestora față de anumiți justițiabili (69%), cărora subiecții cred că li s-a aplicat un tratament inegal în timpul procesului, datorită statusului lor profesional și cultural modest sau chiar scăzut.

În sfârșit, **relațiile de prietenie**, sau chiar de rudenie, sunt percepute de aproximativ 68% dintre cei investigați ca afectând sensibil gradul de imparțialitate al celor care administrează justiția, în timp ce aproape două treimi dintre subiecți apreciază **antepunerea** judecătorilor cu privire la anumite cauze sau persoane implicate într-un proces drept o altă cauză importantă cu repercusiuni negative asupra imparțialității magistraților.

Diagrama nr. 10



Percepția socială a subiecților privind gradul de independență, integritate și imparțialitate al magistraților reprezintă prin ea însăși un indicator important pentru a putea identifica, ulterior, principalii factori care configurează imaginea publicului față de judecătoria din sistemul de justiție (vezi *Diagrama nr. 10*).

Analiza opiniilor subiecților cu privire la factorii determinanți și favorizanți implicați în configurarea percepției publicului asupra judecătorilor relevă conturarea unei **imagini defavorabile** asupra acestora, alimentată, în primul rând, de existența unor acte de corupție în rândul magistraților, estimate ca fiind prezente „în foarte mare și mare măsură” de o proporție covârșitoare a subiecților chestionați (85,17%), unele dintre aceste acte fiind chiar descoperite, instrumentate și sancționate, în ultima vreme, altele nefiind acte de corupție propriu-zisă, ci datorate lipsei de profesionalism a judecătorilor.

Această imagine negativă privind judecătoria este completată și de **soluționarea greoaie sau cu întârziere** a proceselor judiciare, ceea ce este o realitate pentru multe instanțe de judecată, marea majoritate a opiniilor (84,58%) considerând că acest lucru afectează buna funcționalitate și celeritate a actului de justiție „în foarte mare și mare măsură”.

Tabloul acestei imagini asupra justiției și personalului din justiție este conturat și de situațiile în care ar exista **pronunțarea unor soluții netemeinice și nelegale**, apreciate de aproximativ 74% dintre subiecți ca fiind responsabile „în foarte mare și mare măsură” de disfuncțiile din sistemul de justiție, precum și de **lipsa de fermitate** a judecătorilor față de anumiți justițiabili, apreciată de circa 73% dintre subiecți ca afectând „în foarte mare și mare măsură” credibilitatea judecătorilor și a actului de justiție.

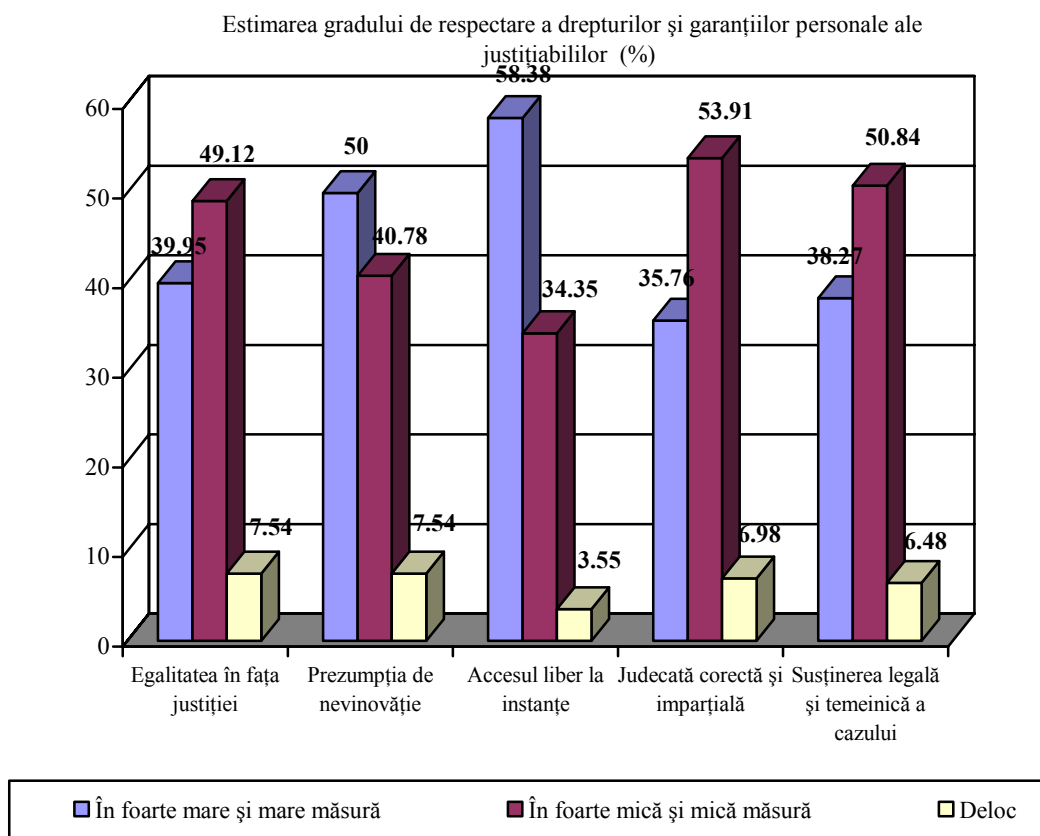
În mod surprinzător, subiecții investigați apreciază, într-o proporție mai mică de două treimi (60,34%), că **subiectivitatea** sau atitudinea personală a celor implicați într-un proces judiciar decredibilizează administrarea justiției „în foarte mare și mare măsură”, în timp ce aproximativ 30% dintre cei investigați consideră că acest lucru nu afectează imaginea lor despre justiție decât într-o „foarte mică și mică măsură”.

Deși marea majoritate a subiecților consideră că aceste cauze distorsionează imaginea pe care ar trebui să o aibă justiția în fața opiniei publice, atitudinea lor devine mai favorabilă cu privire la sistemul de justiție atunci când este vorba să estimeze măsura în care principalele lor drepturi procedurale le sunt respectate și garantate în cadrul procesului judiciar (vezi *Diagrama nr. 11*).

Din analiza distribuției răspunsurilor formulate de subiecții investigați rezultă o percepție relativ bună cu privire la gradul de respectare și garantare a drepturilor personale ale justițiabililor în timpul derulării procesului judiciar, aproximativ 60% dintre subiecți considerând că justițiabilii se bucură de un **acces liber** și neîngrădit la instanțele de judecată „în foarte mare și mare măsură”, doar ceva mai mult de un sfert dintre ei apreciind că acest drept le este garantat doar „în foarte mică și mică măsură”, iar ponderea celor care estimează că nu le este garantat acest drept este

neînsemnată (3,55%). De asemenea, aproximativ jumătate dintre opiniile exprimate estimează că justiția română asigură și garantează justițiabililor **prezumpția de nevinovăție** „în foarte mare și mare măsură”, în timp ce 40% dintre subiecții chestionați consideră că acest drept le este asigurat doar „în foarte mică și mică măsură”, doar 7,54% apreciază că acest drept nu este deloc asigurat de către instanțele de judecată.

Diagrama nr. 11



Opiniile subiecților devin mai pesimiste și sceptice atunci când este vorba de garantarea **egalității în fața justiției**, aproximativ jumătate dintre cei investigați considerând că acest drept este asigurat doar „în foarte mică și mică măsură”, 40% apreciind că el funcționează „în foarte mare și mare măsură”, iar 7,54% estimează că nu este deloc respectat. Aceeași situație o regăsim și în privința respectării dreptului justițiabililor de a beneficia de o **judecată corectă și imparțială**, unde doar ceva mai mult de o treime (35,76%) estimează că acest lucru se întâmplă „în

foarte mare și mare măsură”, majoritatea opiniilor (53,91%) considerând că doar „în foarte mică și mică măsură” justițiabilii beneficiază de un tratament corect și imparțial din partea instanțelor de judecată. La fel se întâmplă și atunci când este vorba de dreptul justițiabililor de a avea parte de o **soluționare legală și temeinică** a cazului lor, unde mai mult de jumătate dintre cei chestionați (50,84%) apreciază că acest drept le este asigurat doar „în foarte mică și mică măsură, doar ceva mai mult de un sfert dintre ei (38,27%) considerând că s-au bucurat de o soluționare legală și temeinică a procesului „în foarte mare și mare măsură”. Se pare că această percepție negativă privind asigurarea și respectarea dreptului de a avea parte de o judecată corectă și imparțială, ca și de o soluționare legală și temeinică a cazului, este generată, în parte, de **subiectivitatea** acelor justițiabili care, din diverse motive, au pierdut procesele în care erau antrenati, ulterior considerând că au fost nedreptățiți sau nu s-au bucurat, în opinia lor, de o judecată corectă și imparțială din partea judecătorilor.

II. ÎNCREDEREA ÎN SISTEMUL DE JUSTIȚIE

O altă parte importantă a chestionarului privind percepția publicului despre justiția din România a inclus un set de întrebări care au vizat estimarea gradului de încredere al justițiabililor în instituțiile abilitate cu administrarea justiției, a gradului lor de satisfacție față de activitatea personalului din magistratură, poliție și justiție, precum și opiniile acestora despre existența sau inexistența unor acte de corupție în justiție sau în rândul magistraților.

1. ESTIMAREA ÎNCREDERII ÎN INSTITUȚIILE DE JUSTIȚIE

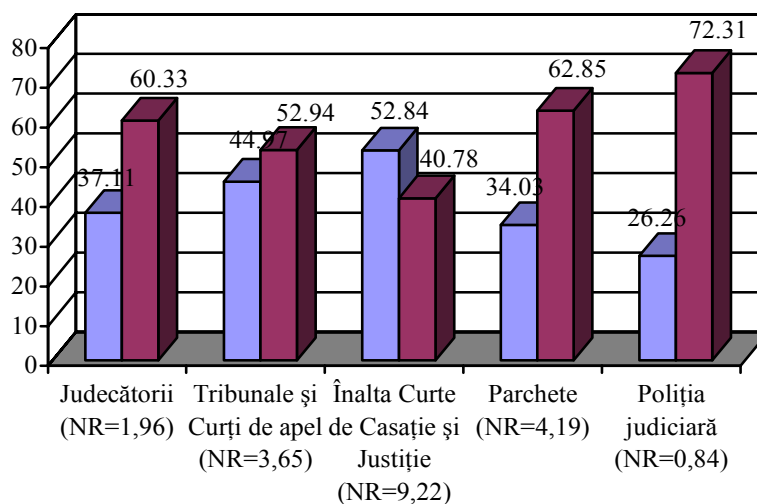
Analiza răspunsurilor primite de la subiecții investigați privind măsura în care ei au sau nu încredere în diferitele instituții implicate în administrarea actului de justiție au relevat următoarea situație a credibilității acestora (vezi *Diagrama nr. 12*).

Din această diagramă rezultă că **poliția judiciară** deține cea mai scăzută cota de credibilitate în fața justițiabililor, majoritatea covârșitoare a acestora (72,91%) declarând că au o încredere „foarte mică și mică” față de această instituție, doar ceva mai mult de o pătrime dintre aceștia apreciind că ea are o credibilitate „foarte mare și mare”, probabil ca urmare a modului, de multe ori, defectuos în care sunt instrumentate dosarele de judecată și înaintate instanțelor de către reprezentanții poliției.

De o credibilitate ceva mai ridicată în opinia justițiabililor se bucură **parchetele**, a căror activitate este estimată de circa o treime dintre aceștia (34,03%) ca fiind mulțumitoare într-o „mare și foarte mare măsură”, în timp ce aproximativ două treimi dintre cei investigați (62,85%) consideră că nu au încredere în această instituție decât „în foarte mică și mică măsură”.

Diagrama nr. 12

Estimarea gradului de încredere în instituțiile de justiție (%)



■ În foarte mare și mare măsură

■ În foarte mică și mică măsură

O situație oarecum interesantă o reprezintă modul în care justițiabilii evaluează activitatea diverselor instanțe ierarhice de judecată, opiniile acestora fiind favorabile direct proporțional cu gradul de ierarhie și jurisdicție al acestora. Astfel, activitatea **judecătoriilor**, care reprezintă primul nivel de jurisdicție în materie procesuală, este apreciată cel mai puțin de către subiecți, doar ceva mai mult de un sfert dintre aceștia (37,71%) având o încredere „foarte mare și mare” în privința lor, în timp ce aproximativ 60,0% au o încredere „mică și foarte mică”. Procentul celor care au încredere ridicată în **tribunale și curți de apel** atinge o cotă de aproximativ 45% în rândul celor investigați, deși peste 50% dintre subiecți au o încredere „mică și foarte mică” în aceste instituții.

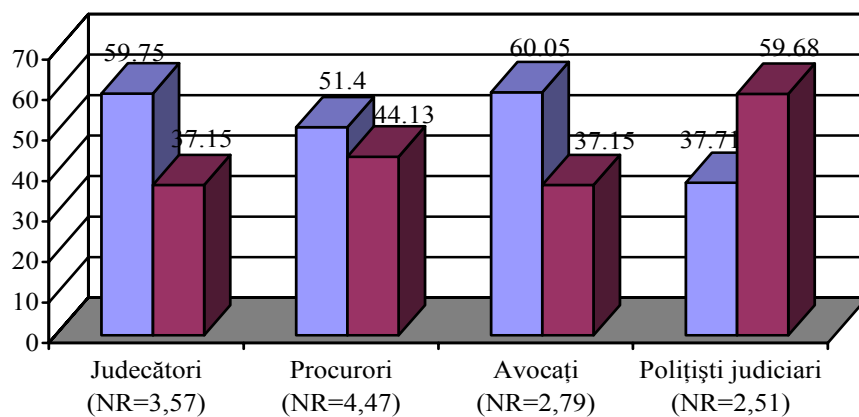
În schimb, **Înalta Curte de Casație și Justiție** se bucură de cea mai ridicată credibilitate și încredere în rândul justițiabililor, mai mult de jumătate dintre aceștia (52,84%) având o încredere „foarte mare și mare” în instituția supremă de justiție, doar 40% estimând că au o încredere „mică și foarte mică”.

2. EVALUAREA ACTIVITĂȚII PERSONALULUI DIN INSTITUȚIILE DE JUSTIȚIE

Pentru a obține o imagine mai concludentă asupra modului în care populația chestionată apreciază activitatea persoanelor din instituțiile juridice, li s-a solicitat subiecților să menționeze în mod expres punctul lor de vedere față de activitățile derulate de judecători, procurori, avocați și polițiștii judiciari în timpul procesului judiciar (vezi *Diagrama nr. 13*).

Diagrama nr. 13

Aprecierea activităților personalului din justiție (%)



■ Foarte bună și bună

■ Foarte proastă și proastă

În general, populația investigată are o opinie relativ pozitivă față de activitatea **judecătorilor**, apreciată ca fiind „foarte bună și bună” de aproape 60% dintre subiecții justițiabili, în timp ce ceva mai mult de un sfert dintre aceștia (37,15%) o estimează ca fiind „proastă și foarte proastă”. De asemenea, subiecții investigați, într-o proporție de peste 50%, estimează ca fiind „foarte bună și bună” și activitatea desfășurată de **procurori**, deși aproximativ 45% sunt nemulțumiți de modul în care au acționat aceștia, considerându-l ca fiind „foarte prost și prost”. O apreciere pozitivă, apropiată de cea a judecătorilor, o au și **avocații**, a căror activitate este apreciată ca „foarte bună și bună” de peste 60% dintre subiecți, în timp ce 37,15% o consideră ca fiind „foarte proastă și proastă”.

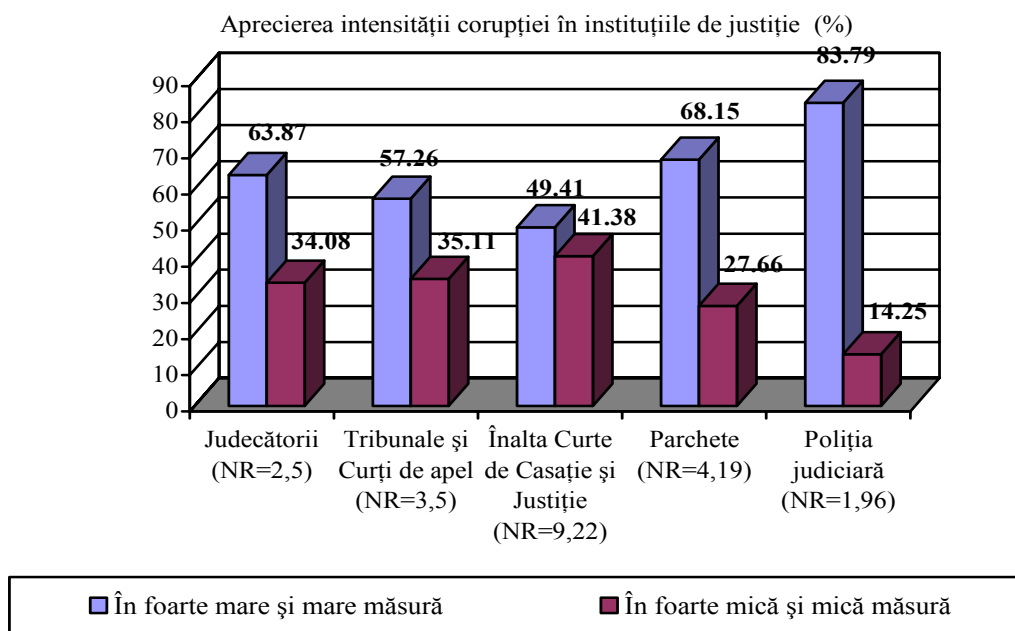
În schimb, **polițiștii judiciari** sunt percepuți ca având activitatea cea mai puțin cotate de către subiecții investigați, aproximativ 60% dintre ei declarând-o ca

„foarte proastă și proastă”, în timp ce ceva mai mult de un sfert dintre aceștia (37,71%) o consideră ca fiind „foarte bună și bună”.

3. ESTIMAREA INTENSITĂȚII CORUPȚIEI ÎN INSTITUȚIILE DE JUSTIȚIE

Incluzând acele comportamente care violează sau transgresează obligațiile legale și morale ale unui rol public, corupția este percepută, adeseori, de populație ca o modalitate de obținere a unor venituri ilicite de către cei abilitați cu administrarea actului de justiție. Pentru a obține o imagine asupra modului în care subiecții investigați percep intensitatea corupției la nivelul diverselor instituții de justiție, aceștia au fost rugați să estimeze amploarea și gravitatea acestui fenomen (vezi *Diagrama nr. 14*).

Diagrama nr. 14



Imaginea dominantă a subiecților investigați este că, în momentul de față, instituțiile abilitate cu administrarea justiției sunt afectate, într-o măsură mai mare sau mai mică, de fenomenul corupției, ceea ce generează un sentiment de neîncredere a populației în virtuțile legii, corectitudinii și legalității actului de justiție. Această percepție este alimentată sensibil atât de dezvăluirea unor acte de corupție în rândul unor reprezentanți ai justiției, unele instrumentate și sancționate juridic, cât și de mediatizarea unor cazuri de corupție în care au fost implicate

persoane din sfera instituțiilor de justiție. Cele două surse amintite sunt completate de conștientizarea, de către subiecții investigați, care au sau au avut procese pe rol, a unor deficiențe de organizare și funcționare a sistemului de justiție cu care ei s-au confruntat, deficiențe ce lasă un spațiu mare pentru apariția și proliferarea unor posibile acte de corupție.

Din distribuția răspunsurilor primite, rezultă că fenomenul de corupție se manifestă la nivelul tuturor instituțiilor de justiție (judecătoria, tribunale și curți de apel, parchete și poliție judiciară). Însă, efectuând o ierarhie a acestor instituții afectate de acte de corupție, majoritatea covârșitoare a opiniilor consideră că **poliția judiciară** este cea mai expusă și afectată de corupție „în foarte mare și mare măsură” (83,79% dintre subiecți), în timp ce doar o proporție neînsemnată a acestora (14,25%) estimează că această instituție este afectată de acte de corupție doar „în foarte mică și mică măsură”. Această apreciere negativă a poliției judiciare de către subiecții investigați se datorează fie pasivității sau toleranței manifestate în activitatea de descoperire a actelor de corupție, fie ineficienței și incompetenței unor angajați ai poliției în instrumentarea unor cazuri de corupție sau chiar implicării unora dintre funcționarii poliției în acte de corupție.

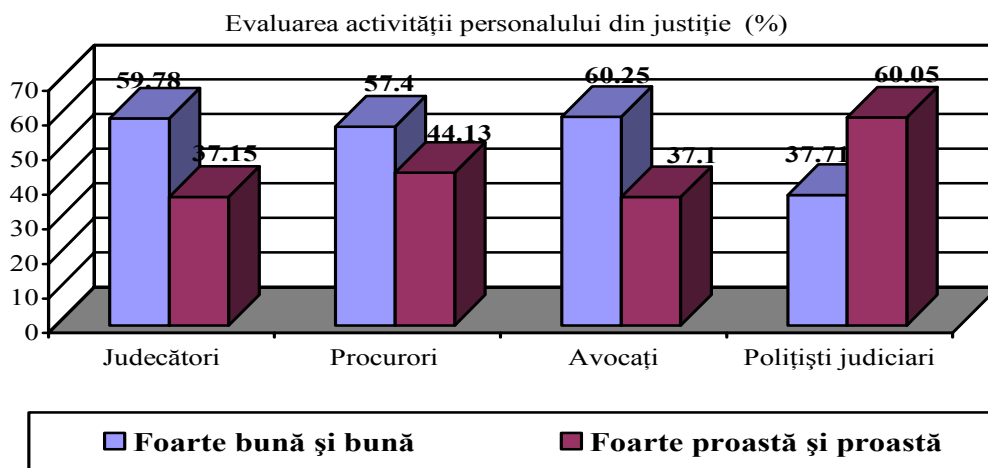
Ponderea extrem de ridicată a opiniilor privind intensitatea corupției la nivelul **parchetelor** (68,15%) evidențiază perceperea, de către subiecți, a persistenței și accentuării unor deficiențe existente la nivelul acestor instituții, suspectate că nu ar instrumenta sau că ar tergiversa dosarele cu cauze și mize mari, în care sunt implicate persoane cu status social ridicat, care dețin funcții de putere și conducere sau provin din lumea interlopă, doar ceva mai mult de o pătrime dintre răspunsuri (27,66%) considerând că există acte de corupție într-o proporție „mică și foarte mică”.

O altă constatare este aceea că, la nivelul instanțelor de judecată, perceperea de către subiecți a intensității actelor de corupție este, din nou, **invers proporțională** cu nivelul ierarhic al acestor instituții. Este cazul **Înaltei Curți de Casație și Justiție**, percepută favorabil de aproximativ jumătate dintre subiecți (49,41%), care apreciază că ea este cel mai puțin afectată de acte de corupție, comparativ cu celelalte instituții implicate în administrarea justiției, cum sunt **tribunalele, și curțile de apel**, despre care subiecții cred că sunt afectate într-o proporție de 57% de acte de corupție „în foarte mare și mare măsură”. Cel mai mult sunt suspectate de existența unor posibile acte de corupție **judecătoriile**, despre care aproximativ două treimi dintre cei chestionați (63,87%) estimează că sunt afectate „în foarte mare și mare măsură” de asemenea acte.

4. EVALUAREA ACTIVITĂȚII PERSONALULUI DIN INSTITUȚIILE DE JUSTIȚIE

Plecând de la perceperea existenței unor obstacole și deficiențe în administrarea justiției și a semnalării unor acte de corupție în sistemul judiciar, s-a solicitat subiecților să aprecieze modul în care ei estimează activitatea derulată de personalul din justiție (vezi *Diagrama nr. 15*).

Diagrama nr. 15

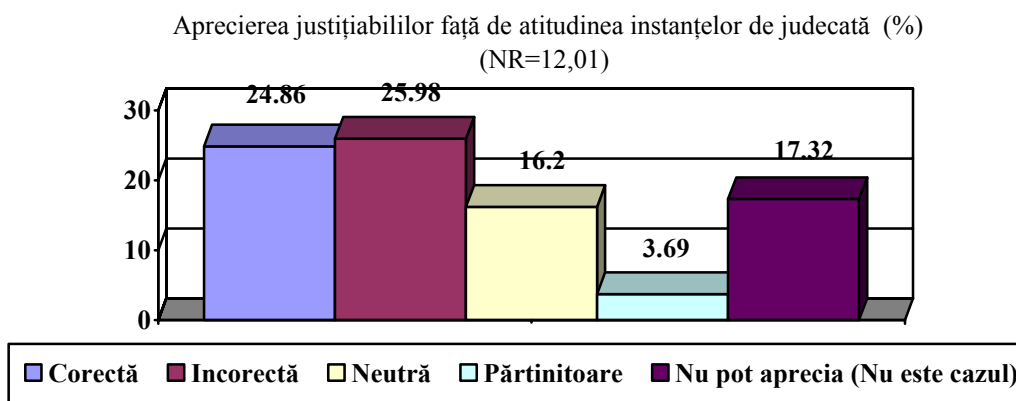


Din această diagramă rezultă că estimările subiecților cu privire la activitatea personalului din instituțiile de justiție coincid, în mare măsură, cu aprecierile lor față de gradul de încredere al acestora (exprimat anterior), în sensul că circa 60% dintre ei evaluează ca fiind „foarte bună și bună” activitatea desfășurată de **judecători și avocați**, în timp ce ceva mai mult de un sfert dintre cei chestionați o consideră ca fiind „foarte proastă și proastă”. Activitatea **procurorilor** este apreciată ca fiind „foarte bună și bună” de peste jumătate dintre cei chestionați (51,4%), în timp ce aproximativ 45% o califică drept „foarte proastă și proastă”. Din nou, **activitatea polițiștilor judiciari** se situează pe ultimul loc în evaluările celor chestionați, în jur de circa 60% dintre ei considerând că ea este foarte proastă și proastă”, semn al incapacității sau incompetenței lor profesionale, amendată de public. Cota cea mai ridicată a aprecierilor este deținută de **avocați**, aproximativ 60,25% dintre subiecți considerând activitatea acestora ca „foarte bună și bună”, în timp ce ceva mai mult de o treime (37,1%) o declară ca fiind „foarte proastă și proastă”.

5. APRECIERI ALE SUBIECȚILOR FAȚĂ DE ATITUDINEA INSTANȚELOR DE JUDECATĂ

Evaluarea opiniilor subiecților în raport cu atitudinea instanțelor de judecată în timpul derulării procesului judiciar relevă o situație interesantă, concretizată în următoarea distribuție a răspunsurilor primite (vezi *Diagrama nr. 16*).

Diagrama nr. 16



O primă constatare care rezultă din această diagramă este ponderea relativ ridicată a subiecților care nu s-au pronunțat în legătură cu atitudinea instanțelor (17,32% dintre subiecți, reprezentând 62 de persoane), întrucât aceștia fie nu aveau nicio calitate sau nu erau parte în vreun proces, fie erau simpli participanți sau observatori la diverse procese. Cea de a doua vizează ponderea relativ ridicată (de aproximativ 12%) a nonrăspunsurilor, datorată, probabil, reținerii sau chiar temerii unor subiecți în legătură cu dezvăluirea unor aspecte mai delicate, petrecute în timpul derulării procesului lor.

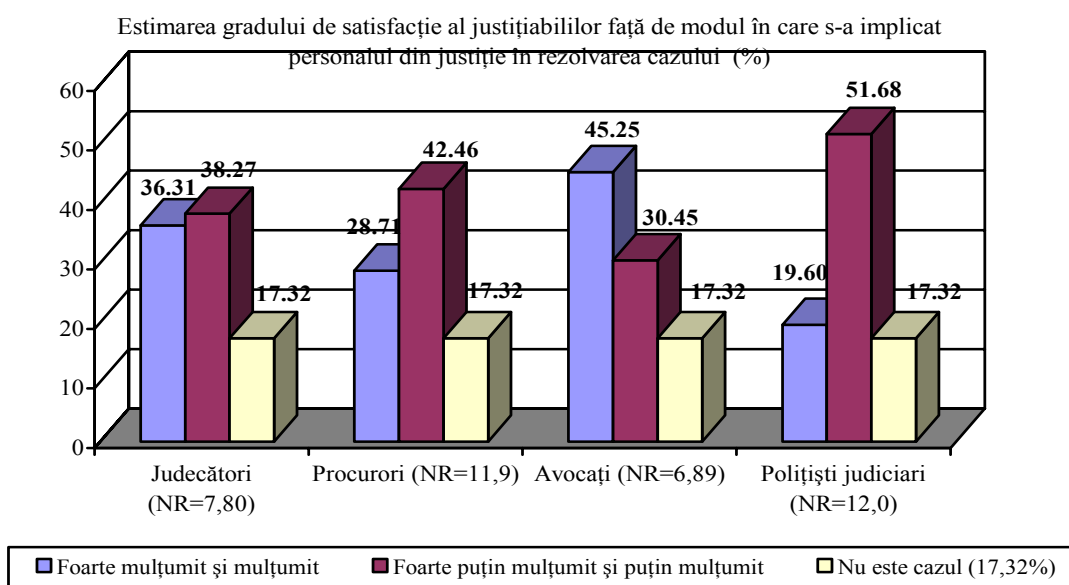
Dincolo de aceste constatări, rezultă că, în ponderi foarte apropiate (în jur de o pătrime), o parte a subiecților apreciază atitudinea instanței ca fiind **corectă**, cealaltă parte ca **inccorectă**, în consonanță cu ponderea celor care câștigă și a celor care pierd procesul intentat. Un foarte mic procent dintre justițiabili (3,63%) apreciază ca **părtinitoare** atitudinea instanței, ceea ce relevă că instanțele sunt mult mai bine evaluate atunci când subiecții dau dovadă de obiectivitate în legătură cu soluționarea cazului lor personal, evitând subiectivismul atunci când este vorba de estimarea generală a sistemului de justiție.

Acest lucru este confirmat și de o întrebare complementară, privind intenția de a încerca să cumpere bunăvoința reprezentanților justiției, prin oferirea anumitor „atenții” (cadouri, sume de bani, servicii etc.), menite să conducă la rezolvarea favorabilă a unei acțiuni în instanță. Deși, inițial, o bună parte dintre cei chestionați considerau că, în general, există corupție ridicată în sistemul de justiție, atunci când este vorba de propria lor experiență, majoritatea covârșitoare (80%) au declarat că nu au încercat niciodată să corupă funcționarii din sistemul de justiție, doar 10% au mărturisit că au încercat acest lucru, în special prin intermediul unor **polițiști** sau **experți** judiciari și **avocați** și mai puțin prin procurori și judecători.

6. EVALUAREA GRADULUI DE SATISFACȚIE FAȚĂ DE IMPLICAREA PERSONALULUI DIN JUSTIȚIE ÎN REZOLVAREA CAZURILOR

Pentru a ne asigura că anumite aprecieri ale subiecților privind activitatea personalului din instituțiile juridice sunt reale, s-a solicitat subiecților chestionați să răspundă la aceeași întrebare, dar formulată în mai multe variante interpretative, vizând satisfacția sau insatisfacția lor față de modul în care s-au implicat judecătorii, procurorii, avocații și polițiștii judiciari în rezolvarea cazului în care erau prezenți (vezi *Diagrama nr. 17*).

Diagrama nr. 17



Așa cum se poate observa din această diagramă, subiecții chestionați se declară, din nou, „foarte puțin și puțin mulțumiți” de modul în care au acționat **polițiștii judiciari**, ponderea acestora depășind mai mult de jumătate din opiniile exprimate (51,68%), în timp ce doar 19% au apreciat că sunt „foarte mulțumiți și mulțumiți” de activitatea acestor funcționari.

În mod firesc, **avocații** întrunesc ponderea cea mai ridicată a răspunsurilor favorabile, în jur de circa 45% dintre subiecții chestionați declarând că sunt „foarte mulțumiți și mulțumiți” de modul în care au fost reprezentați și apărați în timpul procesului de către avocați, ceva mai puțin de o treime (30,45%) considerând, însă, că sunt „foarte puțin și puțin mulțumiți” de activitatea apărătorilor lor.

O poziție mediană este deținută de **judecători**, evaluările favorabile și defavorabile privind modul lor de implicare în rezolvarea cazurilor cumulând

ponderi relativ egale, în sensul că peste o treime (36,31%, respectiv 38,27%) se declară, în egală măsură, unii ca fiind „foarte mulțumiți și mulțumiți”, ceilalți „foarte nemulțumiți și nemulțumiți”.

O situație mai specială o dețin **procurorii**, a căror implicare în timpul procesului este evaluată ca „foarte mulțumitoare și mulțumitoare” de doar aproximativ 30% dintre cei investigați, în timp ce majoritatea de peste 45% consideră că este „nemulțumită și foarte nemulțumită” de modul în care s-au implicat procurorii în timpul procesului.

III. ATITUDINI ȘI EVALUĂRI FAȚĂ DE LEGE ȘI JUSTIȚIE

Ultima parte a chestionarului de opinie adresat subiecților a inclus un număr de întrebări care au vizat modul în care aceștia înțeleg semnificația unor afirmații despre lege, dreptate, echitate și justiție, precum și despre comportamentul justițiabililor în fața magistraților în timpul desfășurării procesului judiciar, subiecții fiind solicitați să-și exprime acordul sau dezacordul.

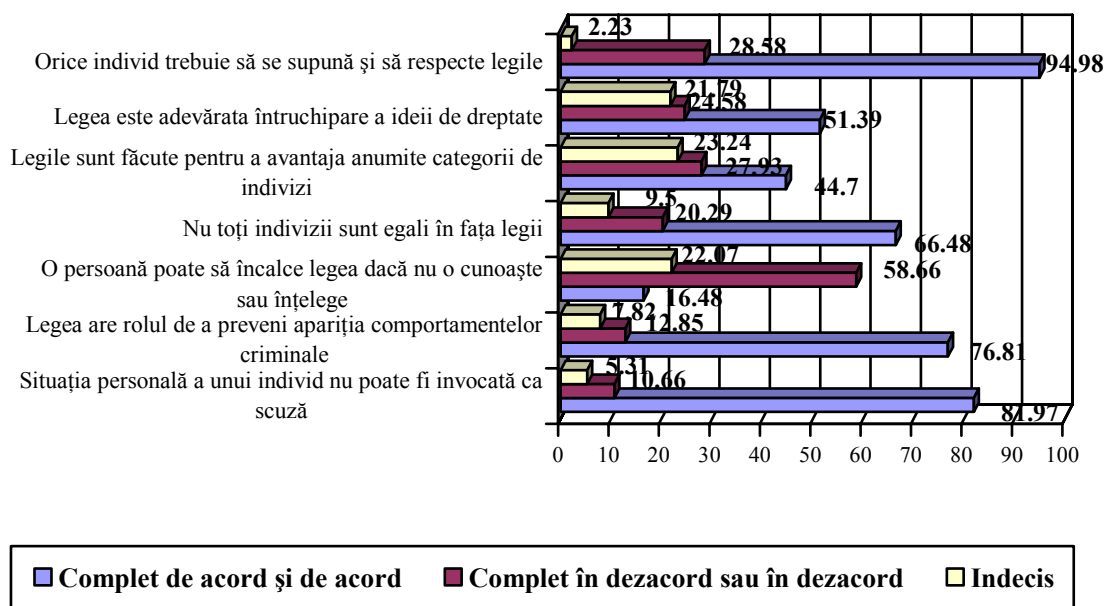
1. ATITUDINEA GENERALĂ FAȚĂ DE LEGE

Analiza opiniilor cu privire la modul în care subiecții percep valoarea și importanța legii în viața socială permite constatarea că în rândul publicului există o concepție cristalizată și un grad ridicat de acord asupra necesității respectării legilor de către toți indivizii, indiferent de statutul lor social, precum și a cunoașterii legilor, în vederea asigurării funcționalității ordinii sociale și normative din societate (vezi *Diagrama nr. 18*).

Așa cum se poate observa din această diagramă, într-o proporție covârșitoare (94,98%), subiecții sunt „total de acord și de acord” că orice persoană trebuie să se supună și să respecte legile, ceea ce reprezintă o dovadă certă că, în pofida existenței unei incoerențe legislative în România, marea majoritate a populației continuă să aibă încredere în virtuțile moralității și legalității, considerate ca fiind principala garanție pentru protecția drepturilor și libertăților indivizilor. Pentru același motiv, subiecții investigați acceptă și recunosc validitatea legii în societate, fiind de acord, în mare majoritate (81,44%), cu afirmația conform căreia „situația personală a unui individ nu poate fi niciodată invocată ca scuză pentru încălcarea legii”. În același sens, se pronunță și circa 58,68% dintre subiecți, care consideră că nu este permisă încălcarea legii de către o persoană sub pretextul că nu o cunoaște sau nu o înțelege, în timp ce ponderea celor care sunt în dezacord este nesemnificativă.

Diagrama nr. 18

Atitudinea justițiabililor față de lege (%)



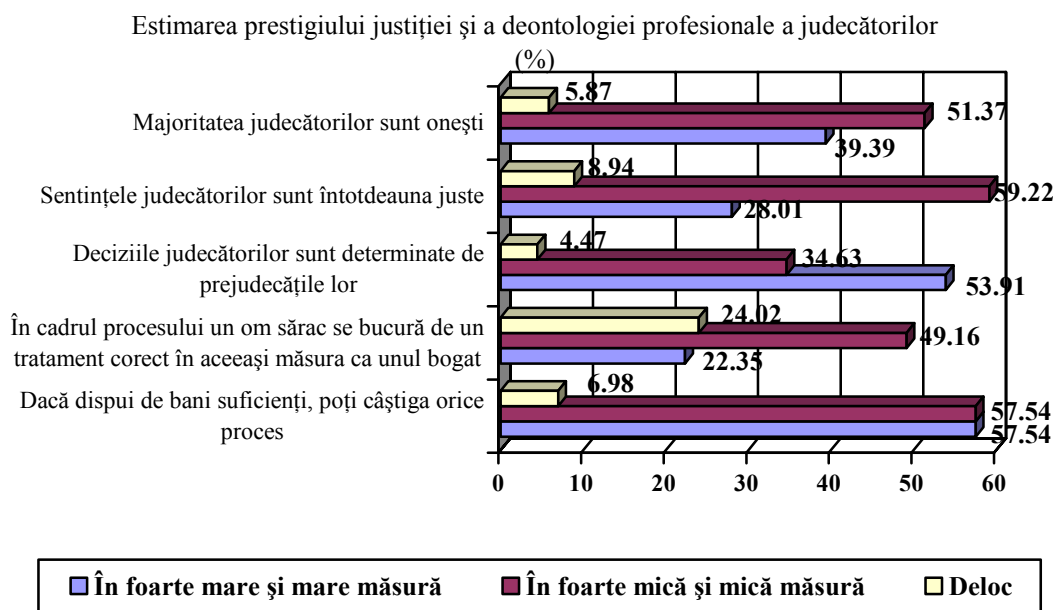
În schimb, subiecții sunt ceva mai sceptici în privința considerării legii ca fiind adevărata întruchipare a ideii de dreptate, doar ceva mai mult de jumătate dintre ei (51,39%) fiind de acord că legea poate realiza și justiția sau dreptatea socială, cealaltă jumătate nefiind de acord sau indecisă. Aceeași atitudine o au și față de principiul egalității tuturor indivizilor în fața legii, aproximativ două treimi dintre ei (66,48%) considerând că nu toți indivizii sunt egali în fața legii și doar mai puțin de o pătrime crezând în această egalitate. De asemenea, circa 45% dintre subiecți consideră că unele legi sunt elaborate pentru a avantaja anumite categorii de indivizi, în timp ce doar 27,93% resping această idee, iar 23,24% se arată indeciși.

În schimb, atunci când este vorba de protecția și apărarea lor socială, aproximativ 76,81% sunt „total de acord sau de acord” că legea are rolul de a preveni apariția comportamentelor delincvente și infracționale, în ideea garantării ordinii și funcționalității relațiilor sociale și juridice între toți indivizii societății, doar o parte nesemnificativă dintre subiecți declarându-se sceptici.

2. ESTIMAREA ATITUDINII FAȚĂ DE JUSTIȚIE ȘI MAGISTRAȚI

Atitudinea populației față de justiție și magistrați reprezintă un alt indicator semnificativ al stării de moralitate și legalitate, el măsurând, de fapt, credibilitatea și prestigiul de care se bucură această instituție importantă, precum și cei care o reprezintă în fața publicului (vezi *Diagrama nr. 19*).

Diagrama nr. 19



Evaluarea diferitelor opinii exprimate indică o tendință și o concepție contradictorie a subiecților față de modul în care se aplică și realizează justiția de către cei abilitați cu administrarea ei, existând un acord relativ scăzut cu privire la anumite aspecte ce țin de onestitatea judecătorilor, de justetea deciziilor și soluțiilor pronunțate de aceștia, ca și de tratamentul acordat părților în timpul derulării procesului judiciar.

În acest sens, mai mult de jumătate dintre ei (51,37%) consideră că judecătorii sunt **onești** doar în „foarte mică și mică măsură”, în timp ce aproximativ 40% estimează că ei sunt onești „în foarte mare și mare măsură”, ceea ce denotă, dincolo de subiectivism, o lipsă de încredere în probitatea și deontologia profesională a acestora. De asemenea, doar ceva mai mult de o pătrime dintre subiecți estimează că sentințele judecătorilor sunt întotdeauna juste „în foarte mare

și mare măsură”, în timp ce circa 60% apreciază că aceste sentințe sunt juste doar într-o „foarte mică și mică măsură”.

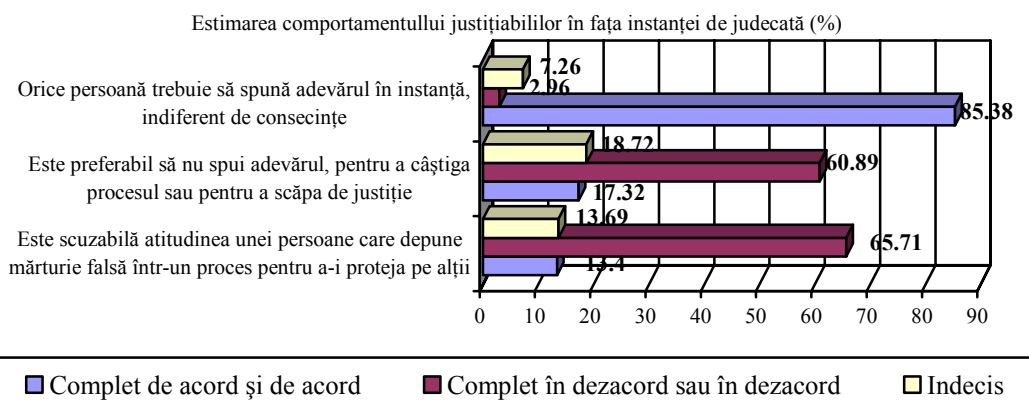
Aceleași aprecieri defavorabile apar și în legătură cu anumiți „factori” de natură personală, care influențează sau determină deciziile judecătorilor, mai mult de jumătate dintre cei chestionați (53,91%) considerând că acestea sunt influențate de „prejudecățile” lor personale față de anumiți justițiabili „în foarte mare și mare măsură”, în timp ce mai mult de o treime estimează că aceste prejudecăți au o influență „foarte mică și mică” în orientarea și deontologia profesională a judecătorilor. Subiecții sunt, de asemenea, sceptici și rezervați și față de tratamentul aplicat de judecători părților, mai puțin de o pătrime dintre ei (22,35%) considerând că orice persoană săracă se bucură de un tratament corect, în aceeași măsură ca una bogată, în timp ce aproximativ jumătate dintre cei chestionați nu sunt de acord cu această realitate.

În sfârșit, în legătură cu șansele unei persoane de a avea câștig de cauză într-un proces dacă dispune de mijloace financiare importante, subiecții sunt la fel de sceptici, peste 57% dintre ei considerând că „în foarte mare și mare măsură” o persoană poate obține o sentință favorabilă în justiție dacă dispune de suficienți bani și resurse materiale.

3. ATITUDINI ALE JUSTIȚIABILILOR ÎN TIMPUL DESFĂȘURĂRII PROCESULUI JUDICIAR

Ancheta de opinie a relevat că există un larg și deplin **consens** al populației cu privire la modul în care trebuie să se prezinte și comporte o persoană în timpul procesului judiciar, indiferent de calitatea ei procesuală (vezi *Diagrama nr. 20*).

Diagrama nr. 20



Din această distribuție a răspunsurilor rezultă că, într-o proporție majoritară, subiecții consideră că orice persoană trebuie să aibă un comportament moral, decent și corect în fața instanțelor de judecată, fiind obligată de lege și propria conștiință să spună **adevărul** în fața magistraților, indiferent de consecințele ce urmează (85,38% dintre respondenți), respingând totodată, în proporție de 60,89%, minciuna și delațiunea. De asemenea, aproximativ două treimi dintre subiecți (65,71%) consideră că nu este scuzabilă fapta unei persoane care depune mărturie falsă într-un proces pentru a proteja anumite interese sau persoane.

Această configurație pozitivă a opiniilor exprimate relevă faptul că populația chestionată pune accentul pe respectarea principiilor adevărului și dreptății, în detrimentul acceptării mărturiei mincinoase, false sau calomnioase în timpul desfășurării procesului, considerând că **justiția** trebuie respectată, indiferent de consecințe, iar instituțiile de justiție și reprezentanții lor ar trebui să se implice mai mult în aplicarea consecventă și fermă a legii și în sancționarea conduitelor și acțiunilor care încearcă, prin diverse mijloace, forme, modalități și metode, să corupă aplicarea actului de justiție.

IV. UNELE CONCLUZII ALE ANCHETEI DE OPINIE

Analiza opiniilor subiecților cu privire la factorii determinanți și favorizanți care configurează percepția publicului asupra justiției relevă conturarea unei imagini destul de defavorabile privind independența, imparțialitatea și integritatea judecătorilor, datorată în principal existenței unor acte de corupție în rândul magistraților, unele dintre ele fiind chiar instrumentate și sancționate în ultima vreme, deși publicul confundă, uneori, corupția cu anumite greșeli și erori ale unor magistrați lipsiți de experiență și deontologie profesională. Această imagine este determinată și de soluționarea greoaie și cu întârziere a multor procese, care afectează celeritatea administrării justiției, chiar dacă multe dintre aceste deficiențe se datorează și supraaglomerării instanțelor cu dosare și cauze de rezolvat, de multe ori peste posibilitățile lor, ceea ce face imposibilă o analiză și cercetare atentă și amănunțită din partea judecătorilor.

Principalele obstacole și dificultăți cu care se confruntă sistemul de justiție din România sunt evaluate de către public ca fiind: legislația incoerentă, instabilă și ambiguă, care conduce la imposibilitatea aplicării constante și uniforme a legii în mod egal față de toți justițiabilii și în toate cauzele aduse în fața justiției; lipsa de independență a judecătorilor, considerată de justițiabili ca datorându-se în principal imixtiunii politicului, unor grupuri de interese și unor persoane aparținând lumii interlope; lipsa de moralitate și corupția unor judecători din sistem, datorate și mediatizării excesive a unor cazuri de corupție apărute în ultima vreme în rândul magistraților.

Percepția publică devine mai favorabilă în privința sistemului de justiție atunci când publicul estimează gradul de respectare al drepturilor și garanțiilor procesuale ale justițiabililor, apreciind în proporții destul de ridicate că în timpul procesului judiciar justițiabilii se bucură de: egalitate în fața justiției; prezumția de nevinovăție; accesul liber la instanțele de judecată; judecată corectă și imparțială; soluționarea legală și temeinică a procesului.

Estimarea încrederii publicului în diferitele instituții abilitate cu administrarea justiției este direct proporțională cu gradul de jurisdicție al acestora, în sensul că cea mai mare cotă de încredere o au justițiabilii față de activitatea Înaltei Curți de Casație și Justiție, urmată de aceea acordată tribunalelor și curților de apel și judecătoriilor.

De asemenea, există o percepție favorabilă a publicului față de lege și justiție, majoritatea populației considerând că orice persoană trebuie să se supună și să respecte legile, indiferent de statutul sau situația socială, iar nimeni nu poate încălca legea sub pretextul că aceasta nu este cunoscută sau înțeleasă.

Publicul are o părere favorabilă și față de modul în care justițiabilii trebuie să se comporte în fața instanței de judecată, majoritatea covârșitoare a acestora considerând că orice persoană trebuie să spună adevărul în instanță, indiferent de consecință, respingând ideea unor delatățiuni sau mărturii false sau mincinoase emise pentru a obține dreptate din partea instanței de judecată.

Chiar dacă unele dintre constatările rezultate evidențiază doar acele aspecte negative privind administrarea justiției pe care populația le apreciază în mod subiectiv ca generând disfuncționalități, ele pot servi ca suport descriptiv și explicativ pentru factorii interesați de aplicarea legii și respectarea legalității, putând conduce la o schimbare pozitivă a imaginii justiției din România, imagine încă percepută defavorabil de către publicul larg.

BIBLIOGRAFIE

1. BOHM, R.M.; HALEY, K.H. (2007). *Justiția penală. O viziune europeană asupra modelului american*, București, Editura Expert.
2. COSTINIU, PLAVIN (2007). *Codul deontologic al magistraților. Ghid de aplicare*, București, Editura Hamangiu.
3. DANILEȚ, CRISTI (2009). *Corupția și anticorupția în sistemul juridic*, Konrad Adenauer Verlag.
4. IOAN, DORINICA; BANCIU, DAN; RĂDULESCU, M. SORIN (2005). *Corupția în România. Realitate și percepție socială*, București, Editura Lumina Lex.
5. JOHNSON, MICHAEL (2001). *Corupția și formele sale. Bogăție, putere și democrație*, București, Editura Expert.
6. KILTGARD, ROBERT (și colectiv), (2006). *Orașe corupte. Ghid practic de tratament și prevenire*, București, Editura Humanitas.
7. PERELMAN, CH.; FARIAS, P. (eds.), (1988). *La motivation des décisions de justice*, Bruxelles.
8. POPE, JEREMY (2002). *Ghidul Transparency International. Sisteme de integritate publică*, București, Asociația Română pentru Transparență.
9. RAWLS, JOHN, (1972). *A Theory of Justice*, Oxford University Press, Oxford, London, New York.

MIGRAȚIA FORȚEI DE MUNCĂ ÎN CONTEXTUL
CRIZEI ECONOMICE. REDEFINIREA MEDIATICĂ
A UNEI PROBLEME PUBLICE

CAMELIA BECIU*
MIRELA LAZĂR**

ABSTRACT

LABOUR MIGRATION IN THE CONTEXT OF THE ECONOMIC CRISIS.
MEDIA REFRAMING A PUBLIC ISSUE

This study examines how Romanian media (through opinion articles in mainstream newspapers, political talk-shows and news broadcasts, sampled between 2011 and 2014) addressed the issue of the labour migration within two European contexts: the economic crisis that began in 2008, having multiple implications for the emigration policies in the EU states, and the opening of the full labour market access to Romanians and Bulgarians starting January 1, 2014. We tested the hypothesis that media discourse instrumentalizes migration in order to legitimize collective identities and public issues, especially those related to identity. Drawing upon the critical discourse analysis and the sociology of public issues, this research argues that the identity categorization practices are based on the dynamics of the migration flows and the economic developments in Europe. Media reframe identity by shifting the angle of approach from *the access to the labour market*, in terms of liberalization, to the way in which *Romanians are perceived* in the destination countries, and its extension to *Romania's status* within the EU. This redefinition of the public issue occurs through particular types of *identity counter-discourses* used to deconstruct stereotypical dominant discourses against migrants and Romanians and to revalorize the Romanians working in the EU, as an extension of the (national) collective identity. Labour migration becomes a *symbolic resource* in negotiating the nation image and a political status.

Keywords: labour migration, economic crisis, public issue, media discourse, instrumentalization, identity categorization, counter-discourse.

* Profesor la Școala Națională de Studii Politice și Administrative (SNSPA) și cercetător științific la Institutul de Sociologie al Academiei Române (Laboratorul Sociologia comunicării și a spațiului public), Calea 13 Septembrie nr. 13, sector 5, 050711 București, România; e-mail: beciu@insoc.ro.

** Conferențiar universitar dr. la Universitatea din București, Facultatea de Jurnalism și Științele Comunicării, Bd. Iuliu Maniu nr. 1–3, sector 5, 061071 București, România; e-mail: miralazar05@yahoo.com.

1. INTRODUCERE

Migrația forței de muncă în țările europene, accelerată odată cu aderarea fostelor țări comuniste la Uniunea Europeană și cu liberalizarea accesului la piața muncii în 2014, se distinge, în primul rând, prin caracterul său *circular*: actorii sociali practică un tip de mobilitate transfrontalieră între țara de origine și una sau mai multe țări de destinație, într-o dialectică „aici” și „acolo” și în multiple regimuri de „acțiune la distanță”. În al doilea rând, acest tip de migrație intra-UE se desfășoară într-o *situație transnațională* specifică, ce se definește, printre altele, prin „cadrul comunitar” în materie de politici (inclusiv politici ale migrației), cetățenie și practici sociale. În acest câmp de acțiune deopotrivă decizională și simbolică se formează și se dislocă reprezentări și percepții despre „noua migrație”, tipuri de poziționări, precum și forme culturale, individuale și colective de construcție identitară a migranților, dar și a non-migranților. Din acest punct de vedere, migrația forței de muncă în UE este un fenomen socio-economic în jurul căruia se formează diverse *arene de vizibilitate* și dezbateri (trans)națională. Astfel, migrația nu mai este abordată ca un fenomen mai mult sau mai puțin exterior societăților naționale, ci este o problemă socială dezbătută cu o anumită constanță în sferele politico-mediatică atât din țările de origine cât și din țările de destinație. Este, de asemenea, o problemă europeană, care face obiectul unor politici și poziționări din partea instituțiilor europene, de unde și anumite *forme de simultaneitate* a dezbaterii în țările respective. Această problemă plasează țările din UE într-o *situație europeană* specifică și distinctă, care poate fi studiată și din perspectiva condițiilor de posibilitate a unui *spațiu public european*. Să reamintim în acest sens că una dintre multiplele linii de cercetare a spațiului public european introduce ideea unor transformări *convergente* la nivelul spațiilor publice din Europa comunitară – de exemplu, practici de informare și dezbateri relativ similare, care se formează în jurul unei teme (*the commonality of an issue*, cf. Risse 2002; Garcia, Le Torrec, 2003; Musolff, 2004)¹.

Pe de altă parte, *simultaneitatea* unor dezbateri pornind de la teme de interes național-european (precum migrația forței de muncă) este favorizată de existența

¹ Analiza mediatizării migrației forței de muncă în contexte care au generat dezbateri în țările europene este un bun exemplu pentru studiile interesate de posibilitatea unui spațiu public european și, în general, de procesele europenizării. În acest sens, perspectiva constructivistă ia în considerare transformările convergente în materie de practici mediatice și comunicare publică, dar la nivelul analizei nu „cuantifică” dimensiunea europeană pornind de la criterii normative. Linia constructivistă adoptă premisa potrivit căreia europenizarea se declină prin *practici sociale, imaginaruri sociale* și o *cultură publică* în jurul unor agende, evenimente și politici europene. În esență, analizele de acest tip discută o serie de *mecanisme simbolice* (imaginaruri, reprezentări, locuri comune, narațiuni etc.) care pot legitima în timp formarea unui spațiu public european ce se „*explicităază atât din punctul de vedere cognitiv, cât și ca lume emoțională comună*” (Beciu, Perpelea, 2007, p. 21); sau, cum subliniază Risse (2002, p. 2), „*dacă vom considera diverse grade de transnaționalizare a spațiului public, vom ajunge la o înțelegere a ceea ce poate să semnifice spațiu public european*”.

unor *contexte* (economice, sociale, politice ș.a.) care implică deopotrivă țările europene și actorii instituționali europeni.

În acest studiu, propunem o analiză a modurilor în care media din România a abordat migrația forței de muncă din perspectiva a două *contexte europene* cu consecințe structurante pentru economia țărilor europene².

Primul este un macrocontext, dată fiind complexitatea sa, precum și temporalitatea extinsă: se referă la *criza economică* declanșată în 2008, cu implicații multiple asupra politicilor legate de emigrație din unele state europene, pe fondul unor mutații în ceea ce privește piața muncii în diverse domenii de activitate, inclusiv în cele recunoscute până la momentul crizei ca fiind ocupate în procente semnificative de emigranți din țările est- și central-europene.

Cel de-al doilea context s-a constituit în jurul unui eveniment politic, la nivel european, liberalizarea accesului la piața muncii europene pentru România și Bulgaria, începând cu 1 ianuarie 2014. Luările de poziție politico-mediatică în jurul acestui eveniment încep însă cu câțiva ani înaintea intrării în vigoare a noii legislații, intensitatea maximă a dezbaterii fiind atinsă în 2013 și în luna ianuarie 2014. Aceste două contexte se intersectează, criza economică influențând, în cadrul sferelor publice naționale, caracterul dezbatelor și formarea unor puncte de vedere față de măsura liberalizării accesului la piața muncii și, corespunzător, față de problema migrației.

Într-o perspectivă analitică, aceste situații sunt semnificative nu numai pentru că au accentuat în forme specifice dezbaterile despre migrație în țările de destinație și de origine, dar și pentru că indică *practici emergente de interacțiune și negociere simbolică* a unor perspective *naționale* (Fossum, Schlesinger, Kværk, 2007) în ceea ce privește semnificațiile conferite migrației în contextul crizei și al reconfigurării accesului la piața muncii. Apar, astfel, arene de vizibilitate și poziționări politico-mediatică față de declarațiile oficialilor europeni, dar și interacțiuni discursive *între* actorii mediatici europeni, respectiv, presa din țările de destinație vs. cea din țările de origine (vom analiza, în acest sens, campaniile și contracampaniile de presă inițiate în Marea Britanie și, respectiv, România). Unele arene de dezbatere vor integra publicurile naționale ca *public activ* (mai ales în cazul campaniilor de presă), legitimând astfel opinii colective și „definiții” ale interesului public. S-a configurat, așadar, un tip de *interdiscursivitate (trans)națională* în jurul unei probleme europene, influențând într-o anumită măsură redefinirea „unghiului național” în legătură cu migrația în UE. Considerând aceste premise, analizăm în studiul de față modurile în care presa din România își apropiază contexte cu efecte structurante (criza economică și liberalizarea accesului la piața muncii) pentru a conferi vizibilitate migrației forței de muncă. Cum sunt utilizate discursiv cele două

² Cercetarea a fost inițiată în cadrul proiectului PNII IDEI (2012–2014) „Diaspora în sfera politico-mediatică din România. De la eveniment la construcția mediatică a problemelor publice”, coord. dr. Camelia Beciu, cod proiect PN-II-ID-PCE-2011-3-0968.

contexte în producerea unor *raporturi de incluziune/excluziune* și consacrarea unor *categorii de apartenență*? *Ce moduri de angajament* față de migranți instituie discursurile media și ce semnificații sunt conferite migrației ca problemă de interes public?

Pornind de la cercetări anterioare (Beciu, 2012, 2013), adoptăm ipoteza potrivit căreia discursul media *instrumentalizează* migrația pentru a legitima identități colective și probleme publice, mai ales cu caracter identitar. Analizăm din acest punct de vedere modul în care se reconfigurează discursul media despre *migrația-resursă* în funcție de modurile în care jurnaliștii se raportează la criza economică și la mobilitatea pe piața muncii europene. Demonstrăm, mai întâi, că media construiește un raport de incluziune față de migranți, dar care se declină diferit, comparativ cu situațiile în care migrația nu era asociată cu criza sau cu politici europene referitoare la piața muncii. În al doilea rând, migrația este problematizată din perspectiva statutului României în relația cu țările europene și cu instituțiile UE.

2. MIGRAȚIE, TRANSNAȚIONALISM, SPAȚIU PUBLIC. ELEMENTE ANALITICE

Transnaționalismul este una dintre paradigmele analitice cele mai utilizate în studiul migrației, al diferitelor forme de mobilitate transfrontalieră și, în general, al *societății în rețea* (Castells, 1996): de la studii care subliniază aria de cuprindere prea mare a conceptului și transformarea sa într-un concept global ce subsumează fenomene și concepte conexe precum „migrație”, „diaspora” sau „practici extrateritoriale” (Bauböck, 2010; Boccagni, 2012a) la studii care discută necesitatea de a nu reduce transnaționalismul la anumiți actori sociali și la anumite practici (în primul rând migrația), generând astfel un tip de normativism (Faist, 2010). Considerând transnaționalismul „un atribut potențial al relațiilor sociale, iar nu o entitate anume” (Boccagni, 2012a, p. 119), trebuie avut în vedere faptul că aria practicilor, a interacțiunilor și a actorilor „transnaționali” se reconfigurează constant.

Ca tendință, cercetările în domeniu definesc „abordarea transnațională” ca o linie analitică opusă „naționalismului metodologic” (Amelina, Faist, 2012). Se evidențiază astfel că pentru înțelegerea practicilor transnaționale nu ar trebui introduse noțiuni și criterii de interpretare ce țin de logica discursurilor naționale și, deci, de un alt tip de normativism; în fapt, aceste practici – transnaționale – ar avea un caracter emergent, relevând procese care necesită alte cadre de analiză decât cele consacrate în sociologia statului-națiune. În esență, ceea ce unii autori numesc „abordarea transnațională” privilegiază perspectiva actorului social (indivd, grupuri, categorii socio-economice etc.), construcția identitară a acestuia în multiple contexte de apartenență și de acțiune la distanță (Georgiu, 2006; Vertovec, 2009). Abordarea transnațională situează actorul social într-o ontologie a „acțiunii la distanță” în raport cu multiple scale spațiale și temporale.

Dihotomia *naționalism metodologic vs. transnaționalism* se regăsește și în sfera cercetărilor care abordează un domeniu predilect „transnațional” – migrația, și, în particular, tema „migrație și media”. De exemplu, pe linia unei paradigme transnaționale, se studiază cum anume percep, interpretează și utilizează migranții contextele în care ei acționează în țările de destinație, dezvoltând practici de viață cotidiană, forme de angajament și de rezistență simbolică. Programatic, studiile de acest tip semnaleză că nu a fost introdus în analiza și în interpretarea rezultatelor cercetării un „unghi național” pre-definit (Askoy, Robins, 2000). Sunt evidențiate diverse mecanisme sociale prin care se articulează „transnaționalismul actorilor sociali”. Weinar (2010, p. 76) subliniază, în acest sens, că diversele „*comunități transnaționale sunt comunități ale migranților, ai căror membri participă liber la rețele ce îi conectează cu țara de origine. Aceste legături nu sunt nici mitice, nici vizionare; ele se configurează prin practici de viață cotidiană*”. Accentul este pus, așadar, pe construcția identitară a migranților din perspectiva unor multiple relații de apartenență și exercitarea lor ca practici de viață cotidiană, inclusiv ca proiect politic.

Un concept mai potrivit pentru studiul interacțiunilor transnaționale ale migranților este cel de „câmp social transnațional”, respectiv, structurarea unor interacțiuni la nivelul cărora „practici migratorii transfrontaliere, resurse materiale și imateriale circulă, sunt negociate și (posibil) transformate între «aici» și «acolo»” (Boccagni, 2012b, p. 40): „*Într-o perspectivă transnațională – PB*] acest concept evidențiază intersectarea dintre rețelele celor care au migrat și ale celor care au rămas pe loc [...]” (Levitt & Glick Schiller, 2004, p. 1009–1012).

O linie de cercetare curentă investighează cadrulul mediatic al migrației în țările de destinație și, în general, condițiile de producere a unor „discursuri de putere” prin strategii de „incluziune” și „excluziune”, de unde introducerea în *design*-ul cercetării a unor criterii conceptuale și metodologice relevante, de regulă, pentru „contextul național” (Cottle, 2000; Balabanova, Balch, 2010; Vliegenhart, Roggeband, 2006; Alonso Belmonte, McCabe, Chornet-Roses, 2010; Wodak, 2010).

O categorie de studii, în opinia noastră, în curs de articulare ia în considerare perspectiva „țării de origine” (*sending country*) în ceea ce privește fenomenul migrației, conceptualizând – într-o paradigmă complementară – un model de „angajament transnațional” printre migranți, independent de adaptarea/asimilarea lor în țările de destinație, care arată că „implicarea continuă în țara de origine este un *pattern* comun” (Tamaki, 2011) printre aceste grupuri; este vorba, mai precis (în modelizarea lui Tamaki, 2011), de categoriile de „transnaționalism bazat pe identitate” și „transnaționalism bazat pe resursă”. Predomină mai ales studiile care abordează migrația și acțiunile migranților din perspectiva *practicilor de remitență* („transnaționalism bazat pe resursă”), cu accent asupra remitențelor economice de tipul costuri și beneficii. De exemplu, se studiază emergența unor politici în țările de origine față de problema migrației, având ca principal resort de legitimare argumentul remitenței (Mügge, 2012). Într-un sens mai larg, remitențele sunt

„integrate într-un regim de responsabilități afective și morale care tind să fie mai durabile decât majoritatea practicilor transnaționale *stricto sensu*” (Boccagni, 2012b, p. 43).

În schimb, sunt mai puțin frecvente cercetările care se interesează de modul în care discursurile publice din țările de origine mediază „transnaționalismul migranților”: cum se problematizează migrația în sferile publice din țările de origine ale migranților și, mai ales, cum se formează practici de vizibilitate a migranților ca actori transnaționali, acționând „între” mai multe spații și forme de apartenență: „*Decât să fie evaluată ca bună sau rea, migrația poate să fie mai degrabă discutată ca parte a unor procese transnaționale mai largi în care sunt implicate și la care contribuie statele-națiune*” (Glick Schiller, 2010, p. 110).

Premisa pe care o adoptăm în acest studiu este că transnaționalismul devine, într-o anumită măsură, *constitativ* formării agendelor publice naționale (problema migrației forței de muncă în UE este un bun exemplu în acest sens). Din acest punct de vedere, transnaționalismul, ca și alte fenomene (precum mobilitatea) relevă *câmpuri de putere* (explicând „*relațiile dintre actualele povești contradictorii despre migranți, care fie îi demonizează, fie îi celebrează*” – cf. Glick Schiller, 2010, p. 110) și *relații sociale*, practici de rezistență și negociere, exercitate atât dinspre indivizi și grupuri („bottom up”), cât și la nivelul sferelor politico-decizionale („top down”). Ca atare, considerăm necesare analizele axate asupra discursurilor publice din țările de origine a migrației forței de muncă – felul cum se instituie astfel *arene și practici de vizibilitate și interpretare sau de reificare a transnaționalismului și a diverselor sale manifestări* (proiecte diasporice, reconstrucții identitare în diversele contexte ale migrației, mobilități emergente, cetățenie și mobilitate transfrontalieră ș.a.).

Analizăm aici modurile în care presa din România mediază vizibilitatea migranților români în două contexte specifice, de natură a reconfigura migrația circulară în UE și, corespunzător, condițiile de producere a unei situații transnaționale având o anumită istoricitate. Aceste două contexte sunt semnificative, mai întâi, pentru că pun în evidență cum anume țările de origine se poziționează față de teme și situații transnaționale și cum acestea sunt încorporate în discursuri identitare și de legitimare a unor probleme publice. În al doilea rând, trebuie avut în vedere faptul că media instituie, în timp, anumite *pattern-uri discursive* în problematizarea migrației și în reprezentarea actorilor sociali ai migrației, legitimând sau dislocând anumite evaluări, imagini și categorii de apartenență.

Cum influențează însă emergența unor *contexte perturbatoare* pentru migrația forței de muncă (criza, reacția unor state europene la politicile de liberalizare a pieței muncii) modul în care presa din România redefinește migrația ca problemă publică?

3. ARIA DE CERCETARE EMPIRICĂ ȘI ELEMENTE DE METODOLOGIE

Cercetarea investighează problematizarea migrației forței de muncă de către media din România în contexte care, la prima vedere, pot avea consecințe duale asupra acestui fenomen. Pe de-o parte, criza economică diminuează pentru migranți oportunitățile de a lucra temporar în alte țări (schema pentru controlul migrației, așa-numitul „management al migrației”, care legitimează politica de „*atragera a celor calificați și îndepărtarea migranților care se presupune că nu contribuie la bogăția țărilor de imigrație*”, potrivit lui Faist, 2008, p. 38). Pe de altă parte, prin liberalizarea accesului la piața muncii europene se creează un cadru normativ propice pentru mobilitatea forței de muncă în UE.

Metodologic, cercetarea utilizează, în primul rând, elemente din analiza critică a discursului (Chouliaraki, 2006; Fairclough, 2003; Wodak, 2010), respectiv, ia în considerare două condiții de producere a discursului mediatic: **a. reprezentarea** discursivă a actorilor și a evenimentelor și **b. problematizarea**.

Prin reprezentări se construiesc moduri „de a fi și de a acționa” ale actorilor sociali, dimensiuni ale evenimentelor și tipuri de relații sociale. O afirmație consacrată în analiza critică a discursului subliniază că reprezentările pot legitima discursuri ideologice, „de putere”. Astfel, reprezentarea actorilor, în funcție de statutul ce li se atribuie, poate evidenția strategii de incluziune și de excluziune și deci consacrarea unor *categorii* (de apartenență, morale, evaluative etc.) și a unor relații de putere. În exercitarea puterii simbolice prin practici reprezentationale („a marca, a atribui și a clasifica”), un element-cheie este *stereotiparea* (Hall, 1997, p. 259). Aceasta fixează granițe simbolice (de ordine socială), desfășurând o strategie de „incluizare și excludere” (Hall, 1997, p. 258). Impunerea unor discursuri hegemonice se plasează într-o continuă „luptă pentru sens”, care „*depinde, de exemplu, de cât de cuprinzător sunt repetate aceste relații de sens în diverse tipuri de texte și de cât de reușit sunt excluse alternativele*” (Fairclough, 2003, p. 101). Fără a le putea disloca, contrastrategii discursive vin să conteste, să provoace regimurile de reprezentare dominante: „*Întrucât opozițiile binare [negativ/pozitiv] rămân, ele continuă să încadreze sensul*” (Hall, 1997: 274). Cultura mediatică alimentată de logica comercială mizează pe dimensiunea spectaculară a *polemicității contradiscursurilor* (Amossy, Burger, 2011).

Problematizarea este un mecanism discursiv care produce *evaluări* și semnificații ale acțiunilor și evenimentelor din perspectiva a ceea ce este definit ca fiind relevant, „dezirabil” sau „indezirabil” la un moment dat pentru o colectivitate sau o societate. Prin problematizare se definește caracterul „normativ” al unor evaluări și interpretări și se legitimează, astfel, *forme de angajament* față de actori, evenimente și stări de fapt care necesită o soluție și un tip de acțiune publică. Complementar cu analiza critică a discursului, în acest studiu operaționalizăm categoria discursivă „problematizare” prin strategii specifice, una dintre ele fiind definită mai ales în teoria socială referitoare la constituirea spațiului public și în

sociologia problemelor publice (Boltanski, 2004; Cefăi, 2013; Gusfield, 1984). Pe această linie de cercetare, se studiază *principiile de generalitate* mobilizate de actorii sociali pentru a legitima „definiții” ale problemelor publice. Altfel spus, cum anume situează actorii sociali evenimentele într-un orizont de generalitate, adică într-o arie a interesului public, „a ceea ce ne preocupă pe toți”?

Pe baza acestor premise teoretico-metodologice am construit următorul instrument de cercetare:

a. contextele de vizibilitate a migranților (lumile sociale în care aceștia acționează; ce moduri de a fi și de a acționa predomină? În ce tipuri de contexte? Prin ce tipuri de circumstanțe sociale?);

b. construcția apartenenței migranților (moduri de desemnare și de categorizare prin: utilizarea unor tipuri de pronume, a metaforelor, a unor sintagme nominale, locuțiuni adjectivale; actor în procese/pasivizat (afectat, beneficiar) etc.);

c. moduri de angajament față de migranți și față de problema migrației (enunțuri normative și principii de generalitate prin: enunțarea unor obligații/angajamente, enunțuri consensuale, enunțuri identitare, recurgerea la generalizări, punerea în scenă a importanței unor enunțuri ș.a.).

Aria empirică a cercetării include în principal presa generalistă (articole de opinie publicate în „Jurnalul național”, „Evenimentul zilei”, „Adevărul” și „Gândul”, între 2011 și 2014). Cu scop exploratoriu, am introdus în corpus și *talk-show-uri* politice (difuzate în 2013 și 2014 la posturi de televiziune private profilate pe informații și dezbateri politice – *Realitatea TV*, *Antena3*), precum și categorii de știri difuzate la postul privat *ProTV* în perioada imediat ulterioară declanșării crizei economice (2008–2009).

Am folosit acest corpus eterogen deoarece la nivelul celor două contexte (criza economică și reacția țărilor europene la liberalizarea accesului la piața muncii) am selectat, de regulă, secvențe temporale în care presa și televiziunile mediatizau concomitent evenimente legate de migrație, uneori chiar aceleași evenimente (de exemplu, în luna decembrie a anului 2013 și în luna ianuarie a anului 2014, media din România a acordat ample spații de mediatizare evenimentului de la 1 ianuarie 2014, respectiv, liberalizarea accesului la piața muncii în UE). Cercetarea a urmărit, astfel, ca un obiectiv secundar, să identifice dacă se poate constata un anumit *pattern discursiv* în ceea ce privește poziționarea mediei față de migranții români și față de problema migrației în UE, dincolo de identitatea discursivă a cotidienele și a posturilor de televiziune selectate și, în general, de mari tendințe ce caracterizează sfera mediatică din România, precum: polarizarea sferei televizuale (pro și contra puterii), practicarea unui jurnalism televizual predominant interpelativ în raport cu clasa politică sau comercializarea crescândă a presei generaliste, prin integrarea unor formate și practici tabloidizante. Acest obiectiv se justifică prin faptul că, în cadrul unor cercetări anterioare, am constatat la televiziuni și în presă anumite similitudini în ceea ce privește vizibilitatea mediatică a migranților.

4. REZULTATELE CERCETĂRII

4.1. REPREZENTĂRI DISCURSIVE ALE MIGRANȚILOR ÎN CONTEXTUL CRIZEI ECONOMICE

În cercetări anterioare am demonstrat faptul că, după 2007, anul în care România devine *de facto* membră a UE, presa și posturile de televiziune acordă o atenție sporită fenomenului migrației forței de muncă, statuând astfel o temă de agendă permanentă (Beciu, 2012, 2013). De asemenea, am evidențiat faptul că media a instituit, în timp, anumite *pattern-uri de vizibilitate* și interpretare a migrației.

Am discutat astfel, pe larg, reprezentarea mediatică a migranților din perspectiva unui *cadraj identitar* de vizibilitate și problematizare, o extensie a „comunității imparate”: presa a privilegiat mediatizarea migranților din perspectiva *statutului* lor vulnerabil în țările de destinație sau, dimpotrivă, a dobândirii unui statut respectabil, de cele mai multe ori ca urmare a unui comportament exemplar în situații-limită, fapt ce a atras aprecierea opiniei publice locale. „Cazurile” și „narațiunile” individuale erau însă redefinite și încorporate în economia unor *probleme identitare* precum imaginea internațională a României și, în general, starea de fapt a societății românești și a identității colective în multiplele sale forme. De aici, (1) vizibilitatea migranților sub forma unor *categorii polarizate* (eroii-câștigători vs. perdanții-vulnerabili), (2) *instrumentalizarea* acțiunii lor ca resursă pentru capitalul simbolic al națiunii (dat fiind că faptele lor ieșite din comun devin „ale noastre” și compensează faptele negative ale românilor care încalcă legea în țările de destinație) și (3) legitimarea *identităților concurențiale* (migranții sunt vizibili prin performanțele lor în țările de destinație). Tot prin acest cadraj identitar se explică și faptul că media suprapune frecvent fenomenul românilor care pleacă pentru a munci în țările UE cu mobilitatea românilor în UE, aceasta din urmă abordată mai ales din perspectiva infracțiunilor comise în țările respective de indivizi și grupuri având cetățenia română.

Declanșarea crizei economice și impactul acesteia asupra fenomenului migrației, dar și a politicilor în materie de migrație va influența, într-o anumită măsură, practicile mediatice de vizibilitate a migrației, în sensul unei anumite diversificări a acestora. Mai ales la nivelul presei, se poate constata emergența unei categorii de articole de opinie care abordează în mod explicit criza economică în relație cu situația migranților români în UE.

Aceste articole introduc un context de vizibilitate până atunci mai puțin pregnant, și anume, migranții ca actori sociali ai unor evoluții economice la scară europeană. Migranții dobândesc vizibilitate în calitate de categorii sociale definite statistic și raportate la dinamici care vizează fluxul migrației, rata șomajului în țările de destinație și, în general, evoluția economiei în aceste țări. Ca tendință, predomină articolele factuale organizate exclusiv în jurul unor prezentări statistice din care rezultă declinul economic în țările de destinație și, corespunzător,

diminuarea numărului românilor în căutarea unui loc de muncă în țările UE. Migranții sunt reprezentați global, sub forma unor categorii generice, care acționează în situații date (criză, șomaj, decizii guvernamentale etc.). Dintre modurile de desemnare cele mai utilizate reținem categorii precum „românii și bulgarii” (legitimând astfel o categorie a migrației intra-UE), „fluxul românilor”, „lucrătorii români”, „conaționalii”, „zeci de mii de români”, indicând o stare de fapt potențial perturbatoare, atât pentru românii care lucrează în țările UE, cât și pentru România. Remarcăm că aceste articole au caracterul unor relatări economice, nu cuprind evaluări (cu excepția titlurilor, în unele cazuri) și nici nu abordează aspecte ce țin de situația concretă a migranților în noua conjunctură economică și mai ales de politicile sau debaterile care s-ar impune în țara de origine, legat de noile evoluții. Altfel spus, migranții sunt reprezentați ca instanțe generice într-un context cu un anumit nivel de generalitate (criza economică) care include și România. De altfel, în aceste articole, diminuarea migrației forței de muncă dinspre România este prezentată – statistic – ca un fenomen care schimbă poziția României în ierarhia țărilor de unde se înregistrează migrația forței de muncă.

„Numărul românilor care au migrat în 2009 în state ale OECD, inclusiv în Spania, a înregistrat cea mai mare cădere, comparativ cu anii precedenți. În doar doi ani de criză, fluxul românilor plecați în alte țări s-a înjumătățit de la 453 000 la numai 255 000. Românii se aflau în 2009 pe locul 2 în topul celor care s-au stabilit, legal sau ilegal, pe durate mai scurte sau mai lungi, în țări ale Organizației pentru Cooperare și Dezvoltare Economică (OECD), potrivit unui raport al organizației, lansat marți” (*Spaniolii încep să-și culeagă singuri căpșunile*, „Adevărul”, 13 iulie 2011).

O altă categorie de articole focalizate asupra relației criză-migrație este formată din articole de opinie în care migranții sunt reprezentați ca extensie a unei identități colective („noi, românii”), criza afectând de fapt situația „noastră”, a românilor ca actor național. Impactul crizei asupra migrației este transferat asupra „românilor”, iar „noi” pierdem locurile de muncă în țările de destinație. Presa introduce astfel un *raport de incluziune* a migranților din perspectiva unui actor național („noi”, statul) care ocupă o poziție – defavorabilă – în contextul european al crizei.

„Criza economică din Spania îi trimite pe români acasă. Ibericii **le vor locurile de muncă** și pun interdicții” (*Sfârșitul căpșuniadei*, „Evenimentul zilei”, 25 iulie 2011).

„Spaniolii au avut reacții dintre cele mai diferite vizavi de chestiunea reintroducerii permisului de muncă pentru **imigranții români**. De la cei care s-au bucurat, până la **cei care ne-au luat apărarea** sau au cerut ca măsura să fie aplicată, egal, tuturor imigranților” (*Românii din Spania se consideră discriminați*, „Adevărul”, 20 iulie 2011).

„DEZBATERE EVZ: Care va fi soarta conaționalilor stabiliți în Spania? **Vom mai putea merge la lucru în Peninsula Iberică?**” („Evenimentul zilei”, 22 iulie 2011).

Alte articole, citând surse de autoritate precum instituțiile europene, se referă la faptul că românii emigrați în țările UE sunt apreciați în țările de destinație. Presa construiește astfel un *contraargument*, mobilizat frecvent printr-un discurs de tip expert (declarații oficiale, statistici), la faptul că migranții își pierd locurile de muncă în țările de destinație și că o astfel de măsură nu ar fi de fapt justificată. Un alt *contraargument* este și reprezentarea migrației ca o *competiție individuală*, în sensul că declanșarea crizei și a unor politici antiemigrație îi determină pe migranți să găsească soluții alternative, dar tot din perspectiva migrației – de exemplu, să se orienteze spre alte țări de destinație.

„Un raport publicat vineri de Comisia Europeană scoate în evidență rolul în general pozitiv pe care îl joacă lucrătorii mobili din Bulgaria și România în economiile țărilor de destinație” (*Românii sunt utili Europei pentru că ocupă locurile de muncă refuzate de populația din țările bogate*, „Evenimentul zilei”, 11 noiembrie 2011).

„Românii dau Spania pentru țările nordice, unde se câștigă peste 1 200 de euro pe lună” (*La muncă în pădurile daneze. 2 000 de euro pentru Andrei*, „Evenimentul zilei”, 28 iulie 2011).

Se poate de asemenea distinge – deși într-o măsură mai restrânsă – vizibilitatea mediatică a migranților din perspectiva influenței acestora asupra construcției identitare (prin transferul de noi mentalități și practici sociale) și dezvoltării economice a societății, datorită banilor trimiși de migranți familiilor rămase în țară. De exemplu, în *talk-show*-ul „Cine, când și cum schimbă România” (*Realitatea TV*, 2013), se instituie o relație asimetrică între „noi” și „migranți”, definită prin cadrajul „costuri” (pentru „noi”, cei care am rămas în țară) și „beneficii” (aduse pentru „noi” de către migranți). Astfel, experții participanți la emisiune (sociologi, jurnaliști economici, lideri ai unor organizații non-guvernamentale) se referă la prejudiciile sociale și economice aduse de românii care emigrează în țările UE (dezechilibre demografice, pierderea forței de muncă etc.), chiar dacă lor nu li se poate atribui o responsabilitate morală în acest sens, având în vedere situația economică precară din România. Această problemă este însă redefinită/atenuată din perspectiva *consecințelor compensatorii* ale acțiunii migranților pentru bugetul țării, transferul unor practici și atitudini „mai exigente” decât cele locale, și în general pentru modernizarea țării. Acest tip de poziționare față de migrație – o remitență economică și socială – instituie totodată reprezentarea migrației ca fenomen indezirabil, dar aparent „dat”, astfel încât ceea ce se impune „din partea noastră” este mai degrabă o schimbare de optică în ceea ce privește evaluarea fenomenului (iar nu diminuarea acestuia).

Aceste strategii de reprezentare (migranții-categorie generică, migranții-„noi”, migranții români-utili Europei, migranții-utili României) sunt mecanisme discursive pe baza cărora presa *naturalizează* migrația ca fenomen socio-economic,

impactul crizei fiind asociat mai mult cu consecințele indezirabile ale diminuării migrației.

Unele dintre aceste strategii le vom regăsi într-un mod mult mai pregnant în presă și la televiziuni în perioada premergătoare evenimentului propriu-zis al liberalizării accesului la piața muncii în UE. Astfel, presa va cuantifica reacțiile politice și mediatice din țările respective, precum și pe cele ale oficialilor europeni, insistând asupra pozițiilor exprimate în sfera publică britanică.

Mai întâi, media (prin articole de opinie, știri și *talk-show-uri*) se va poziționa indirect față de acest subiect, adică prin intermediul unor declarații ale oficialilor europeni prilejuite de declarații ale autorităților din țările de destinație. De regulă, luările de poziție din partea instituțiilor europene conțineau contraargumente la măsurile restrictive luate de guvernele din țările de destinație. Preluând cu o frecvență notabilă aceste luări de poziție, media din România introducea astfel un *contraargument de autoritate* față de măsurile luate de guvernele în cauză.

Pe de altă parte, la un moment dat, media începe să preia declarații ale experților, ale oficialilor și ale oamenilor obișnuiți din țările de destinație, care arătau că restricțiile impuse emigranților la piața muncii și în special celor români nu ar constitui de fapt o soluție la economia țării. Aceste evaluări creează multiple efecte de discurs: un *efect de relativizare* a gravității situației și totodată de legitimare a migranților români drept o *categorie dezirabilă*, din moment ce opinia publică din însăși țara de destinație nu încurajează decizia autorităților; de asemenea, se construiește o categorie care ar putea să fie *defavorizată*, ca urmare a politicilor în curs.

„Fermierii din sudul Olandei au amenințat că îl vor da în judecată pe ministrul afacerilor sociale Henk Kamp în cazul în care guvernul nu-și va schimba poziția și nu va acorda permise de muncă pentru români, până luni la ora locală 17⁰⁰, relatează agenția de presă ANP, preluată de *DutchNews.nl*.” (*Fermierii olandezi, nemulțumiți de restricțiile impuse lucrătorilor români*, „Evenimentul zilei”, 17 aprilie 2011).

„Comisia Europeană a admis astăzi că Spania poate reintroduce permisele de muncă pentru cetățenii români, dar ca situație «excepțională», și a precizat că Madridul va trebui să demonstreze «cu cifre» impactul negativ al prezenței acestora pe piața muncii. Bruxelles-ul susține însă că numărul muncitorilor români sosiți în Spania «a scăzut mult» în ultimii ani” („Adevărul”, 25 iulie 2011).

„UPDATE Bruxelles: Spania nu poate pune imediat restricții pentru români/ Madrid: Dacă nu mai vin străinii, nu rezolvăm problema șomajului” (*Românii din Spania se consideră discriminați*, „Adevărul”, 20 iulie 2011).

„Marea Britanie nu le poate interzice în mod unilateral bulgarilor și românilor să lucreze pe teritoriul său începând cu 1 ianuarie 2014, când expiră actualele restricții impuse cetățenilor din cele două țări comunitare, a declarat Jonathan Todd, purtătorul de cuvânt al comisariatului european pentru Piața Muncii Laszlo Andor, citat de *site-ul bulgar Novinite*” (*Comisia Europeană: Marea Britanie nu poate restrânge accesul românilor și bulgarilor pe piața muncii de anul viitor*, „Evenimentul zilei”, 5 februarie 2013).

Dintre modurile de desemnare predominante în discursul mediatic referitor la migrație în contextul unor politici restrictive din partea țărilor de destinație, reținem „imigranții români”, „cetățenii români” și „românii” ș.a. Se construiește astfel *statutul* migranților în țara de destinație, iar acest statut este extins și asumat la nivelul țării de origine – ca instanță politică și identitară națională.

Reacția presei și a clasei politice din Marea Britanie în legătură cu riscul unui val de emigranți români și bulgari, odată cu liberalizarea accesului la piața muncii începând cu 1 ianuarie 2014, va deveni un subiect în sine pentru presa din România, o temă de agendă, abordată cu o intensitate crescândă după 2011 și generând o mediatizare constantă în 2013 și 2014. În acest context, *perspectiva identitară* de reprezentare a migranților este dominantă. Accentul nu se mai pune pe actorii sociali ai migrației, ci pe reacțiile negative din partea presei britanice la adresa românilor în general. Media introduce un alt unghi de vizibilitate, centrat pe modul în care sunt percepuți românii în Marea Britanie, legitimând un raport asimetric între „noi” (statul, comunitatea națională) și „ei” (statul, media, opinia publică). Modurile predominante de desemnare sunt „românii”, dar mai ales o serie de sintagme preluate din presa britanică („invazia românilor”, „asediul românilor”, „hoardele” de români și de bulgari, „exodul românilor în Marea Britanie”) și folosite constant pentru a legitima existența unui discurs și a unei întregi campanii antiromâni în sfera publică britanică. Așadar, în discursul mediatic, traiectoriile sociale ale românilor care lucrează în țările UE se estompează treptat, ca, de altfel, și fenomenul migrației forței de muncă, ambele fiind integrate în categorii identitare precum „imaginea românilor” în Marea Britanie și în UE sau campaniile „împotriva românilor”.

4.2. PROBLEMATIZAREA: MIGRAȚIA CA RESURSĂ DE NEGOCIERE IDENTITARĂ

4.2.1. CONTRADISCURSURI ARGUMENTATIVE ȘI RETORICE

În contextul crizei economice și al unor politici restrictive în materie de migrație a forței de muncă din partea țărilor de destinație, media din România produce noi „definiții” ale migrației ca *problemă publică*.

În primul rând, așa cum am văzut în secțiunea precedentă, prin reprezentările discursive ale migranților au rezultat *efecte de naturalizare* a migrației. Media a produs unele contraargumente, pentru a legitima ideea că nu ar fi oportună privarea migranților români de locurile lor de muncă în țările de destinație. Corelând această dimensiune a analizei cu dimensiunea strategiilor de problematizare, vom evidenția faptul că *accesul la piața muncii* europene, iar nu fenomenul migrației, devine problema care necesită dezbateri și o responsabilitate deopotrivă politică și colectivă – „Cine se gândea oare că șomajul din Spania va deveni o *problemă pentru români*?” (jurnalist economic, *Antena3*, 2011). Astfel, situația migranților în

noul context devine semnificativă pentru statutul României în UE. Relevante în acest sens sunt și declarațiile autorităților române, care, la rândul lor, preiau comunicate ale oficialilor europeni, pentru a sublinia contribuția migranților la economia țărilor de destinație. Presa și clasa politică introduc un anumit *principiu de generalitate*, și anume, că românii și bulgarii nu ar trebui să fie situați într-o categorie aparte în ceea ce privește accesul la piața muncii, ceea ce ar echivala cu o depreciere a statutului lor de cetățean european. Punând în evidență poziția instituțiilor europene, media redefinește problema accesului la piața muncii din perspectiva unei *responsabilități europene*.

„«Raportul Comisiei Europene arată că efectul liberalizării circulației forței de muncă a cetățenilor români și bulgari în statele care au acceptat aceasta este unul pozitiv pentru economiile statelor membre gazdă. Ca urmare a evaluării sale, Comisia Europeană subliniază că restricționarea libertății de mișcare a lucrătorilor nu reprezintă răspunsul pentru rata înaltă a șomajului în Europa», menționează MAE”.

(<http://stirileprotv.ro/stiri/social/marea-britanie-extinde-inca-doi-ani-restrictiile-de-munca-pentru-cetatenii-romani.html>, 24 noiembrie 2011).

În contextul unor reacții negative ale presei britanice tabloide cu privire la potențialul val de emigranți români în 2014, problema accesului la piața muncii în UE este recadrată ca *problemă identitară*: perceperea românilor în Marea Britanie și, corelat, statutul României în raport cu instituțiile europene și cu țările de destinație. Presa denunță, în repetate rânduri, ceea ce va numi „isteria din presa britanică” la adresa „românilor”. Introduce, în acest sens, un anumit principiu de generalitate în definirea problemei, și anume, cel al necesității afirmării *identității colective* în contextul unor *raporturi concurențiale* cu țările de destinație. Astfel, numeroase articole sau știri vor fi construite sub forma unei contrareacții asumate de presă de pe poziții identitare („noi”), în tentativa de a deconstrui „campania” presei britanice; de aici, *serializarea* acestui subiect, ce ține într-o anumită măsură și de comercializarea crescândă a presei generaliste.

„Suntem atacați din nou în presa britanică” („Evenimentul zilei”, 10 martie 2013).
„Ce te așteaptă dacă emigrezi în Anglia, pe lângă isteria împotriva românilor” („Evenimentul zilei”, 2 ianuarie 2014).

„Cotidianul britanic «Daily Mail» a publicat vineri un nou articol ofensator la adresa românilor, declarând că aceștia sunt arestați de șapte ori mai des decât britanicii în Albion, o rată și mai mare a infracțiunilor fiind posibilă de la 1 ianuarie, moment în care vor fi ridicate restricțiile pentru imigranții români și bulgari...” („Adevărul”, 13 decembrie 2013).

Mai mult, presa va construi *tipuri de contradiscursuri identitare* pe baza cărora va fi redefinită problema (perceperea românilor în Marea Britanie, statutul

României). Contradiscursurile sunt, în aproape toate cazurile, situate într-o „intimitate conflictuală” cu discursul dominant pe care îl contestă (Terdiman, 1985, p. 16):

„Să rescriem povestea românilor din Europa, să împiedicăm repetarea retoricii discriminatorii din 2013 și să facem presiune publică pentru relatarea adevărului în publicații precum «Daily Mail»” („Susține campania LET’S CHANGE THE STORY! «Împăcarea» britanicilor cu românii, la un meci de șah: Team England vs. Team România”, „Gândul”, 4 februarie 2014).

Contraofensivele discursive traduc strategii argumentative sau de categorizare și evaluare. Într-o perspectivă a corectitudinii politice, actori guvernamentali folosesc contradiscursul bazat pe argumentul normativ:

„Noi nu-i considerăm pe români imigranți, ei sunt cetățeni europeni, noi suntem cetățeni europeni, suntem membri ai Uniunii Europene, așa că avem drepturile noastre legitime, potrivit tratatelor UE”, a mai spus Corlățean pentru *Sky News*.” („Beneficii pentru imigranți, promise în secret de Marea Britanie? Tabloidul «Daily Express», «șocat» de promisiunile Londrei”, „Jurnalul național”, 4 martie 2013).

Argumentul istoric este utilizat pentru a invalida un cadraj categorial negativ:

„Mircea Geoană, fost ministru român de Externe, spune că, «în vremuri de dificultate economică, revine vechiul sindrom european. La început au fost evreii de vină, pe urmă rromii, iar acum națiunile de la periferie. A fost o degradare graduală, iar acum accelerată, a modului în care suntem percepuți», a spus el” („Adevărul”, 14 martie 2013).

„Aduceți-vă aminte de «instalatorul polonez» care speriasc Germania în 2004. N-a fost niciun pericol cu instalatorul polonez. Acum e rândul nostru, dar, dacă or să intre sârbii, moldovenii, turcii (...), or să fie alții amenințarea (...). Sunt mituri care se exploatează politic” (istoric, „Cruciada împotriva românilor”, *Realitatea TV*, 2013).

Deși nu poate șterge discursurile stereotipe pe care le contestă, contradiscursul, exprimat ca opinie individuală categorizantă, permite formularea unei contrareprezentări identitare:

„Poți să mă faci țigan, rrom, român, oricum, merg mai departe, m-am obișnuit să fiu discriminat. Noi trebuie să devenim mai mândri de faptul că suntem români” (Damian Drăghici, senator și consilier al primului ministru – *n.n.*, C.B.) („Damian Drăghici: Imigranții sunt niște eroi”, „Adevărul Live”, 2 ianuarie 2014).

O altă categorie de contradiscursuri este ancorată în argumente retorice de tipul ironiei. Este vorba de contraofensiva parodică a ziarului „Gândul” la campania „Nu veniți la noi!” inițiată de „The Guardian” în 2013. Jocul ironic desubstanțializează toposul acreditat:

„Isteria se găsește în toate tabloidele britanice: românii și bulgarii (hoți! escroci! profitori!) vor inunda Marea Britanie cu miile, odată ce restricțiile vor fi ridicate anul viitor. Obosiți de stereotipuri, unii lovesc înapoi. Un ziar din România publică reclame care lansează întrebarea de ce s-ar duce un om normal la cap pe o insulă cu vreme urâtă și mâncare și mai rea, când ar putea să stea într-o țară unde «jumătate dintre femei arată precum Kate, iar cealaltă jumătate ca sora ei» – o glumă despre strălucitoarele surori Middleton, care sunt populare în presa din România, scrie Associated Press” (Campania „Gândul” *Why Don’t You Come Over*, dezbătută în presa internațională, „Gândul”, 2 februarie 2013).

Fragmente din discursul depreciator dominant în presa tabloidă britanică sunt incluse prin „re-citare” (Terdiman, 1985) în contradiscursul ironic, pentru a sublinia lipsa de logică și natura fetișizantă a practicilor de reprezentare:

„«Nu îi invitați în casă (pe români – *n.n.*, C.B.), chiar dacă vă oferă prețuri reduse la servicii și munci manuale. E doar un pretext să vă spargă casa și să vă mănânce animalele de companie. Puneți zaț de cafea în jurul peluzei și aprindeți o lumânare parfumată seara, de preferat [cu o aromă de] lemn dulce sau vanilie. Faceți-vă stocuri de «Daily Mail», ca să construiți baricade, în caz că o hoardă furioasă de bulgărâni încearcă să treacă granița. Construiți o rază orbitală a morții, pe care să o puteți folosi ca să luați ostatică UE, cerând ca imigranții să nu mai aibă voie în UK. Votați UKIP (evident)», sunt indicațiile ironice pentru votanții UKIP” (*Campania antiromâni în Marea Britanie se intensifică. De la invazia celor 29 de milioane de «bulgărâni» la extraterestrii care arată ca Victor Ciorbea*, „Gândul”, 6 decembrie 2013).

În relația de interacțiune *discurs dominant-contradiscurs*, recursul la „real” este definit ca argument prin care se restabilește adevărul:

„Știm cu toții că astăzi est-europenii nu sunt prezentați foarte bine în presa din Marea Britanie, dar eu cred **că adevărul trebuie spus** și motivul trebuie să prevaleze asupra abordărilor emoționale”, a mai insistat ambasadorul român (Doar 20 000 de români doresc să muncească în Marea Britanie, afirmă un studiu făcut de România, „Jurnalul național”, 18 martie 2013).

„Vrem să se scrie **adevărul despre noi**, cu bune și cu rele, fără exagerări, remușcări sau distorsiuni – o **poveste adevărată despre noi**, românii, pe care să o afle toată lumea”, a fost și mesajul lui Petre, din București (*Susține campania LET’S CHANGE THE STORY! «Împăcarea» britanicilor cu românii, la un meci de șah: Team England vs. Team România*, „Gândul”, 4 februarie 2014).

Finalmente, contradiscursurile convoacă *resurse culturale simbolice* pentru a plasa imaginile pozitive ale migranților, pornind de la experiențele de succes individuale:

„De la Majestatea Sa, la primul ministru, la președintele regiunii [Madrid], mesajul a fost aproape identic: noi ne bucurăm de prezența românilor, este cea mai bine integrată comunitate. (...) De data asta, toată lumea mi-a spus: «știți că muncesc

cinstit românii, că plătesc taxe, că ne ajută». (...) Faptul că [regiunea Madrid] are [prin români] o forță de muncă calificată, bine pregătită, [după cum benefic este și] faptul că românii învață atât de repede limba spaniolă și se integrează în societate, eu am fost foarte uimit să aud numai lucruri de bine” (Primul ministru al României, „Românii din Spania, povești extraordinare”, *Antena 3*, 2013).

Contradiscursurile capătă sens în cadrul comunicațional al raporturilor de putere în care se înscriu. Noi jocuri de limbaj se elaborează pentru destructurarea unor ierarhii simbolice. Este o „luptă pentru vizibilitate” (Voirol, 2005, p. 107–108), care, plecând de la deprecierea simbolică, desfășoară tehnici comunicaționale pentru a se manifesta pe scena publică.

„Fostul director al Serviciului Român de Informații (SRI), Costin Georgescu, consideră că, odată cu ridicarea restricțiilor de pe piața muncii din Marea Britanie, românii trebuie să învețe să reacționeze în fața atacurilor venite de peste hotare. «Trebuie să știm să ne protejăm și noi. Știm să o facem, dar nu o facem. Nu o facem, pentru că ne-am învățat să stăm cu capul plecat în fața Occidentului», a declarat Georgescu la „Adevărul Live” (*Invazia română în Anglia s-a dezumflat de tot*, „Adevărul”, 2 ianuarie 2014).

Vizibilitatea este o primă etapă a recunoașterii sociale și politice, bazată pe respect și acceptare, fără a fi și gajul acesteia (Voirol, 2005, p. 113):

„România a dispărut de pe harta diplomatică și a relațiilor europene în ultimii cinci, șase, șapte ani; nu cred că cineva a știut (...) dacă România mai are vreun prim-ministru, iar în momentul în care nu ai relații de niciun fel, economice, politice, culturale, la nivel guvernamental, nu vine nimeni să te roage: domnule, ia veniți, să vă mai cunoaștem. (...) Ne supărăm degeaba că nimeni nu știe nimic despre România sau că apare într-un ziar din Franța sau din Spania cine știe ce informație ciudată despre țara noastră” (Primul ministru al României, „Românii din Spania, povești extraordinare”, *Antena 3*, 2013).

Prin acțiuni simbolice, în negocierea și dialogul cu ceilalți, se obține recunoașterea politică și reputația națională: „Ca și în sfera corporativă, a câștiga și a menține o bună reputație” a unei țări este „costul intrării ei pe piață” (Anholt, 2013, p. 1, 6).

„Și într-adevăr acest tur de forță, [căci] noi vorbim de Berlin, de Paris, Madrid, dar vreau să vorbim de Varșovia (...), să vorbim de Viena, am fost la Roma în toamna anului trecut, deci eu vreau să rebrânduiesc România în fața partenerilor noștri europeni. (...) M-am simțit foarte mândru astăzi în toate aceste ocazii și vreau să le mulțumesc românilor care în Spania, iată, fac o imagine mai bună României decât facem noi românii din România” (Primul ministru al României, „Românii din Spania, povești extraordinare”, *Antena 3*, 2013).

Poziționările unor actori (politicieni, jurnaliști, membri ai societății civile) în vizibilizarea migranților construiesc discursuri omogenizante despre această comunitate, ocultând, de fapt, indivizii și traseele lor identitare.

4.2.2. CONTRADISCURSUL CA DISPOZITIV MEDIATIC

La finele anului 2013, cotidianul *Gândul*, împreună cu o agenție de publicitate, a inițiat o campanie de presă interactivă („S-ar putea să nu ne placă Marea Britanie, dar voi o să iubiți România. De ce nu veniți la noi?”), cu participarea publicului în calitate de coautor, asumată ca un răspuns la o campanie antiemigrație („Nu veniți în Marea Britanie”) lansată de cotidianul *The Guardian*. Campania va fi concepută sub forma unor mesaje care utilizează cu umor stereotipuri despre cele două țări, dar astfel încât să demonstreze că România ar putea fi pentru britanici o țară de emigrație mai atractivă decât Marea Britanie pentru români. Dincolo de formatul campaniei – pe care nu îl discutăm aici –, reținem că este un *dispozitiv de re poziționare identitară și statutară* prin intermediul căruia presa consacră o *image concurențială a țării*, asumându-și acțiuni publice și un rol civic într-un context în care statutul țării și identitatea colectivă sunt depreciate. În martie 2014, așadar la câteva luni după ce presa din ambele țări mediatizase intens intrarea în vigoare, la 1 ianuarie 2014, a normelor privind liberalizarea accesului la piața muncii europene, cotidianul *Adevărul* lansează o nouă campanie de presă cu scopul de a evidenția „Adevărul despre românii din Marea Britanie. O poveste despre dezinformare, jocuri politice, rasism și prejudecăți” (24 martie 2014). Miza campaniei era de a furniza informații despre resorturile mai puțin cunoscute ale campaniei antiromâni și, mai ales, de a prezenta cazurile unor „români de succes” care au avut traiectorii profesionale solide în Marea Britanie, câștigând notorietate și respect, fără a eluda însă și cazurile pentru care „britanicii se tem de noi”:

„O echipă «Adevărul» a mers în Marea Britanie la începutul lunii februarie, la o lună după ce au fost ridicate restricțiile de muncă pentru români și bulgari. Nu mai era o surpriză pentru nimeni că «hoardele» de români nu invadaseră Marea Britanie. În documentarul *Adevărul despre românii din Marea Britanie*, care va fi lansat astăzi la ora 14⁰⁰ pe *adevarul.ro*, și în seria de articole din ziarul «Adevărul» veți putea afla de unde a pornit această isterie, cine este interesat să o alimenteze și de ce publicul britanic este dezinformat sistematic cu privire la imigranții români” (*Adevărul despre românii din Marea Britanie. O poveste despre dezinformare, jocuri politice, rasism și prejudecăți*, „Adevărul”, 24 martie 2014).

„Adevărul despre românii din Marea Britanie continuă astăzi cu poveștile românilor de succes, aproape necunoscuți în Insulă. Cei trei jurnaliști de la «Adevărul» vă introduc în viețile oamenilor mai puțin interesați pentru publicul britanic, dar care contribuie esențial la economia țării” (*Românii pe care i-a adoptat Marea Britanie. Avocată în Londra: „Tabloidele nu ar folosi un astfel de limbaj cu un alt grup etnic”*, „Adevărul”, 26 martie 2014).

Remarcăm că acest contradiscurs conferă vizibilitate *actorilor sociali ai migrației* din perspectiva categoriilor performante, istoriile relatate fiind considerate semnificative, în primul rând, pentru contribuția pe care acești actori o aduc economiei britanice și, indirect, pentru imaginea de țară a României.

Trebuie subliniat însă că, prin comparație cu alte articole sau emisiuni de televiziune referitoare la migranții români care s-au evidențiat în țările de destinație, acestea nu asociază în mod explicit acțiunile migranților cu ceea ce s-a numit imaginea de țară a României. De altfel, aceste articole iau în considerare, de regulă, performanțele profesionale ale românilor care lucrează în domenii de vârf, în timp ce, în mod curent, media se axează asupra unor fapte sau comportamente remarcabile ale unor oameni obișnuiți. Campania este mai degrabă o modalitate de a deconstrui argumentul presei tabloide britanice referitor la consecințele negative pe care le-ar avea migrația românilor și de a redefini problema percepției românilor în Marea Britanie pe baza a două principii de generalitate: **(1) revalorizarea** românilor care lucrează în țările UE și, prin extensie, „a noastră”, a identității colective și **(2) dislocarea unor discursuri dominante** care depreciază identitățile colective și statutul țării. De aici, accentul pus pe vizibilitatea migranților ca *resurse simbolice* pentru țara de destinație înainte de a fi pentru țara de origine. De altfel, și alte articole apărute în cotidianul *Adevărul* (care nu făceau parte din campania prezentată mai sus, ci din practica mediatizării forței de muncă) evaluează reacția presei tabloide britanice, semnalând un paradox, și anume faptul că mediul profesional britanic este în realitate interesat să atragă profesioniști din România. Ca un argument suplimentar, aceste articole preiau deseori declarațiile pe această temă ale unor surse europene, inclusiv britanice. Articolele de acest tip construiesc un *raport concurențial în materie de statut* între „noi” (statul, identitatea colectivă) și „ei” (statul, identitate colectivă). Migrația forței de muncă devine astfel o resursă simbolică de negociere a unui statut identitar și politic.

„Britanicii se tem de invazie, dar caută mii de angajați români. Cele mai multe oferte de muncă în străinătate pentru români vin din Marea Britanie. Astfel, potrivit informațiilor de pe Tjobs.ro, portal de recrutare specializat pe oferte din străinătate, sunt peste 6 000 de oferte de *job-uri* în Marea Britanie, postate pe *site*” (BBC: *Medicii români, tentați de o viață mai bună în Occident*, „Adevărul”, 21 februarie 2014).

„Cei mai mulți medici români merg spre Franța, Germania și Marea Britanie. **«Marea Britanie ar trebui mai degrabă să ne mulțumească** decât să spună că românii merg în Marea Britanie doar pentru ajutoare», a declarat și Mariana Câmpeanu, ministrul muncii” („Financial Times”: *Specialiștii români sunt disperați că o Mare Britanie bogată le ia toți medicii*, „Adevărul”, 14 ianuarie 2014).

În fine, dispozitivul de repoziționare identitară include, de asemenea, articole de presă și știri construite predominant sub forma discursului raportat, adică prin preluarea unor articole pozitive apărute în presa britanică referitoare la România.

De această dată, sunt citate *quality media* precum „Financial Times” sau BBC, contraargumente „din interior” la campania cotidieneleor tabloide britanice. În acest caz, se menține cadrulul identitar, unghiul pozitiv trasat de presa generalistă britanică în ceea ce privește realitatea migrației forței de muncă fiind apropiat de media din România ca o resursă identitară națională (primează, de exemplu, enunțuri de tipul: „presa din Marea Britanie ne laudă”).

5. CONCLUZII

Media românească, situată, în ansamblul ei, într-o paradigmă a logicii comerciale și a polarizării politice, abordează printr-un *pattern* discursiv similar problema migrației forței de muncă în contextele perturbatoare ale crizei economice și amânării accesului total al românilor la piața europeană până la 1 ianuarie 2014.

Sunt *instrumentalizate* atât aceste contexte de vizibilizare a acțiunilor migranților, cât și construcția apartenențelor acestora. Prin instrumentalizare se legitimează identități colective și probleme publice cu caracter identitar. Regimul de categorizări identitare se declină în funcție de dinamicile fluxurilor migratorii și ale evoluțiilor economice la nivel european. Vizibilizați generic în calitate de categorii sociale definite statistic odată cu declanșarea crizei, migranților li se atribuie treptat, printr-un transfer de reprezentare identitară, un statut extins, asumat la nivelul țării de origine. Se construiește astfel un *raport de incluziune identitară* a acestor actori sociali care devin resurse pentru capitalul simbolic al națiunii (prin identitățile lor *concurențiale*).

De asemenea, din perspectiva reprezentărilor discursive (migranții-categorie generică, migranții-„noi”, migranții români-utili Europei, migranții-utili României), presa *naturalizează* migrația ca fenomen socio-economic. Astfel, media discută impactul crizei asupra situației migranților în țările de destinație, introducând un anumit unghi de interpretare: consecințele indezirabile ale diminuării migrației. Problematizarea problemei publice care este migrația în țările Uniunii Europene cunoaște și ea un recadraj identitar prin deplasarea unghiului de vizibilitate dinspre *accesul la piața muncii*, mai ales în condițiile liberalizării acestuia, la modul cum sunt percepuți românii în țările de destinație, respectiv în Marea Britanie, și la extinderea acestuia spre statutul României în Uniunea politică și instituțională. Poziționările discursive ale mediei din România se fac eco-ul întregii campanii antiromânești din unele state ale Uniunii, dar mai ales din sfera publică britanică. Această redefinire a problemei publice se produce prin angajarea unor *tipuri de contradiscursuri identitare* ce se circumscriu unor principii de generalitate, și anume: deconstrucția discursurilor dominante, stereotipate și depreciatorii la adresa migranților și a națiunii române și revalorizarea românilor care lucrează în spațiul UE, ca extensie a identității colective (naționale).

În acest context, prin contradiscursuri, ca *dispozitive de repoziționare identitară și statutară*, media își atribuie un rol civic, legitimând totodată *raporturi concurențiale* între „noi” (statul, identitatea colectivă) și „ei” (statul, identitate colectivă). Migrația forței de muncă devine astfel o *resursă simbolică* de negociere a unui statut identitar și politic.

BIBLIOGRAFIE

1. AKSOY, ASU; ROBINS, KEVIN (2000). „Thinking across spaces. Transnational television from Turkey”, în „European Journal of Cultural Studies”. August, vol. 3 (3): 343–365.
2. ALONSO BELMONTE, ISABEL; MCCABE, ANNE; CHORNET-ROSES, DANIEL (2010). „In their own words: The construction of the image of the immigrant in Peninsular Spanish broadsheets and freesheets”, în „Discourse & Communication” 4(3): 227–242.
3. AMELINA, ANNA; FAIST, THOMAS (2012). „De-naturalizing the national in research methodologies: Key concepts of transnational studies in migration”, în „Ethnic and Racial Studies 35”: 1707–1724.
4. AMOSSY, RUTH; BURGER, MARCEL (2011). „Introduction: la polémique médiatisée”, în „Semen”, 31: 7–24.
5. ANHOLT, SIMON (2013). „Beyond the Nation Brand: The Role of Image and Identity in International Relations”, în „Exchange: The Journal of Public Diplomacy”: Vol. 2: Iss. 1, art. 1. Available at: <http://surface.syr.edu/exchange/vol2/iss1/1>
6. BALABANOVA, EKATERINA; BALCH, ALEX (2010). „Sending and receiving: The ethical framing of intra-EU migration in the European press”, în “European Journal of Communication”, 25: 382–397.
7. BAUBÖCK, RAINER (2010). „Cold constellations and hot identities: Political theory questions about transnationalism and diaspora” in *Diaspora and Transnationalism: Concepts, Theories and Methods*, edited by Rainer Bauböck and Thomas Faist, 295–323. Amsterdam: Amsterdam University Press.
8. BECIU, CAMELIA (2012). „Qui fait la diaspora? Le problème de l’identité dans les recherches sur les diasporas”, în „Romanian Journal of Communication and Public Relations”, special issue (ed. by Camelia Beciu, Mălina Ciocea and Alexandru Cărlan) 14, no. 4, 13–29.
9. BECIU, CAMELIA (2013). „Reprezentări discursive ale migranților în *talk-show*-urile politice din România”, în „Revista română de sociologie”, serie nouă, anul XXIV, nr. 1–2: 41–62.
10. BECIU, CAMELIA; PERPELEA, NICOLAE (ed.) (2007). *Europa și spațiul public. Practici comunicative, reprezentări, climat emoțional*, București: Editura Academiei Române.
11. BOCCAGNI, PAOLO (2012a). „Rethinking transnational studies: Transnational ties and the transnationalism of everyday life”, în “European Journal of Social Theory” 15(1): 117–132.
12. BOCCAGNI, PAOLO (2012b). „Revisiting the «Transnational» in Migration Studies: A Sociological Understanding”, în “Revue européenne des migrations internationales”, vol. 28, n 1: 33–50.
13. BOLTANSKI, LUC (2004). *Distant Suffering: Morality, Media and Politics*. Cambridge: Cambridge University Press.
14. CASTELLS, MANUEL (1996, second edition, 2000). *The Rise of the Network Society: The Information Age: Economy, Society and Culture* Vol. I. Cambridge, MA; Oxford, UK: Blackwell.
15. CEFĂI, D. (2013). “L’expérience des problèmes publics: institution et réflexivité. Sur la sociologie des problèmes publics”, *EspacesTemps.net*. <http://www.espacestemp.net/en/articles/lexperience-des-publics-institution-et-reflexivite/>
16. CHOULIARAKI, LILIE (2006). „Towards an Analytics of Mediation”. *Critical Discourse Studies*, vol. 3 (2): 153–178.

17. COTTLE, SIMON (2000). „Media research and ethnic minorities: Mapping the field”, in Simon Cottle (ed.) *Ethnic Minorities and the Media: Changing Cultural Boundaries*, Buckingham: Open University Press, 1–30.
18. FAIRCLOUGH, NORMAN (2003). *Analysing Discourse: Textual Analysis for Social Research*. London: Routledge.
19. FAIST, T (2010). „Diaspora and transnationalism: What kind of dance partners?” In: Bauböck R & Faist T (eds.), *Diaspora and Transnationalism: Concepts, Theories and Methods*, Amsterdam University Press, p. 9–34.
20. FAIST, THOMAS (2008). „Migrants as Transnational Development Agents: An Inquiry into the Newest Round of the Migration-Development Nexus”, in „Population, Space and Place” 14, 1: 21–42.
21. FOSSUM, JOHN E.; SCHLESINGER, PHILIP R.; KVAERK, GEIR O. (2007). *Public Sphere and Civil Society? Transformations of the European Union*, ARENA Report Series No 2/2007, Centre for European Studies University of Oslo.
22. GARCIA, GUILLAUME; LE TORREC, VIRGINIE (2003). *L'Union Européenne et les médias. Regards croisés sur l'information européenne*, L'Harmattan, Paris.
23. GEORGIU, MYRIA (2006). *Diaspora, Identity and the Media. Diasporic Transnationalism and Mediated Spatialities*. New Jersey: Hampton PRESS, INC. CRESSKILL.
24. GLICK SCHILLER, NINA (2010). „A global perspective on transnational migration: Theorizing migration without methodological nationalism”, in Rainer Bauböck & Thomas Faist (eds) *Diaspora and Transnationalism: Concepts, Theories and Methods*, Amsterdam: Amsterdam University Press: 109–129.
25. GUSFIELD, JOSEPH R. (1984). *The Culture of Public Problems: Drinking-Driving and the Symbolic Order*. First published 1981. Chicago: University of Chicago Press.
26. HALL, STUART (1997). „The Spectacle of the «Other»”, in *Representation: Cultural Representations and Signifying Practices* SAGE Publications.
27. LEVITT, PEGGY; GLICK SCHILLER, NINA (2004). “Conceptualizing simultaneity: a transnational social field perspective on society”, in „International Migration Review”, 38(3): 1002–1039.
28. MÜGGE, LIZA (2012). „Ideologies of nationhood in sending-state transnationalism: Comparing Surinam and Turkey”, in „Ethnicities” 13(3): 338–358. DOI: 10.1177/1468796812451096
29. MUSOLFF, ANDREAS (2004). *Metaphor and Political Discourse – Analogical Reasoning in Debates about Europe*, Palgrave.
30. RISSE, THOMAS (2002). *How do we know a European Public Sphere when we see one? Theoretical Clarifications and Empirical Indicators*, IDNET workshop „Europeanization and the public sphere”, EUI, Florence, February 20–21, 2002.
31. TAMAKI, EMI (2011). „Transnational Home Engagement among Latino and Asian Americans: Resources and Motivation”, in „International Migration Review”. Spring, 45(1): 148–173. DOI: 10.1111/j.1747-7379.2010.00842.x
32. TERDIMAN, RICHARD (1985). *Discourse/Counter-Discourse: The Theory and Practice of Symbolic Resistance in Nineteenth-Century France*. Ithaca: Cornell University Press.
33. VERTOVEC, STEVEN (2009). *Transnationalism*, London, New York: Routledge.
34. VliegEhART, RENS; ROGGEbAND, CONNY M. (2006). „Framing Immigration and Integration. Relationships between Press and Parliament in the Netherlands”, in *Discourse and Society*, Sage publications, vol. 69 (3): 295–319.
35. VOIROL, OLIVIER (2005). „Les luttes pour la visibilité. Esquisse d’une problématique”, in „Réseaux”, nr. 129–130, p. 91–121.
36. WEINAR, AGNIESZKA (2010). „Instrumentalising diasporas for development: International and European policy discourses”, in Rainer Bauböck and Thomas Faist (eds.), *Diaspora and Transnationalism: Concepts, Theories and Methods*, Amsterdam University Press, 73–89.
37. WODAK, RUTH (2010). „«Us» and «Them»: Inclusion and Exclusion – Discrimination via Discourse”, in *Identity, Belonging and Migration*, edited by Gerard Delanty, Ruth Wodak and Paul R. Jones: 54–77. Liverpool University Press.

THE ETHNO-CULTURAL BELONGINGNESS OF AROMANIANS,
VLACHS, CATHOLICS, AND LIPOVANS/OLD BELIEVERS
IN ROMANIA AND BULGARIA (1990–2012)

MARIN CONSTANTIN*

ABSTRACT

This study is conceived as a historical and ethnographic contextualization of ethno-linguistic groups in contemporary Southeastern Europe, with a comparative approach of several transborder communities from Romania and Bulgaria (Aromanians, Catholics, Lipovans/Old Believers, and Vlachs), between 1990 and 2012.

I am mainly interested in (1) presenting the ethno-demographic situation and geographic distribution of ethnic groups in Romania and Bulgaria, (2) repertorying the cultural traits characteristic for homonymous ethnic groups in the two countries, and (3) synthesizing the theoretical data of current anthropological literature on the ethno-cultural variability in Southeastern Europe.

In essence, my methodology compares the ethno-demographic evolution in Romania and Bulgaria (192–2011), within the legislative framework of the two countries, to map afterward the distribution of ethnic groups across Romanian and Bulgarian regions. It is on such a ground that the ethnic characters will next be interpreted as either homologous between ethno-linguistic communities bearing identical or similar ethnonyms in both countries, or as interethnic analogies due to migration, coexistence, and acculturation among the same groups, while living in common or neighboring geographical areas.

Keywords: ethnic characters, ethno-linguistic communities, cultural belongingness, Romania, Bulgaria.

* “Francisc Rainer” Institute of Anthropology, Romanian Academy, Bucharest; e-mail: marinconstantinro@yahoo.com

Acknowledgements: This study is the result of a research project on the *Apartenența etno-culturală din Europa Răsăriteană (1990–2012)/Ethno-cultural belongingness in Southeastern Europe (1990–2012)*, which, with the generous support of the Romanian Cultural Institute (Bucharest), through a “Lucian Blaga” Fellowship, as well as with the assistance of “Francisc Rainer” Institute of Anthropology (Romanian Academy, Bucharest), I accomplished in Bulgaria in the period of September 19th – December 19th, 2013. My research in Bulgaria took place in the framework of two institutes of the Bulgarian Academy of Sciences (BAS), namely the Institute of Ethnology with the Museum of Ethnography, and the Institute of Balkan Studies with the Centre of Thracology. My work in Sofia would have not been possible without the friendship and assistance of Professor Dr. Vladimir Penchev, Professor Dr. Alexander Kostov, Dr. Ekaterina Anastassova, Dr. Evgenia Troeva, Dr. Yelis Erolova, Dr. Svetla Lazalarska, Dr. Magdalena Slavkova, Dr. Elena Marușiakova, Dr. Stoyan Antonov, and Dr. Blagovest Njagulov. I would like to express here my gratitude to my Bulgarian colleagues, and I assume the responsibility for the content of my study.

INTRODUCTION: A LEGISLATIVE OUTLINE OF ETHNICITY IN POST-1990 ROMANIA AND BULGARIA

As essentially based on historical and demographic arguments in Southeastern Europe, the *national* representativeness of ethnic majorities is reified within the contemporary constitutional legislation in Romania and in Bulgaria as well. In the Romanian Constitution from 1991, the country is a “unitary national state” (Art. 1), with Romanian as official language (Art. 13) and with “all-level education in Romanian” (Art. 32 [2]); supplementary precisions account for “the right of national minorities to learn their mother tongue, and to be educated in this language” (Art. 32 [3]), as well as for the acceptance of the use of minority languages in the territorial administration with a “national minority significant weight” (Art. 120).

Within the Bulgarian 1991 Constitution, Bulgarian is defined as official language (Art. 3), with the study and use of Bulgarian as compulsory for every Bulgarian citizen, including those of another mother tongue (Art. 36 [1, 2]), with Bulgarian origin to facilitate the acquiring of Bulgarian citizenship (Art. 25 [2]), and with no political parties allowed “on ethnic, racial or religious lines” (Art. 11 [4]).

In both countries, in relation to the state, religion is recognized as “autonomous” (*Constitution of Romania*, 1991, Art. 29 [5]), and “separate” (*Constitution of Bulgaria*, 1991, Art. 13 [2]), with the Eastern Orthodox Christianity as “the traditional religion” in Bulgaria (Art. 13 [3]). While in the Romanian Constitution, any discrimination is excluded between Romanian citizens in their “common and indivisible homeland”, as they are “equal before the law” irrespective of their “race, nationality, ethnic origin, language, religion, sex [...] or social origin” (Art. 4 [2]; 16 [1]), in the Bulgarian corresponding constitutional text, no “privilege or restriction of rights” are allowed based on the “race, national or social origin, ethnic self-identity, sex, religion [...]” of Bulgarian citizens “equal before the law” (Art. 6 [2]).

Aside from the constitutional provisions, there is no other internal legal framework to regulate the relationships between national majorities and minorities in post-1990 Romania and Bulgaria. A “Draft law on the status of national minorities” was promoted by the Democrat Union of Hungarians in Romania in 2005, with several further revisions and recommendations from the Venice Commission for Democracy through Law, it is still in debate within the Romanian Parliament; the draft advances a series of proposals in areas like the definition of ethnic identity in terms of language, culture, and religion, the recognition of national minorities in Romania, the minority inclusion into the Romanian citizenship, the ethno-cultural heritage in Romania, the legal use of minority languages in Romanian administration, the minority cultural autonomy, the anti-discrimination protection, the minority political representation, the contacts

between minorities in Romania and their transborder co-ethnics etc. (Constantin, 2013a)

In the course of their post-1990 integration within the European Union structures, the two Southeast European countries agreed on documents of international legislation concerning the ethno-linguistic minorities in Europe. Romania signed and ratified the *Framework Convention for the Protection of National Minorities* (1995) as well as the *European Charter for regional or minority languages* (1995, 2008). As for Bulgaria, its signature and ratification of the *Framework Convention for the Protection of National Minorities* occurred in 1997 and 1999, respectively.

TOWARDS AN ANTHROPOLOGICAL THEORIZING OF ETHNICITY IN CONTEMPORARY ROMANIA AND BULGARIA

Within the ethno-anthropological research of ethno-linguistic and confessional communities in Romanian and Bulgarian contemporary (post 1990) literature, it is the national and civic metamorphoses of ethnicity, the terminology of ethnic identification, and the transborder variability of ethnic majorities and minorities that emerge as main themes of a comparative relevance. In both countries, for the period under discussion, the disciplinary development of cultural anthropology has generally been contextualized in a still specializing stage as a “long journey to professionalization” in Romania (Geană, 2002) and as a “*statu nascendi*” in Bulgaria (Eltchinova, 2002) – in terms of either ethnographic environment, interpretive instrumentarium, and institutional framework. In a direct relationship with the ethnographic and historical sources of studying the ethnic groups in Romania and Bulgaria, and basically relying on results of the monographic approach of one or another population in the two countries, anthropological theorizing is here concerned with the conceptual and methodological rationales in the cross-cultural understanding of ethnicity in Southeastern Europe.

According to views of a “larger intellectual family” (of historical, geographical, and sociological paternity) in interwar Romania, *autochthonism* and *tradition* were described to have constantly been “reinforcing each other” – especially within the ideas of “continuity” and “unity” of Romanians; by “bridging *ab originem* beliefs and behaviors with present ones”, the Romanian “national-building” ethnology – as a postwar and post-socialist ethnology of the *nation* – would actually operate a “selection” of social facts appearing as “*survivals* of some original models” and expressing “the *authentic* worldview of an autochthonous people” (Mihăilescu, 2007). In Bulgaria, it is the category of *Bulgarianhood* that is currently given a *civic* meaning in defining the Bulgarian nation, as accounting for ethnic Bulgarians as well as for local minorities, after successive periods (since

1878) of Bulgarian primacy as an “unwritten rule in the public sphere” and of *other* ethnicities’ cultural seclusion within their private community life; such a change of public (and political) reinterpretation is crucially challenging both the ethno-linguistic majority’s traditional centrality, and the minority ethnic groups’ marginalization – within the local conceptual *nation* (Izvorska, 2006).

To a significant extent, Mihăilescu’s and Izvorska’s studies synthesize an enduring debate on the manner of representing the new citizenship structures and relationships in the modern states of Romania and Bulgaria, respectively, with the *national* coexistence of local ethnic majorities and minorities. Apart from the population exchange between Romania and Bulgaria (80 000 Romanians moving to Northern, Dobrudzha, and 60 000 Bulgarians, to Southern, Dobrudzha, with the 1940 Craiova Treaty [Nicoară, 2005 *apud* Chirițoiu; Țugui-Ionescu, 2009]), each state has experienced major changes of own ethno-demographic composition, including (for instance) the emigration of more than 300 000 Germans from Romania between 1977–2011, as well as the exodus of over 300 000 Turks from Bulgaria, in 1989 (Bachvarov, 1997). In both countries, ethno-confessional groups like the Muslim Bulgarians in Rhodopes (Eminov, 2007), and the Hungarian – and Romanian – speaking Catholics in Moldavia (Șerban, 2004; Ciubotaru, 2009) are difficult to frame within standard census categories. Last but not least, the current politics of dual or multiple citizenship/nationality in Southeastern Europe have important implications for the national majorities in the two countries, with the Romanian nationality restored after 1991 for Romanian co-ethnics from Moldova and Ukraine (Iordachi, 2009), and the Bulgarian citizenship granted after 1991 to persons of Bulgarian origin living outside the Republic of Bulgaria (Smilov, Jileva, 2009).

The mainly *civic* (rather than ethno-cultural) description of nationality in Romania and in Bulgaria (see the above-cited constitutional law provisions of the two countries, in 1991) is given further international significance with the two countries’ accession to the European Union (2007). Within the *European* citizenship, *Romanianness* is recognised with Romanian as one of the official languages of the European Union, with the ethnicity, culture, language, and religion as elements of (majority and minority) ethno-cultural identity in Romanian Constitution as well as in the *Framework Convention for the Protection of National Minorities* in Europe, and with election rights for Romanian citizens in Europe, and for European citizens in Romania (Constantin, 2013a). Likewise, the Bulgarian language and culture are defined as parts of “Balkan and European identity”, while the “integration of Bulgarian minorities” – as expectedly benefiting from the European support – is thought to contribute to the “preservation of interior governmental peace” in Bulgaria (Tutunarov-Trajanov, 2011).

As a matter of fact, in both countries, understanding *Romanianness* as well as *Bulgarianhood* as forms of a still developing culturally-rooted citizen consciousness (instead of accomplished macro-social projects by each of the two

national states) is more and more resonating with the recent viewing of European citizenship as an “active, rather than passive, process”, taking also into account that “all citizenship is cultural” (Nic Craith, 2004). An example of a lasting regional interplay of politics and ethnicity is the historical “legacy” of *Balkans* as a “Ottoman”, as well as post-Ottoman and socialist world, with “national identities having been defined in opposition to each other”, which, in lieu of a “common Balkan identity”, are nowadays referred to as “East Central Europe” or “Southeastern Europe” (Todorova, 2004). The alternation of several “ethnic regimes” in Dobrudzha is similarly represented in the local ethnic heterogeneity in 1878, in the Romanian colonization policies during the 20th century, as well as in the governmentally-led valorisation of Dobrudzhan multiethnicity, after 1990 (Chirițiu, Țugui-Ionescu, 2009).

Within the *national* framework of identifying a *citizen* identity of culturally-distinct groups of population, there is – in Romania as well as in Bulgaria – a theoretical interest in defining ethnicity through the dialectical opposition of *majority* and *minority*, and also through deeper distinctions inside such generic categorization. While Romanian subgroups originating in areas like Moldavia and Maramureș live together with Romanians villagers in Western Transylvania, in virtue of a *Romanianness* that “each of these communities have inherited” in accord with the official “cartography of national state”, their coexistence also includes a “good minority” of Germans (locally renowned as “hard-working”) and a “bad minority” of Gypsies (usually associated with “delinquency”) (Chelcea, Lățeș, 2000). A similar dichotomy is encountered (on the one hand) between Bulgarians of Orthodox belongingness and Muslim Bulgarians (*Pomaks*) in Western Rhodopes; on the other hand, while the Sunni Turks are seen (for example, in Razgrad area) as “our Turks” and “part of the Bulgarians, as born here”, Gypsies “attract the most derogatory evaluations” in terms of a “poor, miserable” and “stealing” ethnicity (Grekova, 1999; Elchinova, 2001). Again, while the “Bulgarians’ everyday notion of *minority*” takes the “ethnic groups” *per se* (communities existing since “prior to the establishment of their own nation states”), in contrast to “national minorities” (“groups which used to be within one nation-state but eventually ended up on another [Bulgarian, for instance] national territory”) (Grekova, 1999), the historical and ethnographic recognition of ethnicity is not always an argument for a political recognition of a national minority (the case of Aromanians in Romania [Iosif, 2009]).

Accounting for the existence of the “reciprocal minorities” of 8.025 Bulgarians in Romania (2002) and of 10.566 Vlachs, along with 1.088 Romanians, in Bulgaria (2001), are the contemporary renaissance of each group’s traditions in own ethnography, folklore, and history, the 1999 establishing of Romanian and Bulgarian colleges in Sofia and in Bucharest, respectively, as well as the founding of associations representative for Bulgarians in Romania (1990, 1992) and of Vlachs (1991), Aromanians (1992), and Romanians (2001) in Bulgaria. However,

the Romanian minority policy is described to be “more advanced” and “more adaptative to international pressure” than the Bulgarian one, especially in the recognition of Bulgarian associations and of the right to education in their own language, as well as in a more active support for Romanian diaspora in the neighboring countries (in comparison with little attention in Bulgarian policy for own diaspora in Banat, Oltenia, and Muntenia, with the Bulgarian distrust to engage in bilateral minority agreements with Romania) (Njagulov, 2006).

Beyond the issues of equating the Romanian and Bulgarian regimes of national majorities and minorities, towards their own co-ethnic trans-Danubian communities (in terms of either folk traditions, civic organizations, or education institutions), the two countries share a broader problematization of *transborder ethnicity*, that is, an ethnicity not entirely circumscribed within one or another state cartography, but dispersed across two or more countries in Southeastern Europe. As scholarly associated with the Gypsy/Roma ethnicity, but Romanian speaking, the Rudars are here an example of ethnic diffusion, with regional subgroups in Romania (*Rudars* in Oltenia, *Băieși* in Banat, *Lingurari* in Moldavia etc. [Kovalcsik, 2007]), in Bulgaria (*Tratzieni* in South Bulgaria, *Monteani* in mountainous regions), *Intreani* in Northern Bulgaria, *Dobrogeni* in Dobrudzha etc. [Erolova, 2013]), as well as in Serbia (*Băniași*), Bosnia-Herzegovina (*Karavlas*) etc. (Slavkova, 2005). Another case of a “pan-Balkan” ethnicity is that of the Muslim Bulgarians (*Pomaks*) that live in the Bulgarian and Greek ranges of Rhodopes Mountains, as well as in Macedonia, Eastern Albania, and Turkey; while they are also called *Slavic Speaking Greeks* in Greece, *Torbeshes* in Macedonia, *Gorans* in Albania, and *Slavicized Turkish Brothers* in Turkey, the Pomaks congregate not into a common “Pomakness”, but in their Eastern South Slavic dialect and in their Islamic faith (Georgieva, 1999; Eminov, 2007; Bulut, Ture, 2008). Further cross-border stateless ethnicities (except the *Roma* ethnic heterogeneity) are the *Hutsuli* (in Romanian Maramureș and Bukovina, as well as in the Ukrainian areas of Transcarpathia and Pokuttya) (Bobu-Florescu, 1956), the *Karakachans* from the Bulgarian regions of Pirin, Sliven, Burgas, Dupnica, Montana, as well as from Greece (*Sarakatsani* in Zagori) and from Turkey (Maglish) (Campbell, 1964; Pimpireva, 1999; Kalionski, 2001), and the *Aromanians* in Greece (Pindus), Macedonia (Bitola), Albania (Muzachia), Bulgaria (Rhodopes), and Romania (Constanța) (Chang, Tourtellotte, 1993; Rakshieva [undated paper]; Iosif, 2009).

It is the very “alternating citizenship” of such groups (many of which – like the *Hutsuli*, the *Rudari*, and the *Aromanians* are absent from the post-1990 census records in Romania and in Bulgaria) that poses the question of their transborder *civic identity*. Indeed, where there is still no place for “extramural” ethnicities (which are not given official recognition) in the current legislation of national (linguistic or confessional) minorities, they appear in course of representing themselves only within local *politeia* memberships. In two neighboring Danube

areas – Nikopol region in Bulgaria, and Teleorman County in Romania, with Bulgarian and Romanian Orthodox majorities, alongside Roman-Catholic, Protestant smaller groups of Bulgarians and Gypsies – the (still) traditional villagers are characterized in terms of their *communal identity* that basically would “accommodate [rural] cultures with political programs of national construction”; as far as, in both Romanian and Bulgarian contexts, peasants “remain out of the large-scale political participation”, their sociality basically consists of an “overlapping of several networks” (traditions, friendships, associations, notabilities...), on which local community development eventually depends (Șerban, 2007). The Moldavian Roman Catholics (many of which being Hungarian-speaking and sometimes locally named as *Csango*) are shown to have made up their “political and *civic identity*” (during one century and half of their history within the Romanian modern state), as a means of adapting themselves to the social, political, and institutional context of Romania; “economic emancipation” (through the access to land ownership), participation in the world wars and military heroes worship – together with the Romanian majority, and also the inter-confessional marriages with Orthodox people – are all elements constitutive for the “political culture” and citizenship recognition of Catholics, even within their “acculturation with the majority ethnicity” (Șerban, 2009b).

As a complementary descriptive tool in conceptualizing the transborder condition of ethnicity in Romania and Bulgaria, the notion of *diaspora* has been introduced with respect to ethnic communities that, in the two countries, maintain or revitalize their attachments with origin homelands or peoples. The several thousands of Aromanian families that, following the Romanian state policy, migrated in the 1920s from Balkans to Dobrudzha, are interpreted to have only been a “diaspora” towards co-ethnic Aromanians who remained in Bulgaria, Macedonia, or Greece; while this view is consistent with the post-1990 movement of identity revival among Aromanians (who, since 1999, are also recognized as an “ethnic minority” by the Council of Europe), it cannot account – at least, in the case of Dobrudzhan Aromanians – for a “principal trait of diasporic behavior”, namely the return to some ancestral territory which they would claim as their own (Iosif, 2009). With regard to further distinct ethnicities in Northern and Southern Dobrudzha – the Crimean Tatars, the Roma subgroups of Muslim/Turkish Gypsies, Kalderashi/Kelderari, Rudars/Lingurari, and the Old Believers – their investigation as “diasporas” mainly outline local “reconstruction of ethnicity and identity” and “reaction to modern political and socio-economic realities”, with the Tatars reasserting their Crimean belongingness, and with the Old Believers interested in the return to their “Russian roots [in language, literature, and history]”; while the memory of their Indian origin is not preserved among Roma, after living for centuries under Byzantine and Ottoman regimes in Southeastern Europe, the Tatars, the Gypsies, and the Old Believers are all nowadays developing a “strong civil Bulgarian or Romanian identity”, perceiving the two countries as

“homelands” for them too, and acknowledging as such their new *European* citizenship (Erolova, 2013).

After 1990, several ethnic groups (especially stateless ones) in Southeastern Europe have been engaging in movements regenerative for their cultural identity, with various forms of public expression and representative institutionalization. Ethno-cultural and civic associations have thus been founded among Bulgarians in Romania (*Bratsvo* Association, 1992), Tatars and Turks in Romania (1990), Vlachs (1991) and Aromanians (1992) in Bulgaria, Karakachans in Bulgaria (1991) etc. Under the limitations of the legal provision stating that “There shall be no political parties on ethnic, racial or religious lines [...]” (*Constitution of Bulgaria*, Art. 11 [4]), the Turkish *Movement for Rights and Freedoms* (MRF) and the Gypsy *Euroroma* were involved in the Bulgarian parliamentary election process, with MRF also joining the coalition government in Bulgaria (2001). Whereas the *Democratic Union of Hungarians in Romania* (RMDSz) constantly participated in Romanian government between 1996 and 2012, as representing in elections the Hungarian minority in Romania as an organisation (not as a party), each recognized national minority – other than the Hungarian one – in Romania is reserved a seat in the country’s Chamber of Deputies (*Constitution of Romania*, Art. 62). National days of ethnic groups are celebrated among Hungarians in Romania (15th March), Aromanians (23rd May) and Roma (8th April) – in Romania and Bulgaria as well, while ethnic festivals or rallies are reported to take place among Karakachans in Sliven (Kalionski, 2001), Tatars in Romania (Erolova, 2013), Turks in Rhodopes (Aleksiev *et al.*, 2012) etc.

All the more the revitalizing ethnicity is engaged in political representativeness in post-1990 Southeastern Europe, it is broadly relevant for rethinking contemporary processes of ethnic (re)making as a self- and hetero-identification in Romania and Bulgaria. Within a recent viewing of the *Roma* “identities” in the two countries, a conceptual distinction operates between what the Roma elite argues on a *Roma ethnogenesis* nowadays, and what could actually stand for *ethnicization* in “inventing traditions” for homogenising and unifying the same Gypsy communities, as if a “shared consciousness” of them better defended general *Romani* interests (Giordano, Boscoboinik, 2003). As such, through “overshadowing” ethnicization and its real backgrounds in the socio-economic marginalization, cultural exclusion, and political manipulation of Gypsies in Europe, claiming ethnogenesis among “Roma” – with a positively connoted model of the people formation in the history of European nations – may only risk “to intensify stereotypes, prejudices, and discrimination” towards this ethnicity within the rest of coexisting society (Boscoboinik, Giordano, 2008).

THE ETHNO-DEMOGRAPHIC EVOLUTION IN ROMANIA AND BULGARIA (1992–2011)

My approach of “visualising” ethnicity in Romania and Bulgaria begins with a demographic framing of it, in accordance with the census information in the two countries, during the last two decades. Thus, the demographic data are structured into two tables indicating the number of ethnic populations, in the years of the three censuses under review (1992, 2002, 2011, in Romania; 1992, 2001, 2011, in Bulgaria). To exemplify, here is the situation of the most numerous three ethno-linguistic groups in each country (the overall list of the ethnic groups in Romania and Bulgaria is provided in the *Annexes no. 1* and *no. 2*).

ETHNO-DEMOGRAPHICS OF ROMANIA (1992–2011)

<i>Ethnic groups</i>	<i>Population in 1992</i>	<i>Population percentage in 1992</i>	<i>Population in 2002</i>	<i>Population percentage in 2002</i>	<i>Population in 2011</i>	<i>Population percentage in 2011</i>
Romanians	20,408.542	89.5%	19,399.597	89.5%	16,792.868	88.9%
Hungarians	1,624.959	7.1%	1,431.807	6.6%	1,227.623	6.5%
Gypsies	401 087	1.8%	535 840	2.5%	621 573	3.3%

ETHNO-DEMOGRAPHICS OF BULGARIA (1992–2011)

<i>Ethnic groups</i>	<i>Population in 1992</i>	<i>Population percentage in 1992</i>	<i>Population in 2001</i>	<i>Population percentage in 2001</i>	<i>Population in 2011</i>	<i>Population percentage in 2011</i>
Bulgarians	7,271.185	85.7%	6,655.210	83.9%	5,664.624	84.8%
Turks	800 052	9.4%	746 664	9.4%	588 318	8.8%
Gypsies	313 396	3.7%	370 908	4.7%	325 343	4.9%

A preliminary comparison can first remark the almost generalized process of demographic decrease in most of the two countries (except the Roma minority), the registering of several small ethnic communities (Albanians, Carashovans, Csangos, Macedonians, Rutenians, and Slovenians, in Romania; the Gagauz group in Bulgaria), the making of a new minority (Chinese) in Romania, as well as the fluctuating recording of Vlach population in Bulgaria (5.159 members in 1992, 10.566 members in 2001, 3.684 members in 2011).

In Romania and in Bulgaria as well, the census data expectedly contributes to the clarifying of ethnic identification through the angles of three categories of demographic indicators, namely the ethnic identity, the maternal language, and religion. Thus, as first concerns the national majorities, the number of 16,792.868 *Romanians* in Romania (as recorded in 2011) may be compared to the number of 17,176.544 respondents whose mother tongue is *Romanian*, and to that of 15,730.426 *Orthodox* Christians. In Bulgaria, according to the evidences of the 2011 census, the 5,664.624 *Bulgarians* is to be associated with the 5,659.024 speakers of *Bulgarian language*, and with the 4,374.135 *Orthodox* people in the same country.

Further statistical concordances (which are culturally relative, but also demographically significant) correlate – in the 2011 Romania – the 1,206,264 *Hungarians*, the 1,259,914 speakers of *Hungarian language*, the 500 444 *Roman-Catholics*, and the 563,611 *Reformats*. Also in Romania, 621,573 *Roma* have as their linguistic correspondent the 244,503 speakers of *Romani language*, while 474,603 Gypsies assert their *Orthodox* confession. 50,920 Ukrainians are mostly (48,910 cases) identified as speaking their *Ukrainian language*, and (39,146 cases) as *Orthodox* believers. Of the rest of Romania's minorities, 23,710 Turks (from a total number of 27,698) are characterized by the usage of the *Turkish language*, while 26,903 Turks are *Muslim*; the 20,282 Tatars are described as *Tatar-language* speakers (17,495) and as *Muslim* (20 060); another numerous group – the Russian-Lipovani (23,487) – include speakers of *Russian language* (18,121) and *Christian Old Believers* (17,267) (for a more comprehensive survey of the relation between the ethnic, linguistic, and confessional identities in 2011 Romania, see the Annex no. 3).

In 2011 Bulgaria, the 585 024 Turks relate to the 564,858 Turkish speakers, and to the 420 816 Sunni Muslims (along with 21 610 Shiite Muslims). The other large minority in Bulgaria – the 320 761 Roma/Gypsies – is identifiable with the 272 710 speakers of *Romani language(s)*; instead, from a confessional viewpoint, the Gypsies are divided between 84,867 Orthodox believers, 42,201 Muslims, and 23,289 Protestant Christians (see the Annex no. 4 for further details about the ethno-linguistic and religious demographic variability in Bulgaria).

In accordance with the above-mentioned census data, the concentration and/or diffusion coordinates of the ethnic groups can be established within the administrative and regional structure of the 42 Romanian counties and the 28 Bulgarian areas.

A first aspect under scrutiny is the synoptic representation of ethnic location and density in Romania and Bulgaria, as regards the local national majorities (Romanian and Bulgarian, respectively) as well as the minorities from Northern and Southern Danube (of a minimum of 1 000 members in their communities). Romania and Bulgaria are both characterized by a variable proportion of their ethno-national majorities across each state's surfaces. For instance, following the evidences of the 2002 census, Romanians in Bucharest and in the surrounding county of Ilfov – in a number of 2,157,359 persons – reprezintă 11.1% of the Romanian population as a national whole; on the contrary, the 97 660 Romanians from the counties of Covasna and Harghita make a percent of 0.5% of the rest of their co-nationals in the country.

Likewise, in their 2001 census, Bulgarians in Sofia and in the Sofia Region – 1,377,476 persons – are 17.4% of the total of Bulgarian population, while the 227 541 Bulgarians that are recorded in the regions of Razgrad, Silistra, and Targovishte – represent 2.8% of the national composition of Bulgarian inhabitants.

In their turn, the minority ethnic groups are differentiated at a territorial level according to the compact demographic aggregation of some communities, in

contrast to the isolation or enclavization of others. In both countries, there is a couple of numerous minorities – Hungarians and Gypsies in Romania; Turks and Gypsies in Bulgaria – each of which with their own “scales” of ethno-geographic representativeness. In Romania, the Hungarian “conglomerate” from Harghita (276.038 persons), Covsana (228.575), and Mureș (228.575), plus Satu Mare County (129.158), is reversed by the complete absence of this ethnicity in the counties of Suceava, Botoșani, Iași, Vaslui, Ialomița, Călărași, Giurgiu, and Teleorman. Gypsies are present to an important extent in counties like Mureș (40.425 persons), Dolj (31.544), and Bihor (30.089), to diminish in the counties of Tulcea (2.272) and Vâlcea (3.955). (Also this time, my reference is the 2002 census in Romania).

In Bulgaria (the 2001 census), the Turkish majority in Kardzhali (101 116 persons), as well as the significant groups of Turks in Shumen (59 551 persons), Burgas (58 636), Plovdiv (53 439), Targovishte (49 495 persons), and Silistra (48 761 persons) – have as their counterparts those regions where the Turks are few: Montana (235 persons), Kjustendil (146), Vidin (139), and Pernik (108). A high number of Gypsies are reported in the Bulgarian districts of Plovdiv (30.196 persons), Stara Zagora (26.804), and Sliven (26.777), unlike the reduced presence of this minority in Kardzhali (1 264 persons) and Smolyan (686 persons).

Two further relevant characteristics of the ethno-demographic mapping in Romania and Bulgaria (in the years of 2001–2002) are the multiethnic influx within some regions and the degree of territorial dissemination among the minority ethnic groups. Indeed, in Northern and Southern Danube as well, there are several areas of multiethnicity with veritable cultural mixtures, such as – in Romania – Bucharest (where Romanians coexist with Gypsies, Hungarians, Turks, Jews, Germans, Chinese, Greeks, and Russians), Timiș (Romanians, Hungarians, Serbs, Slovaks, Bulgarians, Gypsies, Germans, and Ukrainians), Caraș-Severin (Romanians, Hungarians, Serbs, Croats, Czechs, Gypsies, Germans, and Ukrainians), Tulcea (Romanians, Turks, Russians, Gypsies, Ukrainians, Greeks), Suceava (Romanians, Ukrainians, Poles, Russians, Germans, Gypsies), Arad (Romanians, Hungarians, Gypsies, Slovaks, Germans, Ukrainians) (similar situations also appears in the counties of Satu Mare, Maramureș, and Constanța).

In Bulgaria, districts of a similar ethno-cultural variety are Varna (Bulgarians, Turks, Roma, Russians, Armenians, Vlachs), Sofia Region (Bulgarians, Turks, Roma, Russians, Armenians, Greeks), Plovdiv (Bulgarians, Turks, Roma, Russians, Armenians), Blagoevgrad (Bulgarians, Turks, Roma, Macedonians), Razgrad (Bulgarians, Turks, Roma, Vlachs), and Veliko Tarnovo (Bulgarians, Turks, Roma, Vlachs).

Alongside the Hungarian population (whose territorial situation has been previously described), a large geographic distribution in Romania may be noticed for Gypsies (which, except Romanians, are the only ethnic group present in all national counties) and for Germans (who are encountered in 28 counties).

Important topographic occurrences are visible also in the cases of Russians (in 13 counties), Ukrainians (in 13 counties), Jews (in 12 counties), Italians (in 11 counties), Greeks (in 10 counties), and Slovaks (in seven counties). Enclavized locations are reported for the groups of Turks (in Constanța, Tulcea, and Bucharest), Serbs (Caraș-Severin, Timiș), Poles (Suceava), Czechs (Caraș-Severin), Croats (Caraș-Severin), Tatars (Constanța), and Bulgarians (Timiș).

In Bulgaria, together with the majority of Bulgarian population, it is the Turks, the Roma, the Russians, the Armenians, the Ukrainians, and the Jews that are spread – in a variable demographic sizing, also including smaller figures for Ukrainians and Jews – across all the national regions. Although much fewer than the Turks and the Roma, and still than the Russians, but in a number similar to Armenians, the Vlach population lives in most of Bulgarian regions (except for Smolyan and Kardzhali), which is also comparable with Romanians (1.088 in number, in 2002, and yet absent only in the districts of Pernik and Montana). As for the ethnic enclaves from Bulgaria, they are identifiable among the Armenians in Varna and Plovdiv, the Vlachs (also including Romanian-speaking Rudars) in Varna, and the Macedonians in Blagoevgrad.

CRITERIA OF ETHNIC COMPARABILITY IN CHARACTERIZING THE CULTURAL CONFIGURATION OF HOMONYMOUS ETHNIC GROUPS IN ROMANIA AND BULGARIA

The demographic and geographic framing of ethnicity in Romania and in Bulgaria opens the perspectives of an anthropological study on the historical and ethnographic evidences of various ethno-linguistic groups in the two countries. Thus my research is not only interested in the numerical inventory of some populaces in their territorial variability, but also (where it is allowed by the ethno-anthropological information) in the repertory of some traits that could contribute to the validation of ethnic sub-group belongingness to one common cultural whole and, as a result, to the interethnic “recognizability” of those populaces. *Comparability* of the characteristics of such sub-groups becomes then the methodological principle of hereafter developed investigation.

Ethno-demographic realities (in their geographic expression) outline for Romania and Bulgaria several ethnic trait-corresponding or homonymous communities (accounting for either identical, or equivalent ethnonyms in the current ethnographic literature of the same *ethnos*); among such communities are those of Aromanians and Vlachs, Bulgarian Catholics, and Russian Lipovans/Old Believers.

With regard to the contemporary history and ethnography of such groups in Bulgaria, I have investigated a bibliographic corpus on Aromanians and Vlachs (Rakšieva [1997 and undated paper], Grebenarova, 1998, Atanassova, 1999,

Vaseva, 1999b, Gossiaux, 2008), Bulgarian Catholics (Bokova, 1999, Boncheva, 2006), and Old Believers/*Nekrasovtsi* (Anastassova, 1999, Erolova, 2013).

As for those ethnic groups in Romania whose cultural identity is similar to the above-mentioned ones, I have resorted to specialized references about Aromanians (Bara, 2006, Iosif, 2009, Plecadite, 2010), Bulgarians (Larionescu, 2006; Vaseva, 2012), Hungarian and Romanian Catholics (Șerban, 2004), Russian Lipovans (Bell *et al.*, 2004; Capoți *et al.*, 2009; Titov, 2009; Erolova, 2013).

The comparative accuracy in assessing the ethnic belongingness in Romania and Bulgaria takes into account several criteria of repertorying the cultural traits, in terms of *(1)* analogies between coexisting groups of population, *(2)* analogies between remote groups of population, *(3)* clusters of homologies between coexisting and remote groups of population, and *(4)* isolate characteristics of ethno-linguistic communities and their subgroups. In principle, discussing each criterion will be initially enframened within the above-enounced categories of homonymous or corresponding ethnicity, while constantly considering also the interethnic contextualization of data apparently specific to individualized groups.

In this way, the hypothesis of any ethno-cultural convergences or divergences has to be verified in the cultural coexistence and neighboring of ethnic groups from within the same regions, as well as in the geographic distance and even in the absence of a direct ethnographic contact between such populations. The particularity of some traits established for the ethnic groups under discussion may reflect (again, hypothetically) the insufficiency of an information postulating some affiliation between them, and also the reality of a certain singular ethnicity within the very generic multiculturalism of Southeastern Europe.

The comparative terminology of my study makes main distinction between *analogies* (as cultural traits shared – through acculturation or cultural exchange – by ethno-linguistic groups of a different origin), and *homologies* (as cultural traits inherited by at least two subgroups of the same ethno-linguistic family). Through their presumptive content, analogies and homologies have a *cross-cultural* applicability (at the level of different ethnicities) and also a *intra-cultural* applicability (as an ethnic, linguistic, or religious compatibility of related groups or subgroups). The methodological caution in identifying some *clusters* of homologies (rather than shared, but also disparate, cultural attributes) is meant to reduce the risk of equating some formal and random similarities between “populaces” whose historical destinies and lifestyles otherwise lack real ethnic affinities.

The interest of such a research consists not only of its possibility to currently *homologate* peoples with more or less known traditions of their own paternities, but equally of its perspectives for outlining some processes of migrations, ethnic unifying, and acculturation – in the conditions of what I have described (from a demographic and geographic viewpoint) as a “multiethnic influx” and “territorial dissemination” of the majority and minority ethnicity from Romania and Bulgaria.

As the mentioned processes portray as many social evolutions (which are memorable in the sequence of a few generations), thus conferring to the ethno-linguistic identity a biographic contour, they may contribute to the (in)validation of comparability in the examination of cultural factology. Depending on the reconstruction of an ethnic *descent* that two or several homonymous subgroups have spent *together*, their becoming would reflect *in time* their *immediate* ethnographic compatibilities. As a result, the ethno-national groups from Northern and Southern Danube are to be also compared with respect to the “ages” of their history – more or less recent or documentary accessible, but theoretically susceptible to reveal important constants or irregularities within a general interpretive approach on the provenances and transformations of contemporary ethnicity.

AROMANIANS AND VLACHS

Aromanians in Bulgaria are situated in Western Rhodopes, in the areas of Blagoevgrad, Pazardzhik, Plovdiv, and Sofia (Anton, Blagoevgrad, Dorkovo, Doupnitsa, Peshtera, Rakitovo, Samokov, Sofia, Stara Planina, and Velingrad). According to recent ethnographies, the Aromanian populace of neighbour country is reported to “cca 2 000–3 000” (Atanassova, 1999), “3 000” (Gossiaux, 2008), and “2 000–3 000” (Raksieva, 1997). Contemporary vernacular narratives of Aromanians in Bulgaria outline the Grammos and Pindus Mountains in Greece – as their common ancestral homeland, with Moschopolis as their capital, and Macedonia and Bulgaria – as their refuge lands (Raksieva [undated paper]).

While due to Romanian state’s interwar politics, 6 000 Aromanian families are estimated to have colonized Southern Dobroudzha, after 1925 (Iosif, 2009; Plecadite, 2010), Aromanians are not recognized today as a minority in Romania and subgroups of their ethnicity can mostly be ethnographically assessed in cities like Constanța (Iosif, 2009) and Călărași (Plecadite, 2010). An overall (unofficial) number of Aromanians in Romania – that of 25.053 în 2002 (Plecadite, 2010), is clearly contrastive to demographic figures supposedly recorded under “Macedonian” ethnonym (1.224 in Romanian 2011 Census). Aromanian self-identification in Constanța emphasizes their “diaspora” character (Iosif, 2009), in relation to their historical rootedness in Macedonia (Plecadite, 2010).

In the Bulgarian abovementioned areas, Aromanians coexist with several other ethnic groups – Bulgarians, Turks, Greeks, Roma, and Karakachans – of which it is the Karakachan ethnicity that raises here a particular comparative interest. Indeed, alongside various exonyms in the Rhodopes Mountains and in Dobroudzha, like *Gramusteni*, *Pindeni*, *Farseroți* (Raksieva, 1997; Iosif, 2009; Plecadite, 2010), *Vlachs*, *Kutzo-Vlachs*, *Urouks*, *Arnaouts*, *Tsintars* (Atanassova, 1999), Aromanians are also locally called *Karakachani* (Atanassova, 1999). On the other hand, *Karakachan* is reported as an exonym among Karakachans, while

their own ethnonym would be that of *Vlachs* (Pimpireva, 1999; Kalionski, 2001). The kinship pattern in cohabitation of married brothers and their families until the youngest brother's marriage is reported among Karakachans in Zagori, Epirus (Campbell, 1964) and Aromanians in Bulgaria, as well (Gossiaux, 2008).

With the official acknowledgement of the Aromanian *millet* ethno-religious community, within the Ottoman Empire, in 1905, some Karakachans declared themselves *Aromanian* (Kalionski, 2001). Both Aromanian and Karakachan folk accounts evoke these groups' exodus from Janina Pashalik, under Ali-Pasha rule (1.788–1.822) (Kalionski, 2001; Gossiaux, 2008). Aromanian transhumance (Raksieva, 1997; Atanassova, 1999; Gossiaux, 2008) and Karakachan long-distance shepherding (Pimpireva, 1999) or mobile stockbreeding (Kalionski, 2001) are similarly described in terms of summer mountain-and-plain alternation, as a seasonal planning within Orthodox holidays of St. Peter's Day (29 June) and Holy Cross Day (14 September) (Aromanians) and St. George's (6 May) and St. Demetrius' Day (26 October) (Karakachans). Socialist politics in both countries are similar in the postwar forcible cooperativization of Aromanians in Romania (Plecadite, 2010) and in the Bulgarian state decision – in 1954 – to register and settle the nomadic groups (including Karakachans and purportedly Aromanians), with their flocks integrated by force into the cooperative farms (Kalionski, 2001).

Aromanians in Velingrad, Peshtera, and Rakitovo make distinction between “our Vlachs” (as an exonym of themselves) and “other Vlachs” (from the Danube areas) (Raksieva, 1997 undated paper), whereas Danube Vlachs call Aromanians as *Kutsovlasi* (Gossiaux, 2008), which is a term the Aromanians themselves apply in derision to Karakachans (Kalionski, 2001). Aromanians keep rather distant from identifying themselves with the *Vlach Ligue* in Bulgaria (Vidin, 1993)(Gossiaux, 2008), and disagree with the subordination of their own *Sutsata* association to the Vlach one (Raksieva [undated paper]).

Aromanians in Bulgaria are also reported for their public self-definition as *Romanians* (Atanassova), with a clear distinction between Aromanians and Romanians, however (Raksieva [undated paper]). Among Aromanians, Romanian is seen as “cognate” language, with terms like *stâna*, *koliba*, *vatra*, *focul viu* of the Aromanian herding vocabulary in Rhodopes (Raksieva, 1997) as identical with the Romanian ones in the Carpathian pastoralism. The seasonal planning of transhumance is another shared trait of Aromanian and Romanian herders (Vuia, 1964), whereas the Aromanian traditional cartage in the Balkans (Atanassova, 1999) is similar to the colportage economy that the Romanian transhumant herders developed in first half of 19th century, between Wallachia and Southern Transylvania (Constantinescu-Mircești, 1976). The Aromanian exonymic term for Romanians is alternately *Mucan* in Bulgaria (Raksieva [undated paper]) and also in Dobroudzha (Iosif, 2009).

In the Rhodopes and in Dobrudzha as well, the Aromanians are generally conservative with their ancient dialect, which, as “the tongue of grandfathers”

(Raksieva, 1997 [undated paper]), they regard as a basic marker of self-identification and a source of ethnic consciousness (Plecadite, 2010); in both regions, however, Aromanian younger generations actually accept Bulgarian and Romanian language acculturation (Raksieva [undated paper]; Plecadite, 2010). Polyglossia in the command of Bulgarian, Turkish, Greek (Raksieva, 1997b), and Romanian (Plecadite, 2010) is a linguistic proficiency equally reported among Aromanians in Bulgaria and in Romania. Another Aromanian traditional trait – ethnic endogamy – is still reported as *vocea sânelui* (blood voice) (Iosif, 2009) and as their “identity strategy” (Plecadite, 2010), concomitantly with newer exogamic orientation – towards Bulgarians in the Rhodopes (Atanassova, 1999; Gossiaux 2008) and Romanians in Dobrudzha (Plecadite, 2010). On a further referential ground, the Aromanians are recognized for their entrepreneurial esprit in the commerce and industry of Sofia (Gossiaux, 2008) and Constanța (Iosif, 2009).

A series of ethnographic traits are mostly reported for older Aromanian generations, and they are not echoed in current accounts on the language or livelihood of both Vlachs and Romanians, such as – in Romania – the Aromanian kinship structures (*taifa*, *soia*, *fumelia*, and intergenerational godparenthood among Aromanians in Constanța [Iosif, 2009] and in Mihail Kogălniceanu village [Șerban, 2009b]), as well as – in Bulgaria – the Aromanian community organization of *fălcare*, and the traditional leadership of *chelniks* and *kehajas* (Raksieva, 1997; Atanassova, 1999; Gossiaux, 2008). Some details on the Aromanian folk religion (fictive burials of the deceased next to the *stâna* [Raksieva, 1997], the women’s Christian tattooing [Atanassova 1999; Gossiaux, 2008]), as well as on their current ethnic revitalization as a minority in this country (Raksieva [undated paper]; Atanassova, 1999; Gossiaux, 2008) – are further distinctive marks of Aromanian in Bulgaria.

Vlachs in Bulgaria are mainly reported today in northeastern areas (Silistra and Dobrich) and mostly the Danubian localities of Kula, Lom-Palanka, Pleven, Rahovo, Ruse, Oryahovo, Svishtov, Vidin (Vaseva, 1999), as well as Vinarovo, Florentin, Leskovec, Selanovci, Gorna Vidin, Sofronievo (Grebenarova, 2006); see Annex no. 9. While in the Bulgarian 1992 census, Vlachs are estimated at a number of 5.199 (Vaseva, 1999), in the 2001 census their number in Varna region is 3.620, while decreasing to 1.066 in Veliko Tarnovo, and to 940 in Razgrad. Historical roots of Vlachs in Bulgaria are traced back to late 18th century and first half of 19th century, with the flight of compact rural groups of rural populations from feudal exploitation in Phanariot Wallachia, and from the Statute Organic conscription in 1830s; in late 19th century, 11.708 of 86.000 Vlachs on record in late 19th Bulgaria were born North Danube (Vaseva, 1999).

Alongside the above-cited exonyms vis-à-vis Aromanians and Karakachans, Vlachs in the past were also designated in terms of *Vuleni* or *Dolentsi* (“lowlanders”) in Vidin region, *Kumpeni* or *Polyantsi* (“valley residents”) in western villages of the same area, and *Pudoureni* or *Goryani* (“mountain

residents”) next to the Serbian border; further known ethnonyms – standing for the Vlachs’ trans-Danubian origin – were those of *Ungureni* (in Timok: migrants from the Habsburg Banat and from Transylvania), and *Tarani* (in Timok and Vidin: migrants from Wallachia)(Vaseva, 1999). Intraethnic distinctions are made by Vlachs in regard to the “poorer” Romanians, the “diligent” Vlachs from the valley Danube areas, and the “economically backward” Vlachs in mountainous Timok (Vaseva, 1999).

In Bulgarian regions, Vlachs mostly live together with Bulgarians, Turks, and Roma. Ethnographic reports focus on the Vlachs’ complex relationships with the Bulgarian ethnic majority. Within such shared experience of ethnicity, heterogamy is to an important extent instrumental. Intraethnic endogamy with Romanians from beyond Danube is also accounted for (in the Oryahovo villages)(Vaseva, 1999), but it is the Vlachs’ marriages with Bulgarians that bear interethnic significance. Bulgarians are said to appreciate their Vlach in-laws (due to the Vlach women’s housekeeping good reputation) and, in their turn, the Vlachs see mixed marriage with Bulgarians as a status symbol of their family, unlike either marriages with Roma and Turks (Vaseva, 1999).

The Vlachs define their mother tongue as a “cultural value inherited from the ancestors”; they acknowledge similarities and differences from the Romanian language, which among them is a “standard of purity” and known in both spoken and written forms (Vaseva, 1999). However, in context of “lexical heterogeneity”, with the abundant use of Bulgarian, Vlach is mostly spoken by elderly Vlachs only, while middle-aged Vlachs are bilingual, and youth understands and speaks Vlach at home (Vaseva, 1999). The pan-Vlach rite of *pomana de viu*, as performed “both for the living and for the dead” is similarly described as “coming from our forefathers” (Grebenarova, 2006); even though Bulgarian coexisting people disavow the Vlach “wedding-like” *pomeni* for the living, they are also mentioned among Romanians in Oltenia and Banat (Radovanovic, 1930; Zecevic, 1967; Vaseva, 1993 *apud* Grebenarova, 2006) and in Eastern Serbia as well (Zecevic, 1967 *apud* Grebenarova, 2006).

The above-discussed information is rather concludent about the Aromanians and Vlachs ethnographic individualities, than about any common cultural configuration of them. On the one hand, Aromanians are analogous with their coexisting ethnic neighbours in pastoral livelihood and kinship patterns (with Karakachans), and in intermarriage (with Bulgarians)(Orthodoxy is here a common denominator for Aromanians, Karakachans, Bulgarians, Greeks, and Roma). Polyglossia and ethnic exogamy are additional insignias of Aromanian interferences with such other ethnicities in Southeastern Europe. The cluster of pastoral similarities between Aromanians and Romanians is probably originated into the ancient (early Middle Ages) herding specialization of Romanic populace in Southeastern Europe, rather than into late Middle-Ages or modern historical contacts between the two neo-Latin groups (Aromanian rural colonization in

interwar Dobroudzha was a politically-driven fact, with no implications over Romanian pastoralism). Aromanians from Rhodopes and Aromanians from Dobroudzha share main homologies in their dialect, awareness of ethno-regional origins, and entrepreneurship, while maintaining within each of the two areas their particularities in kinship and social organization, economy, folk religion, and ethno-cultural revival.

None of these traits appears to have somewhat interdependently developed between Aromanians and Vlachs (as autonomously transmitted, Orthodoxy and language conservatism are analogies between the two latinophone groups). Instead, the Vlach ancestral consciousness of their transborder origin and rite performance, together with their endogamic orientation – are homologous with the Romanian cultural identity. Processes commonly lived by Vlachs and Romanians in their early modern history arguably indicate the same ethnic development in Southwestern Oltenia, Banat, and Northern Bulgaria (which does not also account for the Romanized subgroups beyond Danube and in Timok).

In retrospect, two intraethnic branchings can be assessed among the Latinophone groups in Romania and in Bulgaria, one of which between the areas of Rhodopi and Dobroudzha, and the other, between Oltenia, Banat, Vidin, Vraca, Pleven...) While these branchings bridge subgroups of Aromanians, on the one hand, and Romanians/Vlachs, on the other, they cannot be referred to *one* contemporary Romanian ethnicity in Southeastern Europe. Classic heritages (Latin language, Orthodoxy) are not in this case accompanied by recent-historical and ethnographic equivalencies.

CATHOLICS

The Catholic ethno-confessional group in Bulgaria is located in Rhodopi and in the Plovdiv area (the villages of General Nikolaevo, Sekirovo and Parchevich, [Boncheva, 2006]), with the Plovdiv-Sofia Exarchate, in Svishtov and in Nikopol Exarchate, in North Central Bulgaria, with a total number of Bulgarian Catholics of 49.740, according to the 1992 census (Bokova, 1999). Transborder communities of Bulgarian Catholics live also in Banat and in Bucharest (Bokova, 1999), with rural subgroups – Cioplea and Popești-Leordeni – retrospectively identified in close vicinity of Bucharest, having been founded beginning with late 18th century by Catholics from Nikopol (Vaseva, 2012). The size of Bulgarian Catholic community in Romania can be approximated in accordance with national census data about the Bulgarian minority in Romania (for instance, in 2002: 5.562 in Timiș County, 819 in Arad County, 658 in Dâmbovitza County, and 370 in Bucharest), which also account for Bulgarian Orthodox subgroups in Dudești, Aluniș, Măgurele (near Bucharest), and Băleni (near Târgoviște)(Vaseva, 2012). Further ethnographic research among the descendants of Bulgarian migrants to Bucharest surroundings

associate the Dudești people with the villages of Sliven and Karnobat, and the Cioplea ones – with Svishtov (Larionescu, 2006).

In the above-described areas, Catholics coexist with main groups of Turks, Roma, Russians, and Armenians (in Plovdiv), with Turks, Roma, and Vlachs (in Veliko Tarnovo), with Turks and Roma (in Pleven), and with Romanians and Roma (in the Bucharest rural hinterland).

Catholic Bulgarian is the ethnonym and endonym of this population, whose religion and (Bulgarian) ethnicity are described as “main markers of collective identity”; the existence of a *Paulician* dialect in Rhodopi is another argument for the ethno-religious identity of Catholics and their descent from the Vatican-led 16th and 17th centuries conversion of Paulicians in villages around Svishtov and in Plovdiv area, with a *Custodia Bulgaria* and a Archbishopric in Sofia also covering Wallachia, in 1643 (Bokova, 1999). Among contemporary generations in Cioplea and Dudești neighborhoods in Bucharest, the usage of Bulgarian dialect is mentioned to have significantly decreased, with local conservation of *coleda*, the Bulgarian traditional texts of Christmas carols (Larionescu, 2006). A “spirit of memorialization” is recognizable in the preservation of Catholics’ old prayer books, and also in the transmission of their songs in Banat dialect (“incomprehensible to their performers, but even the youngest know the tunes”), as well as of Latin songs among Catholic settlers in Bucharest (Bokova, 1999).

Further distinctive traits of the Bulgarian Catholics are found in their kinship organization. Within subgroup “relative insularity” in Plovdiv, Banat, or Bucharest (Bokova, 1999), Catholics have traditionally maintained their confessional endogamy, with (for instance) no marriages established between Catholic and Orthodox Bulgarian settlers from around Bucharest, due to their different religious affiliation (Vaseva, 2012; Larionescu, 2006); endogamy is also reported to have contributed to the preservation of Bulgarian ethnic identity in Northern Danube, in spite of their citizen recording as “Romanian” in the late 20th century censuses (Larionescu, 2006). Catholic both core and extended families emphasized the patrilineal and matrilineal uncle role in taking care of his nephew, and the patrilineal and matrilineal aunt, of her niece – until the mid of the 20th century (Bokova, 1999). Another intergenerational pattern among Bulgarian Catholics is reported within their exogamy (in Plovdiv) with co-ethnic Orthodox people, as a “continuity” between mother-in-law and daughter-in-law (as former Eastern Orthodox Christians) (Boncheva, 2006).

Inter-confessional marriages were engaged (in the interwar period and under socialism) between Bulgarian Catholic and Orthodox believers in Plovdiv area, most widespread of which being those between Catholics and Eastern Orthodox Christians adopting Catholicism, in the dominance of Catholic man – Orthodox woman marriages, of a patrilocal residence and a patrilineal inheritance, and with upbringing of the offspring dependent on the religion of the father (Boncheva, 2006). Catholic-Orthodox intermarriages have similarly been reported (since the

1960s) in Bacău County (Moldavia), with one of the spouses (Hungarian and Romanian) accepting the other one's faith, and with a "numerical equilibrium" of local Catholic and Orthodox marital unions (Șerban, 2004). Local particularities occur in Plovdiv hypergamy for many Orthodox orphan or poor maidens marrying Catholic men (Boncheva, 2006), and in the new baptism for Catholics marrying Orthodoxes (due to the non-recognition by the Orthodox Church of Catholic baptism [Șerban, 2004]).

In Romania, while in 1899 a Catholic priest organized a dairy farm in Cioplea (Bucharest), Church "St. Virgin Mary" is one of the last remains of local Bulgarian Catholics; in the Catholic villages, vegetable growing and gardening will persisted in socialism, and still after 1989, with gardening as the main occupation of Bulgarian settlers (Vaseva, 2012). Gardening among Catholic (and Orthodox) Bulgarians in Wallachia is synchronic with the Bulgarian gardening in Drăgușeni village (Southern Moldavia) with Bulgarians originating in Tarnovo and launching their farming and market development between late 1800s and 1950s (Geacu, Dușan, 2004).

To conclude, a Catholic intra-confessional (and Bulgarian ethnic) continuum may be assessed for Plovdiv, Northern Bulgaria, Bucharest, and Banat subgroups, with homologous characteristics of Catholic historical origins, faith, rite, ethnonym, marriage and kinship patterns. While isolate traits also arise (hypergamy in Plovdiv, gardening specialisation among subgroups in Northern Bulgaria and in Bucharest), they do not dissolve the Bulgarian Catholics' basically ethno-religious identity (which is also confirmed within the Catholic confessional conservatism in cases of exogamy, and within the Catholic – Orthodox hypergamy). Of their ethno-confessional core, the Bulgarian language (except the *Paulician* dialect, however) is apparently the only trait that the Catholic subgroups share with the other coexisting ethnicities in either Bulgaria and Romania. As for the inter-confessional marriage similarities between Bulgarian and Moldavian Catholics, the Bulgarian Catholics are again more conservative when compared to the balance of Catholic-and-Orthodox intermarriages in Moldavia.

LIPOVANS/OLD BELIEVERS (NEKRASOVTSY)

Of the 23 487 Russian-speaking *lipoveni de rit vechi* (the Orthodox Ancient Rite) officially recorded (in 2011) in Romania, the largest group lives in Dobruddzha (16.350 in Tulcea County, and 5.273 in Constanța County), while further important subgroups are also reported for Suceava County (2.543), Iași (3.586), Brăila (3.499), and Bucharest (1.141). The current ethnographic distribution of Dobruddzhan Lipovans is associated with the cities of Tulcea, Constanța, and Năvodari, as well as with the villages of Mahmudia, Periprava, Cardon, Mila 23, 2 Mai, Vama Veche, Sarichioi, Enisala, Jurilovca, Ghindărești,

Carcaliu, Slava Rusă, Slava Cercheză etc. (Erolova, 2013; Constantin, 2003, 2012a).

As distinguished from the rest of the 9.978 Russians, as recorded during the Bulgarian 2001 census, two only *Nekrasovtsy* villages (also self-defined as *Old Believers*) are identified in Bulgaria, namely Kazashko (in Varna District) and Tataritza (in Silistra District). In these cases, Russian-speaking Old Believers have been estimated at 400 people in Kazashko, and 600 in Tataritsa (Anastassova, 1999), with an overall number of 700–800 people (Erolova, 2013).

In both countries, alongside Romanian and Bulgarian majorities, the Lipovans/Old Believers are part of local ethnic mosaics together with Turks and Roma (in the counties of Constanța and Tulcea; the districts of Silistra and Varna), Tatars (Constanța and Silistra), Ukrainians (Tulcea and Suceava); the Greeks (Tulcea), Poles and Germans (Suceava), Armenians and Vlachs (Varna) are further groups populating the same areas as the Old Believers, and also the Gypsies accompany them in the counties of Iași and Brăila. While Lipovans make relatively homogenous communities in Sarichioi village (3.722 Lipovans in comparison with 370 Romanians, in 2002) and Carcaliu (2.780 Lipovans and 326 Romanians [Capoți *et al.*, 2009]), their number diminishes in other locations of Lipovan/Nekrasovtsy origins (2.330 Lipovans and 2.837 Romanians in 2002 Jurilovca)(see also Kazashko with Bulgarians as many as 50% of local population [Anastassova, 1999]).

In Dobrudzha, the Ancient-Rite Lipovans most often identify themselves as (*Russian*) *Lipovan* (Jurilovca and Sarichioi villages [Constantin, 2003]); situations of a “hesitant self-definition”, however, may occur (for instance *Russian*, *Russian-Lipovani*, *Russian-Staroveri* in Carcaliu village [Capoți *et al.*, 2009]). *Staroveri* are also reported as the Lipovans’ ethnonym in Roman town (Bacău County, Moldavia)(Flenchea, 2009), while in Mahmudia village (Tulcea County) they divide themselves between *Popovtsi* (priestly faction), *Bespopovtsi* (priestless faction), and still the *Nemolyatsi* (with deeper liturgic apartness)(Titov, 2009). The same intra-confessional schism is reported in Northern Dobrudzha for the *Bespopovtsi* villages of Slava Rusă, Slava Cercheză, and Sarichioi, as well as in Bulgaria, among *Popovtsi* or *Lipovans* in Tataritsa, and *Bespopovtsi* (Nekrasovtsy) in Kazashko (Erolova, 2013; Anastassova, 1999). Language is another self-identifying trait among Old Believers, which (in Jurilovca and Sarichioi) describe it as “our Lipovan speech”, “Slavonic”, and “Russian” as well; Jurilovca villagers also claim the “300 years archaism” of their language, in comparison with contemporary Russian (Constantin, 2012a). The Lipovans’ language conservatism (for instance, in Roman town [Flenchea, 2009]) is also asserted with their ritual use of Ancient Church Slavonic in Dobrudzha [Capoți *et al.* 2009] and in Northeastern Bulgaria as well (Anastassova, 1999). On the other hand, across Lipovan/Nekrasovtsy subgroups, bilingualism is equally reported, with the usage of Bulgarian (Tataritsa and Kazashko) and Romanian (in Jurilovca, Sarichioi etc.),

and still, in multiethnicity context, with the “linguistic interference” between Lipovani, Romanians, and Turks in Mahmudia (Titov, 2009).

Religion is what makes the Lipovans/Old Believers’ core identity in Romania and in Bulgaria as well. In both countries, their community is definitely felt as an *ancient-rite* confession, according to which the archetype established by God, Jesus Christ and the Holy Apostles is to be reproduced in liturgy (as a piety ideal also related to the Old Believers’ collective eschatology), as it took place before the 17th century reform of Russian Church, with the *Lipovan/Nekrasovtsy* excommunication by the canonical Orthodoxy, and with their migration to Southeastern Europe (Anastassova, 1999; Erolova, 2013; Constantin, 2013b). With the recognition of Russian Old Orthodox Church by some *Bespovovtsi* from Slava Rusă, Slava Cercheză, Sarichioi, Mahmudia, and Kazashko, they implicitly acknowledge the Russian priests’ authority (Erolova, 2013). In Roman town, whereas the Lipovans generally preserve their ancient church and liturgy, some members of the local community are mentioned with their recent neo-Protestant conversion (Flenchea, 2009).

In remembering their origins, the Old Believers in Kazashko village evoke the River Don Cossacks and the fighting led by *ataman* Ignat Nekrasov with his 5 000 Old Believer rebels, (1660–1737), against Peter the Great (Anastassova, 1999; Erolova, 2013). According to vernacular accounts in Jurilovca, the Lipovan exodus from Russia is dated back to the 17th century, while the Lipovan founding of local village is eponymically associated with *Jurban*, their founding ancestor (Constantin, 2012b, 2013b).

While in Romania, the *Popovtsi* belong to the diocese of the Ancient-Rite Orthodox Church of Belaya Krinitza (Brăila County), and the local *Bezpopovtzi* refuse such affiliation, intra-group marriages are reported (after the 1950s) between *Popovtsi* and *Bezpopovtzi* in Bulgaria (Erolova, 2013). In the context of geographic isolation in Danube Delta, the interwar and still postwar endogamy in the village of Mila 23 village is associated with a higher morbidity of local Lipovan population (Istrate, Bălteanu, 1998). In contrast to the local persistence of ethnic endogamy among Lipovani in Mahmudia (Titov, 2009) and Tataritsa (Anastassova, 1999), but still kept within an Ancient-Rite confessional endogamy, interethnic marriages increasingly occur between Lipovani and Romanians in Jurilovca (as well as in Carcaliu [Capoți *et al.*, 2009]); Old Believers marrying Bulgarians are reported in Kazashko (Erolova, 2013).

Lipovans in Jurilovca and Sarichioi have intergenerationally transmitted their traditional fishing specialization, which they (as well as neighboring Ukrainian fishermen) still exert under contemporary ecology legislation, within the “Danube Delta Biosphere Reserve” as well as in the Black Sea western coast waters (Bell *et al.*, 2004; Constantin, 2012a). As a “main livelihood” resource, fishing is similarly described for the Nekrasovtsy in Tataritsa and Kazashko, in the Bulgarian maritime and river fleet (Anastassovam, 1999).

In the current ethnographic reports, some Lipovan/Old Believers' characteristics are also encountered to show no verifiable equivalency in one or another of the neighboring countries. Thus, the Lipovans' ancestor worship (Archpriest, Avaacum, now sanctified, in Jurilovca, Constantin, 2013b), their folk arts and artifacts (ethnic costumes and cuisine in Jurilovca and in Carcaliu [Capoți *et al.*, 2009; Constantin, 2013b], as well as their ethnic costumes and architecture in Mahmudia, Titov, 2009) are not similarly reflected – probably due to the Old Believers' lower demographic presence in Bulgaria – among the *Lipoveni* and *Nekrasovtsy* from Tataritsa and Kazashko. Again, neither the Lipovani's early recognition in Romanian citizenship (1866)(Flenchea, 2009), nor their political representativeness in Romania (Erolova, 2013) – are correspondingly reported for Old Believers in Bulgaria. On the other hand, the resettlement of half of the Old Believer population in Tataritsa and Kazashko to the regions of Kuban, Herson, and Odessa, with the establishment of communist regime in Bulgaria (Erolova, 2013), has no comparable counterpart in any mass migration of Lipovans from Romania to the U.S.S.R.

As the Lipovans/Old Believers/*Nekrasovtsy* are territorially dispersed from Northern Moldavia to Eastern Bulgaria, their regional subgrouping expectedly argues for further intra-ethnic variation (see the ethnographic particularities of Northern Dobrudzhan Old Believers). However, drawing on the above-discussed historical, linguistic, and ethnographic aspects, the (Russian) Lipovans in Romania appear to share important traits with the Lipovans and *Nekrasovtsy* in Bulgaria – especially in their ethno-confessional ethnonymic and liturgical self-identification, in their ethno-history and ethnic endogamy, and in their livelihood specialisation. When bilingualism and interethnic exogamy are reported, such facts generally account for the Old Believer adaptation to the ethno-cultural polymorphism of Southeastern Europe, rather than for any assimilation within the Romanian or Bulgarian majority populations. (With the Old Believers' Southern Russian dialectal persistence and with their ethno-religious identity preserved in cases of intermarriages, they still promote their group distinctiveness, which is no longer intact with only their – quite irregular, however – religious conversion).

CONCLUSIONS

Accounting for the great ethno-linguistic and confessional diversity and variability in Southeastern Europe, *cultural belongingness* in the 1990s and 2000s Romania and Bulgaria is continuously lived as an experience of coexistence. When enclavization occurs, it never and nowhere takes forms of a total isolation and exclusiveness among ethnic groups from the two countries. Again, despite recurrent cases of interethnic or inter-confessional marriages, ethnic identification continues to be relevant within its very multicultural (regional or urban)

contextualization. While autohtony and citizenship are expressed through a national majority terminology, phenomena of transborder ethnicity, diaspora, and ethnic revitalization are reasserting elements of folk culture, intergenerational community networks, and generally a traditionally-rooted sense of ethnicity. On the other hand, the national and civic adaptation of ethnicity takes place as a majority – minority dialectics, within a transnational (European) legislative framework, and – in accordance with the political activism of one or another ethnic group – with ethnicization as an intellectually-sustained development.

BIBLIOGRAPHY

1. ALEKSIEV, BOZHIDAR; DOBROVA, DOROTEYA; LOZANOVA, GALINA (2012). Folklore and Traditional Feasts. In: Anthony Georgieff, Bozhidar Aleksiev, Dimana Trankova, Doroteya 2. Dobrova, Galina Lozanova, Ivanka Vlaeva, Orlin Sabev, Radko Popov, Yordanka Bibina eds. (2012): *The Turks of Bulgaria*, Vagabond Media Ltd., p. 89–128.
3. ANASTASSOVA, EKATERINA (1999). Nekrasovtsy Old Believers. In: Anna Krasteva ed. (1999), *Communities and Identities in Bulgaria*, Longo Editore Ravenna, Ravenna, p. 209–219.
4. ATANASSOVA, KATYA (1999). Aromanians. In: Anna Krasteva (ed.), *Communities and Identities in Bulgaria*, Longo Editore Ravenna, Ravenna, p. 125–136.
5. BACHVAROV, MARIN (1997). The current ethnic panorama in Bulgaria, *GeoJournal*, 43 (3), p. 215–224.
6. BARA, MARIA (2006). Relații interetnice dintre creștinii ortodocși și musulmani în Dobrogea. Studiu de caz: Medgidia și Cobadin, *Philologica Jassyensia*, An II, Nr. 1, p. 93–104.
7. BELL, SANDRA (project leader); HAMPSHIRE, KATE; PALMER, JOY; OUGHTON, ELIZABETH; RUSSELL, ANDREW plus collaborators from Finland, Greece, Lithuania, and Romania (2004). *Integrated Management of European Wetlands*, Final Report, Department of Anthropology of the University of Durham.
8. BOBU-FLORESCU, FLOREA (1956). Portul popular la huțuli, *Caiete de artă populară: portul popular din Moldova de Nord*, Editura de Stat pentru Literatură și Artă, București, p. 25–28.
9. BOKOVA, IRENA (1999). Catholics. In: Anna Krasteva (ed.), *Communities and Identities in Bulgaria*, Longo Editore Ravenna, Ravenna, p. 137–147.
10. BONCHEVA, TSVETANA (2006). Religion within the context of the marital bans among the Bulgarian Catholics from the region of Plovdiv during the first half of the 20th century, *Ethnologia Bulgarica*, Vol. 3, p. 113–127.
11. BOSCOBOINIK, ANDREA; GIORDANO, CHRISTIAN (2008). Roles, Statuses, Positions Social Categories and Multiples Identities of Roma in Romania. In: Christiano Giordano, Andrea Boscoboinik, Mihai Curelaru, Sorin Gog, Adrian Neculau, Teodor Nițu, François Ruegg, Daniela Tarnovski, Daniela Zaharia, *Roma's Identities in Southeast Europe: Romania*, EthnoBarometer, Rome, p. 7–23.
12. BULUT TURE, DENIZ (2008). At the Intersection of Borders and Ethnicity: A Case Study Of The Pomaks, Paper presented at the annual meeting of the MPSA Annual National Conference, Palmer House Hotel, Hilton, Chicago, April 3, 2008.
13. CAMPBELL, JAMES K. (1964). *Honour, Family, and Patronage. A Study of Institutions and Moral Value in a Greek Mountain Community*, Oxford University Press, New York, Oxford.
14. CAPOȚI, ISABELA; CĂTANĂ, ODETA; CULESCU, MIHAI; EVANGHELIE, ROXANA; SĂDEAN, ILEANA (2009). Carcaliu – sat de vacanță. In: Bogdan Iancu (ed.), *Dobrogea. Identități și crize*, Colecția *Societatea reală* (5), Editura Paideia, București, p. 79–93.

15. CHANG, CLAUDIA; TOURTELLOTT, PERRY A. (1993). Ethnoarchaeological Survey of Pastoral Transhumance Sites in the Grevena Region, Greece, *Journal of Field Archaeology*, 20, p. 249–264.
16. CHELCEA, LIVIU; LĂȚEA, PUIU (2000). *România profundă în comunism. Dileme identitare, istorie locală și economie secundară la Sântana*, Editura Nemira, București.
17. CHIRIȚOIU, ANA; ȚUGUI-IONESCU, RĂZVAN (2009). Regimuri etnice din Dobrogea. In: Bogdan Iancu (ed.), *Dobrogea. Identități și crize*, Colecția *Societatea Reală* (5), Editura Paideia, București, p. 41–67.
18. CIUBOTARU, ION H. (2009). Catolicii din Moldova și universul culturii lor populare, *Revista de Etnografie și Folclor/Journal of Ethnography and Folklore*, 1–2, p. 135–161.
19. CONSTANTIN, MARIN (2003). The Folk Artisans and Their Work: From Socialism to Market Economy. A Field Research in Five Ethnographic Areas of Romania, *Southeastern Europe/L'Europe de Sud-Est*, 30/2003, p. 75–107.
20. CONSTANTIN, MARIN (2012a). On the Ethnographic Categorization of Biodiversity in the Danube Delta “Biosphere Reserve”, *Eastern European Countryside*, 18, 2012, p. 49–60.
21. CONSTANTIN, MARIN (2012b). Ethno-historical traditions among the minority ethnic groups in the 2000s Romania, *Études Balkaniques*, 1, 2012, p. 26–42.
22. CONSTANTIN, MARIN (2013a). Dimensiunea etno-culturală a cetățeniei în legislația contemporană a Uniunii Europene și a României (1992–2012), *Sociologie românească*, XI (1), p. 116–132.
23. CONSTANTIN, MARIN (2013b). Ethnogenesis and ethnomorphosis in the ethno-cultural variability of Romania, *Revista de etnografie și folclor / Journal of Ethnography and Folklore*, 1–2, p. 173–196.
24. CONSTANTINESCU-MIRCEȘTI, C. (1976). *Păstoritul transhumant și implicațiile lui în Transilvania și Țara Românească în secolele XVIII–XIX*, Editura Academiei, București.
25. ELCHINOVA, MAGDALENA (2001). Ethnic discourse and group presentation in modern Bulgarian society, *Development and Society*, 30 (1), p. 51–78.
26. ELCHINOVA, MAGDALENA (2002). In Statu Nascendi: Anthropology in Bulgaria. In: Peter Skalik (ed.), *The Struggles for Sociocultural Anthropology in Central and Eastern Europe*, Prague Studies in Sociocultural Anthropology, 2, Roman Mišek SET OUT, Prague, p. 23–41.
27. EMINOV, ALI (2007). Social Construction of Identities: Pomaks in Bulgaria, *Journal on Ethnopolitics & Minority Issues in Europe*, Vol. 6 Issue 2, Special section, p. 1–25.
28. EROLOVA, YELIS (2013). An ethnological study of the Crimean Tatars, Roma/Gypsies and Old Believers in Northern and Southern Dobrudzha, *Journal of Ethnography and Folklore*, 1–2, “Constantin Brăiloiu” Institute of Ethnography and Folklore, București, p. 237–259.
29. FLENCHEA, PETRU (2009). Municipiul Roman: interferențe etnice și confesionale – rușii lipoveni și romii, mentalități în schimbare. In: Adrian Majuru (ed.), *Conferința națională de antropologie urbană*, ediția I, Roman, 23–25 septembrie 2009, Editura Papirus Media, București, p. 319–330.
30. GEANĂ, GHEORGHIȚĂ (2002). Anthropology’s Long Journey to Professionalization. Some Problems with Cultural Anthropology in Romania. In: Peter Skalik (ed.), *The Struggles for Sociocultural Anthropology in Central and Eastern Europe*, Prague Studies in Sociocultural Anthropology, 2, Roman Mišek SET OUT, Prague, p. 93–113.
31. GEACU, SORIN; STOIAN, DUȘAN (2004). Grădinaritul într-un sat din sudul Moldovei – Drăgușeni (jud. Galați), *Sociologie românească*, II (4), p. 268–277.
32. GEORGIEVA, TSVETANA (1999). Pomaks: Muslim Bulgarians. In: Anna Krasteva (ed.), *Communities and Identities in Bulgaria*, Longo Editore Ravenna, Ravenna, p. 221–238.
33. GIORDANO, CHRISTIAN; BOSCOBOINIK, ANDREA (2003). Introduction. In: Christian Giordano, Andrea Boscoboinik, Dobrinka Kostova, Milena Benovska-Sabkova, Annabel Chanteraud (eds.), *Roma’s Identities in Southeast Europe: Bulgaria*, ETHNOBAROMETER, Officinestampa, Rome, p. 15–29.

34. GREBENAROVA, SLAVKA (1998). The 'Other World' for Bulgarians and Vlachs: Illusion, Hope or Goal, *Ethnologia Bulgarica*, Ethnographic Institute and Museum, Bulgarian Academy of Science, Vol. 1 (43), p. 43–52.
35. GREKOVA, MAYA (1999). Everyday notions of *minority*. In: Anna Krasteva (ed.), *Communities and Identities in Bulgaria*, Longo Editore Ravenna, Ravenna, p. 95–110.
36. GOSSIAUX, JEAN-FRANÇOIS (2008). Valaques et/ou Aroumains en Bulgarie: ethnonyme et politique. In: Gilles de Rapper, Pierre Sintès (avec la collaboration de Kira Kaurinkauski), *Nommer et classer dans les Balkans*, Ecole Française d'Athènes, Athènes, p. 63–71.
37. IORDACHI, CONSTANTIN (2009). Politics of citizenship in post-communist Romania: Legal traditions, restitution of nationality and multiple memberships. In: Rainer Bauböck, Bernhard Perching, Wiebke Sievers (eds.), *Citizenship Policies in the New Europe*, Extended and updated edition, Amsterdam University Press, Amsterdam, p. 177–209.
38. IOSIF, CORINA (2009). *L'entreprise de la parenté. Réseaux d'échanges entre les Aroumains de Constanța*, Editura Fundației pentru Studii Europene, Cluj-Napoca.
39. ISTRATE, MARIA; BĂLTEANU, ANA CEZARINA (1998). Evoluția indicelui de endogamie în două comunități din Delta Dunării. Sesiunea științifică a Institutului de Cercetare și Proiectare Delta Dunării, Tulcea, 12–14 mai 1998.
40. IZVORSKA, ANA (2006). Varying concepts of Bulgarianhood and their reflection on the perceptions of ethnic minorities in Bulgaria. In: Slobodan G. Markovich, Eric Becket Weaver and Vukasin Pavlovic (eds.), *Problems of Identities in the Balkans*, Anglo-Serbian Society, Belgrade and Dosije Press, p. 139–154.
41. KALIONSКИ, ALEXEI (2007). How to be Karakachan in Bulgaria? Centre for Advanced Study Sofia Working Paper Series, Sofia Academic Nexus Program, Issue 1, *How to Think about the Balkans: Culture, Region, Identity*, p. 3–23.
42. KOVALCSIK, KATALIN (2007). Gurbane as a representation of traditional identity and culture in an Oltenian Rudar community. In: Biljana Sikimić, Petko Hristov (eds.), *Kurban in the Balkans*, Serbian Academy of Sciences and Arts, Institute for Balkan Studies, Belgrad, p. 109–136.
43. LARIONESCU, SANDA (2006). Cartierul Titan – Balta Albă. In: Sanda Larionescu (ed.), *Relații de vecinătate în localități urbane din sudul țării*, Editura Paideia, București, p. 19–88.
44. MIHĂILESCU, VINTILĂ (2007). Autochtonism and National Ethnology in Romania. CAS Working Paper Series, Center for Advanced Study Sofia.
45. NIC CRAITH, MÁIRÉAD (2004). Culture and citizenship in Europe. Questions for anthropologists, *Social Anthropology. Journal of the European Association of Social Anthropologists*, 12 (3), p. 289–300.
46. NJAGULOV, BLAGOVEST (2006). Les minorités « reciproques » en Bulgarie et en Roumanie à l'époque actuelle : similitudes et divergences, *Etudes Balkaniques*, XLIII, 1, p. 3–7.
47. PIMPIREVA, JENIA (1999). *Karakachans in Bulgaria*, Second edition, IMIR, Sofia.
48. PLECADITE, CRISTINA (2010). Repere identitare ale aromânilor din Constanța. In: Stelu Șerban (ed.), *Teme în antropologia socială din Europa de sud-est*, Editura Paideia, București, p. 256–282.
49. RAKŠIEVA, SVETLA (1997). The Nomadic Aromunians' Concept of a Territory Under Control, *Ethnologia Balkanica*, Vol. I, p. 196–204.
50. RAKŠIEVA, SVETLA (Undated paper). Roots of Ethnic Identity of Arumanians in Bulgaria, *Proiect Avdhela. Biblioteca Culturii Aromâne*, Editura Predania, București (15 pages).
51. SLAVKOVA, MAGDALENA (2005). Rudari u istočnoj Bugarskoj i jevandelski pokret (Rudari group in the Eastern Bulgaria and the Evangelical movement). In: Сикимих, Б. (уредн.). Бањаша на Балкану. Идентитет етничке заједнице. Београд: Српска Академија Наука и Уметности, Балканолошки Институт „САНУ”, p. 277–294.
52. SMILOV, DANIEL; JILEVA, ELENA (2009). The politics of Bulgarian citizenship: National identity, democracy and other uses. In: Rainer Bauböck, Bernhard Perching, Wiebke Sievers (eds.), *Citizenship Policies in the New Europe*, Extended and updated edition, Amsterdam University Press, Amsterdam, p. 211–246.

53. ȘERBAN, STELU (2004). Catolici și ortodocși în Moldova: aspecte ideologice și sociale în sate mixte confesional, *Sociologie românească*, II (1), p. 117–140.
54. ȘERBAN, STELU (2007). Local Politics and Multiculturalism in Southeastern Europe, *Revue des Études Sud-est Européennes*, XLV, 1–4, 2007, p. 393–406.
55. ȘERBAN, STELU (2009a). Local Institutions and Multicultural Identities. Aromanians in Mihail Kogălniceanu Commune, Constanța, *Martor. The Museum of Romanian Peasant Anthropology Museum*, Vol. 24: Patrimony and Local Identity, p. 49–62.
56. ȘERBAN, STELU (2009b). Catolicii din Moldova. Identitate civică și istorie orală, *Sfera politicii. Revistă de științe politice*, Fundația Societatea Civică (ed.), XVII, 138, p. 52–58.
57. TITOV, IULIANA (2009). Rolul comunicării în relația populație majoritară – populație minoritară. Studiu de caz: relația dintre români și ruși lipoveni din Mahmudia. In: Adrian Majuru (ed.), *Conferința națională de antropologie urbană*, ediția I, Roman, 23–25 septembrie 2009, Editura Papirus Media, București, p. 306–318.
58. TODOROVA, MARIA (2004). Introduction: Learning Memory, Remembering Identity. In: Maria Todorova (ed.), *Balkan Identities. Nation and Memory*, Hurst & Company, London, p. 1–24.
59. VASEVA, VALENTINA (1999). Vlachs. In: Anna Krasteva (ed.), *Communities and Identities in Bulgaria*, Longo Editore Ravenna, 1999, Ravenna, p. 315–329.
60. TUTUNAROV-TRAJANOV, HRISTO (2011). Cultural diversity and identities in process of European integration. In: Stoyan Denchev, Bashkim Rama, Dimitar Ivanov, Maxim Mizov, Georgeta Nazarska (eds.), *Ethnic and Religious Tolerance. Civil Society in South East Europe*, Publishing House За буквите – О писменехъ, Sofia, p. 266–274.
61. VUIA, ROMULUS (1964). *Tipuri de păstorit la români*, Editura Academiei, București.

Annex no. 1

THE ETHNO-DEMOGRAPHIC EVOLUTION OF ROMANIA (1992–2011)¹

<i>Ethnic groups</i>	<i>Population in 1992</i>	<i>Population percent in 1992</i>	<i>Population in 2002</i>	<i>Population percent in 2002</i>	<i>Population in 2011</i>	<i>Population percent in 2011</i>
Romanians	20,408.542	89,5%	19,399.597	89,5%	16,792.868	88,9%
Hungarians	1,624.959	7,1%	1,431.807	6,6%	1,227.623	6,5%
Gypsies / Roma	401.087	1,8%	535.840	2,5%	621.573	3,3%
Ukrainians	65.472	0,3%	61.098	0,3%	50.920	0,3%
Germans	119.462	0,5%	59.764	0,3%	36.042	0,2%
Turks	29.832	0,1%	32.098	0,2%	27.698	0,1%
Russian / Lipovani	38.606	0,2%	35.791	0,2%	23.487	0,1%
Tatars	24.596	0,1%	23.935	0,1%	20.282	0,1%
Serbs	24.408	0,1%	22.561	0,1%	18.076	0,1%
Slovaks	19.594	0,1%	17.226	0,1%	13.654	0,1%
Bulgarians	9.851	0,1%	8.025	0,0%	7.336	0,0%
Croats	4.085	0,0 %	6.807	0,0 %	5.408	0,0 %

¹ Source: Romanian National Institute of Statistics.

Greeks	3.940	0,0 %	6.472	0,0 %	3.668	0,0 %
Italians			3.288	0,0%	3.203	0,0%
Jews	8.955	0,0 %	5.785	0,0 %	3.271	0,0 %
Czechs	5.797	0,0 %	3.941	0,0 %	2.477	0,0 %
Poles	4.232	0,0%	3.559	0,0%	2.543	0,0%
Chinese			2.243	0,0%	2.017	0,0%
Armenians	1.957	0,0%	1.780	0,0%	1.361	0,0%
Csango			1.266	0,0%	1.536	0,0%
Macedonians			695	0,0%	1.264	0,0%
Albanians			477	0,0%		
Rutenians			257	0,0%		
Carashovans			206	0,0 %		
Slovenians			202	0,0%		
Other	8.984	0,0%	13.653	0,0%	18.524	0,10%
Undeclared	766	0,0%	1.941	0,0%		
Unidentified					1,236.810	6,1%
TOTAL	22,810.035	100%	2,276.138	100%	20,121.641	100%

Annex no. 2

THE ETHNO-DEMOGRAPHIC EVOLUTION OF BULGARIA (1992–2011)²

<i>Ethnic groups</i>	<i>Population in 1992</i>	<i>Population percent in 1992</i>	<i>Population in 2001</i>	<i>Population percent in 2001</i>	<i>Population in 2011</i>	<i>Population percent in 2011</i>
Bulgarians	7,271.185	85,7%	6,655.210	83,9%	5,664.624	84,8%
Turks	800.052	9,4%	746.664	9,4%	588.318	8,8%
Gypsies / Roma	313.396	3,7%	370.908	4,7%	325.343	4,9%
Russians	17.139	0,2%	15.595	0,2%	9.978	0,1%
Armenians	13.677	0,2%	10.832	0,1%	6.552	0,1%
Vlachs	5.159	0,1%	10.566	0,1%	3.684	0,1%
Karakachans	5.144	0,1%	4.107	0,1%	2.556	0,0%
Ukrainians	1.864	0,0%	2.489	0,0%	1.789	0,0%
Macedonians	10.803	0,1%	5.071	0,1%	1.654	0,0%
Greeks	4.930	0,1%	3.408	0,0%	1.379	0,0%
Jews	3.461	0,0%	1.363	0,0%	1.162	0,0%

² Source: 6.1 European population committee (The demographic characteristics of the main ethnic/national minorities in Bulgaria) “Council of Europe”;

НАСЕЛЕНИЕ КЪМ 01.03.2001 Г. ПО ОБЛАСТИ И ЕТНИЧЕСКА ГРУПА (Inhabitants as at 01.03.2001 by province and ethnic group). National Statistical Institute of Bulgaria. 1 March 2001;

“Население по местоживеење, възраст и етническа група (Population by place of residence, age and ethnic group)”. NSI. 2011.

Romanians	2.491	0,0%	1.088	0,0%	891	0,0%
Tatars	4.515	0,1%	1.803	0,0%		
Gagauz	1.478	0,0%	540	0,0%		
Other	23.542	0,3%	12.342	0,2%	19.659	0,3%
Undeclared	8.481	0,1%	86.915	1,1%	736.981	10%
TOTAL	8,487.317	100%	7,932.984	100%	7,364.570	100%

Annex no. 3

THE ETHNIC, LINGUISTIC, AND RELIGIOUS IDENTITY IN ROMANIA (2011)

ETHNIC GROUP	POPULATION	MATERNAL LANGUAGE SPEAKERS	RELIGION ADHERENTS
Romanians	16,792.868	Romanian (16,771.897) Hungarian (14,128) Ukrainian (1504) German (1389) Romani (897)	Orthodox (15,730.426) Roman-Catholic (297,246) Pentecostal (276,678) Greek Catholic (124,563) Baptist (90,412) Seventh-Day Adventist (64,473) Jehovah Witness (35,477) Christian Evangelical (36,805) Reformat (19,802) Ancient-Rite Orthodox (13667) Evangelical (10,495) Muslim (6281) Orthodox Serbian (2591) Lutheran Evangelical (1970) Augustana Evangelical (1505) Unitarian (1044) Mosaic (931)
Hungarians	1,227.623	Hungarian (1,206.264) Romanian (20,706)	Reformat (563,611) Roman-Catholic (500,444) Unitarian (55,794) Orthodox (26,009) Greek Catholic (16,144) Lutheran Evangelical (12,431) Baptist (12,408) Jehovah Witness (11,322) Seventh-Day Adventist (7985) Pentecostal (6430) Christian Evangelical (1953) Evangelical (1492) Augustana Evangelical (778)

Gypsies / Roma	621,573	Romanian (342,674) Romani (244,503) Hungarian (32,777) Turkish (1127)	Orthodox (474,603) Pentecostal (71,262) Roman Catholic (20,821) Reformat (16,487) Baptist (8815) Seventh-Day Adventist (6793) Greek Catholic (6511) Muslim (3356) Christian Evangelical (2973) Jehovah Witness (1818) Evangelical (871) Unitarian (796)
Ukrainians	50,920	Ukrainian (47,357) Romanian (3307)	Orthodox (39,146) Pentecostal (6403) Greek Catholic (1204) Seventh-Day Adventist (1295) Jehovah Witness (850) Ancient-Rite Orthodox (651)
Germans	36,042	German (24,549) Romanian (6075) Hungarian (5279)	Roman-Catholic (21,324) Augustana Evangelical (2893) Evangelical (2335) Lutheran Evangelical (3221) Greek Catholic (858)
Turks	27,698	Turkish (23,710) Romanian (3919)	Muslim (26,903)
Russian-Lipovani	23,487	Russian (18,121) Romanian (5340)	Ancient-Rite Orthodox (17,267) Orthodox (5840)
Tatars	20,282	Tatar (17,495) Romanian (2564)	Muslim (20,060)
Serbians	18,076	Serbian (16,329) Romanian (1666)	Orthodox Serbian (11,112) Orthodox (6007)
Slovaks	13,654	Slovak (12,574) Romanian (944)	Roman-Catholic (9250) Lutheran Evangelical (2422)
Bulgarians	7 336	Bulgarian (6335) Romanian (944)	Roman-Catholic (4840) Orthodox (2079)
Croats	5 408	Croatian (5056)	Roman-Catholic (5283)
Greeks	3 668	Greek (2460) Romanian (1172)	Orthodox (3440)
Jews	3 271	Romanian (2180) Yiddish (572)	Mosaic (2371)
Italians	3 203	Italian (2813) Romanian (346)	Roman-Catholic (2451)
Czechs	2 477	Czech (2122) Romanian (299)	Roman-Catholic (2103)
Poles	2 543	Polish (2007) Romanian (495)	Roman-Catholic (2315)
Chinese	2 017	Chinese (2007)	“Other religion” (1203)
Csango	1 536	Romanian (709) Hungarian (390)	Roman-Catholic (1054)

Armenians	1 361	Armenian (705) Romanian (578)	Orthodox (974) Armenian Apostolic (212)
Macedonians	1 264	Romanian (555) Macedonian (697)	Orthodox (1221)
Others	18,524	Romanian (3153)	Muslim (6906) Orthodox (4669) Roman-Catholic (2367) "Other religion" (1845)
Undetermined	1,236.810	Romanian (6693)	Orthodox (7359)

Annex no. 4

THE ETHNIC, LINGUISTIC, AND RELIGIOUS IDENTITY IN BULGARIA (2011)

ETHNIC GROUP	POPULATION	MATERNAL MAIN LANGUAGE SPEAKERS	RELIGION ADHERENTS
Bulgarians	5,604.300	Bulgarian (5,571.049) Turkish (15.959) Romani (7.528) Other language (7.511)	Orthodox (4,240.422) Muslim (67.350) Roman Catholic (43.985) Protestant Christian (36.613)
Turks	585.024	Turkish (564.858) Bulgarian (18.975) Romani (549)	Sunni Muslim (420.816) Shiite Muslim (21.610)
Gypsies / Roma	320.761	Romani (272.710) Bulgarian (24.033) Turkish (21.440) Other language (1.905)	Orthodox (84.867) Muslim (42.201) Protestant Christian (23.289)
Russians	9.868	Russian (9.556)	
Armenians	6 360	Armenian (5.235)	
Vlachs	3 598	Romanian (1.964) Vlach (1.462)	
Karakachans	2.511	Greek (1.479)	
Ukrainians	1.763	Ukrainians (1.279)	
Macedonians	1.609	Macedonian (1.163)	
Greeks	1.356	Greek (1.237)	
Jews	1.130	Bulgarian (897)	
Romanians	866	Romanian (822)	
Others	19.260	Bulgarian (7.390)	
Undetermined	53.107	Bulgarian (6.976)	

NARAȚIUNI IDENTITARE ÎN REPUBLICA MOLDOVA. *GRAFFITI-URILE DIN CHIȘINĂU*

LUCIAN-ȘTEFAN DUMITRESCU*
NICOLAE ȚÎBRIGAN**

ABSTRACT

IDENTITY NARRATIVES IN THE GRAFFITIS IN CHIȘINĂU

The post-Soviet history of Republic of Moldova is tantamount to the history of Chișinău. With almost 800 600 inhabitants, that is 22 percent of the total population of the Republic of Moldova, the city of Chișinău stands out not only as the major urban contributor to Republic of Moldova's economy (almost 60 percent of the GDP), but also as the site of the most intense symbolic clashes and protest marches, the latter being organized by both political parties and retired people, war veterans, public clerks, journalists, students etc. However, the most prominent clashes, that have shaped the city of Chișinău in a particular way from an architectural perspective, are the identity ones. Starting with the "Twitter Revolution" (April 7–9, 2009) one could easily notice that the "identity battle" has reached a new level: from a collective and public level, coordinated by the state, to an individual level. This individual level, with collective reach and underground characteristics, is expressed by the graffiti messages. We argue that once the parades are over, fanfare silences, and public celebrations come to an end the graffiti message still keeps on the public agenda the following identity dilemma: "Who are we?"

Trying to answer this question, we have focused our research on the otherness pictured by the graffiti messages in Chișinău. We have strived to find out how the identity borders drawn through public discourses over the last twenty years in the Republic of Moldova have influenced the art of unknown public artists. In doing so, we have examined the three main identity narratives articulated in the Republic of Moldova since 1991 with a focus on power mechanisms employed in order to engender identity strategies. Then, employing a processual approach to culture, we have captured the way that public identity discourses imprint on the graffiti messages.

Keywords: identity battles, borders, identity narratives, strategic identity, graffiti message.

* Institutul de Sociologie al Academiei Române; e-mail: dulust@gmail.com.

** Institutul de Științe Politice și Relații Internaționale al Academiei Române; e-mail: ntibrigan@gmail.com.

INTRODUCERE

Articolul nostru reliefează modul în care granițele identitare trasate de felurile identități strategice arborate de elita politică a Republicii Moldova din 1991 încoace sunt reflectate de *graffiti*-urile cu încărcătură identitară din Chișinău. Reprezentativitatea Chișinăului pentru avatarurile identitare produse în R. Moldova după 1991 derivă din cel puțin două motive. În primul rând, urbea găzduiește aproximativ un sfert din populația țării¹, iar în al doilea rând, reprezintă spațiul unei confruntări identitare intense, așa cum reiese din numeroasele *graffiti*-uri cu încărcătură simbolică pe care observatorul le întâlnește atât în punctele centrale ale orașului, cât și la periferie. Abordarea noastră este una specifică antropologiei vizuale. Este vorba de observare participativă întinsă pe durata unei șederi de câteva zile în Chișinău, răstimp în care am fotografiat *graffiti*-urile cu semnificații identitare, unele dintre acestea fiind reproduse și în studiul de față. Ca structură, articolul conține câteva incursiuni în perioada de tranziție a Republicii Moldova prin prisma a trei doctrine identitare antiunioniste promovate de cei trei președinți, precum și aspecte teoretice privind identitatea și granițele identitare dezbătute din ce în ce mai intens pe fondul resurecției mișcărilor etnice din fostul bloc comunist. În ultimele capitole ne propunem să abordăm într-un mod exhaustiv construcția și evoluția discursului moldovenist prin prisma granițelor identitare trasate cu ajutorul *spray*-ului pentru *graffiti*.

IDENTITĂȚI STRATEGICE ANTIUNIONISTE

Noutatea adusă de direcția constructivismului social în câmpul relațiilor internaționale se referă la percepția elitei, o variabilă luată în calcul și de linia realismului neoclasic ce recalibrează determinismul excesiv propus de realism și neorealism în explicarea comportamentului statelor. Modul în care elita percepe ambientul internațional are o importanță covârșitoare asupra articulării strategiei de securitate a unui stat. Conexiunea dintre percepția elitei și elaborarea strategiei de securitate e pusă în valoare de Stanislav Secrieru printr-o formulă conceptuală interesantă, aceea de *identitate strategică*. „Prin «*identitate strategică*» înțeleg viziunea asumată de elite (populația o percepe ulterior ca idee națională) cu privire la forma pe care trebuie să o ia sistemul politic și economic, precum și principalele amenințări la adresa securității, potențialii rivali și aliați și marea strategie de urmat (great strategy) pe arena internațională, în vederea asigurării locului și rolului țării în sistemul internațional (...)»². Tocmai asupra acestei viziuni asumate

¹ Mai exact, 22%.

² Stanislav Secrieru, *Rusia după imperiu: între putere regională și custode global*, Iași, Editura Institutul European, 2008, p. 41.

de elită ne concentrăm și noi atenția în prima parte a studiului. În linii mari, din 1991 și până în prezent, s-au cristalizat trei identități strategice majore în R. Moldova. Este vorba despre doctrina Snegur, doctrina Voronin și doctrina Ghimpu³.

Doctrina Snegur începe să se cristalizeze în 1994, când, cu prilejul Congresului „Casa Noastră – R. Moldova”, Snegur făcea două anunțuri importante. Primul dintre acestea era geopolitic și viza direcția centrală a politicii externe a R. Moldova. Că Moldova o cotea din nou spre Est nu era o noutate, din moment ce la Alma-Ata, în decembrie 1991, Snegur parafase acordul prin care R. Moldova devenea parte componentă a CSI. Surprinzătoare a fost mai degrabă puținătatea acțiunilor politice și economice demarate de București după 1989 pentru a aduce R. Moldova în sfera sa de influență. Snegur pricepuse că atracția geopolitică exercitată de București, un centru de putere relativ slab, și atunci, ca și acum, era insuficientă pentru a învinge forțele centrifuge diseminate de Moscova. În privința celui alt anunț, acesta venea în completarea primului. Fiindcă perioada propice⁴ reunificării trecuse, Mircea Snegur alegea varianta „neunificării”. Era afirmată existența unei națiuni comune, cea română, dar totodată și necesitatea prezenței a două state distincte. Într-un cuvânt, Snegur avansa viziunea „o națiune, două state”. Șansele ca România să fi urmat formula germană și să se fi reunit cu R. Moldova în teribila perioadă de interregnum încercată de Federația Rusă între 1991–1998 n-au existat în realitate. Motivul e banal. România a fost singura țară membră a fostului bloc de la Varșovia, care, în debutul anilor '90, a acceptat doctrina Kviținski-Falin, ce sugera foștilor sateliți ai Moscovei să nu denunțe tratatele încheiate cu Uniunea Sovietică. În semn de bună creștere sau de bunăcuviință geopolitică, elita politică de la București și-a exprimat acordul pentru codificarea legăturilor politice dintre București și Moscova din perioada sovietică într-un nou tratat de prietenie, ce n-a avut însă viață lungă, din pricina demantelării Uniunii Sovietice în decembrie 1991⁵. Acordul fusese parafat de Ion Iliescu încă din luna aprilie a anului 1991 și prevedea ca România să nu se angajeze în nicio alianță politico-militară de natură să aducă atingere intereselor URSS, care urma să răspundă cu aceeași monedă. După ce se angajaseră *de facto* să nu aducă atingere intereselor strategice ale

³ Ca să scăpăm de conceptualizarea un pic pompoasă a lui Stanislav Secieru, aceea de identitate strategică, noi am ales să distilăm conexiunea existentă între percepția elitei și strategia de securitate a unui stat în ideea de doctrină. Doctrinile în discuție sunt veritabile doctrine de securitate, întrucât percepția elitei a fost influențată mai ales de configurația de putere din câmpul relațiilor internaționale și de felul în care această distribuție a puterii s-a răsfrânt asupra traseelor de politică externă a R. Moldova.

⁴ Aici este de discutat dacă slăbiciunea Federației Ruse după momentul Belovejia a constituit într-adevăr o oportunitate pentru ca Prutul să redevină un râu interior al României. Motivul e acela că statura geopolitică a României depinde foarte puțin de vulnerabilitățile Rusiei și foarte mult de carențele administrative ale statului român, de băgănelile strategice ale elitei politice de la București, dar și de detenta celorlalte centre de putere din sfera politicii regionale și internaționale.

⁵ Vezi Janusz Bugajski, *Pacea Rece. Noul Imperialism al Rusiei*, București, Editura Casa Radio, 2005, p. 284.

URSS, liderii de la București doar au mimat interesul pentru R. Moldova. Răspunsul elitei politice de la Chișinău a fost unul pe măsură. În decembrie 1991, Mircea Snegur semna la Alma-Ata tratatul de intrare a R. Moldova în CSI, eveniment geopolitic survenind la doar câteva luni după declararea independenței de stat. R. Moldova revenea astfel la statutul de gubernie, după o scurtă perioadă de libertate formală. Dacă răspunsul elitei politice de la Chișinău a fost pragmatic, răspunsul elitei culturale a fost însă unul plin de amărăciune. „Autoritățile române au proiectat o viziune romantică și idealistă asupra teritoriului din stânga Prutului, folosind o sumă de presupoziii lirice pe post de certitudini. Ele au considerat, de pildă, că un bust pe Aleea Clasicilor din Chișinău, niște plăcuțe memoriale, câteva loturi de carte (...) vor asigura joncțiunea mult visată a celor două maluri. Magică viziune!”⁶. În realitate, prin dorința de a îmbrățișa doctrina Kviținski-Falin, autoritățile de la București au dovedit că n-au nicio viziune în privința R. Moldova, pe care o lăsau pe mai departe în „grija” Moscovei.

Cătălina Zgureanu-Gurăgață a monitorizat transformările doctrinei Snegur, ce trecea rapid de la varianta inițială „o națiune, două state” la varianta „două națiuni, două state”, adică în imediata vecinătate ideologică a *doctrinei Voronin*. Snegur afirma încă din 1994 că „moldovenii sunt un neam și, deci, o națiune aparte de națiunea română”⁷. Practic, între această formă a doctrinei Snegur și doctrina Voronin, respectiv „două state, două națiuni”, nu există, pe fond, nicio diferență notabilă. Diferențele țin doar de formă și de context, în sensul că doctrina Snegur n-a avut ca fundament un document programatic de tipul *Concepția politicii naționale de stat a Republicii Moldova* și nici un fundal internațional, cu o Federație Rusă aflată, în 2005, în plin proces de resurrecție geopolitică, în vecinătatea apropiată, adică în toate fostele republici sovietice. Asupra doctrinei Voronin, cu un impact deosebit asupra proceselor de identificare din R. Moldova, revenim în avalul textului, dar, în esență, este vorba despre afirmarea unui protocronism instituțional moldovenesc, ce afirmă misiunea civilizatoare a statului moldovean la gurile Dunării și pe litoralul vestic al Mării Negre. Astfel, poporul unic al moldovenilor ar fi arhitect de statalitate în arealul dintre Nistru și Prut încă din secolul al XIV-lea, formulă politică transferată ulterior pe actualul teritoriu al României. E indubitabil că România a împrumutat atât matricea statului premodern, cât și pe a celui modern, dar să afirmi că aceasta a fost forțată și exportată în arealul românesc de un centru de putere aflat între Prut și Nistru, care devine astfel sursa instituțională a românismului, e ca și cum ai spune că Imperiul Roman a avut capitala la Sarmisegetusa, unde Romulus și Remus erau de fapt Burebista și Decebal. Suntem însă mai puțin interesați, în această fază a articolului,

⁶ Vitalie Ciobanu, *Anatomia unui faliment geopolitic: Republica Moldova*, Iași, Editura Polirom, 2005, p. 389.

⁷ Nicolae Cojocaru, „Renașterea națională, suveranitatea și independența în corelația lor”, în „Revista de filozofie și drept”, 2–3 (115–116), p. 23, *apud* Monica Heintz, *Stat slab, cetățenie incertă*, București, Editura Curtea Veche, 2007, p. 67.

de exagerările ce formează corpul doctrinar al moldovenismului și mai mult de decriptarea mecanismelor de putere aflate în spatele acestei construcții identitare, precum și de ecourile identitare ale „etnogenezei” moldoveniste în arta urbană din Chișinău.

Doctrina Ghimpu resetează cursul geopolitic impus R. Moldova de doctrina Voronin, pentru a valoriza axa Chișinău-Bruxelles. Dar, dincolo de așezarea R. Moldova pe un făgaș geopolitic nou, doctrina Ghimpu valorifică un palier important al proiectului moldovenist, respectiv neatârarea față de România. Fără să redeschidă dosarul unionist, *nation rebuilding*-ul elitei proeuropene doar schimbă accentele discuției identitare dinspre zona culturală spre zona politică. Cu alte cuvinte, nu etnia sau limba reprezintă elementele diferențiatore dintre cele două națiuni, ci mai degrabă cetățenia și statalitatea. Astfel, în vreme ce *nation building*-ul elitei promoscovite apăsă pe retorica naționalismului etnocultural, *nation building*-ul elitei prooccidentale adoptă mai curând discursul civic și corolarul acestuia: unirea cu România sub cupola politică a Uniunii Europene. Doctrina Ghimpu scapă din vedere discrepanțele de putere din peisajul instituțional european și idiosincrazia Bruxellesului, ca centru de putere, față de orice centre de putere alternative în spațiul Uniunii Europene, cele mai proeminente fiind, bineînțeles, statele naționale. De ce un Bruxelles care militează pentru „mai multă Europă”, respectiv o ranforsare politică a instituțiilor europene, ar dori un centru de putere solid la gurile Dunării?

IDENTITATE, IDENTIFICARE, GRANIȚE

Încă din debutul anilor '80, John A. Armstrong, care relua tezele lui Fredrik Barth, accentua importanța granițelor pentru dezbateră identitară. Spre deosebire de perspectivele romantice, care căutau esențele tari, imuabile, ale națiunilor, plecând de la premisa că grupurile etnice au o ființă proprie, decelabilă prin studiul limbii, perspectivele antropologice asupra identității s-au îndepărtat de ideea „sufletului național”, pentru a se concentra asupra rolului granițelor în determinarea configurațiilor identitare. Constatărea vremii a fost aceea că, din moment ce granițele identitare sunt în permanent flux, ca urmare a faptului că instituția care le trasează se află în permanent proces de adaptare la realitățile mediului intern și internațional, identitățile nu sunt stabile, deși ele sunt făcute să pară astfel, adică „naturale”, „date”, „predeterminate”, prin mecanismele de putere ce permit instituțiilor să-și sacralizeze atributele identitare. O a doua constatare era aceea că identitățile sunt întotdeauna antitetice, construite, cu alte cuvinte, în raport de o alteritate, prin departajare de un „străin”. Cum granițele sunt cele care fac diferența dintre „localnici” și „străini”, în centrul studiilor identitare erau dispuse mecanismele prin care grupurile etnice excludeau și includeau pentru a-și menține specificul. În acest context, identificarea, definirea și, concomitent, excluderea unei alterități căpăta o importanță covârșitoare pentru studiile identitare.

Iver Neumann inventariază căile de studiere a identității și constată existența a patru modalități. Este vorba de direcția etnografică, perspectiva psihologică, tronsonul filosofiei continentale și, în fine, direcția poststructuralistă, pe care o denumește, cu referire la Mihail Bahtin, „excursul estic”⁸. Direcția etnografică îl are pe Fredrik Barth ca deschizător de drumuri. Antropologul norvegian constata în anii '60 că ceea ce asigura reproducerea grupurilor etnice erau tocmai frontierele identitare și modul în care acestea erau ranforsate prin practici politice și simbolice specifice. Pentru direcția etnografică deci, studiul identității are ca punct de plecare identificarea elementului central ce separă două grupuri etnice. Acesta este de altfel și punctul de interes al prezentului articol. *Care sunt factorii identitari specifici, valorificați de moldovenism în asamblarea unei identități colective, distinctă de cea românească, o identitate de natură să susțină doctrina Voronin, respectiv „două națiuni, două state”?* Tronsonul psihologic pune accentul pe prototipie. Așa cum caracterizează obiectele, indivizii încadrează și grupurile sociale cu ajutorul prototipiilor ce abundă de regulă în stereotipuri. „Excursul oriental”, ce are ca propulsie filosofică dialogismul lui Bahtin, pleacă de la premisa că alteritatea nu este ruptă de identitatea unui grup social; și că aparenta diferență este o invitație la dialog și la armonizarea fizionomiei identitare. Într-un cuvânt, alteritatea este ea însăși parte constitutivă a identității unui grup social. De la stigmatizarea alterității se ajunge astfel la integrarea acesteia în formula identitară a unui grup social, motiv pentru care dialogismul marchează trecerea de la identitățile exclusive la cele inclusive. Rămâne însă chestiunea granițelor identitare care, într-adevăr, includ, dar care, concomitent, și exclud. Dincolo de acest aspect, și anume cât exclud și cât includ granițele identitare, rămâne faptul că pentru tronsonul etnografic identitățile nu sunt fixe, ca urmare a fluctuațiilor existente în privința granițelor identitare. În acest condiții, identitățile sunt mai degrabă aidoma unor verbe și mai puțin aidoma unor substantive, ca să folosim o expresie a lui Baumann. Acesta este motivul pentru care vorbim mai degrabă despre identificare și mai puțin despre identitate. „Identificarea se referă atât la ceea ce cineva nu este cât și la ceea ce cineva este. Identitatea grupului nu se poate imagina fără o alteritate în raport cu care sinele grupului să se poată diferenția”⁹. Despre identitate discutăm deci dacă angajăm o viziune esențialistă asupra culturii, despre identificare dacă înțelegem cultura într-o manieră procesualistă. În realitatea socială însă, sensul culturii, ca de altfel și al identității, se află pe acest continuum, adică între polul esențialist și cel procesualist. Dar, pentru că orice instituție este interesată de asigurarea ordinii sociale, aspect care implică și un proces de stabilizare sistematică a identităților, viziunile procesualiste ale culturii sunt mai puțin activate în construcțiile identitare. Într-un cuvânt, instituțiile diseminează o viziune mai degrabă esențialistă asupra culturii, motiv pentru care identitățile par stabile și imuabile pentru marea majoritate a membrilor unui grup social.

⁸ Iver Neumann, *Uses of the Other. “The East” in European Identity Formation*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1993.

⁹ *Op. cit.*, p. 148.

E aspectul pe care se fac că nu-l înțeleg susținătorii constructivismului social. În scrierea acestui material stăm, la rândul-ne, în același „cadru paradigmatic”. Dar, spre deosebire de susținătorii fervenți ai acestui tronson paradigmatic, noi îi știm limitele. Când ne referim la limite, trimitem la ceea ce George Schöpflin numește „dilema lui Durkheim”. Susținătorii constructivismului social pleacă de la premisa că instituțiile sociale sunt construite sau inventate, aspect cu care suntem și noi de acord. Dar prelungirea acestei asumptii, deși este logică, apare ca utopică la nivel social. Constructiviștii afirmă deci că, din moment ce totul este construit, totul poate fi deconstruit. Aici intervine „dilema lui Durkheim”. „Odată ce o societate a acceptat ceva – un fapt, un proces, un postulat, un fenomen – ca adevărat, va continua să-l perceapă astfel chiar și după o deconstrucție persistentă. Odată ce ancorarea a avut loc, procesele de deconstrucție, denudare, transgresare ori descentrare, indiferent de intensitatea acestora, nu vor reuși să facă diferența, cu excepția faptului că vor induce un sentiment de insecuritate în cadrul colectivității supuse proceselor de deconstrucție, aspect care va conduce la un proces de reconstrucție”¹⁰. De ce este atât de greu să deconstruiești un fapt social? Cât de mare poate să fie inerția socială a anumitor reziduuri sociale (orizonturi de așteptare, automatisme comportamentale)? Răspunsul este facil și este oferit tot de George Schöpflin. Politologul maghiar pornește de la concluzia propusă de Mircea Eliade în *Mitul eternei reîntoarceri*. Toate comunitățile umane urmăresc ordinea și coerența. „Societățile caută stabilitatea care le garantează predictibilitatea și absența fricii”¹¹. Absența stabilității sociale, manifestată în bulversarea rutinei sociale, provoacă o angoasă teribilă. Tocmai acesta e și motivul pentru care, în situațiile de criză, când acțiunea socială este prin definiție impredictibilă, iar insecuritatea ontologică atinge cote înalte, proliferază ideologiile cu vector comunitar. Noul referențial colectiv are rostul de a reface sita simbolică de interpretare a unei lumi complexe, ca urmare a faptului că vechiul model de deciptare a lumii s-a prăbușit, laolaltă cu postamentul instituțional care îl susținea. Schöpflin observă că grilele de lectură propuse de cadrul instituțional membrilor unei societăți se schimbă constant, întrucât instituțiile¹² sunt obligate să se reinventeze în raport cu schimbările economice, politice și juridice diseminate de un centru de putere cu anvergură regională sau globală. Pentru ca ordinea socială să nu fie bulversată, e de preferat ca schimbarea proiecției ideologice a instituțiilor să nu fie brutală, adică prea îndepărtată de matricea simbolică în raport cu care membrii unei societăți fuseseră socializați politic.

Coerența sau ordinea socială este rezultatul unui proces sistematic de reproducere culturală în cadrul căruia sunt forjate, întreținute și redefinite structurile de plauzibilitate ale unei societăți. Prin structuri de plauzibilitate, termen

¹⁰ George Schöpflin, *Politics, Illusions, Fallacies*, Talin, TLU Press, 2012, p. 19.

¹¹ *Op. cit.*, p. 235.

¹² Avantajul este al instituțiilor care inițiază schimbarea și care au și capacitatea de a impune noi *input*-uri valorice.

ce apare la Berger în *Construirea socială a realității*¹³, înțelegem instituții, organizații, proceduri și sisteme de credințe, de regulă cu alură transcendentă. Este vorba, cu alte cuvinte, despre plasa de simboluri și înțelesuri manufacturată de un cadru instituțional și întinsă ulterior asupra membrilor unei societăți, o plasă de simboluri și înțelesuri fără de care lumea nu ar primi tălmăcirea dorită de respectivul angrenaj instituțional. Într-un cuvânt, structurile de plauzibilitate formale sunt narațiunile politice prin care un centru de putere se legitimează. Ceea ce reușesc să facă aceste structuri de plauzibilitate este să transforme reperele inventate ale unei orânduiri politice în ceea ce indivizii percep ca „normal”, „natural”, „sacru”, „organic” etc. Când structurile de plauzibilitate devin hegemonice, atunci fundațiile unei ordini politice sunt în afara oricărei discuții. Acesta este pericolul ce păste o comunitate ale cărei granițe simbolice devin complet ermetice, ca urmare a faptului că instituțiile politice ce o gospodăresc au devenit totalitare. Adică au reușit să blocheze gurile de aerisire simbolice, tipice pentru orice graniță identitară, cu consecința retezării schimbului de informație identitară dintre exterior și interior. Structurile de plauzibilitate exclud valorile și practicile sociale considerate în dezacord cu sâmburele metafizic al construcției instituțional-identitare preeminent. De regulă, acest sâmbure metafizic pe care stă un întreg corp instituțional este un mod particular de înțelegere a omului. În spatele oricărei structuri de plauzibilitate se află deci relații de putere, prin putere înțelegându-se capacitatea unei instituții de a produce opoziții binare, respectiv polarități, în raport cu care își ordonează ambientul.

Deosebirea prezentă în binomul identitate-identificare, pedalând mai departe pe o perspectivă antinomică, este aceea dintre o perspectivă fundaționalistă și una non-fundaționalistă asupra culturii. Prin urmare, în centrul oricărei dezbateri despre identitate-identificare se află sensul pe care îl dăm culturii. Gerd Baumann¹⁴ remarcă aici diferența dintre *sensul esențialist al culturii*, situația în care cultura apare ca fiind naturală, imuabilă și eternă, în pofida ambiguității culturale, și *sensul procesualist al culturii*, potrivit căruia absolutul culturii poate fi relativizat, în interacțiunea cotidiană, în funcție de interes. Esențializarea neîncetată a culturii, mai ales în mass-media și în discursul politicienilor, transformă o realitate relativă într-una absolută. Cu toate acestea, cultura înțeleasă ca fiind monolitică și absolută este parte a realității sociale, a felului în care cetățenii unei unități politice își definesc lumea și viața. Bagatelizarea viziunii esențialiste livrate de informatori este probabil cea mai importantă eroare pe care o poate comite cercetătorul din câmpul științelor sociale. Acesta este obligat să traducă cristalizarea acestor perspective absolute asupra culturii, susținute, pe de o parte, de capacitatea instituțiilor politice de a defini ordinea, iar pe de altă parte, de nevoia de securitate și coerență a tuturor comunităților umane. Viziunile esențialiste asupra culturii

¹³ Peter L. Berger, Thomas Luckman, *Construcția socială a realității*, București, Editura Art, 2008.

¹⁴ Gerd Baumann, *The Multicultural Riddle. Rethinking National, Ethnic and Religious Identities*, London, Routledge, 1999.

servesc tocmai acestor nevoi de securitate culturală. Interesant în viziunea lui Baumann este faptul că realitatea culturală de zi cu zi presupune împletirea celor două perspective, esențialistă și procesualistă, asupra culturii. Consecința este competența dublu discursivă, adică o înțelegere variabilă a culturii, ce culisează permanent între un sens absolut și unul relativ. „Sunt țeluri pe care cineva le poate atinge doar reificând diferențele culturale. Simultan, sunt obiective pentru atingerea cărora cineva trebuie să se înțeleagă cu ceilalți, iar acest lucru este cel mai bine înfăptuit prin interogarea și relativizarea granițelor culturale reificate”¹⁵.

Cât privește granițele, prezumtivul caracter pernicios al acestora este sistematic evidențiat de discursurile universaliste. Dar granițele nu sunt nocive *per se*, fiindcă fără granițe coerența socială ar fi bulversată. Mai precis, producția simbolică ce asigură reproducerea culturală, și astfel, ordinea socială, ar fi periclitată în absența granițelor. Fără granițe ar dispărea alteritatea, adică acel ingredient necesar, nu întotdeauna și suficient, al identităților colective. „Granițele sunt un mecanism esențial pentru definirea cuiva în așa fel încât acesta să poată înțelege cine nu este”¹⁶. Deci nu granițele sunt nocive. Nociv poate fi ceea ce includ și exclud granițele. Cum instituirea granițelor este fundamentală pentru definirea alterității, iar alteritatea este un element esențial al identității colective, mecanismele de control și de protecție a granițelor sunt extrem de importante. O colectivitate lipsită de granițe culturale, adică o colectivitate ce nu are capacitatea politică de a-și fixa alteritatea culturală, se află în pragul imploziei identitare. Schöpflin constată că orice lucru poate să fie transformat în graniță. Definirea alterității poate să înceapă de la portul popular și poate să ajungă până la un mod specific de a prepara hrana ori până la coduri de dietă particulare. În modernitate însă, cel mai des întâlnită graniță identitară a fost limba. Pentru a se deosebi de sârbi după războaiele teribile din anii '90, croații au introdus un vocabular diferit, deși, din punct de vedere lingvistic, nu există diferențe între sârbă și croată. Dar fundalul cultural este distinct, ne referim mai ales la structura religioasă, iar noul vocabular a consolidat identitatea croată.

Un alt element cultural de ranforsare a granițelor dintre colectivitățile umane, dincolo de limbă, este istoria. Și, pentru că punctul de interes îl constituie frontierele modernității, este vorba, firește, despre istoria națională. E deja un fenomen universal ca regimuri politice cu propulsii ideologice distincte să utilizeze istoria, de cele mai multe ori într-o manieră frauduloasă, pentru a se legitima. Istoria este deci un element fundamental al oricărui eșafodaj identitar. Istoria, și ne referim aici mai ales la istoria glorioasă, conferă valoare morală unei comunități umane, mai ales în interacțiunile acesteia cu comunitățile umane limitrofe, dar și în general. În modernitate, instrumentul central al războiului este statul. În premodernitate însă, statele erau sinonime cu persoana regelui, pentru Occident, ori

¹⁵ *Op. cit.*, p. 132–133.

¹⁶ George Schöpflin, *The Dilemmas of Identity*, Talin, TLU Press, 2010, p. 63.

a lui Vodă, pentru Orient. Personalitățile politice cu care se confunda statul înainte de Revoluția Franceză aveau să devină „campionii” istoriilor naționale, chiar dacă, mai ales pentru provinciile aflate cândva în periferia imperiilor, dar devenite ulterior națiuni de sine-stătătoare, statele aflate în spatele eroilor naționali erau mai degrabă inexistente din punct de vedere administrativ. Eroii, victoriile obținute de aceștia, perioadele de aur și, nu în ultimul rând, vechimea și eficiența administrativă a statalității, sunt elemente centrale ale oricărei mitologii naționale. Acolo unde mitologiile naționale sunt fie austere, fie deconstruite rapid și sever, statura morală a respectivei comunități umane se diminuează. De ce? Pentru că istoria, și astfel identitatea vecinilor, este mai bine precizată. O dispută istorică elocventă în acest sens este cea dintre români și maghiari în privința Transilvaniei. Românii susțin că se aflau în Transilvania când au sosit maghiarii în zonă, argumentul fiind deci vechimea, dar și majoritatea demografică. Maghiarii susțin că românii din Transilvania nu aveau statalitate și le lipsea astfel vectorul civilizator. Care națiune e „mai unică” în aceste circumstanțe și, prin urmare, care are mai multă valoare morală? Comunitatea umană ce invocă argumentul vechimii și pe cel al preponderenței demografice ori aceea care oferă argumentul statalității, chiar dacă statalitatea nu era o creație maghiară, ci un element instituțional împrumutat de la Biserica Catolică? La o întrebare cu încărcătură identitară răspunsul e juridic-administrativ. Istoria însă, și ne referim la istoria glorioasă, alături de limba distinctă sunt elemente centrale ale oricărei formule identitare.

Deci rostul frontierelor este acela de a proteja semnificațiile colective. Marea majoritate a miturilor emancipatoare au ținut tocmai anihilarea frontierelor. Dar practica socială a dovedit că, atunci când granițele sunt demantelate, se dezvoltă rapid o cultură de insecuritate, cu sentimente de teamă și neajutorare, împărtășite de majoritatea membrilor unui grup social. În cazurile extreme, anihilarea frontierelor identitare ocazională o rezistență acerbă din partea comunității, membrii acesteia esențializând granițele identitare, care, într-adevăr, sunt construite, dar sunt departe de a fi și arbitrarii. În situația în care o colectivitate nu reușește să-și conserve granițele identitare, atunci procesul de intrare și ieșire din comunitate va fi facil. Cu alte cuvinte, costurile părăsirii comunității vor fi minime. Aceasta este situația în care atractivitatea unei comunități dispare sau, oricum, devine puțin importantă în raport cu comunitățile relativ închise, în cadrul cărora se intră cu costuri mari, ce implică însă și o serie de beneficii.

CONSTRUCȚIA IDENTITĂȚII MOLDOVENEȘTI

Cum niciunul dintre discursurile identitare și istorice nu a reușit să învingă până astăzi, iar statul moldovenesc încearcă să mențină soluția de „compromis identitar”, cetățenii moldoveni, mai ales tinerii, sunt confrunțați cu o realitate mixtă și cel puțin derutantă: un stat unde se învață la școală în limba română și se predă o

Istorie a Românilor ce denunță raptul Basarabiei, în timp ce autoritățile celebrează pe 9 mai atât „Ziua Victoriei Uniunii Sovietice”, cât și „Ziua Europei” și unde limba de stat este în continuare cea moldovenească (Art. 13 din Constituția adoptată în 1994), deși pe *site*-urile instituțiilor oficiale denumirea limbii se schimbă în funcție de rezultatele alegerilor, iar 33% din populație este de acord cu afirmația că „Cine vorbește în limba română este român”¹⁷.

Vitalie Ciobanu constată că proclamarea independenței din 1991 a prins Republica Moldova la jumătatea unui parcurs identitar: „între depozitarea ei de identitatea românească (certă) și dobândirea unei noi identități (improbabile)”¹⁸, a identității moldovenești. Certitudinea lui Vitalie Ciobanu, legată de o identitate românească bine cristalizată, e pusă la îndoială de unii comentatori, care folosesc drept argument observația Monicăi Heintz. Ea observă că socializarea politică a statului român interbelic, menită să-i transforme pe țăranii basarabeni în cetățeni români, a fost un proiect eșuat. Rateul e însă facil de explicat, având în vedere, pe de o parte, experiența statalității avută de elitele de la București și anvergura administrativă a Bucureștiului, iar pe de altă parte, presiunile ideologice marcante, exercitate de Moscova, laolaltă cu incursiunile militare sovietice, ce destabilizau o provincie pe care Rusia Țaristă avusese grijă să o imunizeze în raport cu aproape tot ceea ce înseamnă modernizarea, respectiv alfabetizare, urbanizare, industrializare, infrastructură modernă etc. Ca să nu mai vorbim de timpul scurt, mai puțin de un sfert de veac, pentru o socializare politică menită să creeze cetățenii formali ai României Mari. Cât de greu e să transformi membrii unor grupuri religioase în cetățeni a demonstrat și *state-building*-ul american derulat în Irak și în Afganistan în ultimii zece ani. E adevărat, suprafața celor două țări nu se compară cu cea a Basarabiei, după cum nu se compară resursele instituționale ale Bucureștiului interbelic cu cele ale Washingtonului contemporan. Deci, pentru cine analizează cu atenție puterea relativă a statului român interbelic, îndeosebi pe componenta anvergurii și eficienței administrative, eșecul interbelic de a-i transforma pe țăranii basarabeni în cetățeni români nu e deloc surprinzător. Monica Heintz face însă o remarcă importantă. „(...) populația rurală din Basarabia se declară moldovenească nu atât pentru că aderă la doctrina stalinistă a unui popor moldovenesc diferit de cel român, ci din pură lipsă a conștiinței naționale”¹⁹. Nu sunt limpezi „datele” constatării că „populația rurală din Basarabia se declară moldovenească”, dar pe aceeași direcție, a imposibilității actualei formule statale

¹⁷ Vezi raportul integral al Barometrului Social Politic din Republica Moldova, martie 2014 [online]. Disponibil pe: [http://www.timpul.md/articol/\(integral\)-sondaj-topul-increderii-in-politicieni---leanca-41-chirtoaca---39-voronin---38-filat---29-lupu---24-57020.html](http://www.timpul.md/articol/(integral)-sondaj-topul-increderii-in-politicieni---leanca-41-chirtoaca---39-voronin---38-filat---29-lupu---24-57020.html) [Accesat la data de: 08.04.2014].

¹⁸ Vitalie Ciobanu, *Anatomia unui faliment geopolitic: Republica Moldova*, Iași, Editura Polirom, 2005, p. 16.

¹⁹ Monica Heintz, *Stat slab, cetățenie incertă. Studii despre Republica Moldova*, București, Editura Curtea Veche, 2007, p. 16.

din R. Moldova de a construi o conștiință națională moldovenească, marșăm și noi, chiar dacă investigația noastră e una restrânsă, focalizată asupra modului în care identitățile strategice din ultimii ani, cu un spor de atenție acordat doctrinei Voronin, sunt descărcate simbolic în *graffiti*-urile cu încărcătură identitară din Chișinău. Susținerea noastră este că identitatea românească e bine profilată în R. Moldova. Aspectul e vădit chiar de tronsonul identitar al moldovenismului. Cum se poate explica altfel colosalul efort, intelectual, administrativ și politic, de a construi o comunitate politică a cărei principală alteritate este cea românească? Deși, e limpede pentru toată lumea care se uită puțin la structura limbii, că alteritatea „naturală” a proiectului moldovenist e cea rusească și, în general, aceea formată din reperele culturale slave.

Despre o națiune moldovenească în sensul dat de Dominique Schnapper²⁰, acela de „comunitate politică a cetățenilor”, ce transcende clivajele sociale, etnice și religioase, nu se poate vorbi în momentul de față în Republica Moldova. Sensul cetățeniei este doar formal în Republica Moldova, având în vedere calitatea serviciilor publice, cele care, în definitiv, transformă cetățenia dintr-o simplă noțiune juridică într-un habitus politic. Pe fondul rupturii sociale importante, existentă între elite și mase, statul se transformă într-un instrument instituțional abuziv, situație în care cetățenia, înțeleasă drept contractul social dintre stat și individul înzestrat cu drepturi și libertăți politice, implică îndeosebi prestații unilaterale: dinspre cetățean spre stat. Dar precaritatea politicilor redistributive este doar una dintre caracteristicile statului clientelar. Fiindcă, pe lângă aspectul material, reprezentat de calitatea bunurilor publice, cetățenia are și un alt palier, de natură emoțională, materializat în capacitatea statului de a fi sursă de demnitate pentru propriii săi cetățeni. În cazul de față, demnitatea ține atât de oferirea de locuri de muncă remunerate corespunzător calificării deținute, dar și de capacitatea statului de a stabiliza identitățile propriilor cetățeni, de regulă prin narațiuni identitare ce exploatează *input*-urile valorice preexistente, precum limba, istoria, memoria socială, perioadele de aur, eroii etc., dar și prin definirea unei alterități. În raport cu prima componentă a demnității, respectiv capacitatea unui stat de a-și ține cetățenii acasă și de a le oferi locuri de muncă decent remunerate, statalitatea R. Moldova e mai degrabă sursă de ne-demnitate în acest moment. Potrivit lui Florent Parmentier, 84% dintre cetățenii R. Moldova preferă să părăsească țara definitiv sau temporar²¹. Aspectul, notează Florent Parmentier, vădește implicarea slabă a cetățenilor în viața politică a R. Moldova, cetățenii fiind puternic deziluzionați de

²⁰ Vezi Dominique Schnapper, *Community of Citizens. On the Modern Idea of Nationality*, London, Transaction Publishers, 1998.

²¹ Vezi Monica Heintz, *Stat slab, cetățenie incertă. Studii despre Republica Moldova*, București, Curtea Veche Publishing, 2007, p. 38.

ruptura existentă între așteptările profilate în perioada 1989–1991 și performanțele politice și economice foarte slabe ale statului. Referitor la al doilea aspect al demnității, și anume capacitatea statului de a stabiliza identitatea unui corp politic, nici la acest capitol elitele de la Chișinău nu au performat mai eficient.

Sunt limpezi mecanismele de putere prin care s-a încercat trasarea unei granițe identitare între Chișinău și București. Ca de obicei în astfel de situații, accentul a căzut pe trei elemente: limbă, istorie și statalitate. *Concepția politicii naționale de stat a Republicii Moldova*, reazemul ideologic al doctrinei Voronin, susține că limba moldovenească și limba română sunt două limbi distincte. Pentru susținerea acestui idiom fictiv, cel moldovenesc, Vasile Stati a utilizat arhaisme, regionalisme și barbarisme ieșite însă de multă vreme din limba literară. Din *Concepție* reiese totodată că poporul moldovean este arhitectul unei statalități multiseculare. Teza susține că statalitatea Principatului Moldovei, constituită în secolul al XIV-lea și transferată în 1859 statului român, a apărut de fapt între Prut și Nistru, areal cu statut mai degrabă colonial, atât în perioada 1812–1918, cât și în intervalul 1940–1991. Fondatoarea statului este națiunea moldoveană, în vreme ce românii sunt socotiți doar o minoritate. În esență, miza centrală a proiectului moldovenist rezida în perpetuarea confuziei dintre un atribut politic și un atribut etnic. Cetățeanul Republicii Moldova este fie etnic român, fie ucrainean, fie rus, fie bulgar etc. Proiectul moldovenist impune însă echivalența dintre cetățeanul Republicii Moldova și etnicul moldovean.

Moldovenismul poate părea rizibil, întrucât definește România ca alteritate. Dar, din perspectiva strategiei politice, mișcarea e explicabilă, prin aceea că elitele de la Chișinău s-au temut de *soft-power*-ul românesc, care ar fi putut să racordeze conștiința națională a cetățenilor Republicii Moldova la conștiința națională a României²². Numai că grăbirea Unirii n-a fost nici în interesul Bucureștiului și nici în al Chișinăului. Probabil că susținătorii monologiei moldoveniste nu s-au așteptat ca propaganda românească difuzată de București să fie atât de anemică. Dar țelul principal al moldovenismului, realizat până acum, nici nu a fost crearea unei conștiințe moldovenești. Sau, dacă acest ideal a funcționat, el a constituit un țel secundar. Scopul central al moldovenismului a fost însă acela de a hrăni speranța că un centru autonom de putere, care să nu permită transformarea R. Moldova „nici în provincie, dar nici în gubernie”, poate disemina civilizație și prosperitate pentru cetățenii republicii. Numai că acest centru de putere, deși profilat de peste două

²² Dacă lucrurile ar fi stat așa, elitele politice de la Chișinău ar fi rămas fără obiectul muncii, adică fără statul moldovean, un centru de putere extrem de anemic, dar aducător de beneficii pentru elita guvernamentală.

decenii, continua să fie foarte inefficient. Motivul e simplu. Experiențele statalității, avute de elita R. Moldova, s-au derulat „fie în provincie, fie în gubernie”. De regulă, elita cu viziune politică independentă transformă un centru de putere închinat într-unul autonom sau, oricum, într-unul mai puțin dependent. Elita R. Moldova, și ne referim aici mai ales la elita politică, n-a cunoscut niciodată această autonomie, iar consecința firească este statul clientelar contemporan, care, din punctul de vedere al performanței administrative, se delegitimează în fiecare zi.

Există și o altă variantă *soft* a moldovenismului, numită în literatura de specialitate *moldovenismul civic* sau *moldovenismul europenist*²³, al cărei precursor poate fi considerat cel de al doilea președinte al R. Moldova, Petru Lucinschi. Volumul său *Moldova și moldovenii. De ce țara noastră este mereu la răscruce?* reprezintă o hârtie de turnesol a acestui tip de discurs, unde glotonimul de „limbă română” este recunoscut, iar etnicitatea de „român” este pusă între ghilimele, pentru a sublinia „diferența” istorică și culturală dintre cele două maluri ale Prutului: „De ce nu s-au unit? [R. Moldova și România – *n. red.*]. Nu s-au unit, în viziunea mea, în virtutea unor trăsături de caracter, trăsături care s-au permanentizat și sunt viabile și astăzi”²⁴, iar analistul de la Institutul de Politici Publice, Oazu Nantoi, vorbește despre „o națiune civică moldovenească formată din cetățeni de origine etnică română (majoritatea), rusă, ucraineană, găgăuză, bulgară și altele”²⁵. Problema e că până în 2010 această variantă nu s-a bucurat de o popularitate în rândul politicienilor din R. Moldova, mai ales că majoritatea a mizat mai mult pe un tip al naționalismului primordialist (*moldovenismul etnic*), însă după alegerile legislative din noiembrie *moldovenismul civic/europenist* devine din ce în ce mai popular în mediul politic.

Pornind de la premisa că identitatea națională se bazează pe narațiune și discurs, prin intermediul narațiunii formându-se viziunile și atitudinile unei comunități față de propriul prezent și trecut, vom elabora un tabel de clasificare a mesajelor identitare de tip *graffitti* în funcție de atitudinea lor față de componentele-cheie ale identității: comunitatea națională, limbă, istorie și memorie socială, stat, minorități, geopolitică și religie:

²³ Vezi Dan Dungaci, *ZECE trăsături ale moldovenismului europenist* [online]. Disponibil pe: <http://www.evz.md/10-trasaturi-ale-moldovenismul-europenist/> [Accesat la data de 08.04.2014].

²⁴ Petru Lucinschi, *Moldova și moldovenii. De ce țara noastră este mereu la răscruce?*, Chișinău, Editura Cartea Moldovei, 2007, p. 63.

²⁵ Dan Nicu, *Moldovenii în tranziție: între trecut și viitor*, Chișinău, Editura Focus, 2013, p. 93.

Tabelul nr. 1

Mesajele identitare „moldoveniste” din perspectivă comparată

Variante ale discursului moldovenist Componentele- cheie ale identității	MOLDOVENISMUL ETNIC/SOVIETIC	MOLDOVENISMUL CIVIC/EUROPENIST
COMUNITATEA NAȚIONALĂ	Națiunea moldovenească este diferită de cea română datorită contactului repetat cu elementele slave, iar etnia moldovenească există în propria sa istorie și spațialitate. Orice continuitate între români și moldoveni este respinsă.	Națiunea moldovenească este formată din cetățeni de origine etnică română, rusă, ucraineană, găgăuză, bulgară etc. Evitarea oricăror discuții pe tema relațiilor <i>identitare</i> cu România.
LIMBA OFICIALĂ/DE COMUNICARE	Limba moldovenească este limba oficială a R. Moldova și trebuie să funcționeze în baza grafiei chirilice, cu referire la limba cancelariei domnești a Moldovei medievale, iar limba rusă trebuie să devină oficială, <i>ca limbă de comunicare interetnică</i>. Spațiul etnolingvistic „moldovenesc” cuprinde teritoriul Moldovei Mari, excluzând regiunea transnistreană.	Limba română
ISTORIE ȘI MEMORIE SOCIALĂ	Se pune accentul pe teoria „etnogenezei moldovenilor” ca descendenți ai „volohilor” (Lazarev), iar Republica Moldova este succesoarea de drept a Moldovei Mari (din Carpați până la Nistru). Drept repere istorice putem aminti întemeierea Moldovei Mari, domnia lui Ștefan cel Mare, unirea cu Imperiul Rus, proclamarea Republicii Democratice Moldovenești, integrarea în componența Uniunii Sovietice, Marele Război pentru Apărarea Patriei, „vârsta de aur” sovietică.	O perspectivă istorică „localistă”, unde „certificatul de naștere” al R. Moldova apare sub forma Declarației de independență (27 august 1991), citită prin grila „atât față de România, cât și față de Uniunea Sovietică”. Deși preia unele repere istorice ale moldovenismului etnic (mai puțin sovietic), nu cade în extrema existenței unui „etnos” moldovenesc distinct de cel românesc.

STAT	Moldova Mare (1359), urmând mai multe faze a „statalității moldovenești”: Republica Democratică Moldovenească din 1917, RASS Moldovenească (1924), RSS Moldovenească (1940–1941/1944–1991), R. Moldova (1991).	Republica Moldova ca stat independent „nici gubernie rusească, nici provincie românească” (1994, PDAM), mizând tactic și pe ideea unei „singure națiuni în două state”.
MINORITĂȚI ETNICE	Stat multietnic și multilingv (<i>bilingvism moldovenesc-rusesc</i>), unde minoritățile naționale ruse și vorbitoare de limbă rusă sunt incluse în națiunea moldovenească (<i>politică inclusivistă</i>) și își pot utiliza limba ca „a doua limbă de stat” (<i>oficializarea limbii ruse</i>). Etnia română este considerată minoritară (aprox. 2% conform Recensământului național din 2004).	Minoritățile etnice fac parte din națiunea civică moldovenească (<i>politică inclusivistă</i>) și, pentru a evita orice aluzie la legătura dintre stat și etnie, la rubrica <i>naționalitate</i> din actele de identitate moldovenești este trecută sintagma „Republica Moldova”.
GEOPOLITICĂ	Proiectul integraționist eurasiatic în formele sale diferite (Uniunea Economică Eurasiatică sau Uniunea Vamală Rusia-Belarus-Kazahstan) este perceput ca o contrapondere a proiectului integraționist european văzut ca formă de manifestare a „expansionismului românesc”.	Discursul geopolitic predilect este cel în favoarea integrării statului în Uniunea Europeană, iar tăcerea față de subiectul unionismului (R. Moldova-România) este însoțită de o retorică în favoarea „relațiilor firești” cu România. Expresia „ne vom regăsi în componența Uniunii Europene!” a devenit un leitmotiv (doctrina Ghimpu).
RELIGIE	Biserica Ortodoxă din Moldova (BOM) are legături strânse cu Biserica Ortodoxă Rusă (BOR), ca parte componentă a spațiului canonic rusesc. Se opune proiectului integrării europene, perceput ca formă de perversiune spirituală.	Promovează cea de a treia „soluție” – autocefalia Bisericii Ortodoxe din R. Moldova, ceea ce ar valida, indirect, existența „etniei moldovenești” ²⁶ .

GRAFFITI ȘI GRANITE IDENTITARE ÎN CHIȘINĂU

Dincolo deci de faptul că servește în primul rând nevoii de legitimitate a unei elite politice, moldovenismul, manifest mai ales în cadrul doctrinei Voronin, poate oferi un răspuns indivizilor aflați în vrie identitară. Șansele unui răspuns

²⁶ Dan Dungaciu, *Basarabia e România?*, Chișinău, Editura Cartier, 2011, p. 45.

satisfăcător sunt însă mici, pentru că stabilizarea identităților printr-un discurs monologic, așa cum este moldovenismul, depinde de seducția administrativă exercitată de un centru de putere. Și am văzut cum satisface statul moldovean nevoile economice și demnitatea propriilor cetățeni. În aceste circumstanțe nu e deloc de mirare că cetățenii R. Moldova sunt foarte pragmatici și că își îndreaptă atenția spre alte focare identitare (România, UE, Federația Rusă etc.) și spre lideri politici autoritari, tipici pentru cultura politică de supunere, ce presupune abandonarea inițiativei politice pentru un lider politic puternic. Moldovenismul, mai ales în formula doctrinei Voronin, se apropie de ceea ce Abner Cohen numește *retribalizare*. Potrivit reprezentantului Școlii de Antropologie de la Manchester, retribalizarea se referă la procesul prin care reprezentanții unui grup etnic, implicați în lupta pentru dominație cu elitele unui alt grup etnic, reciclează mituri, simboluri și ritualuri, pentru a articula și legitima o organizație politică informală care să le garanteze succesul politic²⁷. Diferența rezidă în faptul că în R. Moldova bălălia simbolică s-a dus pentru legitimarea unei organizații politice formale, a statului, și că retorica identitară n-a avut nimic original, comparativ cu cea propusă de Uniunea Sovietică în perioada interbelică.

Semnificativ e faptul că între *graffiti*-urile proromânești și cele prorusești se intercalează și *graffiti*-urile propagandei oficiale, cu mesaje ca „Moldova, patria mea”, „Iubește-ți limba! Iubește-ți țara!”, „REPUBLICA MOLDOVA ESTE PATRIA MEA”²⁸. Sensul modern al patriei este comunitatea politică a cetățenilor, observă Dominique Schnapper. E vorba de proiectul politic în cadrul căruia elementele naționalismului civic fuzionează cu cele ale naționalismului etnic, ultimele fiind absorbite de spațiul public și societatea civilă, ce sunt inserate aidoma unei zone tampon între grupul etnic majoritar și minorități. Comunitatea politică a cetățenilor presupune deci un stat care să disemineze puterea în straturile largi ale societății, altminteri el devine un instrument abuziv, utilizat de elita guvernamentală atât împotriva grupului etnic majoritar, cât și împotriva minorităților. Statul face acest lucru, încetează deci să stocheze cea mai importantă cantitate de putere într-o societate, atunci când elita care îl diriguiește are civilitate. Dar civilitatea nu se deprinde peste noapte, ci presupune o experiență statală pe care elita politică a R. Moldova nu o are. Dimpotrivă, elita politică a R. Moldova, ca și, în general, din fostele republici al Uniunii Sovietice, dovedește absența oricărei civilități, calitate manifestă în politici publice care și-au ratat în bună măsură menirea de a „cetățeniza”, adică de a de a turna conținut economic și demnitate într-o formulă juridică ce poate avea doar existență formală. Ne referim, evident, la cetățenie. „Viața cetățenilor și politica guvernanților formează două realități complet separate în Republica Moldova. Între ele se cascadează neantul”²⁹.

²⁷ Vezi Marcus Banks, *Ethnicity. Anthropological Constructions*, New York, Routledge, 2005.

²⁸ Vezi *Anexa*.

²⁹ Vitalie Ciobanu, *Anatomia unui faliment geopolitic: Republica Moldova*, Iași, Editura Polirom, 2005, p. 293.

E imposibil deci ca o elită lipsită de civilitate să creeze patrii sau națiuni, adică loialitate pentru un centru de putere, cu excepția situațiilor de criză profundă, când alteritatea se manifestă distructiv.

Ceea ce se poate afirma cu certitudine este că nu există o conștiință națională moldovenească. Statalitatea în R. Moldova este mult prea slabă pentru a implementa un proiect politic de o asemenea anvergură, iar cetățenii R. Moldova, interesați de politică în proporție de aproximativ o treime, nu sunt receptivi la mesajul politic. În măsura în care s-a ancorat identitar, priza socială a valorilor moldovenismului e inteligibilă mai ales pe fondul insecurității ontologice majore, tipică pentru grupurile etnice vânturate în epoca modernă între două sau mai multe centre de putere, Moscova și București în cazul nostru. Și abandonate de aceste centre de putere la începutul anilor '90, dar numai pentru o scurtă perioadă de Moscova, și aproape complet de București.

Am constatat că toate cele trei doctrine sunt prezente în *graffitti*-urile din capitala R. Moldova. Elementele preponderente ale doctrinei Voronin, ce apar în *graffitti*-urile din capitala R. Moldova, sunt cele care țin de limbă și de simbolistica istorică. „Moldova nu e România” e un exemplu, unde România apare scrisă în varianta grafică slavă, adică cu *ѣ* și nu cu *ѐ*. Mesajul „noi suntem moldoveni”, scris cu litere chirilice, e o altă expresie a doctrinei Voronin, care apare și în *graffitti*-uri în care tema centrală este simbolistica oficială a cancelariei lui Ștefan cel Mare, cu capul de bour ca principal element identitar. Doctrina Voronin este contrabalansată de *graffitti*-urile ce diseminează mesaje unioniste, de genul „Moldova e România” sau „Vrem unirea cu România”, propagate de Acțiunea 2012, un ONG cu cartierul general în România. În cazul ultimului mesaj am observat că România este tăiată și înlocuită cu Rusia, semn că nu există negociere identitară prin intermediul *graffiti*-urilor. Am observat fie *graffitti*-uri cu teme unioniste, fie *graffitti*-uri cu mesaje moldoveniste.

Moldovenismul urmează calea filosofiei continentaliste, de respirație marxistă, ce avansează o viziune identitară asimilaționistă, potrivit căreia se impune ca alteritatea să fie asimilată în raport cu modelul instituțional al centrului de putere dominant. De remarcat în acest sens că *Dicționarul moldovenesc-românesc* publicat de Vasile Stati în 2003 articulează și o pan-idee moldovenească, care reclamă teritoriul dintre Bugeac și centrul Transilvaniei pentru națiunea moldovenească. Neajunsul major al discursului moldovenist este acela că, în raport cu alteritatea pe care și-a definit-o, cea românească, este de fapt o subcategorie. Pentru ca această subcategorie să devină un reper identitar comun al reprezentanților feluritelor etnii ce trăiesc pe teritoriul R. Moldova, cu cea românească ca etnie majoritară, nu sunt suficiente dicționare ale limbii moldovenești și rescrierea istoriei României în cheie moldovenească. Este nevoie în primul rând de un centru administrativ eficient, care să producă o conștiință națională de natură să survoleze diferențele sociale, etnice, religioase și de sex dintre cetățenii R. Moldova. Opinia noastră este că o elită lipsită de civilitate, ce generează un stat slab și clientelar, nu va fi în măsură să ducă la bun sfârșit un astfel de proiect politic în viitorul apropiat.

BIBLIOGRAFIE

1. BANKS, MARCUS (2005). *Ethnicity. Anthropological Constructions*, New York, Routledge.
2. BERGER, PETER; LUCKMAN, THOMAS (2008). *Construcția socială a realității*, București, Editura Art.
3. BAUMANN, GERD (1999). *The Multicultural Riddle. Rethinking National, Ethnic and Religious Identities*, London, Routledge.
4. BUGAJSKI, JANUSZ (2005). *Pacea rece. Noul imperialism al Rusiei*, București, Editura Casa Radio.
5. CIOBANU, VITALIE (2005). *Anatomia unui faliment geopolitic: Republica Moldova*, Iași, Editura Polirom.
6. DUNGACIU, DAN (2005). *Moldova ante portas*, București, Editura Tritonic.
7. DUNGACIU, DAN (2011). *Basarabia e România?*, Chișinău, Editura Cartier.
8. DUNGACIU, DAN (2013). *ZECE trăsături ale moldovenismului europeanist* [Online]. Disponibil pe: <http://www.evz.md/10-trasaturi-ale-moldovenismul-europenist/> [Accesat la data de 08.04.2014].
9. ERIKSEN, THOMAS HYLLAND (2010). *Ethnicity and Nationalism. Anthropological Perspectives*, London, Pluto Press.
10. HEINTZ, MONICA (2007). *Stat slab, cetățenie incertă*, București, Editura Curtea Veche.
11. LUCINSCHI, PETRU (2007). *Moldova și moldovenii. De ce țara noastră este mereu la răscruce?*, Chișinău, Cartea Moldovei.
12. NEUMANN, IVER (1993). *Uses of the Other. "The East" in European Identity Formation*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
13. NICU, DAN (2013). *Moldovenii în tranziție: între trecut și viitor*, Chișinău, Focus.
14. SCHNAPPER, DOMINIQUE (1998). *Community of Citizens. On the Modern Idea of Nationality*, London, Transaction Publishers.
15. SCHÖPFLIN, GEORGE (2010). *The Dilemmas of Identity*, Talin, TLU Press, 2010.
16. SCHÖPFLIN, GEORGE (2012). *Politics, Illusions, Fallacies*, Talin, TLU Press, 2012.
17. SECRIERU, STANISLAV (2008). *Rusia după imperiu: între putere regională și custode global*, Iași, Ed. Institutul European.
18. WIMMER, ANDREAS (2013). *Ethnic Boundary Making. Institutions, Power, Networks*, New York, Oxford University Press.
19. MAGENTA, CONSULTING (2014). *Barometrul Social Politic. Republica Moldova* [Online]. Disponibil pe: [http://www.timpul.md/articol/\(integral\)-sondaj-topul-increderii-in-politicieni---leanca-41-chirtoaca---39-voronin---38-filat---29-lupu---24-57020.html](http://www.timpul.md/articol/(integral)-sondaj-topul-increderii-in-politicieni---leanca-41-chirtoaca---39-voronin---38-filat---29-lupu---24-57020.html) [Accesat la data de 08.04.2014].



Fig. 3 – Reprezentarea în *graffiti* a lui Ștefan cel Mare cu mesajul în română cu caractere chirilice: „ЕУ АМ ФОСТ МОЛДОВАН. ЕУ АМ ГРЭИТ МОЛДОВЕНЕШТЕ”
(EU AM FOST MOLDOVAN. EU AM GRĂIT MOLDOVENEȘTE – rom.)



Fig. 4 – Același font și tip de *graffiti* întâlnit în România. „MOLDOVA E ROMÂNIA!” reprezintă doar un mesaj adaptat pentru moldoveni al mesajului „BASARABIA E ROMÂNIA!” din cadrul campaniei cu aceeași denumire demarate de platforma civică „Acțiunea 2012”



Fig. 5 – Replica *graffiti* „MOLDOVA NU E România”(sic!) încearcă să prezinte România drept o alteritate a identității de moldovean. „MOLDOVA NU E România”, ea este diferită.



Fig. 6 – Confruntare geopolitică și simbolică *graffiti* între unioniști (albastru) și anti-unioniști (negru) pe o stradă în Chișinău



Fig. 7 – Reprezentarea României Mari cu imaginea lui Ștefan cel Mare ca „părinte-fondator” al statalității moldovenești. Ideea vehiculată e că domnitorul moldovean este de fapt etnic român. Nu există o distincție clară între etnonimele „moldovean” și „român”.



Fig. 8 – Atunci când „naționalismul moldovenesc” este amenințat, bătălia identitară de pe străzile capitalei este preluată de autorități. Avem un exemplu clasic al unor panouri create de autorități în preajma zilei de 27 august – Ziua Independenței (proclamarea independenței Republicii Moldova față de Uniunea Sovietică), transformată ulterior în Ziua Republicii.

SPIRU HARET, EDUCATION AND SCHOOL LEGISLATION REFORM

CONSTANTIN SCHIFIRNEȚ*

ABSTRACT

In this article I analyze ideas and decisions of Spiru Haret on Romanian education reform. First, I talk, briefly, about the work of Haret on the organization and administration of school. I present some directions of explanation of the rise of mass education that have emerged over the Europe in the nineteenth century to frame Spiru Haret's legislative activity in the European context. I explain the relation between tendential modernity and the reform of the Romanian education. Next, I approach Haret's ideas about Education as the foundation of social and national development, the Education Laws in Romania until 1898, Spiru Haret's laws, the social dignity of teachers, education for adults.

Keywords: education reform, organization and administration of school, mass education, social dignity of teachers, education for adults.

I. LEADER OF THE NATIONAL EDUCATION ADMINISTRATION

Spiru Haret has contributions in different areas: science, politics, and education. His works cover areas like astronomy, sociology, mechanical and hydraulic engineering, pedagogy. Haret is not only a scientist, he is the reformer of the Romanian society. Spiru Haret's reforms focused on education, culture, ecclesiastical activity, modernization of villages, etc.

He worked not only as a Romanian education reform theorist but also as a legislator of school and leader of the national education administration.

Haret occupied important positions in the Ministry of Public Instruction and Religious Denominations. In 1882, he was appointed member of the Permanent Council of Instruction, and on 3 April 1883, he became general school inspector. Between 1885 and 1888, he was General Secretary of the Ministry of Public Instruction and Religious Denominations. In 1884, he elaborated the *General Report on Secondary Education submitted to the Minister of Public Instruction and Religious Denominations*. Most of the ideas included in the *Report* were derived from the legislative bills regarding the construction of primary school buildings

* Școala Națională de Studii Politice și Administrative, București, e-mail: constantin.schifirnet@yahoo.com.

(published in 1889) and the draft reform law issued by the Ministry of Public Instruction and Religious Denominations, D.A. Sturdza, in 1886¹. Moreover, the modern spirit of the report characterizes all of Haret's legislative work and all his projects of school reform, which will be discussed below.

Spiru Haret was three times Minister of Public Instruction and Religious Denominations: 1897–1899, 1901–1904, 1907–1910, and, in this capacity, he was surpassed in terms of duration only by Constantin Angelescu, Minister of Public Instruction and Religious Denominations in 1918–1919, 1922–1926, 1927–1928, 1933–1937. Besides these two ministers, two other Ministers of Public Instruction and Religious Denominations – Dimitrie A. Sturdza (1885–1888) and Take Ionescu (1891–1895) – deserve mentioning. During the mandates of these four ministers, the main reforms of the Romanian education system were adopted.

In his first term as Minister, beginning on 31 March 1897, Haret had two fundamental laws passed in Parliament: The Law of Secondary and Higher Education (1898) and The Law of Vocational Education (1899). During the same period, the Curriculum for secondary schools was adopted, alongside the Regulations for all the levels of the education system; schools for adults, nursery schools and school cafeterias were established, the journal *Albina* was founded, the medal “Reward for Labour in Primary Education” was instituted and the anti-alcohol campaign, which had started in 1897, was continued.

After returning, on 14 February 1901, as Minister of Public Instruction and Religious Denominations, Haret had to reinstate the Law of Primary and Normal Education (1896), the Law of Secondary and Higher Education (1898) and the Law of Vocational Education (1899), which had been cancelled by the conservative government in 1900.

During his mandate between 1901 and 1904, Haret strove to restructure the education system in relation to the modernization requirements of the Romanian society, which critically needed trained manpower. Therefore, Haret established a large number of elementary and lower vocational schools.

Regarding the organization of secondary education, he decreased the number of high school years to three, maintained the organization of the school system into three different sections – classical, modern and science –, removed the final examination at the end of high school, and stipulated that enrolment in college could be made only after a preliminary examination.

In the fall of 1903, Spiru Haret presented to King Carol I the “Report on the Activity of the Ministry of Instruction” giving an account of the laws and other legal acts adopted in the Romanian school system, between 1 October 1895 and 31 August 1903.

¹ Gh. Adamescu, Introduction to *Operele lui Spiru C. Haret* [*The Works of Spiru Haret*], vol. I, p. V.

In May 1905, Haret edited *Revista generală a învățământului* [*General Review of Education*], rallying the support of many teachers. In this periodical, Haret published studies about his reforms.

Haret attended the Congress of the Primary Teaching Staff, held in Bucharest in July 1905, in the presence of 1,000 teachers. In his speech on 1 July 1905, he presented new arguments for the reinforcement of primary education². He insisted that the primary school curriculum should be the same in the urban and the rural areas. Unlike Haret, his conservative political opponents had decided in favour of a different organization for the primary education tier in villages and in towns.

On 12 March 1907, Haret was appointed Minister of Public Instruction and Religious Denominations for the third time. He maintained this dignity until 28 December 1910.

During his tenure as minister, he gave attention to every detail, without limiting himself to drawing general directions, as a politician would have. All his initiatives were consistent with the conduct of an official who was preoccupied with everything going on in his field. Many of his decisions were based on studies and debates with the social actors representing the school system.

II. EUROPEAN EDUCATION IN THE NINETEENTH CENTURY

Spiru Haret's education reform took place within the internal (Romanian) and external (European) context, focused on the direct involvement of the state in the acts of creation and consolidation of the school system as an inherent element of modernization. Enrolment in public schools was regulated by the state in the nineteenth century³. The increasing role of the school in ensuring the spread of literacy among the population was determined by the need to have each generation of children graduate from the compulsory cycle of primary education⁴.

The very first laws on compulsory education were adopted in Prussia (1763) and in Denmark (1814)⁵. In the second half of the nineteenth century, compulsory education laws were adopted in several other countries in Europe: "Almost all European countries – earlier in Western Europe, later in Eastern Europe – enacted compulsory school laws during the nineteenth century and the first three decades of

² *Operele lui Spiru Haret* [*The Works of Spiru Haret*], vol. VI, București, Editura Comunicare.ro, 2009, p. 84.

³ Francisco Ramirez and Marc Ventresca, "Building the Institution of Mass Schooling: Isomorphism in the Modern World", in Bruce Fuller and Richard Robinson (eds.), *The Political Construction of Education*, New York, Praeger, 1992, p. 47–60.

⁴ David, Vincent, *The Rise of Mass Literacy: Reading and Writing in Modern Europe*. Cambridge, Polity Press, 2000.

⁵ Yasemin, Soysal and David Strange, "Construction of the First Mass Education Systems in 19th – Century Europe". *Sociology of Education*, 62, 1989, p. 278.

the twentieth century”⁶. The national state organized and mobilized all its members as citizens educated within the same system of compulsory education.

Industrialization and urbanization were poorly related to the growth of mass education: “Hence industrialization and urbanization are not central causal factors directly generating mass education at all”⁷. In Europe, the first to embrace the ideology of mass education were not the industrialized countries, France and England, but Prussia, Austria and Denmark, countries with a higher schooling rate than those mentioned before them.

The school was conceived as an institution with a direct impact on the act of forming behaviour and of shaping the consciousness of belonging to the national state: “The dominant form of expansion of mass education in Western Europe took this route, the creation of the nation-state members”⁸. Towards the end of the nineteenth century, the school became the fundamental institution of training and education in the countries of Europe. The modern elites were created by the school as an institution. Before World War I, almost every European state had institutionalized mass education for children aged 5–14 years, through the adoption of school laws and the construction of school buildings. This is attested by the examples of Germany, Japan, France and England, countries that affirmed themselves/distinguished themselves through a solid national education system.

III. THE SCHOOL AND TENDENTIAL MODERNITY

After the Union of the Principalities in 1859 and after gaining its independence in 1877, the Romanian state became the centre of national culture for all the Romanians abroad. The fundamental way of training and educating the national consciousness was through the school institution. Therefore, the education reform was a priority for all the ministers of education in the Kingdom of Romania.

Modern development in Romania took place differently than in Western Europe. In the West, capitalist economic development imposed the bourgeoisie as the dominant social force in society, a social class which built an institutional framework consistent with its values.

It is well known that the bourgeoisie played an exceptional role in supporting the school as the engine of modern social and cultural evolution⁹. The

⁶ Aaron Benavot and Julia Resnik, “Lessons from the Past: A Comparative Socio-Historical Analysis of Primary and Secondary Education”, in Aaron Benavot, Julia Resnik and Javier Corrales (eds.), *Global Educational Expansion: Historical Legacies and Political Obstacles*, American Academy of Arts and Sciences, 2006, p. 11.

⁷ John Boli, Francisco O. Ramirez and John W. Meyer, “Explaining the Origins and Expansion of Mass Education”, *Comparative Education Review*, Vol. 29, No. 2 (May, 1985), p. 154.

⁸ *Ibidem*, p. 159.

⁹ See also Constantin Schifirneț, “Spiru Haret, reformatorul societății românești [Spiru Haret, the Reformer of the Romanian Society]”, Introductory study to *Operele lui Spiru Haret [The Works of Spiru Haret]*, vol. I, București, Editura Comunicare.ro, 2009, p. 13–42.

modernization of the Romanian society was not brought about by the domestic bourgeoisie, which was rather fragile.

The Romanian modernization processes can be described by the term *tendential modernity*, which I consider as the act of modern development in the opposite direction to that of classical modernity. Romanian modernity occurred through the replacement of the old institutions with institutions adopted from the West, as long as they could be applied in a predominantly rural and agrarian socio-economic context.

The idea of a development model that should be followed by other countries proved unproductive because “Nothing is more specifically rooted in history than political institutions and political actors”¹⁰.

Tendential modernity describes an evolution towards the principles and norms of modernity within societies, with an insufficiently functioning capitalist economy. In these societies, there is a gap between fast institutional renewal and slow economic development. Consequently, cultural, political and intellectual modernity outruns economic modernity. Tendential modernity refers to the ideas and actions aimed at modernization, which remain partial and are not finalized. Modernity is more of an aspiration, a societal developmental intention, a goal to be reached, but which is never fully realized. Due to the fact that modernity is merely a tendency that is never finalized, the transitions are never completed. Modernity moves slowly and with difficulty through the intricate network of the socio-institutional structures of the patriarchal and traditional society. It is inlaid modernity, not structured as a clear, dominant form.

Given the lack or insufficiency of internal modernizing resources (ideological, economic, administrative, financial, etc.), tendential modernity is a type of asymptotic modernization, which never succeeds in reaching the requirements of modernity, no matter how close it seems to come to Western modernity. Because of its tendential state, modernity cannot definitively establish itself as a certainty at all the levels of the social organism, because it is inconsistently and unevenly manifested in different areas¹¹.

The concept of *tendential modernity* is useful for explaining Spiru Haret's ideas and actions. In his view, modernization was beneficial only if the mutations occurred in the behaviour and thought of the social actors in a society with an agrarian economy. He anticipated, as A.I. Cuza, M. Kogălniceanu, T. Maiorescu and M. Eminescu also did, that a predominantly agrarian and peasant society must be transformed, from within, by institutions which are adequate to its cultural and historical context. One of these institutions was the school, conceived by Haret as a fundamental means of transforming the peasant society, and as a way of providing the bourgeoisie with instruction and of forming the national elites.

¹⁰ Manuel Castells, *The Power of Identity*, second edition, Oxford, Blackwell, 2010, p. 370.

¹¹ Constantin Schifirnet, “Tendential modernity.” *Social Science Information*, March 2012, vol. 51, no. 1, p. 22–51.

IV. THE REFORM OF THE ROMANIAN EDUCATION

The main directions of Spiru Haret's reform and doctrine are outlined in the *General Report on Secondary Education Submitted to the Minister of Public Instruction and Religious Denominations*. I consider the *Report* a fundamental work of the Romanian social sciences, which analyses society in all its dimensions.

In the *Report*, Haret notes that the Romanian school, without having a personal doctrinal basis, has tended to adopt an education system from other cultures: "To answer clearly, we must have a look, for a moment, at the historical development of doctrines related to education in the countries where the origins of this development can be traced back to hundreds of years ago, and from where we have borrowed our education system *ad litteram*, without adding anything original"¹².

The organization and management of the school system means defining the needs and the human and financial resources of a country, elaborating a general plan for determining the place occupied by each type of school in the education system: "The schools in a state build an organized body, in which each organ has its particular function, all of them working together for the good state of the whole body"¹³.

Haret projects the school-related policies on modern principles of education organization and management. A reform can only be global and it applies only under a development plan for the school in a social context: "The composition of this master plan is the most difficult and delicate problem in developing the school legislation; it requires, among others, a thorough knowledge of the current and future necessities of the country, as well as of the means available to it, which are naturally very diverse and very difficult to ascertain when it comes to schooling"¹⁴. Haret conceives the school reform in the spirit of a project management orientated according to the principle of a very strict control over the use of the rather limited resources allocated to schools.

Haret notices a phenomenon specific to any transitional period: the modernization of the school system was made with the teachers produced by the Romanian society in the second half of the nineteenth century, substitute teachers being admitted – some of whom were 18 years old and possessed insufficient knowledge – without having to pass a formal examination. In 1884, more than 23% of the chairs from gymnasiums and lyceums were occupied by substitute teachers¹⁵. Therefore, he states that training programs for the teaching staff are

¹² Spiru C. Haret, "Raport general asupra învățământului secundar prezentat d-lui ministru al Instrucțiunii Publice și Cultelor" ["General Report on Secondary Education Submitted to the Minister of Public Education and Religious Denominations"], in *Operele lui Spiru C. Haret* [*The Works of Spiru Haret*], vol. I, ed. cit, p. 140–141.

¹³ *Ibidem*, p. 143.

¹⁴ *Ibidem*.

¹⁵ *Ibidem*, p. 160.

required because “our teaching staff has formed itself, and there are no educational traditions in our schools”¹⁶. The principle of school reform focuses on all possible means of forming a modern teaching staff and a modern type of school.

V. EDUCATION, THE FOUNDATION OF SOCIAL AND NATIONAL DEVELOPMENT

Spiru Haret designed education and training as key factors for the transmission of basic knowledge and for creating the skills needed in practical activities: “Education in a country is called upon to fulfil a threefold purpose. First, it should form good citizens. Secondly, it must provide all young people with a fund of knowledge that is indispensable to any man in life, regardless of the social level: this is compulsory education. Finally, it also should form professional groups for all the careers that are needed for the complex and harmonious life of the state”¹⁷.

In his view “The school is one of the most powerful tools of social action as its effects are felt in all the parts of the country and in all the strata of society. The school can be of significant service even in some directions which, at first glance, do not appear to fall within its field”¹⁸.

The purpose of the Reform undertaken by Haret was to give a stronger practical dimension, so that its graduates could be useful to society. Therefore, in the rural primary schools, he introduced practical agricultural education and manual work, while in the urban primary schools, he introduced manual work. He gave a clearer practical curriculum to secondary education. He created elementary vocational education. All these changes were designed to instil the young people with motivation and confidence in professional careers related to commerce, industry and agriculture.

For Haret, a key issue for a country in the process of modernization remained the management of funds allocated to secondary education. At the end of the nineteenth century, Romania was the only country where secondary education was entirely free. Because the issue of funds was very serious, Haret drew attention upon the inability of the state to support financially a growing number of secondary schools. These schools could operate only to the extent to which they were able to fulfil the specific needs of the society, and under no circumstances could they prepare graduates without the prospect of finding a job¹⁹.

Haret conceived the school reform in accordance with the real situations associated with grassroots groups, because the changes in the second half of the nineteenth century occurred only at the elite level, which implied a partial and

¹⁶ *Ibidem*, p. 195.

¹⁷ *Operele lui Spiru C. Haret [The Works of Spiru Haret]*, vol. II, București, Comunicare.ro, p. 197–198.

¹⁸ *Ibidem*, p. 200.

¹⁹ *Operele lui Spiru C. Haret [The Works of Spiru Haret]*, vol. I, ed. cit., p. 339.

limited modernization. His program focused on the numerous classes: “The lower strata of the population are those that especially need our attention. They are those that have benefited the least from the transformations occurring over the recent decades, and this is natural, because the top-down movement requires a longer time to be communicated to the masses”²⁰.

VI. THE EDUCATION LAWS IN ROMANIA UNTIL 1898

The laws of Spiru Haret were preceded by legislative acts on Romanian education. In the 1880s and 1890s, several bills were drafted, papers about school and education were edited, and debates related to the design, methods and principles of the school institution took place²¹.

I. The Law of Public Instruction from 1864:

One of the major reforms of the era of Alexandru Ioan Cuza was the adoption of the Public Instruction Act in 1864. For more than three decades, the school in Romania had operated on its basis.

The law regulated public and private education in the new national framework resulting from the Union of the Principalities in 1859, aiming to create a unified education system, organized on the principles of freedom, compulsoriness, gratuitousness, gender equality and secularization. Free education meant paying the teachers' salaries from the state budget and granting social and merit scholarships.

The education system was structured into three cycles: primary (four years), secondary (seven years) and academic education (3 years).

Article 32 of the law regulated the structure of the primary education curriculum, as “mandatory instruction will include the following subjects: reading and writing, catechism, notions of hygiene, grammar, geography, the history of the country, the administrative law of the country, the four operations in arithmetic, the legal system of measures and weights”.

The 1864 Law of Public Instruction organized the public four-year primary education, which was general, free and compulsory for children aged between 7 and 12, who resided in all the towns and villages of Romania and who had Romanian citizenship in accordance with Art. 31: “Elementary Instruction is compulsory for all children of both sexes, from the age of 7 to 12 years.” The Romanian State was among the first European countries to legislate compulsory primary education (after Prussia, Sweden, Norway, and Denmark)²². This principle

²⁰ *Operele lui Spiru C. Haret* [*The Works of Spiru Haret*], vol. II, ed. cit., p. 270.

²¹ Ștefan Bârsănescu, Florela Bârsănescu, *Educația, învățământul, gândirea pedagogică în România. Dicționar cronologic* [*Education, Teaching, Pedagogical Thinking in Romania. A Chronological Dictionary*], București: Editura Științifică și Enciclopedică, 1978.

²² Anghel Manolache, Gheorghe Pârnuță (coord.), *Istoria învățământului din România* [*History education in Romania*], vol. II (1821–1918), București, Editura Didactică și Pedagogică, 1993, p. 224.

of compulsory and free education would be adopted later in other European countries: in Italy in 1877, in France in 1882, in England in 1870, in Switzerland in 1874, in Bulgaria in 1879, in Serbia in 1882 and in Hungary in 1868²³.

The Law of 1864 regulated the teachers' training: "teachers in colleges and universities will be chosen from among the graduates of the normal school, which will be established". So the professors were to be recruited from among the graduates of normal schools, which would be established, revealing once again the human resource crisis in higher education.

The Law of 1864 concerned only the organization of faculties, and the University was described as "the circumstance when several faculties are in one locality". Higher education developed through the establishment of the universities in Iași (1860) and Bucharest (1864), as well as of technical and professional institutions.

Spiru Haret qualified the Law of Instruction from 1864 as a "very liberal" law for the Romanian social and national context, and, therefore, it was not rigorously applied by the authorities and by the teaching staff, becoming obsolete in the process: "There were created schools by simple budgetary actions, and then an extraordinary thing was observed: schools which, by themselves, did not know the purpose for which they had been created, other than their name in the budget"²⁴. The precariousness of the school reform revealed the lack of regulations for the implementation of the Law of Public Education from 1864; thus, for example, the regulations governing the competitions in university departments, as well as other regulations were made "in blatant opposition to the law"²⁵.

Haret saw the school reform as the act of adopting a comprehensive, systematic and uniform legislation through the radical change of the law from 1864 and through the cancellation of all the regulations and circulars issued under this law.

2. The Law for the Appointment of Professors, from 17 March 1879, provided the right to be admitted to the examination for any vacant teaching position in a secondary school only to graduates and doctors in the field where the chair was vacant. This was a requirement that was difficult to fulfil, since there were very few graduates. For example, in 1884, the number of graduates from the University of Bucharest was: 8 at the Faculty of Science and 11 at the Faculty of Letters; at the University of Iași: 7 at the Faculty of Science and 4 at the Faculty of Letters, but the number of the vacant chairs was 80²⁶.

The condition to have a bachelor's degree in order occupy a chair in a secondary school did not exist at that time, not even in France, where many

²³ Nicolae Iorga, *Istoria învățământului românesc [History of Romanian Education]*, București, Editura Didactică și Pedagogică, 1971, p. XXIX.

²⁴ Spiru C. Haret, "Raport general asupra învățământului secundar prezentat d-lui ministru al Instrucțiunii Publice și Cultelor" ["General Report on Secondary Education Submitted to the Minister of Public Education and Religious Denominations"], in *Operele lui Spiru C. Haret [The Works of Spiru Haret]*, vol. I, ed. cit., p. 144.

²⁵ *Ibidem*.

²⁶ *Operele lui Spiru Haret [The Works of Spiru Haret]*, vol. I, ed. cit., p. 159.

teachers without a degree taught classes in the secondary schools. The Public Instruction Law of 1864 stated that only those who had completed high school and passed the general examination would be admitted as students in colleges (Art. 264). In the *Report* from 1884, Spiru Haret had required the amendment of this article, enabling the graduates of exact sciences gymnasia to enrol in the Faculties of Science and Medicine²⁷.

3. The Law on Normal-Primary and Primary Education of 1893 was promoted by Take Ionescu. The law regulated, in a uniform manner, the activity of primary schools. Compulsory schooling for the ages 7–14 years was established, “preferably for boys”. The same law divided primary schools into several categories and established a kind of urban primary schools and other schools in the rural areas. Primary schools were divided into hamlet schools, lower primary schools, upper primary schools, additional and repetition primary courses. This regulation impeded the children from the rural areas to have access to the higher stages of education.

Haret claimed that the measures adopted by this law had led to a decrease in the number of children attending schools in the villages, given the limitation of attendance in the compulsory lower primary school system, the effect being that these children could not have access to secondary education and vocational schools. In Pierre Bourdieu’s terms, through such decisions, education would only replicate the power structures and the social inequalities in society, thereby maintaining the existing social order²⁸. Haret demonstrated that the law from 1893 – as well as the law of 1900 – had promoted education only among the great and medium land owners and among a small group of wealthy farmers. The legislation of equal opportunities for all children irrespective of their residence was one of the great battles Spiru Haret fought and finally won for the welfare of the entire Romanian society.

4. The Law on Primary and Primary Normal Education or The Act of Petru Poni from 1896 eliminated the division of primary schools into categories and established one and the same type of primary school in the urban and the rural areas, following the same curriculum, with the exception that the duration of studies was of 4 years in towns and of 5 years in the villages, a situation caused by the fact that most schools in the latter areas had only one teacher.

VII. SPIRU HARET’S LAWS

Through his reform, Haret launched the legislative process aimed at modernizing education at all levels: primary, vocational, secondary and higher education, as well as at developing cultural institutions. Haret’s laws and actions are examples of the type of reforms oriented towards bringing the potential of a

²⁷ *Ibidem*, p. 254.

²⁸ Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron, *La reproduction. Eléments pour une théorie du système d’enseignement*, Paris, Editions de Minuit, 1970.

nation to fruition. He elaborated and passed legislative acts through Parliament, the implementation of which led to the assertion of the Romanian school system as a fundamental institution of the Romanian society, and also to its alignment with the main directions of European education.

1. The law on Secondary and Higher Education, from 23 March 1898 (drawn up with Constantin Dumitrescu, Iași). Under this legislation, secondary education lasted 8 years instead of seven; it was organized in two cycles (lower and upper) and in sections – modern, science, classical. Secondary school included gymnasiums, secondary schools and high schools for girls. The new organization of the education system in Romania was comparable to the education systems in the European countries: cycle I (grades I–IV, with common courses), cycle II (grades V–VIII, with three branches – classical, science and modern) and higher education.

Under the same law, universities were to become centres for the development of science and introduced the requirement for professors to have an original scientific contribution. The higher education comprised two Universities, in Bucharest and Iasi, each with five faculties: Orthodox Theology, Law, Medicine, Philosophy and Letters, Sciences. Spiru Haret included in the law activities of the seminar type or conducted in laboratories and specialized clinics; for the training of secondary schools teachers, a pedagogical seminary was established and organized within each university.

2. The Law on Vocational Education from 1899 regulated the foundation of vocational education in the following primary schools: primary schools of agriculture (for boys), schools of rural household economics (for girls), primary schools of crafts (for boys) and schools of crafts and household economics (for girls), lower schools of trade (for girls), higher schools of trade (for boys).

3. The Law for the Establishment of the Savings, Credit and Assistance House of the Teaching Staff, adopted in 1903, regulated the founding of an institution that would provide loans and savings deposits for the teaching staff members and for the officials of the Ministry of Public Instruction and Religious Denominations, the House of Schools and the Church House. This was an institution meant to support teachers confronted with cases of sickness, to offer protection to the widows and orphans of its members, to sustain the funding of educational institutions for the children of the teaching staff, as well as other philanthropic establishments for their benefit. Funds were obtained through continuous contributions made by the members of the House, through donations, popular festivals, etc.

4. The Law for the Establishment and Organization of the Romanian Orthodox Autocephalous Church of the Holy House in 1902. This institution oversaw the management of church property and of religious establishments, as well as the management of the state budget funds for the church.

5. The Law for Ceding All the Collections in the Central Library to the Romanian Academy, in 1901. The transfer of the collections of the Central State

Library, founded in 1864 under the public regulations law, to the Romanian Academy, was enacted.

6. The Law for Normal Schools of Housekeeping, in 1908.

7. The Law for the Manufacture and Sale of Wax Candles, in 1908.

8. The Law for Equipping Rural Primary Schools with Arable Land, in 1908.

9. The Law for Military Training in Schools, in 1909.

10. The Law for the Organization of the Superior School of Veterinary Medicine, in 1909.

11. The Law for the Schools for Toddlers, in 1909.

12. The Law for the Establishment of a Romanian Historical Commission in 1910, which stipulated the establishment of an institution authorized to publish internal and external chronicles, documents, or inscriptions about the Romanians.

13. The Law for the Organization and Administration of the Theatres in 1910. In addition, Haret had a large number of laws passed in parliament, which amended previous items of legislation, and developed an impressive number of programs and regulations indispensable for the enforcement of the school laws, during the three periods when he was Minister: *a.* 1897–1899: 4 laws, 6 programs, 34 regulations; *b.* 1901 to 1904: 11 laws, 14 programs, 56 regulations; *c.* 1907–1910: 19 laws, 16 programs, 76 regulations²⁹.

VIII. THE SOCIAL DIGNITY OF TEACHERS

In his program of reform, Haret included the necessary decisions for the recognition of the dignity of a teacher's profession by all social groups: "since my first entry in government, in 1897, I have not stopped for a moment being concerned for the social role of teachers, not even during the two terms when I was not a member of the government"³⁰. Haret invested the teaching staff with the role of an active factor in the modernization of society. In this regard, he made every effort to provide the legal framework necessary for the assertion of the teachers' activism, by regulating their extracurricular activity and entrusting them with various missions: the fight against alcoholism, the establishment of popular banks, the organization of cultural circles, the foundation of village theatres, the organization of the villagers' soirees and school celebrations, the setting up of schools for adults, the creation of libraries, the publication of journals and of popular periodicals. The involvement in these activities brought a higher prestige to the teachers' status.

By laws and regulations, Haret ensured that primary teachers would have a good material situation, enabling their participation in the modernization of the village: "Regarding safety, the teaching staff from our primary schools is better provided for than in any other country, without exception. In terms of wages, not many

²⁹ Cf. *Operele lui Spiru C. Haret [The Works of Spiru Haret]*, vol. III, București, Comunicare.ro, 2009, p. 93–114.

³⁰ *Operele lui Spiru C. Haret [The Works of Spiru Haret]*, vol. VI, ed. cit., p. 84.

countries are ahead”³¹. As a consequence, in 1909, he introduced the Law of the Credit House for the Teaching Staff, aimed at strengthening the teachers’ economic status through a system of measures (loans, advances, benefits, etc.), which gave them the opportunity “to capitalize and make their small economies productive”³².

As the main factors in shaping the modernizing mentality, teachers needed to become familiar with the economic activity of the village and to guide the peasants to effective forms of work organization, of soil cultivation. Haret advocated the cooperatives, considering that the Romanian peasants could improve their dramatic situation if they worked the soil together. The teaching staff in the villages had the mission to educate the peasants how to cultivate the soil together through the cooperatives. For Haret, the Romanian cooperative could be organized according to the cooperative experiences of other European countries, Denmark for instance. For a direct understanding of the Danish cooperatives, he sent two teachers in this northern country “to see how admirably the peasants had organized their life there”³³. It might be said that Haret recognized the effectiveness of Danish schools: “Because there the school itself made the peasants cherish the land and know full well how to use it”³⁴.

A natural question ought to be raised: why did the Danish folk school system succeed, to the extent that the modern Danish society was actually developed by the peasants, while in Romania, despite the enactment of Spiru Haret’s reforms, the peasantry and the villages were fenced in their action of modern change? The answer is certainly not an easy one and requires a thorough study of the cultures from the two countries. I would say that the development space in which each society is located was determinant. Denmark was part of the western space, which supported and drove change and progress, while Romania existed in a cultural and geopolitical space where a competition for political and military hegemony was waged, blocking individual initiatives and profound modernization. The Danes had many ways to exploit their agricultural products and process them into industrial products, while Romania was forced to export only agricultural products.

IX. EDUCATION FOR ADULTS

One of Haret’s contributions to the reform of the Romanian society was the regulation of education for adults. In his view, education in a modern state should encompass all age groups in an appropriate institutional framework. Education was invested with the role of a fundamental institution for popular advancement.

By laws and regulations, Spiru Haret created the institutional framework for the development of adult education in Romania through the schools for adults,

³¹ *Operele lui Spiru C. Haret [The Works of Spiru Haret]*, vol. II, p. 286.

³² *Operele lui Spiru C. Haret [The Works of Spiru Haret]*, vol. III, ed. cit., p. 184.

³³ *Operele lui Spiru C. Haret [The Works of Spiru Haret]*, vol. VI, ed. cit., p. 86.

³⁴ *Operele lui Spiru C. Haret [The Works of Spiru Haret]*, vol. VIII, București, Comunicare.ro, 2010, p. 104.

cultural circles, popular libraries, the villagers' soirees, village theatres, etc. He launched journals meant to enlighten the peasants and the workers.

Haret elaborated, in 1904, the Regulation Governing the Schools for Adults, stipulating that urban and rural communes, as well as the corporations of artisans could set up courses for adults at their own expense³⁵.

The syllabus of the schools for adults developed by Haret in 1904 established courses to complete the instruction of factory, workshop and shop apprentices. These training activities were held on the premises of the vocational or trade schools every weekday evening and on Sundays. They had a duration of three years. In the same document, the courses are presented: Romanian, French, German, arithmetic and elementary geometry, the study of trade and accounting, and theoretical and practical lectures on various branches of trade and industry³⁶.

The schools for adults were organized according to the population's level of education: primary schools for adults, free courses to complete one's general culture, adult schools for apprentices from factories, shops and workshops. Likewise, he set up schools where peasant women were shown how to raise and take care of livestock and poultry, and where they were taught notions of kitchen, gardening, pomology, hygiene, childcare, silkworm rearing, beekeeping, fabrics, sewing peasant clothes for women, men and children.

Haret conceived education as a means to remove illiteracy and ordered that training programs for the illiterate should be carried out. In Circular no. 43 226 of 31 August 1902, addressed to the prefects, who were enjoined to set up courses for adults, Haret remarked "the great significance of adult education in a country where there is such a large number of illiterate people"³⁷.

Due to his decisions and actions, there were established thousands of schools for adults in Romania at the beginning of the twentieth century. In 1904, nearly two thousand schools for adults were functioning with 80,000 students³⁸, while in the 1908–1909 school year; the number of courses for adults had been raised up to 1,403, with 56,678 participants.

Haret's program included the publishing of didactic books, accessible to as many readers as possible. For teachers, he created the collection "The Teaching Library" [Pedagogical Library], consisting of translated works of universal pedagogy. Haret supported the publication of the reviews *Convorbiri didactice* [Didactic Talks], *Învățământul primar* [Primary Education], *Noua revistă pedagogică* [The New Educational Review], *Școala românească* [The Romanian School], which included articles about the schools for adults. Through the *Albina* [Bee] magazine,

³⁵ "Regulamentul școlilor de adulți" ["Regulations on the Schools for Adults"], *Monitorul Oficial* [Official Gazette], no. 49, 3 (16) June 1904, p. 2514–2516.

³⁶ "Programa analitică pentru școalele de adulți" ["Curriculum of the Schools for Adults"], *Monitorul Oficial* [Official Gazette], no. 203, 8 (21) Decembre 1904, p. 7572.

³⁷ *Operele lui Spiru C. Haret* [The Works of Spiru Haret], vol. II, ed. cit., p. 161.

³⁸ *Operele lui Spiru C. Haret* [The Works of Spiru Haret], vol. VI, ed. cit., p. 86.

scientific knowledge was disseminated in the villages. This magazine was one of the few publications in Romania with an uninterrupted appearance.

Because of the institutional framework of adult education created by Spiru Haret in Romania, illiteracy decreased in a significant proportion – from 78% in 1899 to 61% in 1912.

One direction of adult education promoted by Spiru Haret was the initiation of decisions and actions meant to combat alcoholism. Haret was convinced that only the establishment of a strong community of primary school teachers could decisively influence the ultimate success of the fight against alcohol consumption. For that end, he listed – among the extracurricular activities of the teaching staff – the anti-alcohol campaign, which started in 1897 and “during which the teachers have worked with such energy”³⁹. He mentioned the foundation and organization of cultural circles in the villages, the inclusion of plays about the effects of alcoholism in the rural theatre repertoire, the publication of brochures and the portrayal of anti-alcoholism messages through paintings, all of them being distributed to the libraries of the rural schools and to teachers⁴⁰.

A significant fact is that the government, whose member Spiru Haret was, passed in Parliament in 1908, “The Law Establishing a Monopoly on the Sale of Spirits in Rural Communes and Measures against Drunkenness”, which was published in *Monitorul Oficial* [*Official Gazette*] on 7 March 1908.

CONCLUSIONS

Spiru Haret’s reforms were aimed at adapting the Romanian society, predominantly agrarian and peasant-like, to the requirements of the bourgeois economy, as well as to the European standards of institution administration. The school’s mission was to create the skills necessary for a professional life that would be different from the traditional agrarian activities. In addition, the school aimed to shape the consciousness of the citizens’ rights and obligations in a democratic state. In his view it is essential that everything that is learned in school should be learned seriously, with the thought of using that education.

Spiru Haret conceived the school as a fundamental institution for the process of creating and developing the national state because the first sequence of the national action takes place on the school ground. The school system of a country must be the faithful reflection of the needs, aspirations and national character of the people that live in it. Spiru Haret has regulated institutional rules of the entire Romanian education and he created a mass system of schools to prepare members of modern society.

Through his scientific work and his political and legislative measures, Haret provides an explanatory model for the modernization of the Romanian society. Undoubtedly, Spiru Haret was a true reformer of the Romanian society.

³⁹ *Operele lui Spiru C. Haret* [*The Works of Spiru Haret*], vol. VI, ed. cit., p. 84.

⁴⁰ *Operele lui Spiru C. Haret* [*The Works of Spiru Haret*], vol. II, ed. cit., p. 271.

REFERENCES

1. ADAMESCU, GH., Introduction to *Operele lui Spiru C. Haret* [*The Works of Spiru Haret*], vol. I, no year of publication.
2. BÂRSĂNESCU, ȘTEFAN; BÂRSĂNESCU, FLORELA (1978). *Educația, învățământul, gândirea pedagogică în România. Dicționar cronologic* [Education, Teaching, Pedagogical Thinking in Romania. A Chronological Dictionary], București: Editura Științifică și Enciclopedică.
3. BENAÏOT, AARON; RESNIK, JULIA (2006). "Lessons from the Past: A Comparative Socio-Historical Analysis of Primary and Secondary Education", in Aaron Benavot, Julia Resnik, and Javier Corrales (eds.), *Global Educational Expansion: Historical Legacies and Political Obstacles*, American Academy of Arts and Sciences.
4. BOLI, JOHN; RAMIREZ, FRANCISCO O.; MEYER, JOHN W. (1985). "Explaining the Origins and Expansion of Mass Education", *Comparative Education Review*, vol. 29, No. 2, May.
5. BOURDIEU, PIERRE; PASSERON, JEAN-CLAUDE (1970). *La reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris: Editions de Minuit.
6. CASTELLS, MANUEL (2010). *The Power of Identity*, second edition, Oxford: Blackwell.
7. HARET, SPIRU C. (2009). "Raport general asupra învățământului secundar prezentat d-lui ministru al Instrucțiunii Publice și Cultelor" ["General Report on Secondary Education Submitted to the Minister of Public Education and Religious Denominations"], în *Operele lui Spiru C. Haret* [*The Works of Spiru Haret*], vol. I, București, Comunicare.ro.
8. IORGA, NICOLAE (1971). *Istoria învățământului românesc* [*History of Romanian Education*], București, Editura Didactică și Pedagogică.
9. MANOLACHE, ANGHEL; PÂRNUȚĂ, GHEORGHE (coord.) (1993). *Istoria învățământului din România* [*History education in Romania*], vol. II (1821–1918), București: Editura Didactică și Pedagogică.
10. *Operele lui Spiru C. Haret* [*The Works of Spiru Haret*] (2009), vol. I, edited, introductory study and notes by Constantin Schifirneț, foreword by Remus Pricopie, București: Comunicare.ro.
11. *Operele lui Spiru C. Haret* [*The Works of Spiru Haret*] (2009), vol. II, București: Comunicare.ro.
12. *Operele lui Spiru C. Haret* [*The Works of Spiru Haret*] (2009), vol. III, București: Comunicare.ro.
13. *Operele lui Spiru C. Haret* [*The Works of Spiru Haret*] (2009), vol. VI, București: Editura Comunicare.ro.
14. *Operele lui Spiru C. Haret* [*The Works of Spiru Haret*] (2009), vol. VIII, București: Comunicare.ro, 2010.
15. „Programa analitică pentru școalele de adulți” [“Curriculum of the Schools for Adults”], *Monitorul Oficial* [Official Gazette], no. 203, 8 (21) December 1904, p. 7572.
16. RAMIREZ, FRANCISCO; VENTRESCA, MARC (1992). "Building the Institution of Mass Schooling: Isomorphism in the Modern World", in Bruce Fuller and Richard Robinson (eds.), *The Political Construction of Education*, New York: Praeger, p. 47–60.
17. „Regulamentul școlilor de adulți” [“Regulations the Schools for Adults”], *Monitorul Oficial* [Official Gazette], no. 49, 3 (16) June 1904, p. 2514–2516.
18. SCHIFIRNE, CONSTANTIN (2009). "Spiru Haret, reformatorul societății românești" [Spiru Haret, the Reformer of the Romanian Society], Introductory study to *Operele lui Spiru Haret* [*The Works of Spiru Haret*], vol. I, București, Editura Comunicare.ro, p. 13–42.
19. SCHIFIRNEȚ, CONSTANTIN (2012). "Tendential modernity" *Social Science Information*, March, vol. 51, no. 1, 22–51.
20. SOYSAL, YASEMIN; DAVID, STRANGE (1989). "Construction of the First Mass Education Systems in 19th-Century Europe." *Sociology of Education*, 62.
21. ȚIȚEICA, G. (2010). "Introduction" to *Operele lui Spiru C. Haret* [*The Works of Spiru Haret*], vol. X, București, Editura Comunicare.ro.
22. VINCENT, DAVID (2000). *The Rise of Literacy: Reading and Writing in Modern Europe*. Cambridge: Polity Press.

VOCEA INVITAȚILOR STRĂINI ÎN PARLAMENTUL ROMÂNIEI
(2007–2013). REPREZENTĂRI DISCURSIVE ASUPRA IDEALULUI
DEMOCRATIC EUROPEAN

VALENTINA PRICOPIE*

ABSTRACT

THE VOICE OF FOREIGN GUESTS IN THE ROMANIAN PARLIAMENT
(2007–2013). DISCURSIVE REPRESENTATIONS ON THE EUROPEAN
DEMOCRATIC IDEAL

This paper focuses on discourse analysis of a comprehensive corpus which consists of ten speeches presented by foreign guests in the plenum of Romanian Parliament, between 2007 and 2013. We talk about European officials and representatives of other States or international organizations, other than the EU, which emphasize the democratic ideal thesis in argumentative discourses of authority, oscillating between representations on values and principles of democracy in Europe and their concrete manifestations in today's Romania. The theoretical and methodological framework is provided by the argumentation theory and new rhetoric perspective on deliberative discourse, with focus on the current practice of public diplomacy at the European central level.

Keywords: democratic ideal, parliamentary debate, public diplomacy, political argument, Romanian Parliament.

1. INTRODUCERE

În perioada vizată de acest studiu (2007–2013), reperul esențial îl reprezintă aderarea României la Uniunea Europeană la 1 ianuarie 2007, moment care a declanșat introducerea și dezvoltarea tematicilor europene în interiorul dezbaterii parlamentare, dar și intrarea României într-o nouă etapă în relație cu idealul democratic. În studii pe care le-am elaborat anterior¹, un corpus exhaustiv, format din cele 161 de ședințe comune în Camerele reunite ale Parlamentului României

* Institutul de Sociologie al Academiei Române, Calea 13 Septembrie nr. 13, sector 5, 050711 București, România; e-mail: valpricopie@gmail.com.

¹ Vezi V. Pricopie (2013, 2014).

desfășurate în perioada menționată, a stat la baza unor analize punctuale axate în principal pe timpul alocat dezbaterii efective și pe tematicile majore ale discursului parlamentar românesc în relație cu Europa și idealul european. Tematicile prioritare identificate, în funcție de timpul de dezbateră alocat, sunt următoarele: dezbateră și aprobarea bugetului de stat și a bugetului asigurărilor sociale de stat, și, respectiv, propunerile, dezbaterile și votul pentru diferitele moțiuni de cenzură la adresa guvernelor succedate în această perioadă. Două alte tematici secvențiale, dar pentru care timpul de dezbateră a fost semnificativ, sunt cele asupra suspendării președintelui României (2007, 2012) și asupra revocării Avocatului Poporului (2012). O altă tematică recurentă în perioada 2007–2011 și care lipsește în ultimii doi ani acoperiți de studiul nostru (2012 și 2013) o constituie evocarea evenimentelor din decembrie 1989.

Tematica *Europa* (reper simbolic)/*Uniunea Europeană* (reper instituțional) înregistrează o prezență discursivă recurentă, cel mai adesea, sub formă de argument politic² transversal pentru susținerea unei poziții în cadrul reuniunilor comune. O a doua tematică recurentă utilizată adesea drept argument politic o constituie *democrația*, cu diferitele sale variațiuni discursive: principii democratice, democrația națională, democrația europeană, valorile democratice, idealul democratic; în fapt, referirile la idealul democratic sunt adesea introduse discursiv printr-o contextualizare tematică europeană ori prin comparație, între sistemul democratic românesc și cel occidental/european.

În cadrul dezbaterilor parlamentare din Camerele reunite ale Parlamentului României pentru perioada analizată, am consemnat separat intervențiile externe în plen reprezentate de: 10 inițiative de politică externă ale Parlamentului României; primirea, conform procedurii de organizare a ședințelor în plen, a 15 mesaje din partea Președintelui României și, respectiv, 10 alocuțiuni ale invitaților străini – reprezentanți ai altor state sau ai organismelor internaționale (vezi lista în *Anexa nr. I*). Acestea din urmă constituie corpul acestui studiu pe care îl analizăm în relație cu valențele discursive emergente ale idealului democratic european în România contemporană, din perspectiva practicii diplomației publice la nivel european și internațional.

² În perspectiva dezbaterii raționale, Calvert și Johnson (1998) operaționalizează conceptul de „argument politic” (*political argument*), utilizat în cadrul unei dezbateri autentice în care sunt implicați participanți cu statut egal, care își conduc propriul argumentar prin sinceritate. Paradigma aplicabilă este aceea de comunicare-acțiune (în accepțiunea de discurs performativ, cf. Austin, 1970), în cadrul căreia se pornește de la premisa că actul politic este format din secvențe infinite de comunicare, iar forța argumentului utilizat în actele de comunicare ale actorilor politici vine din aplicabilitatea socială și societală a acestuia (luare de decizii, demarare de proiecte cu impact social etc.), însoțită de legitimitatea cu care actorul politic este investit. În perspectiva celor doi autori, ședințele parlamentare constituie doar o „versiune ritualizată a argumentului politic” (Calvert, Johnson, 1998, p. 10), acestea fiind constrânse de caracterul oficial, formal, procedural al ședinței parlamentare în sine, luarea cuvântului în cadrul ședinței parlamentare nefiind nimic mai mult decât un act de comunicare cu valențe politice, de care se uzează în sensul susținerii sau respingerii unei teme date (Calvert, Johnson, 1998, p. 10).

2. PERSPECTIVE ASUPRA DEMOCRAȚIEI ÎN EUROPA: CONTEXT JURIDIC LA NIVEL CENTRAL-EUROPEAN

Democrația constituie valoarea fundamentală care stă la baza construcției europene; Tratatul Uniunii Europene, denumit Tratatul de la Maastricht (1992), introduce în *Preambulul* versiunii sale consolidate (2010), un paragraf care prezintă democrația în trei ipostaze esențiale:

a. valoare universală și emanație a moștenirii culturale a continentului european: „INSPIRÂNDU-SE din moștenirea culturală, religioasă și umanistă a Europei, din care s-au dezvoltat valorile universale care constituie drepturile inviolabile și inalienabile ale persoanei, precum și libertatea, democrația, egalitatea și statul de drept”³,

b. principiu fundamental: „CONFIRMÂND atașamentul lor față de principiile libertății, democrației și respectării drepturilor omului și libertăților fundamentale, precum și ale statului de drept”⁴,

c. valoare instituțională în cadrul UE: „HOTĂRĂȚI să consolideze caracterul democratic și eficacitatea funcționării instituțiilor, pentru a le permite acestora să-și îndeplinească mai bine, într-un cadru instituțional unic, misiunile care le sunt încredințate”⁵.

Varianta consolidată a Tratatului privind Uniunea Europeană enumeră astfel toate valorile fundamentale (printre care și democrația) care statuează legitimitatea democratică a construcției europene actuale: Art. 2. „Uniunea se întemeiază pe valorile respectării demnității umane, libertății, democrației, egalității, statului de drept, precum și pe respectarea drepturilor omului, inclusiv a drepturilor persoanelor care aparțin minorităților. *Aceste valori sunt comune statelor membre într-o societate caracterizată prin pluralism, nediscriminare, toleranță, justiție, solidaritate și egalitate între femei și bărbați.*”⁶ De asemenea, cf. Art. 10 (1), din punct de vedere instituțional, „Funcționarea Uniunii se întemeiază pe *principiul democrației reprezentative*”⁷, în timp ce importanța dialogului democratic cu cetățenii europeni este subliniată în Art. 10 (3), după cum urmează: „*Orice cetățean are dreptul de a participa la viața democratică a Uniunii. Deciziile se iau în mod cât mai deschis și la un nivel cât mai apropiat posibil de cetățean.*” Democrația ca principiu fundamental este, în plus, prima valoare pe care Uniunea Europeană se angajează să o respecte în relațiile sale externe în plan internațional, conform aceluiași Tratat (vezi Art. 21, alin. (1)). Dintre scopurile acțiunilor UE care includ participarea democratică, amintim: consolidarea și sprijinirea

³ *Versiunea consolidată a Tratatului privind Uniunea Europeană*, „Jurnalul Oficial al Uniunii Europene”, C83/10.03.2010, p. 15.

⁴ *Ibidem.*

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*, p. 17.

⁷ *Ibid.*, p. 20.

democrației (art. 21 (2), a/), sprijinirea participării tinerilor la viața democratică a Europei (Art. 165 (2)), protejarea instituțiilor democratice și a populației civile (Art. 222 (1) a/).

Varianța consolidată a Tratatului UE permite adoptarea în 2010 a *Cartei Drepturilor Fundamentale a Uniunii Europene* (C83/02) care pune valorile universale în centrul acțiunii sale simbolice, noul text de lege statuând întemeierea acestor valori pe principiul democrației și principiul statului de drept și prevăzând consolidarea constituțiilor democratice ale statelor membre. Cu toate acestea, niciunul dintre documentele legislative analizate succint mai sus nu surprinde perspectiva sistemică, legitimă din punct de vedere juridic, în abordarea democrației la nivel european.

Prin varianța consolidată a Tratatului UE, în baza *Protocolului privind rolului Parlamentelor naționale în Uniunea Europeană* (C310/2004), se accentuează rolul și implicarea parlamentelor naționale ale statelor membre în afacerile interne ale Uniunii Europene; astfel, Art. 12 al Tratatului definește relația dintre Parlamentul European și parlamentele naționale ale statelor membre prin sintagma „cooperare interparlamentară”. În baza principiului cooperării interparlamentare, membri ai Parlamentului European participă frecvent, promovând dialogul informal, la vizite de lucru, de documentare și de studiu sau la vizite tematice dedicate politicilor europene desfășurate în parlamentele naționale ale statelor membre, la inițiativa acestora din urmă. Tot la invitația parlamentelor naționale, includem și vizitele oficiale, cu caracter formal, ale reprezentanților instituțiilor europene (în special, președintele Parlamentului European, Președintele Comisiei Europene, Președintele Consiliului European, Președintele Adunării Parlamentare a Consiliului Europei) – în care se încadrează și majoritatea discursurilor înregistrate în corpusul acestui studiu – care fac parte din categoria discursurilor de diplomatie publică, cu finalitate comunicațională axată pe imagine, vizibilitate și promovare.

3. IDEALUL DEMOCRATIC ȘI DEZBATEREA PARLAMENTARĂ: CONTEXT TEORETICO-METODOLOGIC

Dezvoltarea unor noi direcții de cercetare în științele socio-umane, cu accent pe evoluțiile recente ale procesului de democratizare, au produs concepte noi, precum *democrație participativă*, *democrație deliberativă*, *dezbateri democratice* și *dezbateri participative*. În fapt, referențialul prim rămâne democrația din Grecia Antică, la fel cum abordările recente asupra *dezbaterei*, *dialogului* și *participării* sunt legate indisolubil de *democrație*. În accepțiunea sa tradițională, *democrația* este definită prin *reprezentativitate* și accesul cetățenilor la putere și la exercitarea democratică a acesteia. De aceea, specialiștii în drept european consideră că

utilizarea formei adjectivale *democratic/democratică* este lipsită de rigoare⁸, în textele fondatoare și cele revizuite care instituie Uniunea Europeană. Pe de altă parte, este universal acceptat faptul că *participarea* se află în centrul sistemului democratic (vizând participarea cetățenilor la deciziile publice), iar *dezbaterea* constituie forma esențială de participare la democrație. Din aceste considerente, putem interoga inclusiv cele două sintagme conceptualizate care domină vocabularul științific socio-uman al ultimilor douăzeci de ani în Europa și în lume, respectiv *democrație participativă* și *dezbatere democratică/participativă*, care, la limită, pot fi considerate expresii pleonastice. Cu toate acestea, larga lor răspândire în literatura de specialitate poate fi explicată în concordanță cu unele remarci de ordin empiric (inclusiv în ceea ce privește democrația în Uniunea Europeană), care țin de criza de reprezentativitate ce definește societățile democratice contemporane, tradusă științific prin formula „deficit democratic”⁹. În plus, evoluțiile sociale și instituționale rapide înregistrate în ultimii ani sunt departe de a se fi încheiat, ceea ce face ca toate aceste concepte să fie supuse unor provocări și mutații fundamentale, motiv pentru care specialiștii consideră că limitele actuale de definire a acestora rămân încă imprecise.

În acest context, parlamentul constituie forul instituțional legislativ la nivel național, care, prin reprezentativitate democratică, reprezintă interesele cetățenilor naționali, iar prin extrapolare, Parlamentul European acționează în același sens la nivelul Uniunii Europene în interesul cetățenilor europeni. În perspectiva simbolică a idealului democratic, dezbaterea publică în cadrul ședințelor ordinare și solemne ale parlamentului național ar constitui, astfel, instrumentul democratic esențial pe care parlamentarii (reprezentanți ai cetățenilor) îl utilizează în sensul corectării prevederilor legislative în beneficiul interesului național/public/comun. În practică,

⁸ „L'utilisation du terme démocratique dans sa forme adjectivale manque parfois de rigueur. Elle tient au fait qu'est attachée au mot démocratique une connotation positive qui parfois tend à masquer des évolutions qui remettent en cause la démocratie, tout du moins dans sa forme traditionnelle, à savoir représentative. La confusion opérée par la Cour européenne des droits de l'homme entre un système de valeurs, les droits fondamentaux, et un système de légitimation et d'exercice du pouvoir, la démocratie, en témoigne” (Mathieu, 2010: p. 11).

⁹ Există numeroase interogații de ordin teoretic și empiric în legătură cu acest concept, dar întrebarea esențială care se impune este următoarea: există oare un deficit democratic european? Literatura de specialitate explică această dilemă din perspectiva deficitului european în materie de „soft power”, în sensul în care realizările incontestabile ale Uniunii Europene în ceea ce privește promovarea și implementarea standardelor democratice sunt cu mult mai semnificative decât percepția publică adesea negativă (atât în interiorul UE, cât și pe plan internațional) asupra imaginii Europei și a acțiunilor și realizărilor concrete ale acesteia, cauzate mai degrabă de un deficit comunicational la nivel de diplomatie publică. Vezi în acest sens cartea *European Public Diplomacy* (Mai'a K. Davis Cross și Jan Melissen, 2013), de unde spicuim: „There is a complex story behind the gap between the EU's image and the reality of its significance in world politics. However, the consequence of this weak and often negative, external image is that the EU continually underperforms when it comes to soft power” (p. 2).

adesea, formulele care dau seama de idealul democratic, omniprezente în discursul parlamentar, vizează obiective pe termen lung și foarte lung și se constituie în apanajul „democrațiilor emergente”.

În fapt, însă, literatura anglofonă (Elster, 1998; Risse, 2000) de influență habermasiană din domeniul științelor politice stabilește, încă de la începutul anilor '90, că dezbateră politică – denumită procedural în acest mod, dar impropriu din punct de vedere conceptual – reprezintă un șir nesfârșit de acte de comunicare în cadrul cărora fiecare participant la dialogul politic intervine în scopul de a modifica opinia (poziția) interlocutorilor. În perspectivă lingvistică, este preferată sintagma de „discurs parlamentar” și evitată formula de „dezbateră parlamentară”, iar discursul parlamentar este înțeles și analizat ca o subdiviziune a discursului politic. Diferitele definiții oferite de cercetători indică, pentru L. Treimane (2010), trei caracteristici esențiale ale „discursului parlamentar”, după cum urmează: „Reprezintă varianta cea mai formală și instituționalizată a discursului politic; evidențiază șabloane fixe și recurente de comunicare care formalizează și restricționează, în egală măsură, modul de comunicare; impune o abordare contextuală în analiză” (Treimane, 2010, p. 79). Autoarea citată analizează în abordare lingvistică *pattern*-urile lexico-gramaticale ale ședințelor parlamentare care cuprind mai multe „debateri” (după cum sunt denumite procedural), pentru care propune următoarea definiție: „Elementul central al sesiunii plenare îl constituie dezbateră – o confruntare formală, verbală a membrilor Parlamentului, pe probleme de legislație. În cadrul debaterii, membrii nu își exprimă numai opinia personală, ci și pe aceea a partidului politic pe care îl reprezintă. Astfel, dezbateră este, de obicei, o confruntare formală între „poziția” parlamentară (forța politică ce formează guvernul, denumită „coalțiție”) și „opoziție” (Treimane, 2011, p. 83).

Elementele discursive care se înscriu în registrul idealului democratic sunt, cu toate acestea, omniprezente în discursul parlamentar, în sensul în care forța simbolică și, deci, argumentativă a referirilor la democrație, în general, și la valorile democratice, în special, poate releva locuri comune care circumscriu orice discurs public/politic cu valențe argumentative, emis în sfera publică democratică. Discursurile din categoria diplomației publice explorează și uzează de aceste locuri comune ale discursurilor naționale¹⁰, astfel încât să transmită mesaje comprehensive, convingătoare și la îndemâna auditoriului.

¹⁰ „Discursive influence is more easily obtained if the message transmitted is consistent with the basic beliefs and values of people [...]. Social structures of meaning function in this way as a structural constraint on future articulations. This means that any articulation seeking to influence a foreign discourse must be attuned to specific patterns of meaning that already exist. Influence is maximised by framing interventions in subtle terms that resonate with the existing discursive elements. Public diplomacy should thus as a first step involve a solid analysis of the political discourses of the target group” (Rasmussen, 2009, p. 6).

4. CONTEXT INSTITUȚIONAL: ORGANIZAREA ȘI DESFĂȘURAREA ȘEDINȚELOR COMUNE ALE CELOR DOUĂ CAMERE ALE PARLAMENTULUI ROMÂNIEI

În conformitate cu Art. 13 (Capitolul II, Secțiunea I) din *Regulamentul activităților comune ale Camerei Deputaților și Senatului*¹¹, reunirea în plen a tuturor senatorilor și deputaților din Parlamentul României se realizează în condiții specifice, în baza prevederilor Art. 62 din Constituția României. Printre acestea se numără primirea mesajului Președintelui României și, respectiv, punerea sub acuzare sau suspendarea acestuia, primirea mesajelor oficialităților străine (reprezentanți ai altor state sau ai organismelor internaționale) care vizitează țara și adoptarea legilor de aderare la Uniunea Europeană, la NATO sau la alte organisme internaționale, dar și acordarea ori retragerea votului de încredere din partea Parlamentului pentru Guvern, prin inițierea și adoptarea moțiunilor de cenzură. Alte competențe ale reuniunilor comune în plen vizează numirea Avocatului Poporului și a directorului Serviciului Român de Informații, examinarea și aprobarea rapoartelor de activitate prezentate de Consiliul Superior de Apărare a Țării și de Curtea de Conturi.

Camerele Parlamentului se reunesc în plen, în mod obligatoriu, în două sesiuni ordinare pe an (cuprinzând mai multe ședințe), și se pot reuni, de asemenea, în mai multe sesiuni extraordinare, în funcție de problemele de actualitate legislativă care se impun, date fiind competențele specifice ale reuniunilor în ședințe comune. De asemenea, camerele se pot reuni și în sesiuni solemne pentru aniversări, comemorări etc.

Din punct de vedere procedural, personalități internaționale reprezentative sunt invitate în ședințele comune ale celor două Camere ale Parlamentului României; scurte introduceri biografice, cu precădere de natură profesională, sunt prezentate în fața senatorilor și deputaților români înainte de alocuțiunea invitatului. Rar și foarte rar, se acceptă o formă de dezbatere rigidă și ritualizată, permițând câte o întrebare pentru invitatul străin din partea fiecărui grup parlamentar. De pildă, dintre cei zece invitați străini care au susținut alocuțiuni în plenul Camerelor reunite ale Parlamentului României în perioada 2007–2013, numai doi dintre ei¹² au formulat răspunsuri cumulate la întrebări adresate de câte un reprezentant al fiecărui grup parlamentar, după cum putem vedea în tabelul din *Anexa nr. 1*.

¹¹ *Regulamentul activităților comune ale Camerei Deputaților și Senatului*, <http://www.cdep.ro/pls/dic/site.page?id=748>

¹² Jose Manuel Durao Barroso, președintele Comisiei Europene, și Jean-Claude Mignon, președintele Adunării Parlamentare a Consiliului Europei. Întrebările înregistrate din partea diferitelor grupuri parlamentare nu au relevanță metodologică în contextul studiului nostru, în sensul în care se focalizează, în general, pe preocupări de politică internă specifice fiecărui grup parlamentar și care își pot găsi răspunsuri și soluții numai pe plan politic intern, fără „intruziunea” Uniunii Europene. Din acest motiv, răspunsurile cumulate ale celor doi invitați se constituie în prilej de reafirmare a valorilor europene și a rolului central al parlamentelor naționale din Europa în gestionarea afacerilor interne și atingerea consensului asupra afacerilor europene.

5. DIMENSIUNEA EUROPEANĂ A TEMATICILOR ABORDATE

5.1. TEMATICI PRIORITARE ALE DISCURSULUI DESPRE EUROPA

Cele zece alocuțiuni care fac obiectul acestui studiu se înscriu, toate, în general în mod direct, în tematica europeană, motiv pentru care am păstrat în corpusul supus analizei toate intervențiile unor invitați străini în plenul Parlamentului României din perioada avută în vedere. Am identificat trei categorii principale de invitați:

a. oficiali ai Uniunii Europene: Președintele Comisiei Europene J.M. Barroso în 2007; Președinți ai Parlamentului European: H.-G. Pöttering, în 2007; J. Buzek, în 2010 și M. Schulz în 2012; Președintele Consiliului European, H. von Rompuy, în 2012; Președintele Adunării Parlamentare a Consiliului Europei, J.-C. Mignon, în 2013;

b. reprezentanți ai altor organisme internaționale: Directorul general al Fondului Monetar Internațional, D. Strauss-Kahn, în 2010;

c. oficiali ai altor state, dintre care doi președinți: președintele Franței, N. Sarkozy, în 2008, și președintele interimar al Republicii Moldova, M. Ghimpu, în 2010; și, respectiv, premierul Consiliului de Stat al Republicii Populare Chineze, Li Keqiang, în 2013.

Vizitele oficiale care au prilejuit alocuțiunile analizate sunt, în genere, fie corelate cu momente istorice cu încărcătură simbolică, fie înscrise în cadrul unor delegații oficiale organizate pentru semnarea de protocoale de cooperare bilaterală (astfel indicate în *Anexa nr. 1*).

În categoria momentelor istorice se înscriu:

– aniversarea, în 25 februarie 2013, a 20 de ani de la aderarea României la Consiliul Europei, marcată simbolic de alocuțiunea în plenul Parlamentului României a președintelui Adunării Parlamentare a Consiliului Europei, Jean-Claude Mignon;

– aniversarea, în 24 aprilie 2012, a șapte ani de la Semnarea la Luxemburg de către România a Tratatului de Aderare la UE, marcată prin vizita oficială a președintelui Consiliului European, Herman Van Rompuy și alocuțiunea acestuia în plenul Parlamentului României;

– aniversarea, în 27 aprilie 2010, a 20 de ani de la momentul în care tricolorul a devenit drapel de stat al Republicii Moldova, marcată în plenul Parlamentului României prin alocuțiunea lui Mihai Ghimpu, Președintele interimar al Republicii Moldova și președintele parlamentului de la Chișinău.

Din cea de-a doua categorie fac parte:

– semnarea acordului strategic bilateral franco-român, în 4 februarie 2008, moment marcat prin Alocuțiunea Președintelui Republicii Franceze, Nicolas Sarkozy;

– semnarea Protocolului de colaborare și parteneriat între Parlamentul României și Parlamentul Republicii Moldova care instituie Comisia comună pentru integrare europeană a Republicii Moldova, în 27 aprilie 2010, moment marcat prin

Alocuțiunea Președintelui interimar al Republicii Moldova și Președinte al Parlamentului de la Chișinău, Mihai Ghimpu;

– semnarea Acordului bilateral de cooperare chino-română, în contextul Forumului la înalt nivel China-Europa Centrală și de Est, derulat la București, în noiembrie 2013, moment marcat prin Mesajul premierului Consiliului de Stat al Republicii Populare Chineze, Li Keqiang, susținut în 27 noiembrie 2013.

Din punct de vedere a organizării tematice a acestor intervenții străine în plenul parlamentului, alocuțiunile oficialilor europeni se centrează pe o serie de teme dominante precum: România în Uniunea Europeană (cu subtematici privilegiate: lupta împotriva corupției, statul de drept, aderarea României la spațiul Schengen, drepturile minorităților în UE, libera circulație în UE), reforma politică și instituțională a Uniunii Europene (în special, ratificarea noului Tratat de Reformă), alegerile europarlamentare (ca tematică secvențială în 2007, în contextul în care România participă pentru prima dată la acestea); o temă transversală care este atinsă, practic, de majoritatea discursurilor analizate se referă la criza economică și la efectele sociale și politice pe care aceasta le înregistrează în statele membre, precum și asupra imaginii de ansamblu a Uniunii Europene.

Niciunul dintre celelalte discursuri susținute de alți invitați străini în plenul Parlamentului României nu neglijează tematicile europene, fie în mod direct (așa cum este cazul discursului lui M. Ghimpu, axat pe suportul acordat de România Republicii Moldova în scopul aderării acesteia din urmă la Uniunea Europeană), fie în mod secvențial (vezi discursul lui D. Strauss-Kahn, care așează în oglindă principiile FMI și politica fiscală a Uniunii Europene și, respectiv, discursul lui Li Keqiang, care contextualizează cooperarea chino-română în perspectiva integrată a relațiilor chino-europene, cu focus pe Europa Centrală și de Est).

5.2. TOPOSURI ALE DISCURSULUI DESPRE EUROPA

Neoretorica revitalizează impactul public al toposurilor (ca forme de raționament care structurează logica discursivă a argumentației), înțelese ca locuri comune ale gândirii transpuse simbolic în discurs, cu semnificație pentru partenerii de dezbateră sau pentru auditoriu. În perspectiva contemporană asupra diplomației publice, forța semnificantă a toposurilor se traduce în termeni de „soft power”¹³, înscrisă în demersul școlii constructiviste asupra relațiilor internaționale, conform căreia discursul reprezentanților oficiali reprezintă principalul instrument și vehicul de transmitere și popularizare a normelor și a valorilor împărtășite. Din perspectivă clasică, principalele categorii de toposuri¹⁴, care contribuie la percepția proximă

¹³ „Through discourse, PD [public diplomacy] actors seek to change the frames of references that foreign audiences use to discuss their own country. The messages they deliver and the self-image they project are intended to persuade foreign publics to adopt a positive view” (M.K. Davis Cross; J. Melissen, 2013, p. 3).

¹⁴ Vezi în acest sens și L. Bădescu, 2011.

(din punct de vedere spațial și identitar) și facilitează o viziune împărtășită, sunt cele geografice, istorice, culturale, politice și religioase. Toate acestea se regăsesc atât în discursurile oficialilor europeni care au vizitat Parlamentul României, cât și în discursurile reprezentanților altor organisme internaționale ori ale șefilor de state și de guverne, ale căror discursuri au fost incluse în corpusul nostru de analiză.

În ceea ce privește discursul despre Europa, identificăm, în alocuțiunile oficialilor europeni care s-au adresat plenului Parlamentului României, o serie de toposuri din categoriile clasice menționate, care definesc identitatea construcției europene. Identitatea simbolică a construcției europene actuale nu se definește însă în prezent, în mod strict, pornind de la aceste toposuri (care, oricum, nu sunt negate, ci, mai degrabă, reafirmate cu fiecare prilej). Astfel, am identificat un nou set de toposuri care definesc construcția europeană actuală, iar valențele sale pot fi observate la nivelul oricărei forme de diplomatie publică promovată de oficialii Uniunii Europene și, deci, inclusiv în alocuțiunile analizate, astfel:

1. *locuri comune*: toposul geografic (continentul Europa), toposul istoric (istoria tumultuoasă a statelor continentului european care au intrat pe un alt drum odată cu realizarea construcției europene care promovează pacea), toposul cultural (moștenirea culturală comună a Europei, adesea este utilizat și toposul cultural-identitar al moștenirii latine), toposul politic (Uniunea Europeană – construcție politică), toposul religios (creștinismul, tradiția creștină a Europei sau chiar Europa creștină).

2. *locuri specifice*¹⁵: Este vorba în primul rând de valorile universale (pacea, libertatea de exprimare, democrația, drepturile și libertățile fundamentale, egalitatea de șanse și de tratament etc.) înțelese ca valori specifice Uniunii Europene, precum și toposuri identitare specifice¹⁶ actualei construcții europene precum: unitatea și diversitatea, cetățenia națională și cetățenia europeană, păstrarea suveranității naționale în Europa unită, viitorul Europei și, respectiv, cooperarea interparlamentară. Nu întâmplător, acestea din urmă sunt tematicile care compun agenda publică europeană¹⁷, cu atât mai mult cu cât ele se constituie, în același timp, atât în argumente pentru proeuropeni, cât și în contraargumente pentru eurosceptici, definind astfel paradoxul identității europene în construcție.

6. IDEALUL DEMOCRATIC: REPREZENTĂRI ÎN DISCURSURILE INVITAȚILOR STRĂINI

Tot neoretorica ne oferă procedeele tehnice de examinare a diferitelor categorii de toposuri care permit construirea unei argumentări reușite în cadrul discursului deliberativ. După K. Perelman și L. Olbrechts-Tyteca (1958/2008),

¹⁵ V. în acest sens K. Perelman și L. Olbrechts-Tyteca, 1958/2008: p. 112–115.

¹⁶ Toposurile identitare specifice sunt exemplificate prin extrase din alocuțiunile analizate în tabelul de la *Anexa nr. 2*.

¹⁷ Vezi V. Pricopie, 2014.

acestea sunt: toposuri ale cantității, ale calității, ale ordinii, ale existentului, ale esenței și ale persoanei – cele mai reprezentative categorii, care, în funcție de situația argumentativă și de contextul discursiv, permit identificarea în discurs a realității unice promovate prin acel discurs, ale cărei valențe au devenit fundamental concrete, în virtutea demonstrației. Pornind de la aceste considerente de ordin teoretico-metodologic, putem identifica în discursurile analizate modul în care valori abstracte (idealuri democratice) se convertesc discursiv în valori concrete (sisteme, state, norme, reguli, proceduri, acțiuni democratice) care definesc și fundamentează o realitate actuală unică – Uniunea Europeană.

Premisele argumentative ale oricărui discurs oficial despre Europa în România sunt următoarele: atitudinea cetățenilor români, favorabilă și foarte favorabilă Uniunii Europene și instituțiilor acesteia (uneori cea mai ridicată la nivel european, așa cum este reflectată de rapoartele Eurobarometru, în special în perioada de preaderare), în deficitul României și al instituțiilor centrale naționale; speranțele publice asociate adesea *in abstracto* construcției europene, în sensul în care procedura de aderare la Uniunea Europeană s-a construit la nivel de percepție publică în jurul a câtorva metafore identitare (drumul spre Europa, întoarcerea României la normalitatea/civilizația/familia europeană etc.); situație de argumentare comodă într-un context de încredere socială generalizată în Uniunea Europeană și instituțiile acesteia, dublată de prestigiul personalităților invitate (argument de autoritate), elemente care asigură un context de adeziune explicită a auditoriului (în cazul nostru, senatorii și deputații care compun Parlamentul României și, deci, îi reprezintă în mod democratic pe cetățenii României). În aceste condiții, în care auditoriul este în majoritate favorabil tezei centrale expuse în argumentație, toposurile sunt utilizate într-un scop subtil – acela de a consolida percepția pozitivă în condițiile în care realitatea europeană nu mai este (sau nu ar mai trebui să fie) o abstracțiune pentru România (începând din ianuarie 2007), ci o realitate concretă, socială a cetățenilor români.

Disocierea concret/abstract în ceea ce privește realitatea europeană în România actuală constituie, de asemenea, o mare provocare pentru un astfel de discurs, motiv pentru care cele mai multe dintre discursurile emise de reprezentanți oficiali europeni sau ai unor state europene vizează să-și avizeze auditoriul asupra implicațiilor concrete ale realității europene a României actuale, și aceasta în special în relație cu dimensiunea concretă a practicilor și normelor democratice. De aceea, considerăm în acest studiu că teza argumentativă a șapte¹⁸ din zece alocuțiuni analizate vizează un aspect profund al relației abstract-concret, respectiv conștientizarea apartenenței europene și a implicațiilor acesteia în relație cu idealul democratic abstract și cu manifestările sale concrete, atât la nivelul decidenților politici, cât și la nivelul cetățenilor unui nou stat membru al Uniunii Europene. La acest nivel, idealul democratic și toate valorile și manifestările concrete asociate

¹⁸ Cu excepția alocuțiunilor lui D. Strauss-Kahn; M. Ghimpu; Li Keqiang.

acestui funcționează, la limită, ca argumente *ad hominem*, periferice, dar incontestabile, iar această perspectivă justifică alegerea noastră de a prezenta în oglindă reprezentările discursive ale invitaților asupra democrației europene și, respectiv, asupra democrației românești¹⁹.

Privirea în oglindă a reprezentării central-europene asupra democrației și a manifestărilor concrete ale acesteia și, respectiv, a reprezentării oficialilor europeni asupra stadiului democratic al României actuale permite identificarea unei mutații care s-a operat la nivel simbolic asupra unei metafore recurente care a traversat toate discursurile publice românești și europene în toată perioada de preaderare a României la Uniunea Europeană – *drumul României spre Europa*. Departe de a se fi încheiat la ianuarie 2007, odată cu aderarea efectivă, calea europeană a României, așa cum rezultă ea din perspectiva aleasă în alocuțiunile oficialilor europeni, contrazice astfel percepția publică națională care considera în mod explicit momentul 1 ianuarie 2007 drept finalitatea procesului de europenizare și punctul terminus al drumului României spre Europa. Prin urmare și în special în relație cu procesul de democratizare efectivă la standarde europene, drumul spre Europa al României contemporane se întoarce în punctul inițial, la 1 ianuarie 2007, prin implicarea unui alt set de realități sociale și mai ales politice din registrul „democrației emergente”, care acționează la nivel simbolic ca sancțiuni discursive, astfel:

a. sancțiuni discursive implicite, cu rol de avertisment (acestea pot fi relaționate cu lipsa de reacție a instituțiilor naționale în actualul context european al României și lipsa dezbaterii participative din partea reprezentanților naționali în contextul relațiilor bilaterale dintre Uniunea Europeană și România, stat membru):

„Din octombrie 2006, Comisia Europeană a primit 180 de opinii din 23 de adunări naționale, pentru 59 de propuneri legislative. *Parlamentul României, însă, nu a profitat de această oportunitate, dar sper că dialogul nostru se va construi în lunile și anii care vin. Aceasta reprezintă o oportunitate pentru un impact direct asupra dezbaterilor europene*” (J. M. Barroso, 2007);

sau

„*Drumul înainte este dificil, însă, de data aceasta, nu sunteți singuri. Sunteți un membru important al Uniunii Europene, cu un glas care trebuie auzit și suntem aici pentru a vă ajuta, indiferent cât de lung sau de dificil va fi acest drum*” (J. Buzek, 2010).

b. Sancțiuni explicite, cu rol de corectare a actualelor practici politice naționale (acestea pot fi corelate cu recomandările în acest sens ale rapoartelor de țară pregătite de specialiștii Comisiei Europene în fiecare an, pornind de la deraierile identificate privind practica democratică):

„Nu-mi este foarte ușor să vă spun următorul lucru, dar, ca prieten, trebuie să fiu sincer. *Pentru mine, nici abuzul de încredere și nici ordonanțele de urgență nu*

¹⁹ Vezi tabelul de la Anexa nr. 3.

sunt compatibile cu spiritul democrației. O astfel de practică politică subminează principiul controlului democratic reciproc” (M. Schulz, 2012);

sau

„Democrația nu constă numai în aplicarea unor texte, este, înainte de toate, o practică și o stare de spirit. Nicio constituție, oricât de perfectă ar fi, nu garantează o funcționare într-adevăr democratică, care presupune respectul celui alt și toleranța. Politica nu poate fi continuarea războiului. Democrația presupune ca majoritatea să accepte să nu abuzeze de puterile sale, chiar când textele legii o permit. Nu trebuie să recurgem masiv la ordonanțe de urgență și o polarizare excesivă este, de asemenea, periculoasă” (J.-C. Mignon, 2013);

sau

„Este vorba despre faptul că orice persoană care este condamnată politic trebuie să renunțe imediat la mandat. Imunitatea parlamentară trebuie să permită însă exercitarea mandatului fără niciun fel de presiuni. Așa este, dar este vorba despre credibilitatea actorilor politici în democrație. Aș mai adăuga că existența unei presei libere, independente este o condiție a democrației. Reglementarea ei trebuie să fie exercitată de către un organ absolut independent” (J.-C. Mignon, 2013).

În aceste condiții, principalele tipuri de acțiuni naționale percepute drept deraieri de la idealul democratic european, așa cum rezultă din alocuțiunile oficialilor UE, sunt: atingerile aduse libertății presei²⁰, libertății de exprimare și drepturilor minorităților, abuzul guvernamental în practica ordonanțelor de urgență, uzarea de imunitate parlamentară în scopul evitării condamnării, în cazul anumitor parlamentari, de altfel, elemente care în ultimii ani au constituit puncte sensibile în rapoartele de țară elaborate de Comisia Europeană în cazul României. Corecțiile aduse de oficialii europeni, atât la nivelul alocuțiunilor analizate, cât și prin rapoartele de țară, converg spre aceeași idee a conștientizării pe plan național a

²⁰ În plus, este cunoscut faptul că mass-media din România e foarte critică la adresa acțiunilor politice în ceea ce privește libertatea presei. Evaluând activitatea comisiilor specifice reglementării domeniului mass-media din Camera Deputaților și Senatul Parlamentului României, R. Petre observă că aderarea la Uniunea Europeană începe să fie marcată și prin schimbări structurale la nivelul organizării și funcționării comisiilor parlamentare în domeniul mass-mediei, sub influența reglementărilor europene în vigoare: „Este de remarcat că, în pofida încrederii scăzute față de Parlament a cetățenilor și a poziției critice a mediei față de respectiva instituție, totuși de aceasta depinde cadrul legislativ în care societatea și mass-media funcționează” (R. Petre, 2009: p. 38). Sunt privilegiate abordările culturologice tradiționale asupra mass-mediei și, mai nou, după integrare, abordarea tehnicistă în relație directă cu reglementările europene în domeniul industriilor media, astfel: „În ambele camere parlamentare, media este situată alături de cultură, abordarea culturologică a mass-mediei având tradiții destul de îndelungate în sistemele instituționale românești. Aceste variante instituționale încep să se modifice în context european, conform distincțiilor între conținutul mediei și suportul tehnologic al acesteia, între accepțiunea economică de produs pe o piață, parte a industriilor culturale și accepțiunea culturală de bun simbolic” (*Ibidem*, p. 39). În acest context, este necesar un studiu amănunțit asupra dezbaterilor conduse în ședințele comisiilor de media ale Parlamentului României asupra specificațiilor rapoartelor de țară elaborate de Comisia Europeană în ceea ce privește atingerile aduse de politic libertății presei în România.

responsabilității politice în actualul context european, subînțeleasă în relație cu *solidaritatea* Uniunii Europene, atât de des afirmată în corpusul acestui studiu. În fapt, este vorba despre un nou cuplu nominal cu valențe argumentative pe planul disocierii, care circumscrie actuala realitate concretă, europeană, a României actuale.

7. ÎN LOC DE CONCLUZII

În democrațiile contemporane, abordarea sistemică asupra democrației este privilegiată, cu o importantă dimensiune instituțională care se axează pe rolul instituțiilor în asigurarea reprezentativității și participării cetățenilor la deciziile democratice. În acest cadru, principalele idealuri democratice (care se confundă cu două dintre principalele valori și drepturi universale) sunt libertatea și egalitatea. Tot în acest cadru, parlamentul unui stat declarat democratic se constituie simbolic în arena de dezbatere reprezentativă la nivel național pentru apărarea idealurilor democratice. Uniunea Europeană – structură politică și instituțională suprastatală și transnațională – așază cele două idealuri democratice fundamentale, alături de pace, în centrul preocupărilor sale de protejare și promovare a democrației. Acestea deschid toate textele constitutive ale construcției europene și sunt prezentate drept argumente, construite cel mai adesea prin disocierea noțiunilor, pentru toate deciziile și acțiunile politice, sociale, economice, culturale, comunicaționale ale Uniunii Europene.

În ceea ce privește democrația – un topos recurent al discursului oficialilor despre Europa – disocierea noțiunilor din categoria *lumea ideilor* (idealuri democratice) și *lumea materialului* (reguli, norme, proceduri, practici, acțiuni democratice) alunecă în transformarea în locuri comune a unor argumente care creează realul. De altfel, dacă pornim de la premisa că disocierea exprimă o viziune asupra lumii²¹, putem spune că întreaga construcție europeană are la bază principiul argumentativ al disocierii noțiunilor, *via* cuplul platonician unitate/pluralitate sau cuplul clasic unitate/multiplicitate, definitoriu pentru gândirea filosofică occidentală. În acest context, toate alocuțiunile care compun corpusul analizei noastre se revendică din genul epidictic, specific argumentării în discursul deliberativ, și operează cu o serie de principii ale retoricii antice, dintre care cele mai reprezentative sunt: *adaptarea discursului pentru un „auditoriu universal”*, în scopul de *a spori intensitatea adevărului* acestuia și de *a normaliza*, prin locuri comune, *o nouă realitate*, cu sprijinul unei alte disocieri – aceea dintre *valori abstracte* și *valori concrete*, care, în discursurile analizate, se susțin reciproc și simultan, astfel încât valorile abstracte ajung să devină, prin argumentare, valori concrete care definesc o realitate unică. Unicitatea, originalitatea și forța Uniunii Europene, transmise discursiv în noul stat membru, România, în principal prin

²¹ K. Perelman și L. Olbrechts-Tyteca, 1958/2008: p. 560.

vocea oficialilor europeni, par astfel, privite retrospectiv, o emanație a unei voci unice – rezultată a diplomației publice europene.

BIBLIOGRAFIE

1. BĂDESCU, L. (2011). „Strategii de promovare a culturii române. Scriitori diplomați în spațiul lusitan”. *Filologie și bibliologie. Studii*, Timișoara: Editura Universității de Vest, p. 95–101.
2. CALVERT, R.; JOHNSON, J. (1998). „Rational Actors, Political Argument, and Democratic Deliberation”. Paper prepared for presentation at the 1998 annual meeting of the American Political Science Association. Consultare *on line*: <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?rep=rep1&type=pdf&doi=10.1.1.134.9202>.
3. DAVIS CROSS, M.K.; MELISSEN, J. (2013). *European Public Diplomacy*. New York: Palgrave MacMillan.
4. ELSTER, J. (1998). *Deliberative Democracy*. Cambridge: Cambridge University Press.
5. MATHIEU, B. (2010). „Présentation du quatrième numéro consacré aux techniques de participation démocratique”. „Jurisdoctoria”, nr. 4, p. 11–13.
6. PERELMAN, K.; OLBRECHTS-TYTECA, L. (1958/2008), *Traité de l'argumentation*. Bruxelles: Editions de l'Université de Bruxelles.
7. PETRE, R. (2009). „Rolul de reglementare în domeniul media al comisiilor parlamentare”, în *Instituții interne și internaționale*, R. Radu și R. Surugiu (coord.), București: Editura Universității din București, p. 35–43.
8. PRICOPIE, V. (2014). „Debating Europe in Romanian Parliament”. *Procedia – Social and Behavioral Sciences*. Elsevier Publishing [în curs de apariție].
9. PRICOPIE, V. (2013). „The Public Interest in Romanian Parliamentary Debate”. *Procedia – Social and Behavioral Sciences*, volume 92C, Elsevier Publishing, p. 764–769.
10. RASMUSSEN, S.B. (2009). *Discourse Analysis of EU Public Diplomacy Messages and Practices*. Netherlands Institute of International Relations ‘Clingendael’: Palgrave.
11. TREIMANE, L. (2011). „Analyzing Parliamentary Discourse: Systemic Functional Perspective”. „KALBOTYRA”, 63, 3, p. 78–94.

TEXTE LEGISLATIVE:

1. *Versiunea consolidată a Tratatului privind Uniunea Europeană*, în „Jurnalul Oficial al Uniunii Europene”, Anul 53, C83/10.03.2010, versiunea în limba română, p. 1–388.
2. *Carta Drepturilor Fundamentale a Uniunii Europene* (C83/02), în „Jurnalul Oficial al Uniunii Europene”, Anul 53, C83(02)/10.03.2010, versiunea în limba română, p. 389–403.
3. *Regulamentul activităților comune ale Camerei Deputaților și Senatului*, aprobat prin Hotărârea Parlamentului României nr. 4/1992, cu modificările și completările ulterioare, republicat în „Monitorul Oficial al României”, Partea I, nr. 461 din 25 iulie 2013, <http://www.cdep.ro/pls/dic/site.page?id=748>
4. *Protocolul privind rolul Parlamentelor naționale în Uniunea Europeană* (C310), în „Jurnalul Oficial al Uniunii Europene”, C310/16.12.2004, p. 204–206.

SURSA CORPUSULUI:

11 alocuțiuni susținute de invitați străini în ședințele comune ale celor două Camere ale Parlamentului României în perioada 1 ianuarie 2007–31 decembrie 2013, extrase din stenogramele ședințelor comune ale Camerei Deputaților și Senatului, accesate *on line* la adresa: <http://www.cdep.ro/pls/steno/steno.home?idl=1>

*Anexa nr. 1***Alocuțiuni ale invitaților străini în Parlamentul României (2007–2013)**

Nr. crt.	Alocuțiune – invitat	Data	Tematici abordate în discurs	Observații
1.	<i>Alocuțiunea domnului Jose Manuel Durao Barroso, președintele Comisiei Europene</i>	6.09.2007	Noul Tratat de reformă în Uniunea Europeană	+ câte o întrebare din partea fiecărui grup parlamentar și răspunsurile Președintelui CE
2.	<i>Alocuțiunea domnului Hans-Gert Pöttering, președintele Parlamentului European.</i>	16.10.2007	Alegerile europarlamentare Secundare: rolul României în Europa în special pentru politica de vecinătate; Justiția și continuarea luptei împotriva corupției	
3.	<i>Alocuțiunea domnului Nicolas Sarkozy, președintele Republicii Franceze.</i>	4.02.2008	Prietenia franco-română și relațiile economice bilaterale Semnarea acordului strategic bilateral Secundar: ratificarea în Parlamentele Franței și României a Tratatului de la Lisabona în aceeași zi; migrația; politica de vecinătate și rolul României în zona Mării Negre	
4.	<i>Alocuțiunea domnului Dominique Strauss-Kahn, directorul general al Fondului Monetar Internațional.</i>	30.03.2010	Teme anunțate de invitat: „Prima privește situația curentă în criza economică financiară globală. Apoi, care sunt pașii ce trebuie făcuți în continuare, inclusiv pentru România și apoi câteva cuvinte despre rolul FMI”.	În program erau prevăzute inițial întrebări și răspunsuri, invitatul se scuză în preambul că este nevoit să părăsească România imediat după discurs și anulează astfel dezbaterile.
5.	<i>Alocuțiunea domnului Mihai Ghimpu, președintele interimar al Republicii Moldova și președintele Parlamentului de la Chișinău.</i>	27.04.2010	Semnarea Protocolului de colaborare și parteneriat între Parlamentul României și Parlamentul Republicii Moldova care instituie Comisia comună pentru integrare europeană a Republicii Moldova.	Semnificația simbolică a vizitei: aniversarea la 27 aprilie a 20 de ani de la momentul în care tricolorul a devenit drapel de stat al Republicii Moldova.

6.	<i>Alocuțiunea domnului Jerzy Buzek, președintele Parlamentului European</i>	9.06.2010	Criza economică și provocările ei pentru statele membre ale UE Mesaj de solidaritate din partea Parlamentului European și a Uniunii Europene	
7.	<i>Mesajul domnului Herman Van Rompuy, președintele Consiliului European.</i>	25.04.2012	Locul și rolul României în Uniunea Europeană Aderarea României la Spațiul Schengen Impactul crizei economice asupra imaginii Uniunii Europene	Semnificația simbolică a vizitei: șapte ani de la semnarea Tratatului de Aderare a României la UE, 24 aprilie 2005, Luxemburg
8.	<i>Alocuțiunea domnului Martin Schulz, președintele Parlamentului European.</i>	31.10.2012	Lupta împotriva corupției – suspendarea a trei programe operaționale din cauza neregulilor identificate.	
9.	<i>Alocuțiunea domnului Jean-Claude Mignon, președintele Adunării Parlamentare a Consiliului Europei.</i>	25.02.2013	Rezolvarea crizei politice interne în România – problema coabitării, lupta împotriva corupției, problema minorităților naționale, migrația internă în cadrul UE.	+ câte o întrebare din partea fiecărui grup parlamentar și răspunsurile Președintelui Adunării Parlamentare a Consiliului Europei Semnificația simbolică a vizitei: aniversarea a 20 de ani de la aderarea României la Consiliul Europei
10.	<i>Mesajul E.S. domnului Li Keqiang, premierul Consiliului de Stat al Republicii Populare Chineze.</i>	27.11.2013	Relațiile bilaterale de cooperare chino-române	Context: Forumul la înalt nivel China - Europa Centrală și de Est derulat la București în noiembrie 2013

Toposuri identitare specifice ale discursului despre europa: extrase semnificative

Europa	Unitate și diversitate	Cetățenie națională și cetățenia europeană	Păstrarea suveranității naționale în Europa unită	Viitorul Europei	Cooperarea interparlamentară
J.M. Barroso (2007)	„Cel mai bun mod de a menține valorile noastre de toleranță și de acceptare reciprocă este nu doar de a privi istoria din trecut, ci și de a <i>accepta diversitatea în Europa, ca o cheie pentru unitatea noastră</i> ”.	„Este una dintre marile realizări ale civilizației europene <i>posibilitatea de a rămâne patriot, de a-mi iubi țara și, în același timp, de a fi loial acestei idei a unei Europe comune</i> ”.	„Aceasta este <i>originalitatea Uniunii Europene</i> . Este prima oară în istorie când se întâmplă așa ceva, <i>un asemenea grup de țări atât de mare, care a decis să-și reunească suveranitățile, păstrându-și suveranitatea, dar consolidându-și și mărindu-și puterea, lucrând împreună</i> . Cred că este, într-adevăr, ceva fără precedent, un <i>proiect mare</i> ”.	„Unde sunt mulți, puterea crește. O Europă extinsă este o Europă mai puternică în lume”.	„Parlamentele naționale trebuie să aibă o atenție deosebită privitor la acest lucru, pentru a deschide linii de comunicare mai bune. Vedem în parlamentele naționale elemente importante care să intre în dialog cu noi. Ca rezultat, anul trecut, am stabilit un sistem prin care trimitem propunerile Comisiei direct către parlamentele naționale și prin care ne angajăm să dăm un răspuns tuturor comentariilor.” „Din octombrie 2006, Comisia Europeană a primit 180 de opinii din 23 de adunări naționale, pentru 59 de propuneri legislative. Parlamentul României, însă, nu a

					profitat de această oportunitate, dar sper că dialogul nostru se va construi în lunile și anii care vin. Aceasta reprezintă o oportunitate pentru un impact direct asupra dezbatelor europene.”
H.-G. Pöttering (2007)	„Trăiți într-o Românie democratică, care este, astăzi, membru al comunității de valori ale popoarelor Uniunii Europene”.	„Primele alegeri în Parlamentul European, în România, vor reprezenta un punct culminant al aderării țării dumneavoastră la Uniunea Europeană. Prin aceste alegeri mulți cetățeni ai României vor deveni cetățeni europeni cu încredere în sine și posibilitatea de a se exprima”.		„Uniunea Europeană extinsă cere, din toate părțile, un angajament și o muncă pentru a putea realiza o reuniune orientată spre viitor”. „Împreună cu noii colegi ce vor fi aleși în noiembrie [alegeri europarlamentare, nov. 2007] vom lucra la dezvoltarea casei noastre europene”. „Un viitor puternic și un viitor de succes pentru continentul nostru se află doar în unitate. Uniunea Europeană are nevoie de România”.	„Avem nevoie de această dezbatere europeană și, de asemenea, colaborarea dintre Parlamentul European și parlamentele naționale sunt de mare importanță. Parlamentul European și parlamentele naționale nu sunt concurente, ci parteneri pentru democrație și parlamentarism în Europa.”

		Uniune Europeană care să se bazează pe solidaritate, subsidiaritate și multitudine, să fie adaptată dorințelor cetățenilor săi și să aibă în centru omul și drepturile lui. Europeanii nu trebuie să uite însă unde le sunt rădăcinile. Nu, nu trebuie să uităm unde este acasă, unde este patria noastră. Patrie, Acasă și Europa, acestea trebuie să țină de identitatea noastră comună. Carta Drepturilor Fundamentale este o ancorare a acestei înțelegeri a valorilor”. „Faptul de a fi european se bazează pe principiul solidarității, pe principiul colaborării și pe principiul vieții comune, pe pace, democrație și toleranță”.			
J. Buzek (2010)	„Uniunea Europeană înseamnă mult mai mult decât o piață comună, mult mai mult decât fonduri	„Românii dețin un loc special printre popoarele Europei, au o istorie specifică, manifestată mai ales în perioade de criză. Ați fost puși la		„Dragi prieteni, pentru România și alte țări din regiunea noastră, intrarea, aderarea la Uniunea Europeană nu a fost un scop în sine, ci doar un	

	structurale sau decât politici agricole. Sigur, toate acestea sunt importante, însă Uniunea Europeană înseamnă mai mult decât atât. În primul rând, este o <i>comunitate</i> și, ca atare, trebuie să existe un <i>simț al solidarității, între noi, dar și între statele membre</i>. [...]. Acesta este cel mai important principiu al Uniunii Europene și el rămâne în picioare. [...]. Vă rugăm să nu uitați că trebuie să ne îndepărtăm de obiceiul de a vorbi despre cei de la Bruxelles ca despre niște străini. În prezent, Bruxelles-ul suntem noi”.	încercare de foarte multe ori, ca națiune, ca popor, ca țară. De multe ori, ați fost supuși unor presiuni, dar ați supraviețuit ca națiune, cultură și familie”.		prim pas, urmat apoi de continuarea reformelor începute. Astfel, vom putea profita de ocaziile pe care le oferă Uniunea Europeană pentru a ajunge din urmă vestul continentului european”.	
H. Van Rompuy (2012)	„<i>Uniunea Europeană este o uniune de drepturi și de valori. Numai prin respect mutual și prin toleranță</i>	Libertatea de mișcare, libertatea de acces la servicii și muncă sunt valori de bază ale Uniunii Europene și ale statului de drept, un	Timp de decenii cuvântul Europa a însemnat speranță. A fost un sinonim al păcii și al prosperității. În	Aventura a început în 1950, cu oameni de stat din șase țări din Europa de Vest. Fiecare avea o altă cultură, o altă viziune asupra politicii, vorbeau	

	<i>putem să păstrăm acest sentiment, această convingere că noi, ca europeni, în diversitatea noastră, împărtășim un destin comun.</i> Toleranța și respectul între țări și în cadrul țărilor sunt datorii fiecărui guvern, este datoria fiecărui guvern ca nicio minoritate sau niciun grup să nu fie tratat ca cetățeni de rangul al doilea”.	semn al civilizației. Iar în acest spațiu nu există loc pentru stigmatizare, așa cum se întâmplă în unele țări în zilele noastre.	ciuda dificultăților, trebuie să păstrăm această ecuație. Este sarcina generației noastre de lideri politici să facem ca Europa să redevină o sursă de speranță, să fim fideli Imnului Uniunii Europene, „Oda bucuriei” de Beethoven.	limbi diferite. Și totuși, aveau în comun ceva esențial: „<i>proiectul european s-a născut din ideea că nu vom fi prizonieri ai istoriei noastre, ci vom putea să o depășim și, împreună, să construim un nou viitor</i>”. „<i>Să facem pace ca să construim viitorul – iată ce au început, acum trei generații, Franța, Germania și alte țări. Să înlocuim câmpul de luptă însângerat cu sălile de negociere de la Bruxelles. Să lăsăm la o parte vechile rivalități cu privire la frontiere sau la minorități și să le înlocuim cu voința de a trăi împreună, de a simți că aparținem unii altora</i>”. „Acele valori sunt în continuare miezul uniunii noastre, ele formează în continuare o forță puternică a schimbării.”	
M. Schulz (2012)	„Uniunea Europeană este mai mult decât un spațiu economic.	„Faptul că toate acestea le facem împreună, la nivel european, nu înseamnă că toate	„Este clar, niciun stat nu poate fi singur în acest proiect: nici	„Bazele Uniunii Europene le reprezintă principiul solidarității”.	

	<i>Noi reprezentăm o comunitate de valori: democrația, statul de drept, drepturile omului, drepturile fundamentale și drepturile minorităților naționale”.</i>	prerogativele sunt la nivel european. Ele se completează. Această idee trebuie să fie susținută. <i>Identitatea națională este importantă pentru noi toți, dar trebuie să ne asigurăm, împreună, că vom reuși să punem copiii noștri la dispoziție locuri de muncă, trebuie să ne unim eforturile pentru a ne elibera de consecințele diverselor regimuri trecute”.</i>	Germania, nici Franța, nici Italia, nici Polonia, nici România. Deci toate acestea sunt posibile doar prin conjugarea eforturilor a 500 de milioane de cetățeni europeni. Această idee reprezintă cel mai bun instrument pentru asigurarea păcii și bunăstării sociale în secolul al XXI-lea”.	„Noi, în Europa, am înțeles că singuri pierdem și că împreună suntem puternici”. „Noi am înțeles că prin a-i ajuta pe cei care sunt mai slabi nu facem decât să ne întărim noi”.	
J.-C. Mignon (2013)		„Există tentația de a reveni la naționalism. <i>Sunt convins, cât se poate de sincer, că nu trebuie să facem din Europa decât o Europă solidară și mândră de valorile sale, deschisă spre vecinii săi”.</i>		„Prioritatea noastră absolută trebuie să fie să ne atingem obiectivele pe care ni le-am propus, respectiv <i>să avem un continent european unificat care să împărtășească aceleași valori ale democrației statului de drept și, firește, ale dreptului omului”.</i>	„ Încercăm să fim o casă a democrației , iar puținul pe care putem să-l facem, să-l punem în practică”. „Tocmai de aceea am încercat să-i asociez mai bine pe membrii adunării noastre tuturor problemelor Comitetului prezidențial și am decis, de asemenea, să organizez o întâlnire cu președinții delegațiilor naționale, să asigur legătura cu parlamentele naționale, care este fundamentală pentru organizația noastră”.

*Anexa nr. 3***Democrația în discursurile invitaților străini: extrase semnificative**

	Democrația în Europa	Democrația în România
J.M. Barroso (2007)	„Noi, la Uniunea Europeană, dăm o mare importanță democrației și responsabilității, legitimității democratice și desigur, sperăm că toate statele noastre membre, întotdeauna, o vor respecta. Dar asta este evident, totdeauna vor respecta aceste principii de democrație, legitimitate și responsabilitate democratică și sunt convins că instituțiile române și în special parlamentul dumneavoastră sunt instituții mature, care vor apăra mereu valorile europene ale democrației europene și libertății”.	„Este o plăcere să fiu în casa solemnă a democrației române”. „Este un curs intensiv de democrație românească, pe care l-am primit, așa, foarte rapid, și despre pluralismul românesc”.
N. Sarkozy (2008)	„Europa s-a schimbat, Uniunea Europeană s-a schimbat, lărgirea este un eveniment major al începutului acestui al 21-lea secol. Lărgirea înseamnă victoria democrației, dar lărgirea nu s-a încheiat încă”.	„Dumneavoastră, acum, ocupați locul care vi se cuvine în Uniunea Europeană și nu doar România are nevoie de Europa, ci și Europa are nevoie de o Românie democratică, modernă, inventivă, care își folosește întregul spațiu, întregul loc ce i se cuvine în această Europă pe care vrem să o construim cu toții”.
M. Ghimpu (2010)	„Am certitudinea că Republica Moldova și România, sunt în stare să construiască și să dezvolte un parteneriat strategic de lungă durată, bazat pe principii și pe valori europene, ce va permite fructificarea avantajelor pe care această relație specială o comportă pentru cele două state”.	„Propun să creăm împreună, România și Republica Moldova, un spațiu informațional unic, un spațiu cultural unic în care valorile să circule nestingherit, platforme comune de dezbatere publică, în așa fel încât cetățenii noștri să fie conectați în realitățile, evenimentele, trăirile, interesele cetățenilor României și Republicii Moldova. Și invers, ca să nu zic că există importante comunități de cetățeni ai Republicii Moldova la Iași, București, Brașov, Cluj, Timișoara și altele ale căror energii pot fi asimilate acestui amplu proces de comunicare și dezbatere interromânească”.
J. Buzek (2010)	„Mesajul solidarității, acesta este cel mai important mesaj pe care vreau să vi-l transmit din partea colegilor de la Parlamentul European și din partea întregii Uniuni Europene”.	„Drumul înainte este dificil, însă, de data aceasta, nu sunteți singuri. Sunteți un membru important al Uniunii Europene, cu un glas care trebuie auzit și suntem aici pentru a vă ajuta, indiferent cât de lung sau de dificil va fi acest drum”.

M. Schulz (2012)	„Uniunea Europeană este mai mult decât un spațiu economic. Noi reprezentăm o comunitate de valori: democrația, statul de drept, drepturile omului, drepturile fundamentale și drepturile minorităților naționale”.	„Aderarea României a constituit o trecere a unui hop foarte important: trecerea de la dictatură la democrație, de la economia socialistă catastrofală la economia de piață.” „Nu-mi este foarte ușor să vă spun următorul lucru, dar, ca prieten, trebuie să fiu sincer. Pentru mine, nici abuzul de încredere și nici ordonanțele de urgență nu sunt compatibile cu spiritul democrației. O astfel de practică politică subminează principiul controlului democratic reciproc”.
J.-C. Mignon (2013)	„Ați dat dovadă de maturitate democratică de care nu m-am îndoit niciodată. Ați trecut de la un regim totalitar la o practică democratică. Democrația nu constă numai în aplicarea unor texte, este, înainte de toate, o practică și o stare de spirit. Nicio constituție, oricât de perfectă ar fi, nu garantează o funcționare într-adevăr democratică, care presupune respectul celui alt și toleranța. Politica nu poate fi continuarea războiului. Democrația presupune ca majoritatea să accepte să nu abuzeze de puterile sale, chiar când textele legii o permit. Nu trebuie să recurgem masiv la ordonanțe de urgență și o polarizare excesivă este, de asemenea, periculoasă”. „Este vorba despre faptul că orice persoană care este condamnată politic trebuie să renunțe imediat la mandat. Imunitatea parlamentară trebuie să permită însă exercitarea mandatului fără niciun fel de presiuni. Așa este, dar este vorba despre credibilitatea actorilor politici în democrație. Aș mai adăuga că existența unei presei libere, independente este o condiție a democrației. Reglementarea ei trebuie să fie exercitată de către un organ absolut independent”. „Prioritatea noastră absolută trebuie să fie să ne atingem obiectivele pe care ni le-am propus, respectiv să avem un continent european unificat care să împărtășească aceleași valori ale democrației statului de drept și, firește, ale dreptului omului”.	

CUM SE STUDIAZĂ UN LABORATOR DE ȘTIINȚE SOCIALE? ȘTIINȚELE SOCIALE ȘI UMANISTE CA OBIECT DE CERCETARE

DELIA BĂDOI*

ABSTRACT

HOW TO STUDY A LABORATORY OF SOCIAL SCIENCES? SOCIAL SCIENCES AND HUMANITIES LIKE OBJECT OF INVESTIGATION

This study is based on the description of the methodology by which one can achieve a study of social science laboratory, with detailed observations and discussions concerning the way in which scientific research is conducted and especially, thorough description of the relationship between the researcher, the technology of the lab, practices and results, research reports and their purpose. In this context, we aim to give an answer to the scientific production of sociology within the current social construction in Romania.

Keywords: sociology of science, science and technology studies, laboratory studies, social and humanities studies.

INTENȚII METODOLOGICE ÎN STUDIUL ȘTIINȚELOR SOCIALE ȘI UMANISTE

Studiul de față pornește de la descrierea metodologiei cu care se poate realiza o etnografie a unui laborator de științe sociale, prin detalierea unor observații (etno) metodologice despre modalitatea prin care cercetarea științifică este produsă într-un cadru de laborator. Unul dintre obiectivele acestui articol ar fi relevarea relațiilor dintre cercetători, „tehnologia” laboratorului, practicile de cercetare, dar și rezultatele acestora. Laboratoarele de cercetare sunt, în concepția lui Bruno Latour, suficient de puternice încât să definească și să reflecte realitatea înconjurătoare (socială) într-un mod științific. În acest context, prezentul articolul își propune să formuleze o explicație asupra modului în care se produc științele sociale și umaniste în actualul context al construirii sociale a realității în România, prin redarea activităților cotidiene a cercetătorilor sociali în spațiul destinat producerii

* Doctorandă, cadru didactic asociat – Universitatea din București, Departamentul de sociologie; e-mail: delia.badoi@sas.unibuc.ro

cunoașterii științifice. Cu toate acestea, vom arăta că cercetarea „vieții cotidiene” a laboratorului și a cercetătorilor își are limitele ei, „condițiile de producere a cunoașterii științifice pot să nu conteze, deoarece există o gamă continuă de transformări legate de știința «descoperită» în laborator și știința justificată prin intermediul «celor din afara lui»” (Latour și Woolgar, 1987, p. 29). Astfel, laboratorul s-ar ocupa cu realizarea de „fapte științifice” și nu de formularea de teorii despre realitatea socială, fiind vorba de o lume subiectivă, „ficțională”, trăită de cercetători în cadrul laboratorului, fără a putea fi transpusă obiectiv în afara sa. În final, intenția acestui articol se îndreaptă către realizarea unei metaanalize despre metodologia studiilor de laborator (*laboratory studies*), propusă în cercetarea realizată de Steve Woolgar și Bruno Latour între anii 1975–1976 în cadrul Institutului Salk și publicată în 1979 cu titlul *Laboratory Life: The Social Construction of Scientific Facts*. Ca urmare a acestei analize, dorim să aducem în dezbatere academică aspectele științifice și metodologice ale posibilității de realizare a unei cercetări de tipul „*laboratory studies*” în cadrul științelor sociale și umaniste (*social and humanities studies*¹).

Întrebările la care ne propunem să răspundem sunt: **1. Cum se poate studia un laborator de științe sociale ? 2. Care sunt „faptele științifice” ale științelor sociale și cum se produc ele în laborator ?**

UN NOU DOMENIU DE CERCETARE: ȘTIINȚĂ, TEHNOLOGIE ȘI SOCIETATE

A deschide cutia Pandorei (*the black box of science*) înseamnă, la Bruno Latour și Steve Woolgar (1987), a vedea cum se face știința într-un laborator de cercetare, prin intermediul unui nou domeniu al științei, tehnologiei și societății (*science and technology studies*). Deși majoritatea studiilor care intră în categoria *laboratory studies* s-au realizat tratând despre modalitatea prin care se pot reda științele exacte în laborator, aceasta fiind pretenția sociologiei științei (Karl Mannheim, Robert Merton), intențiile de cercetare privesc aplicarea acestei metodologii în cadrul științelor sociale și umaniste. O publicație recentă, coordonată de Camic, Gross și Lamont, dezbate, în 2011, caracterul social al studiilor de știință și tehnologie și renunțarea la pretențiile sociologiei științei de a studia (doar) științele exacte. După metodologia propusă de Bruno Latour, odată cu deschiderea cutiei negre (*the black box of science*), apar așa-numitele fețe ale lui Janus, *ready made science* și *science in the making*, care sunt luate drept ipoteze de lucru în studierea științei realizate în laborator. Autorii menționați se opresc asupra studierii modului în care se produce cunoașterea socială, cu alte cuvinte, sunt interesați de „(*social*) *science in the making*”. Traducerea conceptelor și

¹ Termenul *social and humanities studies* a fost introdus de Charles Camic et al. (2011) în cartea *Social Knowledge in the Making*. Chicago, The Chicago University Press.

metodologiei dezvoltate de domeniul științei și tehnologiei devine o adevărată provocare pentru Charles Camic și colaboratorii săi în a explora cunoașterea socială, păstrând totuși obiectivitatea cunoașterii științifice din științele exacte. În această primă perspectivă, sociologia științei și tehnologiei este preocupată de „analiza organizării sociale a științei” și de felul în care sunt generate atitudinile și practicile științifice ale cercetătorilor în cadrul câmpului științific. În domeniile științei, tehnologiei și societății, interesul cercetătorului va fi astfel direcționat către „identificarea factorilor sociali implicați în producerea cunoașterii din științele naturii și din cele ingineresti”, iar instrumentele de investigare vor fi de tip sociologic (de ex. metoda etnografică), în timp ce abordările preferate de cercetători vor fi cele constructiviste, urmărind modul în care se construiește cunoașterea științifică în laborator (Vlăsceanu, 2010). În al doilea rând, ar fi vorba despre împletirea celor două abordări de tip constructivist ale sociologiei științei și tehnologiei (STS) cu studiile despre științele sociale și umaniste (SSH), ceea ce ar conduce, indirect, la crearea unei relații cu câmpul științific al unui laborator de cercetare, dar și cu lumea non-științifică, „din afară”, cu referiri la activitățile și practicile cotidiene ale cercetătorilor sociali, care ar putea influența modul de construire a realității sociale.

Pentru o perioadă importantă din secolul al XX-lea, sociologia științei a fost preocupată de studierea proceselor sociale implicate în construcția cunoașterii științifice din științele exacte, prin contribuțiile lui Karl Mannheim (1936) și ale lui Robert K. Merton (1938), care au condus la conturarea ideii că științele sociale și umaniste nu pot fi studiate din cauza specificului lor cognitiv, care ar fi, mai degrabă, teoretic, aflat mult prea departe de obiectivitatea științifică generată în științele exacte. Tradiția pragmatismului american, prin Școala de la Chicago și, mai târziu, prin proiectul Departamentului de Relații Sociale al Universității Harvard (1951), condus de Talcott Parsons și colaboratorii săi, a contribuit la extinderea ideilor despre scientism ca practică a unei sociologii „aplicate”, prin eliminarea speculațiilor filosofice și a ideologiilor fără substrat științific (Camic, 2007). Ulterior, la începutul anilor '70, asistăm la o dezvoltare a cercetării sociologice de tip „constructivism științific”, pentru studierea modului în care se produc faptele științifice și tehnologice în laboratoarele de cercetare, prin reprezentanții Școlii de la Edinburgh, David Bloor (1976) și Barry Barnes (1977), sau ai Școlii de la Bath, așa-zisii *the gate keepers*: Harry Collins (1985) și Trevor Pinch (1986). Desigur, sfârșitul anilor '70 și începutul anilor '80 au fost puternic marcați de cercetările constructiviste de sociologia științei prin activitatea de studiu de la Salk Institute a lui Bruno Latour și Steve Woolgar (1979) și ulterior a lui Michael Lynch (1985) și Karin Knorr-Cetina (1981).

În cercetarea din *Laboratory Life: The Social Construction of Scientific Facts* (1979), Latour și Woolgar se concentrează pe descrierile activităților cotidiene ale cercetătorilor în laborator, utilizând etnografia și observația participativă ca principale metode de evaluare și cercetare. Rațiunea existenței unei etnografii a

laboratorului, după Latour și Woolgar, devine cu atât mai complicată atunci când este vorba despre *științele sociale*. Astfel, stabilirea unei legături strânse între practica cercetătorilor și obiectele științifice pe care aceștia le produc ar trebui să se regăsească și în cazul științelor sociale, care, așa cum sociologia clasică a științei ne ajută să înțelegem, clarifică modul în care știința se produce într-un cadru de laborator. Așadar, sociologii și antropologii ar trebui să fie interesați de felul în care se organizează „social” știința în laborator, dar, paradoxal, acest lucru poate fi făcut, în opinia lui Latour și Woolgar, doar cu condiția de a sta departe de știința supusă studiului. *„Dar cine poate vorbi despre știință cunoscând-o în detaliu și la prima mână? Cu siguranță, savanții înșiși, dar, pentru a discuta despre știință, trebuie să fii specialist”* (Latour și Woolgar, p. 21).

CULISELE UNUI LABORATOR DE CERCETARE SAU REGULILE STUDIILOR DE LABORATOR

Ancheta lui Bruno Latour și Steve Woolgar are ca scop apropierea de știință, „intrarea” în discursul savanților, pentru a dobândi familiarizarea cu producerea de fapte științifice, iar apoi întoarcerea către o analiză reflexivă. În primul rând, a studia un laborator de cercetare înseamnă a te familiariza cu un teren pe care îl analizezi independent și la distanță. „Între sociologul care impune ordine și actorul social care adaugă dezordine, mai bine să te încrezi în actor și, desigur, în dezordine”, spune Latour, iar actorul social în acest caz este chiar cercetătorul care practică în laborator (*Ibidem*, p. 23). În al doilea rând, nu ar fi recomandată utilizarea discursului savanților pentru a afla ceea ce fac, deoarece acest lucru ar intra în contradicție cu noțiunea de „etnometodologie”, care implică demonstrarea fundalului așteptărilor într-o conversație obișnuită, într-un anumit context social (Garfinkel, 1967). Analiza discursivă, în acest sens, nu reprezintă un scop în sine, ci mai degrabă un instrument prin care observatorul se va familiariza cu mediul științific al laboratorului pentru a se afla mai aproape de producerea de fapte științifice. În al treilea rând, deși observatorul interesat de studiul unui laborator dorește să investigheze modul în care se produc „faptele științifice”, cuvântul „științific” nu este atribuit oricăror texte și documente sau obiecte izolate sau nepublicate, departe de ochii publicului. Acestea vor deveni științifice doar atunci când nu vor mai fi izolate de publicuri, aruncate în sertare sau „private”².

Înăuntrul laboratorului, știința este realizată în forma ei cea mai pură; drept urmare, Latour și Woolgar consideră că în laborator nu se pot vedea relațiile publice, politica, etica, ci doar știința, complet izolată de societate, care aspiră să fie cunoscută de diverse tipuri de publicuri. Desigur, realizarea de „fapte științifice” este construită treptat, zi de zi, prin activități rutiniere, iar scopul

² Ca în cazul studiilor comandate de diferiți beneficiari privați.

laboratorului devine chiar producția efectivă a acestor „fapte”. Paradoxul faptelor științifice, după Latour (1995), este acela că, deși ele sunt fapte „fabricate” în laborator, sunt în același timp „solide”. Producția socială a faptelor științifice este caracterizată de Latour prin intermediul analizei articolelor științifice sau pe baza rapoartelor de cercetare nepublicate. „Aplicarea acestora este simplă, în măsura în care activitatea științifică are prin natura sa o dimensiune colectivă-publică”, cu alte cuvinte, activitatea științifică nu poate avea loc în afara unei aprobări colective, a echipei de cercetare care validează această activitate (Latour, 1995, p. 39–40). Aceste fapte științifice analizate de Bruno Latour se pot defini mai ales prin intermediul „a ceea ce se află în exteriorul laboratorului”, de exemplu, un public nespecializat și-ar putea imagina că există fapte sociale care nu sunt bune – dar, ceea ce pentru public este adevărat nu este în mod automat adevărat și pentru cercetători. De aceea studiul unui laborator devine cu atât mai captivant cu cât ne arată câmpul științific într-o lumină în care faptele devin triviale prin faptul că pot fi false, „mai vechi” sau mai noi, mai adevărate sau mai puțin adevărate (*Ibidem*, p. 40–42).

JOACA DE-A ȘTIINȚA. ETAPELE CERCETĂRII

La prima vedere, studiul științelor sociale și umaniste (SSH) poate fi realizat acasă, pe stradă, în parc sau într-o instituție, însă ceea ce propune acest articol este tocmai să aducă în dezbatere importanța studierii laboratorului, a locului și a contextului social în care se produce cercetarea socială. Ar fi vorba de localizarea cercetării sociologice sau de refacerea unui drum parcurs de sociologi în producerea de fapte științifice. Cu siguranță, în sociologia științei și tehnologiei, propusă de Latour și Woolgar, interesul obiectului de investigat este orientat mai degrabă către „un constructivism științific”, înăuntrul laboratoarelor de cercetare. Etnografia științei este reprezentată așadar de interesul minuțios de descriere „a rutinei” de zi cu zi a cercetătorului, implicit a activității sale de cercetare, prin intermediul producției de „fapte științifice”. Pentru un antropolog al științei, cum este Bruno Latour, activitatea științifică trebuie să fie protejată de orice ideologie, pasiune sau interese personale, pentru a putea fi în final detașată, obiectivă și dreaptă. Bachelard³, citat de Latour, oferă argumentul conform căruia „odată ce ne punem halatul alb și pătrundem în laborator, închidem ușa după noi, lăsând în exterior pasiunea, interesele, care pot reveni uneori sub forma unor obstacole epistemologice” (Latour, 1998, p. 47).

În cazul sociologiei științei invocate de Bruno Latour și Steve Woolgar, laboratorul de cercetare este pus în centrul atenției sociologului și antropologului, cu scopul de a identifica procesele sociale implicate în construcția cunoașterii

³ Gaston Bachelard (1985). *The New Scientific Spirit*. Boston, Beacon Press, traducere de A. Goldhammer.

științifice. Studiul antropologic și etnografia unui laborator sunt poate cele mai potrivite analize pe care le-ar putea utiliza un cercetător interesat de *laboratory studies*. Dar ce se poate observa într-un laborator de științe sociale? După cum afirmă Latour, aflat pentru prima dată în laborator, observatorul are așteptări științifice, consideră că va descrie „cu sens” ceea ce observă: dar cum să atingă obiectele pe care și le-a propus încă de la început? (Latour, Woolgar, p. 33).

În prima etapă, observatorul trebuie să creeze o simetrie între el ca novice și calitatea de membru al echipei din laborator, care să-l ajute la o viziune despre laborator suficient de diferită față de cea a cercetătorilor. Cercetarea din *Laboratory Life* începe printr-o perspectivă ignorantă, de „non-cunoscător”, a cercetătorului care pășește pentru prima dată în laborator. Ignoranța observatorului nu este însă întâmplătoare, ea ajută și la menținerea unei poziții obiective, de distanțare, de eventualele cunoștințe deținute despre faptele științifice din laborator sau chiar față de unele preconcepții sau subiectivități care i-ar putea trăda prezența în laborator. În mod frecvent, după cum afirmă Latour și Woolgar, poate avea loc „ironizarea” membrilor din laborator prin adresarea unor întrebări aparent fără sens, non-științifice, despre producția din laborator, care îl ajută pe observator să realizeze o etnografie a spațiului. Dar „poate fi cineva atât de ignorant față de știință pentru a arunca o privire cu adevărat nouă peste activitatea savantă?” (*Ibidem*, p. 24).

În această etapă, studiul unui laborator poate începe prin așa-numita „ironizare” a cercetătorilor din laborator și prin păstrarea atitudinii non-cunoscătoare despre înțelegerea practicilor științifice din laborator. Prin fabricarea acestei ficțiuni se focalizează atenția pe înțelegerea în profunzime a practicilor de cercetare și, mai ales, pe adevărata „semnificație asupra rapoartelor și documentelor produse”. Rezultatele observațiilor din laborator ne pot transpune într-o realitate „a unui trib ciudat”, cu propriile reguli și activități, care își petrece cea mai mare parte a zilelor codificând, marcând, corectând, citind sau scriind.

A doua etapă ne va arata „stabilitatea”⁴ obiectelor produse în laborator, fiindcă echipamentele și posibilele tehnologii existente într-un laborator sunt deosebit de importante în descifrarea și înțelegerea activității științifice. Obiectele din laborator prind viață prin descrierea acestor întâmplări rutiniere ale cercetătorilor. Totuși, pentru Latour și Woolgar, producția de documente și publicarea lor în jurnale științifice reprezintă principala preocupare a laboratorului, astfel încât realizarea unei etnografii a circulației și a realizării acestora se transformă într-o primă preocupare a observatorului, aceea de a răspunde la întrebarea: *de ce sunt documentele*⁵ *atât de importante?*

În a treia etapă apare problema observatorului ignorat ca *un construct ficțional* al studiilor de laborator și al descrierii activităților din laborator pe care el

⁴ Stabilitatea este un concept dezbătut de Ian Hacking în „The Self – Vindication of the Laboratory Studies”, care se referă la analiza practicilor din laborator și la cât de fixe pot fi datele obținute în urma unui studiu de laborator.

⁵ Documentul văzut ca fapt științific produs în laborator.

le înregistrează cu acuratețe. Totuși, observatorul nu stabilește interpretarea informațiilor ca o „înscriere literară” – el nefiind imun la posibilitatea „unei calificări viitoare”. Impactul activității științifice este, totuși, unul stabil și important asupra observatorului, iar riscul acestui impact rămâne în sine unul benefic, de comprehensiune și de specializare în știința din laborator. Atât timp cât studiul laboratorului implică legătura strânsă între practica științifică și societate, prin surprinderea legăturilor care se realizează între observator, ca parte componentă a laboratorului, și a activităților implicate în procesul de construire a științei, nu se poate discuta despre un impact negativ, inutil, care afectează realizarea cercetării în laborator.

LIMITELE UNUI STUDIU DE LABORATOR

În eseuul său „*From Real Politik to Dingpolitik*”, Bruno Latour ne atrage atenția asupra schimbărilor de perspectivă cu privire la știință, la înțelegerea faptelor, și mai ales la obiectivitatea științifică. Ideea conform căreia obiectele ar fi portretizate ca fiind „realizatoare de fapte” este înlocuită de o concepție și mai interesantă, propusă de însuși Latour, care este mult mai complicată, riscantă, locală și materială (Turner, 2008). Pe plan secund, este adusă în discuție relația indirectă, dar la fel de importantă, a modului prin care obiectele pot deveni adevărați vectori pentru formularea de politici care sunt făcute publice, unde termenul „public” reprezintă un ansamblu de contexte și cadre de înțelegere a științei, din paradigma „*înțelegerii publice a științei*”.

Există câteva limite ale cercetării, care trebuie menționate în momentul în care alegem să realizăm o cercetare de tip *laboratory studies*. Într-un cadru de laborator nu putem discuta despre cunoaștere teoretică, căci laboratorul în sine nu este producător de teorie, ci de fapte științifice. Ian Hacking (1992) prezintă fabricarea datelor ca niște fapte în cadrul laboratorului, dar aceasta este văzută în mod diferit față de interpretarea teoretică (Hacking, 1992, *apud* Gil, 1998, p. 173). Știința descoperită în laborator este de cele mai multe ori un produs care variază în timp, în funcție de spațiul social și mai ales de laboratorul în care este produsă. Științele sociale și umaniste sunt cel mai greu de studiat prin intermediul *laboratory studies*, din cauza lipsei unui spațiu bine definit al cercetătorilor și mai ales din cauza dificultății de a delimita obiectele științifice ale acestora. Pentru un sociolog sau antropolog, a face din științele sociale și umaniste un obiect de studiu reprezintă de cele mai multe ori o provocare, aceea de a separa știința de activitățile umane, cotidiene, dintr-un laborator. Activitatea de a studia științele sociale și umaniste este, înainte de toate, una subiectivă, interpersonală. Studiul social al acestor științe a fost amplu dezbătut, uneori polemic, în anii '70, de către David Bloor, un critic al lui Bruno Latour, și de Harry Collins, care aveau să țină la distanță progresul pozitivist al acestor studii ale științelor. „Socialul nu este o

dimensiune a activității științifice, un aspect sau un factor gândit ca fiind extern și care poate fi invocat, căci el va limita, condiționa sau polua cunoștințele care se pot înțelege singure” (Bloor, 1976 *apud* Pestre, 1998, p. 189).

În continuare, putem discuta despre limita unui decalaj între știința obiectivă, descoperită în laborator, și discursul cercetătorilor despre știință, ceea ce poate îngreuna procesul de realizare a etnografiei laboratorului. Nu în ultimul rând, vom avea în față limita realității ficționale construite de către observator în cadrul laboratorului prin intermediul atitudinii ignorante, non-cunoscătoare, asupra activităților din laborator, fără să știm în final dacă această atitudine va menține gradul de obiectivitate față de obiectul de studiu sau, din contra, va îndepărta observatorul de la surprinderea realității investigate.

În final, apare așa-numitul paradox al relației cercetător-observator. Cine este investigatul și cine este investigatorul? Observatorul interesat de studiul laboratorului poate cădea în propria capcană a ficțiunii create tocmai de el și, astfel, deveni în sine un obiect de investigat.

REZULTATE ȘI CRITICI ALE STUDIILOR DE LABORATOR

Observatorul care ajunge pentru prima dată în laborator are așteptări științifice, convins că va descrie „cu sens” ceea ce observă, dar cum să atingă obiectivele pe care și le-a propus inițial, fără să cadă în capcana ficțiunii create de el? Pentru observator este foarte importantă integrarea în cadrul echipei de cercetare din laborator, urmărind pe cât posibil realizarea unei colaborări prin care să fie direct implicat în activitățile științifice ale cercetătorilor. Respectarea regulilor și a cutumelor ar face parte din cercetarea însăși, în care observatorul este asimilat „ca parte din echipa” în care are de îndeplinit anumite obligații. Obiectele din laborator, eventualele echipamente sau chiar birourile în sine devin importante în descifrarea și înțelegerea activității științifice; cu alte cuvinte, chiar lipsa acestora pot fi o descriere „a rutinei” științifice a laboratorului. În cercetarea lui Latour și Woolgar, centrul de greutate „al faptelor științifice” constă în producția de documente, de rapoarte și de articole, dar și publicarea lor ulterioară în reviste științifice de specialitate.

Faptele științifice sunt recurent menționate în studiile lui Latour, iar Ian Hacking (1999) menționează că observarea științei realizate în laborator poate fi considerată ca fiind fidelă, în sensul metodologiei propuse de sociologia științei și tehnologiei. Cu toate acestea, studiile de laborator rămân ca niște „dușmani publici”, pentru că intenția acestora este aceea de a releva „adevăruri științifice” despre activitățile cotidiene ale cercetătorilor din laborator. Programele puternice ale sociologiei științei sunt, în viziunea lui Ian Hacking, cele ale Școlii de la Edinburgh, reprezentată de Barry Barnes și David Bloor, care merg pe ideea constructivismului social al cunoașterii științifice.

Bruno Latour cercetează știința, dar studiile sale de *science and technology* ne trimit la o întrebare: *poate fi știința realizată în laborator o activitate socială care poate fi raportată la contextul (contextele) în care ea există?* De asemenea, am putea încerca să medităm la următoarea întrebare: *„Poate fi realitatea descoperită într-un cadru de laborator în același timp «reală» dar și «un construct social»?”* (Hacking, 1999, p. 94–95).

Totuși, ar fi important să facem apel la problematica reflexivității științelor sociale, puternic criticată și de James Coleman, prin raportarea științelor sociale la rigurozitatea științelor naturii. Prima critică importantă a reflexivității, pe lângă cea americană a anilor '70, este cea promovată de sociologia reflexivă, prin Alvin Gouldner (1970), în lucrarea *„The Coming Crisis in Western Sociology”*, alături de care putem menționa *„science studies”* și discursul asupra reflexivității științelor sociale la Pierre Bourdieu (2001), din *Science de la science et réflexivité*.

Critica formulată de Pierre Bourdieu pleacă de la „vechea” sociologie a științei, cunoscută prin studiile lui Michael Lynch (1993) și continuată prin reflecția asupra opoziției „vechi-nou” formulate de Thomas Kuhn prin conceptul de *„paradigmă nouă”*, grație căruia orice sociolog se poate pretinde purtător al unei noi teorii (Bourdieu, 2001, p. 23). Thomas Kuhn descrie procesul de dezvoltare a științelor ca pe „o alternanță de perioade ale științei normale și de revoluții științifice”. Comunitatea științifică va fi astfel dominată de o normă centrală asimilată ca matrice sau paradigmă disciplinară. Reflexivitatea apare ca fiind un principiu metodologic care va fi urmat în construirea teoriei sociologice, în concepția lui David Bloor (1976), unul dintre principalii oponenți ai lui Bruno Latour (Bloor, 1976 *apud* Bourdieu, p. 38).

Science de la science reprezintă unitatea științei, aceea a „câmpului științific” în care acțiunea socială se află în lumea subiecților cunoscători (savanții înșiși), iar nu în cea a subiecților rutinieri (obișnuiți, comuni), deținători de cunoaștere comună (cei din afara laboratorului). Actorii câmpului științific, adică savanții, sunt supuși unei *„reflexivități generalizate”*, în care este prezentă „naturațea epistemologică” din *science studies*: „activitatea prin care știința socială se ia pe ea însăși ca obiect de studiu, un mijloc prin care ea se înțelege și se controlează, pentru a putea accede la un adevăr științific și a furniza astfel principii pentru o critică tehnică aptă să îi permită să controleze mai atent factorii proprii ai cercetării științifice” (Bourdieu, 2001, p. 34–36). Pierre Bourdieu, prin *science studies*, se află la confluența dintre *social and humanities studies*, prin relevarea scientificității științelor sociale, ca și a *science and technology studies*, mai ales prin admiterea statutului diferit al câmpului științific al savanților din științele exacte.

Ian Hacking încearcă să reproducă importanța prezenței contextului social din studiile despre știința din laborator și mai ales diferența dintre *„fapt”*, *„adevăr”* și *„realitate”*, astfel că „există un context social în care se înscriu activitățile non-sociale”, iar acel context definește domeniul particular al realității. Socialul nu există de la sine, ci el se poate studia mai ales în legătură cu interacțiunile sociale,

cotidianul, diverse activități rutiniere și controverse sociale. (Hacking, 1999, p. 96–98). Aceste fapte sociale pe care un astfel de studiu le-ar putea releva vor fi în legătură cu „o realizare continuă de activități care privesc viața de zi cu zi”, așa cum le-a integrat Harold Garfinkel (1967) în *Studies in Ethnomethodology*. Sociologia științei va fi preocupată astfel să analizeze atât rutina zilnică a vieții savanților care lucrează într-un laborator, cât și activitățile cotidiene, inițial metode raționale, pe care savanții le fac mai apoi descriptive și practice.

Cu cât ne apropiem mai mult de științele sociale și umaniste ca obiect de studiu, cu atât realitatea studiată ni se relevă într-un mod mai subiectiv, departe de faptele științifice, în legătură cu care menționăm studiul realizat de Latour și Woolgar. Charles Camic *et al.* (2011), în „*Social Knowledge in the Making*”, deschide acest nou profil al *social and humanities studies (SSH)* prin invocarea metodologiei dezvoltate de Bruno Latour și Steve Woolgar, care va fi o poartă deschisă către avansarea cercetării în științele sociale și umaniste. *Cum se produce cunoașterea socială?* Iată o întrebare de la care pleacă autorii în descrierea acțiunilor sociale ale unui cercetător social. Astfel, procesul prin care se produce cunoașterea socială este analizat prin intermediul „practicilor cercetătorilor” de deschidere a cutiei negre a vieții sociale (*the black box of social life*) și a „*activităților-pattern*” ale rutinei zilnice de producere a cunoașterii (*everyday work*). Cu alte cuvinte, trecerea de la *science and technology studies (STS)*, care a început odată cu studiile lui Robert Merton, Michael Lynch, Michel Callon, Karin Knorr-Cetina, Bruno Latour și Steve Woolgar la începutul anilor '70, marchează un debut promițător al studiilor de sociologia științei și tehnologiei, ca și transferul acestora în tabăra științelor sociale și umaniste, așa cum judicios afirmă Camic, Gross și Lamont (2011).

CÂTEVA CONCLUZII

Metodologia dezvoltată de Bruno Latour și Steve Woolgar în *Laboratory Life*, apoi în *Science in Action*, reprezintă o poziție clar orientată către *science studies*, dar nu în sensul studierii unei culturi instituționale de producere a științei sau a unui context social de importanță majoră pentru faptele științifice, ceea ce deopotrivă ar fi interesul disciplinei de *social and humanities studies*. Etapele cercetării unui laborator pot fi considerate niște pași importanți pentru dezvoltarea metodologiei unui astfel de studiu, însă cu condiția să admitem că „obiectele” vor fi cele care contează și pe care ne putem sprijini, referindu-ne aici la obiectele și faptele științifice descoperite în laborator, și mai puțin la câmpul științific în sine, cu practicile, activitățile și discursul cercetătorilor. În concepția lui Latour, este foarte greu să discutăm despre „semnificația socială” a științei, pentru că trebuie să ne referim și la noțiuni precum „subiectivitate, moralitate sau consens” (Latour, 1998, p. 16–17). Putem deci utiliza sociologia științei și tehnologiei pentru a studia un laborator de științe exacte, însă pentru a putea lucra cu un laborator de științe

sociale și umaniste trebuie să privim spre contextul social de laborator, către activitățile cotidiene care se află într-o strânsă legătură cu orice tip de fapt științific produs în laborator.

Studiile de laborator ne oferă o intrare pe ușa din spate a științei, desigur, în sensul figurat, prin relevarea unui lumi ficționale de către un nespecialist în cercetarea științifică din laborator. Critica științifică, în cazul studiilor de laborator, devine abstractă, „literară” sau chiar subiectivă, prin descrierile realizate de observatorul integrat în laborator. Alegerea făcută de Bruno Latour, care a venit la Salk Institute cu ajutorul unui Fullbright Fellowship (1975–1976), NATO Fellowship (1976–1977) și al unui *grant* de cercetare primit de la Salk Institute, a fost aceea de a deveni o parte componentă a echipei din laborator, un fel de *inside-outside observer*, pentru a descrie cât mai minuțios și mai îndeaproape activitatea științifică din laborator. Intențiile rămân cât se poate de evidente: urmărirea construcției sociale a științei prin instrumente sociologice, o sociologie a științei, după Manheim și Merton, sau o etnografie a științei și tehnologiei, cum arătau studiile de după anii '70, în care se integrează Latour și Woolgar. Domeniul nou propus de autori, definit ca *știință, tehnologie și societate (technoscience)*, încearcă să se bazeze pe celelalte ramuri ale *science studies* (Pierre Bourdieu) însă noutatea constă în încrederea acordată vieții sociale din laborator, cu alte cuvinte, „activității umane”. Studiile de laborator introduc relația strânsă între societate și producția științifică din laborator, ultima nefiind independentă de prima, ci chiar parte din ea. Poate de aceea, integrarea observatorului „non-cunoscător” se realizează implicit, într-o normalitate care conduce către ideea că acest observator *outsider* devine la final *insider* și, în majoritatea cazurilor, competent în studiile realizate în laborator. Cele două „culturi”, cea socială, adusă de observator, și cea științifică, adusă de cercetători, devine în *Laboratory Life* o singură cultură, comprehensibilă mai ales în spațiul public.

Descifrarea limbajului științific prin studiile de laborator ajută la o mai bună înțelegere a producerii de cunoaștere științifică pentru public și, implicit, îl aduce pe acesta mai aproape de știință. În ideea lui Jonas Salk, „*poziția științei în societate și înțelegerea publică a științei, a conduitei oamenilor de știință și crearea cunoașterii științifice*” vor duce la o clarificare a activității științifice (apud Latour, 1979, p. 14).

BIBLIOGRAFIE

1. BLOOR, DAVID (1976). *Knowledge and Social Imagery*, London, Routledge and Kegan Paul.
2. BOURDIEU, P.; PASSERON, J.C.; CHAMBOREDON, J.C. (1968). *Le métier de sociologue*. Livre 1. Paris, Mouton.
3. BOURDIEU, PIERRE (2001). *Science de la science et réflexivité*. Raisons de réagir, Paris.
4. CALLON, M.; LATOUR, B. (1991). *La science telle qu'elle se fait. Anthologie de la sociologie des sciences de langue anglaise*. Paris, La découverte.
5. CAMIC, CHARLES (2007). *On Edge: Sociology During the Great Depression and the New Deal en Calhoun*, în Craig Calhoun (2007). *Sociology in America. A History*. Chicago: The University of Chicago Press.

6. CAMIC, CHARLES; GROSS, NEIL; LAMONT, MICHÈLE (2011). *Social Knowledge in the Making*. Chicago, The University of Chicago Press.
7. COLEMAN, JAMES, S. (1990). *Foundations of Social Theory*. Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press.
8. GARFINKEL, HAROLD (1967). *Studies in Ethnomethodology*. Englewood Cliffs, NJ: Prentice-Hall.
9. GIL, FERNANDO. (1998). *De l'épistémologie à la philosophie, par le laboratoire* in Guesnerie Roger, Hartog François (coord.). (1998). *Des sciences et des techniques: un débat*. Paris: Editions des l'Ecole des hautes études en sciences sociales.
10. GOULDNER, ALVIN (1970). *The Coming Crisis of Western Sociology*. New York, Basic Books.
11. GUESNERIE, ROGER; HARTOG, FRANÇOIS (coord.). (1998). *Des sciences et des techniques: un débat*. Paris, Editions des l'Ecole des hautes études en Sciences sociales.
12. HACKING, I. (1992). *The self-vindication of the laboratory sciences* in Pickering A. (ed). (1992) *Science as Practice and Culture*. Chicago: The University of Chicago Press
13. HACKING, IAN [1999]. *The Social Construction of What?* Harvard University Press.
14. KNORR-CETINA, KARIN, D. (1981). *The Manufacture of Knowledge. An Essay and the Constructivist and Contextual Nature of Science*. Oxford, Pergamon Press.
15. KUHN, THOMAS [1962] (2012). *The Structure of Scientific Revolutions*. Chicago, The University Chicago Press.
16. LATOUR, BRUNO (1987). *Science in Action*. Harvard University Press, Cambridge.
17. LATOUR, BRUNO (1998). *Les chantiers actuels des études sociologiques sur les sciences exactes*, in Guesnerie, Roger; Hartog, François (1998). *Des sciences et des techniques: un débat*. Paris: Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales.
18. LATOUR, BRUNO; PETER, WEIBEL (2005). *From Realpolitik to Dingpolitik – An Introduction to Making Things Public – Atmospheres of Democracy*, Catalogue of the show at ZKM, MIT Press, 2005.
19. LATOUR, BRUNO; WOOLGAR, STEVE [1979] (1987). *La vie de laboratoire*. Paris, Sciences et société.
20. LYNCH, MICHAEL (1993). *Scientific practice and ordinary action. Ethnomethodology and social studies of science*. Cambridge, Cambridge University Press.
21. MANNHEIM, KARL (1936). *Ideology and Utopia: Introduction to the Sociology of Knowledge*, New York, Harcourt&Brace.
22. MERTON, ROBERT, K. (1938). *Science, Technology and Society in Seventeenth-Century-England*, New York, Harper and Row (2nd ed. 1970).
23. PESTRE, DOMINIQUE (1998). *L'étude sociale des sciences et le travail historique*, in Guesnerie, Roger, Hartog, François. (1998). *Des sciences et des techniques: un débat*. Paris: Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales
24. TURNER, CHARLES (2008). *Book review: Latour Bruno, Peter Weibel. (2006). Making Things Public*. Cultural Sociology 2, p. 419.
25. VLĂSCEANU, LAZĂR (2010). *Știință și societate. Interese și percepții ale publicului privind cercetarea științifică și rezultatele cercetării (STISOC)*, disponibil pe www.stisoc.ro.

STÉPHANE OLIVESI (dir.) (2013). *Sciences de l'information et de la communication. Objets, savoirs, discipline*, ediția a 2-a, Grenoble: Presses Universitaires de Grenoble, 304 p.

Unul dintre cei mai apreciați profesori în domeniul științei politice și al comunicării din Franța, actualmente director al revistei științifice „Politiques de communication” (<http://www.revuepolitiquesdecom.uvsq.fr/>), editată la Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, este Stéphane Olivesi, care a desfășurat în paralel cu cariera sa din învățământul universitar și profesia de consultant în comunicare pentru diferite organizații. Astfel au luat naștere numeroase articole de specialitate, precum și șase volume de autor, dintre care amintim *Histoire politique de la télévision* (Paris: l'Harmattan, 1998), care reprezintă versiunea pentru publicare a tezei sale de doctorat, *Questions de méthode. Une critique de la connaissance pour les sciences de la communication* (Grenoble: PUG, 2004) și *La communication au travail. Une critique des nouvelles formes de pouvoir dans les entreprises* (Grenoble: PUG, 2002) – publicată și în ediție românească sub titlul *Comunicarea managerială. O critică a noilor forme de putere în organizații* (București: Editura Tritonic, 2005).

Lucrarea pe care o prezentăm aici, ajunsă la a doua ediție, este coordonată de S. Olivesi și reunește studiile a douăzeci de coautori, între care și coordonatorul, fiind organizată în trei părți, conform indicatorilor din subtitlu: *objets, savoirs, discipline*, fără a se dori un „manual” de științele comunicării, ci mai degrabă o crestomație de actualitate a tuturor disciplinelor obligatorii în programele universitare de specialitate în acest domeniu, din Franța, precum și abordărilor teoretico-metodologice promovate în spațiul francez în domeniul comunicării. În plus, spre deosebire de un manual, volumul propune o abordare critică asupra tematicilor selecționate, în sensul unei analize a rezultatelor studiilor și cercetărilor care se concentrează pe implicațiile sociale ale diverselor forme de comunicare.

Partea I, cea mai extinsă din volum, aduce în discuție următoarele tematici prioritare: publicurile mass-media (Jean-Pierre Esquenazi), practicile culturale și medierea (Michèle Gellereau), informare și documentare (Jean-Paul Metzger), raportul jurnaliștilor cu sursele (Roselyne Ringoot și Denis Ruellan), comunicarea politică (Jacques Le Bohec), comunicarea publică (Caroline Ollivier-Yaniv), comunicarea teritorială (Isabelle Paillart), comunicarea organizațională (Nicole D'Almeida și Yanita Andonova) și extinderea domeniului comunicării prin *Web* (Christine Barats).

Dintre acestea, conceptul de *mediere* este insuficient explorat de literatura română de specialitate, motiv pentru care am ales o rapidă trecere în revistă a implicațiilor acestuia. Atât procesul de mediere (fr. *médiation*), cât și cel de mediatizare (fr. *médiatisation*) presupun intervenția unui intermediar pentru facilitarea comunicării și, deci, a accesului la informații, cu diferența că mediatizarea implică și instrumente de ordin tehnic specifice sistemului mass-media (dispozitive). Spre deosebire de accepțiunea curentă asupra medierii – care poate fi interpretată atât din perspectiva raportului cu un sistem, generând mediere socială, cât și din perspectiva construirii de sens *via* unui proces interpretativ –, în domeniul științelor comunicării și în accepțiunea propusă de volumul prezentat aici, medierea „are la bază faptul că sensul nu este imanent obiectelor, ci se construiește prin intermediul subiecților care interpretează [*sujets interprétants*] în cadrul unor procese, grație limbajelor și dispozitivelor”, articol de M. Gellereau, p. 27. Studiul proceselor de mediere în relație cu practicile culturale actuale este recomandat de aceeași cercetătoare, Michèle Gellereau, în sensul în care „noțiunea de mediere permite reflectarea asupra articulațiilor și concepțiilor diversificate ale culturii”, p. 40, generând mediere culturală, care nu poate fi redusă la simpla mediere instituțională a culturii.

Partea a II-a a volumului propune cinci incursiuni teoretico-metodologice riguroase care dau seama de caracterul interdisciplinar al științelor comunicării: o abordare socio-economică a industriilor culturale și mediatice (Bernard Miège), un studiu asupra „antropologiilor comunicării” (Stéphane Olivesi), o istorie a mijloacelor de comunicare în spațiul public (Roger Bautier), analiza de discurs în științele informării și comunicării (Simone Bonnafous și Alice Krieg-Planque), semiotica și analiza comunicării mediatice (Guy Lochard și Jean-Claude Soulages).

Partea a III-a, dedicată disciplinei științelor comunicării în Franța, cuprinde două capitole, primul dedicat unei abordări istorice privind instituționalizarea disciplinei (Robert Boure), iar cel de-al doilea unei cartografii a domeniului (Pascal Froissart), realizată pornind de la statisticile oficiale franceze privitoare la specializările universitare și profesiile din domeniul comunicării. Din acest ultim capitol, reținem, în special, statistica referitoare la tematicile privilegiate ale celor 900 de articole publicate de cercetătorii francezi în *Anuarul cercetării în informare și comunicare* (SFSIC, 2002): noile tehnologii ale informării și comunicării (35%), analiza de discurs (22%) și studii teoretice în domeniul informare-comunicare (13%), urmate de comunicarea organizațională și abordări socio-politice ale comunicării (cf. Froissart, p. 285–286).

Volumul rămâne unul de referință în domeniul de specialitate, reunind contribuții ale unor nume mari din Franța în cercetarea contemporană a comunicării. Cartea surprinde astfel o istorie în curs de desfășurare a câmpului disciplinar al științelor comunicării și a profesilor corespunzătoare acestuia, într-o abordare eminemant franceză, care se înscrie în aceeași istorie națională a domeniului.

Valentina Pricopie

THANASIS APOSTOLOU (editor), *Drug Policy and Drug Legislation in South East Europe*, Nomiki Bibliothiki Group, Greece, 2013.

The book edited by Thanasis Apostolou is a collection of studies based on the cooperation between the Diogenis Association (Greece), NGOs participating in the Drug Policy Network in South East Europe and the researchers affiliated with research institutes and universities in the countries in South East Europe. The countries covered in the volume are: Albania, Bosnia and Herzegovina, Bulgaria, Croatia, Yugoslav Republic of Macedonia, Greece, Montenegro, Romania, Serbia, Slovenia. The structure of the volume is a simple and somehow didactical one – the summary of the findings is presented at the beginning of the book and, after that, each country is presented in a separate chapter, while each chapter follows the same internal structure of information.

One can notice the vast academic and empirical effort to set up such a substantial book. In the case of each country analyzed the authors compared the relevant national strategies on drugs, national substantive criminal legislations, national drug laws and institutions, as well as drug law enforcement in practice, sentencing levels, and the prison situations.

As it is stressed in the book, the criminal justice systems in the countries of South East Europe have different legal traditions and there is great diversity in all countries in the typology of the penalties imposed according to the legislation. In all countries, the criminal legislation contains provisions concerning cultivation, production and trade of drugs (trafficking) and, for some of them, or even for the majority of the countries, there is no legally established difference between small and big dealers of drugs. As all the authors reported in their chapter, cannabis production and use is dominant in all countries of the region in the period of time analyzed.

In each chapter the problem of drug-use in prisons is clearly defined and presented. At the level of all South East European countries the reader can see that there is a great diversity in the provision of treatment programs for drug dependent prisoners.

As regards the social reintegration programs for drug dependent prisoners, the situation is worse. As the native authors notice, the social reintegration programs for drug dependent prisoners could be characterized as incoherent for most countries in the region. The lack of official data in this respect (with the exception of Croatia) makes more difficult the planning of adequate programs in this domain.

All countries covered by the volume have adopted a National Strategy regarding Drugs after 2000. The majority of them have also adopted Action Plans for the implementation of the above-mentioned strategy. Nevertheless, only some countries have evaluated their strategies and action plans and, additionally, only few of them have formal evaluation mechanisms. This situation leads to a gap which exists in practice between the strategy and the practice concerning drugs, and in this respect, all the authors agreed, the role of NGOs and civil society is vital for the future development in the region. Despite that, the relevant national authorities and the state recognized agencies and service providers are cautious in their reactions concerning proposals for change which are considered to be contrary to the international conventions and here they enter in a formal contradiction with the NGOs and civil society from each country.

The remarks of various authors of the volume stressed the fact that in many countries from South Eastern Europe NGOs have dual positions in drug issue: On the one hand, the NGOs wish for reform in several areas, but, on the other, they are concerned about the general feeling of the public concerning decriminalization of drugs.

At the same time, the relevant national authorities in all countries and the relevant agencies in the region are careful in their reactions concerning proposals for changes to the law which are considered to be contrary to the international agreements the countries had signed.

There are several issues which need to be regulated further due to the fact that the present situation in each case is unclear. The authors referred to the decriminalization of drug possession for personal use, the help for the drugs users and avoiding imprisonment, and the introduction of supervised consumption rooms. There are no unique directions for practically solving those issues, as the authors of the chapters showed in the volume. In each case it is important to consider both the changes in legislative system and the active involvement of the NGOs, which is different in each country.

At this point we find the most critical aspect of the state's and NGOs activity related to drugs – that is, the available resources for drug supply reduction and drug demand reduction in South Eastern Europe. There is another practical contradiction between, on the one hand, the balanced national strategies on the reducing the drug demand and supply of drugs and, on the other hand, the imbalance which exists between supply reduction and demand reduction (prevention, treatment and rehabilitation). Here again the role of the civil society and NGOs seems to be a vital one but, as the authors of chapters from the volume stressed, there cannot be recorded an improvement of NGOs activities in this domain.

Unfortunately, a final chapter (with concluding remarks and future directions of development for action) is missing from the book. In the *Preface* (p. VII) the volume's coordinator announces a new volume devoted to supranational comparisons meant to explain the reasons underlying the NGOs role in identifying the factors necessary for effective reforms in the domain. We hope that the new book will provide the necessary information from a comparative point of view.

To conclude, the volume offers first-hand information on a domain of great importance for the good functioning of a society – the drug problems. As such, it fills an existing gap in the scientific literature and offers not only interesting comparative elements about the issue at stake but also some practical guidelines for future development. We reiterate our hope that the second volume, centered on the supranational comparisons will be soon published and made available to the public.

Valentina Marinescu

DIMITRIE GUSTI and contributors – *Cornova 1931*. Edited by Marin Diaconu, Zoltán Rostás, Vasile Șoimaru, Chișinău, Quant Publishing, 2011, 852 pages.

The volume *Cornova 1931*, the title page of which lists Dimitrie Gusti and his contributors as authors, was edited by Marin Diaconu, Zoltán Rostás and Vasile Șoimaru, and appeared in the second half of the year 2011 at Quant Publishing, Chișinău. By taking a quick look at the contents, we note that these contributors have deliberately chosen from different fields and time intervals. Thus, the studies of Ernest Bernea, Xenia Costa-Foru, Ștefania Cristescu, D. C. Georgescu, Anton Golopenția, Traian Herseni, Ion Ionică, Domnica Păun, Mihai Pop, Henri H. Stahl, D. Șandru and Petre Ștefănuță are alongside the immediate reports of events dedicated to the monographic campaign at Cornova and alongside its contemporary reception written by Grigore Botezatu, Lina Codreanu, Iordan Datcu, Marin Diaconu, Sanda Golopenția, Iulia Mărgărit, Dora Mezdrea, Zamfira Mihail, Zoltán Rostás and Vasile Șoimaru.

At present, the canons of academic research are rather governed by the principle of deconstruction and *restitutio* gestures are rare, readers in the social sphere cannot but admire the efforts of editors Marin Diaconu, Zoltán Rostás and Vasile Șoimaru to carry out one of the intellectual projects of the Gustian School. The volume *Cornova 1931* represents, from this perspective, the terminus point of an editorial path that has had at least three more major episodes over eight decades. The first one dates from the fourth decade of the twentieth century, when, in a letter dated June 21, 1931, addressed to Ștefan Ciobanu, Dimitrie Gusti asked for a contest to choose:

“a village in Bessarabia suitable for our monographic research that will take place there this year. We are looking for an old village of free peasants, who call each other Captains, and that is situated next to a monastery”. [p. 584]

That is why, between June 25 and August 13, 1931, the seventh monograph campaign, organized in the framework of what posterity would call the Sociological School of Bucharest, was held under the leadership of Dimitrie Gusti and with the participation of fifty-five people at Cornova. Campaign results were the subject of monograph lectures and conferences, which were held in Bucharest, under the aegis of the Romanian Social Institute, on Wednesdays in the months from January to April 1932. Posters and reports of these lectures and conferences are included in the reviewed volume between pages 411 and 462, revealing to the reader that the idea of a future monograph of the Bessarabian village was announced by Gusti on January 16, 1932, in the discussions that followed the projection of sociological documentaries about Drăguș and Cornova:

“A filmed Romanian sociology of villages would stand beside the series of publications: the monographic sociology of Romania that will inaugurate its publication with the three-volume monograph of the Bessarabian village of Cornova, thanks to the generosity of the American Rockefeller foundation (a monograph which we hope will provide the deciding argument to those who still do not know how old Romanian Bessarabia is)” [p. 417].

The conferences resulted in studies, printed in 1932, comprised in the tenth volume of the *Arhiva pentru Știința și Reforma Socială* [Archive for Science and Social Reform] and, in the coming years, in *Sociologie românească* [Romanian Sociology] and other specialized publications or even in books.

The second episode in the attempt of writing the monograph of the village of Cornova occurs only six decades later, when, under the auspices of the Dimitrie Gusti Foundation and in the coordination of Ovidiu Bădina, the resumption of research in the Bessarabian village was attempted and the volume *Cornova. Un sat de mazili* [Cornova. A village of the deposed] was published in 1997. A third episode of the same monographic project took place in 2000, when the Museum Publishing

House in Chișinău printed a book under the coordination of Professor Vasile Șoimaru, *Cornova*, written by a group of authors: Ion Dron, Alexandru Furtună, Iurie Colesnic, Zamfira Mihail, Elena Ploșniță, Petre V. Ștefănuță, Vlad Pohlă, Grigore Botezatu, Anton Golopenția, Sanda Golopenția-Eretescu, Henri H. Stahl, Emil Turdeanu, Ernest Bernea, Pompilu Gâlmeanu, Paul Bran, Ion and Tatiana Varta.

Representing in a way the fulfilment of the interwar intellectual project, the volume *Cornova 1931* constitutes an improvement in comparison with the works of 1997 and 2000, not only because of its size (852 pages, of which 815 represent actual text and 35 are visual speech – the landscape seen by the photographer Berman, and a few contemporary looks), but especially because of the editorial formula adopted, that structures the text into four distinct parts.

The first part, from pages 7 to 400, called *Studies*, opens with a text written by Dimitrie Gusti – *Sociologie românească [Romanian Sociology]* – in which he explains the theoretical concept of the School, and which is followed by the articles of the monographers, published originally in 1932 in the *Archive for Science and Social Reform*. These articles were put in the order of the Gustian system of contexts: biological (D.C. Georgescu – *Evoluția demografică a satului Cornova [The Demographic Evolution of the Village of Cornova]*), historical (H.H. Stahl – *Vatra satului Cornova [The Hearth of the Village of Cornova]*), psychological (H.H. Stahl – *Despre Inochentie și inochentism [About Inochentie and Inochentism]*; P. Ștefănuță – *Scrisori de război [War Letters]*; E. Bernea – *Contribuții la problema calendarului în satul Cornova [Contributions to the Problem of the Calendar in the Village of Cornova]*), and of spiritual manifestations (Ștefania Cristescu – *Practica magică a descântatului de “strâns” în satul Cornova [The Magical Practice of the “Ingathering” Incantation in the Village of Cornova]*; Emil Turdeanu – *Un manuscris miscelaneu necunoscut [An Unknown Miscellaneous Manuscript]*; Mihai Pop – *Contribuții la studiul limbilor speciale din Cornova: păsăreasca [Contributions to the Study of Special Languages in Cornova: “Păsăreasca” Language]*), of units (Domnica I. Păun – *Țigani în viața satului Cornova [Gypsies in the Village Life of Cornova]*), of relations (Traian Herseni – *Categorii sociale cornovene [Cornovan Social Categories]*) and of social processes (Anton Golopenția – *Aspecte ale desfășurării procesului de orășenizare a satului Cornova [Urbanization Process Development Aspects of the village of Cornova]*).

Without insisting on the contents of these texts, we only point out that we are dealing with some of the best works of the monographers: these are texts containing *in nuce* topics that they will further develop in their later work and which will provide the grounds for their theoretical or methodological reflection. For instance, the research of the issues of the Cornova calendar carried out by Ernest Bernea will underpin his later works *Timpul la țăranul român [Time for the Romanian Peasant]* (1941), *Cadre ale gândirii populare românești [Contexts of Romanian Folk Thought]* (1985), *Spațiu, timp și cauzalitate la poporul român [Space, Time and Causality for the Romanian People]* (1997). Henri H. Stahl studies the techniques of geodesy, developing his “social archaeology” project, which he will later elaborate in the three volumes of *Contribuții la studiul satelor devălmașe românești* (1958–1965). Anton Golopenția, being at his first monographic research in Cornova, is the first Romanian to study urbanization, a socio-economic and cultural process, to which he will later dedicate interesting notes in the *Marginals* of the issues of *Romanian Sociology* between the years 1937–1939 (Cf. Anton Golopenția, *Opere complete. Vol. I: Sociologie*. Edited by Prof. Sanda Golopenția, Ph. D., introductory study by Prof. Ștefan Costea, Ph. D., Bucharest, Editura Enciclopedică, 2002, p. 420–438). The three case studies by Ștefania Cristescu discuss, very technically, different aspects of the phenomenon of incantations in the village of Cornova: the social construct of the magical agent, the frequency of magic formulas and, respectively, the type of the “ingathering” incantation. Giving a glimpse of a theoretical and methodological conception of sociological origin, without neglecting, however, especially regarding incantations, the acquisitions of the Philological School of Ovid Densusianu, the articles, together with subsequent research plans, with the texts of communications and five hundred observation sheets, will form the body of the volume *Descântatul în Cornova-Basarabia [Incantation in Cornova-Bessarabia]*, edited by Sanda Golopenția in 1984, and, in a revised edition, in 2003.

We consider the following three big sections of the book to be of a very special value, namely *Despre a VII-a campanie monografică [About the Seventh Monographic Campaign]* (pp. 403–590), *Portrete sociologice [Sociological Portraits]* (p. 593–748) and *Monografiștii. Fișe de dicționar*

[*Monographers. Dictionary Files*] (p. 749–722), because they reconstruct the context of research and bring together not only textualized, finished ideas, but also a bit of the work that was put into them; not only the finished work, but also its editorial aspect, or work in progress, and the process of its reception in different times, too; not only the fulfilments of the Sociological School of Bucharest, but also its stumblings and failures.

The second section of the book, – *About the Seventh Monographic Campaign* – represents an attempt to reconstruct the intellectual effervescence raised by research in Cornova by grouping texts edited on other occasions, and many of them unique, into various generic categories: announcements of conducting conferences or their brief reports, reviews of publications, obituaries, log files, observation sheets, letters identified on the field by monographers or letters exchanged between each other. Especially these epistolary exchanges will be, from this time on, unavoidable documents in any social history approaches of the Sociological School of Bucharest. For instance, in a letter addressed to Dimitrie Gusti, quoted from pages 400–406, Henri H. Stahl questions even the monographic method, as it was conceived by the mentor, showing him the practical limitations:

“A reclassification is needed, and for the upcoming campaign we will have to greatly reduce the number of monographers. In fact, it was your opinion, too: twenty monographers working efficiently are more than enough. The large number of participants brings an administrative strain that is not rewarded by the labor input accordingly. When there is more than one person working on a single issue, everyone hopes that the others will do the work. When there are few, each works in all areas, to the maximum. At least I, unhindered by administrative concerns, can now work not only on my problem, but on those of the others, in a completely different way and more prolifically than before”.

Furthermore, reading the same letters allows the reader to approximate the researcher-subject relationship during monograph campaigns, and the impact of this kind of research on the investigated community or daily fieldwork. I quote again, in this sense, a larger fragment for its novelty and savour:

“Nevertheless, Professor, I am doing quite well, although a bit alone. And if I happen to sprain a leg, then I enrich the folder of magic with files, because I get healed by dirt taken from the roots of a plum tree, boiled with flax oakum, and I am taken to all the women who enchant (by age and social status). I get along extremely well with the villagers. The knights of the first class, from the whole region, won’t organize a dance without me. They call me, and I am forced to do demonstrative dances, like we dance in Bucharest, in boots, with damsels who are barefoot. You know that in the village there is a fashion of the monograph: with buttoned-down shirts, rolled up sleeves and cut brims, *i.e.* hats in the forms of berets. This is a costume worn by elite knights of the first class. Vineyards haven’t started yet. But people are already preparing wine in small barrels, so that they have some by the harvest. The drunkenness in the village is generalized and appalling. At night, the whole village yells: monographist songs. They gather to pluck feathers, to spin, where I take part. Sometimes, lads cut themselves and come to me to whine. I put iodine on their cuts and complete files on morality. Thus, the village is completely different now, in autumn. Pathetic, but interesting”.

The *Conversations* section in the same part contains clippings, focused exclusively on the monographic campaign at Cornova, of the interviews that were conducted by Zoltán Rostás with the monographists of the Sociological School, starting from the 1980s. The importance of the selected fragments lies not only in the fact that they motivate, criticize, evaluate the results of the research from several, often contradictory, perspectives. The motivation of the choice of the Bessarabian village as the space for research is briefly exposed by Henri H. Stahl:

“Cornova was, without a doubt, interesting. It was a completely new thing, because here we have to deal with the problems of a village that suffered because of the strong, cultural and administrative Russian influence. There you had a number of issues that were non-existent in other regions” [p. 493].

Furthermore, the interviews show how the land of Cornova was by how it was received by such or such monographist. Thus, for Stahl, Cornova was “without a doubt, interesting” [p. 493], as it was for Mihai Pop and Roman Cressin, who thought of it as a “very interesting village of free peasants, purely Romanian” [p. 504], for Ernest Bernea it also marks the beginning of his scientific career:

“Cornova was very interesting; it launched me as a scientist” [p. 501].

Gheorghe Focșa highlights the major differences of Cornova as compared to other investigated villages, noting that “there was another environment at Cornova. A completely different environment” [p. 504], while, for this same reason, it was a disappointment for Paula Stahl:

“It was something completely different. The village was a village, because it was not paved, there was no sewerage, the houses were small, but for me, especially, it was desolation. I had nothing... not much to do around there, they were dressed just as people dress in the cities, with skirts and blouses or complete dresses made of linen purchased and tailored there...” [p. 503].

On the contrary, Marcela Focșa, who studied almost the same segment, remembers something else:

“Cornova was very funny (...) The atmosphere was relaxed, friendly, cheerful” [p. 498–499].

The *Conversations* show how monographists actually worked and had fun, where they stumbled in the implementation of the monographic method, and also how they theoretized the various aspects of social reality and what was the impact of their works in time. Regarding the latter, criticizing the comments of Panaitescu and Giurăscu on the forms of joint property, Stahl notes:

“What is a Romanian village? There is not only one Romanian village, but there are multiple forms of Romanian villages. And then you have to know which these forms are. For this, you need to do research; you have to be a sociologist, not a historian. The documents don’t always clear up things sufficiently. You must have in mind the living image of the extraordinary differences between villages in the Romanian countryside today. There is no comparison” [p. 495].

I also call attention to the section of *Sociological Portraits*, masterfully compiled by Zoltán Rostás for Dimitrie Gusti, Mihai Pop, Henri H. Stahl and Octavian Neamțu, by Sanda Golopenția for Ștefania Cristescu, by Dora Mezdrea for Dumitru Cristian Amzăr and by Lina Codreanu for Gheorghe Focșa. We dare say that, beside these seven portraits, the work also contains another two, depicted in a less precise manner: one of the priest Ion Zamă – a figure that obsessively follows the reader a long time after reading the book; the second is that of Petre Ștefănuță, a portrait that is emphasized through the eleven texts that belong to it, which are included in the pages of the book.

All these above mentioned aspects, as well as many others that can be discovered by reading the book, demonstrate that the editors of *Cornova 1931* found the best formula for achieving what Gusti called, at the same conference of January 16, 1932, [p. 416], a *sociological monograph*, i.e. “a synthesis in time and space of a part of a country”.

Cosmina Timocea-Mocanu

